

Alice Poznanska-Parizeau (1930-1990)  
et Denis Szabo (1929-2018)

(1977)

# LE TRAITEMENT DE LA CRIMINALITÉ AU CANADA

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES  
CHICOUTIMI, QUÉBEC  
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

**UQAC**

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,  
courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca), à partir de :  
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales.  
à partir du texte de :

Alice Poznanska-Parizeau et Denis Szabo

## **LE TRAITEMENT DE LA CRIMINALITÉ AU CANADA.**

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1977, 427 pp.

M Jacques Parizeau, économiste et ancien premier ministre du Québec, nous a accordé le 18 septembre 2006, à titre d'ayant droit, son autorisation de diffuser la totalité des publications de sa défunte épouse. L'autorisation accordée au téléphone a été confirmée par écrit par M. Parizeau lui-même.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

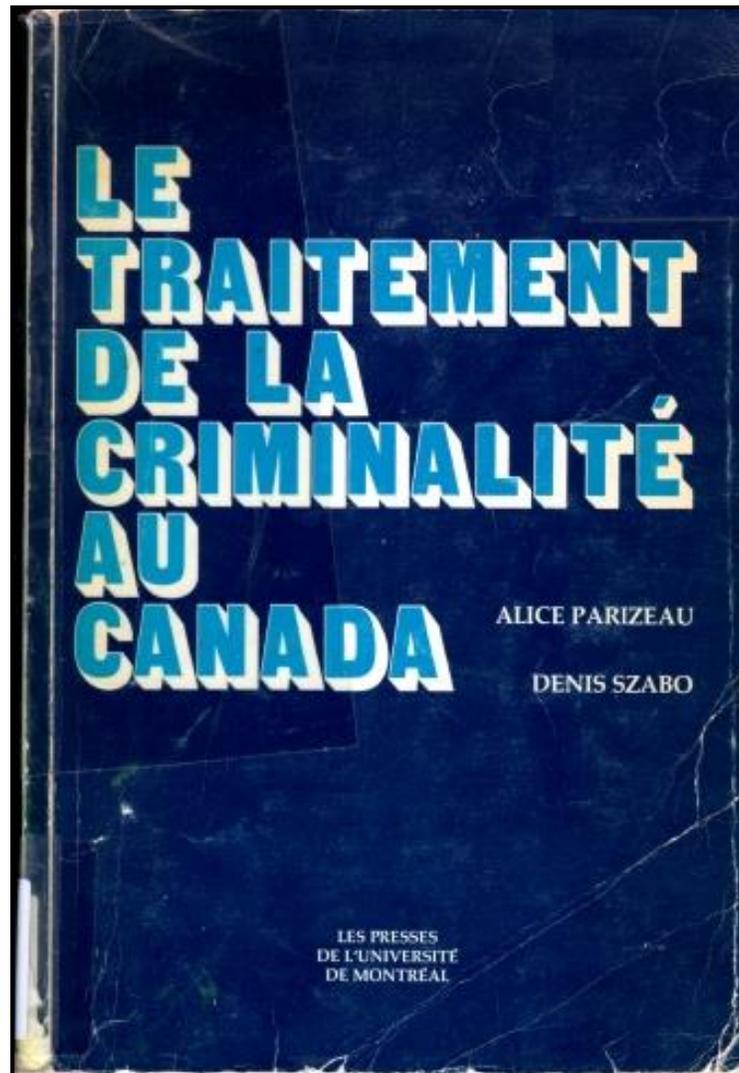
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 14 mai 2019 à Chicoutimi, Québec.



Alice Poznanska-Parizeau (1930-1990)  
et Denis Szabo (1929-2018)

Le traitement de la criminalité  
au Canada



Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1977, 427 pp.

Alice Poznanska-Parizeau (1930-1990)  
et Denis Szabo (1929-2018)  
criminologues,  
Université de Montréal,

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[7]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

## **Table des matières**

[Liste des tableaux](#) [9]

[Avant-propos](#) [11]

[Introduction](#) [19]

Chapitre I. [Les structures judiciaires](#) [47]

1. [Le cadre constitutionnel canadien](#) [47]
2. [L'organisation judiciaire fédérale en matière pénale](#) [57]
3. [L'organisation judiciaire provinciale et territoriale en matière criminelle](#) [64]
4. [Les juges et les auxiliaires de la justice](#) [93]
5. [Les Commissions d'enquête](#) [105]

Chapitre II. [La criminalité au Canada](#) [113]

Chapitre III. [Le procès pénal](#) [127]

1. [Le déclenchement du procès](#) [131]
2. [Le déroulement du procès](#) [149]
3. [Les peines](#) [163]
4. [Les Commissions de réforme du droit et l'élaboration des politiques criminelles](#) [179]

Chapitre IV. [Les services policiers](#) [185]

1. [Le partage des pouvoirs en matière d'application des lois](#) [185]
2. [L'organisation des forces de police](#) [190]
3. [Les limites des pouvoirs de la police](#) [218]

Chapitre V. [Les services de détention et de probation](#) [251]

1. [Les pénitenciers administrés par le gouvernement fédéral](#) [254]
2. [Les prisons et les services de probation administrés par les gouvernements provinciaux](#) [292]
3. [Les centres et les écoles de formation destinés aux jeunes délinquants](#) [309]
4. [La surveillance en milieu ouvert et les perspectives d'avenir](#) [319]

Chapitre VI. [La commission des libérations conditionnelles](#) [325]

1. [Le rôle de la Commission des libérations conditionnelles](#) [327]
2. [Les modes de fonctionnement de la Commission](#) [351]
3. [Les modalités de collaboration de la Commission avec les services provinciaux de probation et les agences privées](#) [360]

Chapitre VII. [La réinsertion sociale](#) [365]

[Conclusions](#) [377]

[Bibliographie](#) [387]

[9]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

## Liste des tableaux

- Tableau 1. [Les tribunaux judiciaires du Canada](#) [69]
- Tableau 2. [Schéma général du partage du pouvoir de nomination des juges](#) [94]
- Tableau 3. [Pourcentage des crimes de violence par rapport au nombre total d'actions criminelles et d'infractions \(1962-1970\)](#) [118]
- Tableau 4. [Variations du taux moyen de délits contre la personne \(1962-1970\)](#) [121]
- Tableau 5. [Variations du taux moyen des délits contre la propriété \(1962-1970\)](#) [121]
- Tableau 6. [Variations du taux moyen des délits sexuels \(1962-1970\)](#) [122]
- Tableau 7. [Variations du taux moyen des autres délits \(1962-1970\)](#) [122]
- Tableau 8. [Processus de traitement de la criminalité au Canada](#) [129]
- Tableau 9. [Détenition et mise en liberté provisoire avant procès](#) [137]
- Tableau 10. [Effectifs policiers des principaux services de police au Canada](#) [189]
- Tableau 11. [Augmentation des effectifs et des frais d'opération de la G.R.C. depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle](#) [197]
- Tableau 12. [Organigramme - Structure des relations](#) [268]
- Tableau 13. [Population totale des institutions provinciales pour adultes \(au 31 décembre 1973\)](#) [301]
- Tableau 14. [Augmentation procentuelle de la population de moins de 25 ans selon le groupe d'âge \(Canada 1961-1971\)](#) [313]
- Tableau 15. [Graphique des libérations conditionnelles](#) [344]
- Tableau 16. [Surveillance des libérés conditionnels qui relèvent de la Commission nationale, selon les organismes impliqués](#) [362]

[11]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**AVANT-PROPOS**

[Retour à la table des matières](#)

La criminalité comme problème social préoccupe le public et les gouvernements : elle est, comme les prix et les salaires, à la hausse. Mais l'interprétation de cette hausse devient de plus en plus problématique : est-elle due à un accroissement effectif de la criminalité ? Ou bien peut-elle s'expliquer par l'accroissement de l'efficacité des organes de lutte contre le crime, ou bien au contraire par l'inefficacité des organes de prévention de la criminalité ?

Certains n'hésiteront pas à s'interroger sur la pertinence de la question elle-même : la *criminalité* comme le *crime* ne dépendent-ils pas d'une définition qui peut varier au gré des lois, de leur interprétation largement discrétionnaire, voire des intérêts des détenteurs du pouvoir qui sont sujets, eux aussi, à des changements souvent arbitraires ?

Les définitions et surtout les interprétations sont, dans le domaine criminologique, matières périssables. Toutefois, nous ne sommes guère mieux, ni plus mal lotis que les autres sciences de la politique. Les lois, les organismes et les services que la société se donne pour faire face à la menace de la criminalité, pour traiter [12] les criminels, pour mettre en œuvre des mesures de prévention sociale, accusent par contre, eux, une stabilité relative mais certaine. Plongeant leurs racines dans l'histoire politique des nations, tributaires des influences contradictoires d'idées, d'hommes, d'intérêts et de traditions, les *institutions* forment ce que Durkheim a appelé la morphologie et la physiologie des organismes que sont les sociétés. C'est l'analyse des

institutions constituant le système bureaucratique qui fait l'objet de ce livre. S'agissant du domaine pénal, nous l'appellerons le système d'administration de la justice.

### ***EN QUOI CONSISTE LE SYSTÈME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ?***

La constitution du pays, le partage des pouvoirs dans un régime fédéral, demeure la clé de voûte des institutions canadiennes. La philosophie de la législation pénale est empreinte de la tradition britannique ; nos institutions canadiennes en sont issues. Cependant on y retrouve les préoccupations propres à la philosophie de la défense sociale dont l'apport s'est identifié en Europe continentale au progrès de l'humanisation du système pénal.

Les statistiques de la criminalité ne reflètent que très partiellement les facteurs criminogènes à l'œuvre dans une société. Elles indiquent, avec les réserves d'usage, les mouvements de la criminalité tels qu'ils sont captés par les institutions, dont la police, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Les structures judiciaires constituent le cadre de référence par excellence du système pénal. La police, les services pénitentiaires, ceux des libérations conditionnelles, représentent l'armature principale que l'État et la collectivité se sont donnés pour *traiter* le délinquant dont le comportement est stigmatisé par l'appareil judiciaire. La réinsertion sociale est le complément logique de ce processus d'exclusion, de stigmatisation et d'effort de resocialisation.

[13]

C'est l'examen de toutes les composantes du système qui constitue la trame de cet ouvrage.

**L'IMPORTANCE D'UNE ANALYSE DES INSTITUTIONS :  
LES PROBLÈMES D'UNE SOCIOLOGIE  
DE LA BUREAUCRATIE**

Sous l'influence de la psychosociologie et de la tradition positiviste, les études quasi expérimentales, recourant aux ressources accrues des méthodes quantitatives, ont dominé largement la recherche criminologique d'inspiration sociologique et psychologique. Des progrès non négligeables en ont résulté tant dans le domaine de l'épidémiologie de la criminalité que dans celui de l'étiologie des conduites délinquantes. L'absence d'études sur les institutions laisse cependant une lacune qu'il est urgent de combler. Comme l'a écrit Durkheim, le premier devoir de l'observateur scientifique de la vie sociale n'est pas d'interpréter ce qu'il voit, c'est de le constater. C'est ainsi. Voici le premier précepte de celui qui veut voir les phénomènes sociaux comme les *choses*. Rien ne se rapproche plus de l'ensemble des données constantes, régulières, prévisibles que les règles cristallisées dans les usages que reflète une partie des mécanismes complexes du contrôle social.

En effet, ce contrôle est une force contraignante pour l'individu et repose pour une large part sur l'autorité qu'elle inspire aux membres d'une même société. Autorité basée principalement sur le sentiment de légitimité que l'institution suscite et qui est le reflet de la confiance que les individus accordent aux règles, lois ou arrangements, qu'adoptent les institutions pour défendre au-delà des intérêts particuliers l'intérêt supérieur de la collectivité. La notion de *bien commun* apparaît comme une composante capitale des éléments qui entrent dans la définition de *l'institution*. La croyance que les institutions garantissent le bien commun signifie le maintien du maximum de liberté pour tous, compatible avec l'égalité des chances pour le plus grand nombre.

[14]

Or une des raisons de la désuétude relative des recherches institutionnelles en sociologie est justement la difficulté d'établir cette notion de *bien commun*. Les changements accélérés qu'on observe

dans les divers secteurs de la vie sociale ont remis directement en question la *légitimité* même des institutions, en contestant non seulement les règles, les lois et les moeurs, mais des postulats sur lesquels ceux-ci sont établis.

Les institutions maintiennent-elles ou restreignent-elles l'exercice des libertés compatibles avec les aspirations à l'égalité ?

Les opinions deviennent extrêmement partagées.

L'insistance sur la nature conflictuelle des relations sociales, l'influence de la renaissance marxiste et néo-marxiste dans les sciences sociales ont prêté un relent de conservatisme à des études consacrées aux institutions. Celles-ci apparaissent pour certains comme des remparts en vue de la défense d'intérêt des groupes dominants. Le rôle de la recherche sociologique doit devenir, pour beaucoup, la démonstration du caractère désuet, antisocial et anti-progressiste des institutions. Ce qui suggère la stabilité est suspect dans un monde de changements où toute prime va à l'inédit.

Il ne nous revient pas dans cet avant-propos de discuter à fond la question qu'on vient d'évoquer et qui a été traitée en détail par D. Bell dans son étude intitulée *The Public Household (The Public Interest* publié en 1974). Nous voulons simplement indiquer quelques-unes des raisons qui nous ont amenés à renouer avec une tradition de plus en plus effacée de la recherche sociologique. En effet, sans la connaissance précise du contexte *morphologique* et *physiologique* de la société, les recherches poussées sur les conduites individuelles et collectives, sur les opinions, les attitudes, les valeurs, devenaient partielles, voire même partiales.

[15]

C'est pourquoi il importe pour le criminologue - intéressé à la prévention du crime, au traitement des délinquants, à l'étiologie de la conduite criminelle comme à l'évaluation du système d'administration de la justice - de connaître avant tout le contexte institutionnel dans lequel se manifestent tous ces phénomènes. L'allure holistique d'une telle monographie répond à l'évidente interdépendance des phénomènes juridiques, sociaux et psychosociaux de la délinquance et de la criminalité. Des recherches *non institutionnelles* prendront, espérons-le, appui sur des monographies comme celle-ci, pour

approfondir soit un secteur particulier, soit une relation spécifique entre des conduites, des lois et des contextes socio-politiques donnés. Il n'y a pas de société sans institution dans laquelle se cristallise le savoir-faire d'une civilisation concernant la délinquance et la justice. Il n'y a pas, pensons-nous, de meilleure introduction à la *criminologie* d'un pays que celle qui débute par la description et l'analyse des institutions consacrées à la prévention du crime et au traitement des délinquants. Nous avons bien dit *introduction*, car il est entendu qu'il ne s'agit là que d'un modeste premier chapitre dans l'étude du problème complexe que posent la criminalité et sa prévention.

### ***DESCRIPTION ET INTERPRÉTATION***

Nous avons sciemment insisté sur la tradition durkheimienne de *description* en l'opposant, avec des nuances bien entendu, à *l'interprétation*. En effet, l'objectif de ce livre est de décrire et d'analyser. Il est moins celui d'évaluer, d'interpréter à la lumière de position théorique ou doctrinale. Une telle entreprise aura sa place dans un autre ouvrage. Ce volume a d'ailleurs été préparé pour le Ve Congrès des Nations unies, afin de susciter des études descriptives du même type dans d'autres pays du monde. Il a été élaboré par les auteurs, avec l'aide de deux assistants, Pierre Robert et Jean de Montigny, dont les services ont pu être retenus grâce à [16] la subvention du ministère du Solliciteur général du Canada. Le Congrès n'ayant pas eu lieu au Canada, la publication du livre a été retardée, mais ses objectifs restent inchangés.

### ***LES RÉFORMES PERMANENTES***

En effet, même si les institutions comme les lois sont moins périssables que les interprétations *criminologiques* de la délinquance, nous sommes parfaitement conscients du fait qu'il y a des réformes en cours qui, depuis une dizaine d'années surtout, s'accélèrent sous la pression à la fois de l'opinion publique et des politiques gouvernementales. Il y a donc une nécessité de mise à jour, tous les deux ou trois ans, des matériaux exposés dans ce livre. Nous nous y

appliquerons en temps opportun. Des efforts se multiplient, en effet, pour réviser la disposition du droit et de la procédure pénale, mais aussi pour soumettre à la critique certains des principes mêmes qui ont guidé la pratique judiciaire du passé. Il se dégage des débats actuels autour des recommandations des diverses commissions d'enquête, une préoccupation croissante quant à l'utilité, voire à l'équité, des mesures des peines et des régimes de leur exécution. On s'interroge de plus en plus sur les effets néfastes de l'institutionnalisation comme principal moyen de protection sociale contre l'activité criminelle. On est amené à rechercher des substituts possibles aux peines privatives de liberté ayant les mêmes effets dissuasifs de prévention générale. On cherche à faire un meilleur usage des possibilités qu'offre la communauté pour participer à la resocialisation et on tente d'abolir des cloisonnements bureaucratiques entre les divers services publics et privés de *défense sociale* afin que tout puisse être mis en œuvre pour que les institutions et les techniques servent à l'homme au lieu de l'écraser.

La sécurité judiciaire consiste dans l'accessibilité de tous au cautionnement ou à la libération sur parole sans égard à l'état [17] de leur fortune, la protection de la vie privée et des libertés fondamentales des droits de l'homme, sans enlever à la police son rôle de protecteur des biens, des personnes et de la sécurité des citoyens. Ce sont là quelques-unes des problématiques qui doivent être approfondies grâce à des expériences soigneusement contrôlées et évaluées. Le pragmatisme demeure évidemment de mise lorsqu'on parle de réforme ; trop d'idées généreuses, trop d'enthousiasmes se sont avérés porteurs de graves déceptions dans le passé pour qu'une prudence ne s'impose avant qu'on procède à des bouleversements profonds. Ce qu'il faut admettre, c'est le principe de la réforme permanente, de l'ajustement constant du système aux exigences des sentiments de justice exprimés par les voies démocratiques. Il nous semble que ce principe de mouvement est actuellement accepté tant par l'opinion publique que par les gouvernements ; le temps des *vaches sacrées* est révolu.

### ***L'IMPORTANCE DES ÉTUDES COMPARATIVES***

En ce qui concerne la coopération internationale - l'objectif majeur que poursuit l'Organisation des Nations unies - elle doit être servie par la criminologie comparée qui ne peut exister que dans la mesure où existent des éléments de comparaison. L'importance de *L'anatomie comparée* qui pourra résulter de la présentation des *physiologies nationales* que constituent les monographies semblables à celle-ci, ne saurait être dès lors sous-estimée. Qu'il nous soit permis d'exprimer le vœu que la plupart des pays soucieux d'une politique criminelle rationnelle fassent préparer, sous peu, des documents semblables.

Ce livre étant l'ouvrage collectif d'une équipe de chercheurs du Centre international de criminologie comparée, nous tenons à remercier les différents services et individus qui nous ont prodigué les renseignements parfois difficiles d'accès, ainsi que leurs conseils et leurs encouragements.

[18]

[19]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

## **INTRODUCTION**

[Retour à la table des matières](#)

La philosophie de la défense sociale repose sur le postulat que le droit pénal et la technique juridique pure ne suffisent plus pour expliquer et pour enrayer les phénomènes de la criminalité. Au-delà de l'acte criminel, elle implique l'analyse de la personnalité de ceux qui commettent des délits et de leurs relations avec la société. Parallèlement, la responsabilité de la société cesse de se limiter à une réaction punitive et se situe sur deux plans : celui de prévention de la criminalité et celui du traitement et de la réintégration des criminels. Les postulats de la défense sociale impliquent des réformes non seulement législatives, mais aussi et surtout sociales dont l'importance a évolué avec l'ensemble des systèmes politiques. En effet, la mise en pratique des principes de la défense sociale exige une révision de l'application des peines qui ne peut être envisagée que dans un cadre plus large de sécurité d'emploi et d'assistance sociale que les états modernes commencent seulement à mettre en pratique à l'égard des individus déviants ou délinquants.

Historiquement, les doctrines de la défense sociale furent élaborées, en partie dès le XVIII<sup>e</sup> siècle et on peut retracer leur [20] pénétration sur le plan législatif à travers les codes criminels qui ont été promulgués depuis. En ce qui a trait aux précurseurs et aux défenseurs de ce mouvement, ils ont été nombreux et ne se recrutaient pas nécessairement parmi les juristes.

En effet, celui qui est considéré comme le premier ayant formulé les idées de base de la défense sociale, Cesare marquis de Beccaria-Bonesana, était un économiste. Dans son traité [\*Des délits et des\*](#)

[peines](#), il abordait deux problèmes, celui de la prévention et celui des peines. Il considérait que :

... en punissant le coupable, la justice doit moins chercher à venger la loi qu'à retenir ceux qui seraient tentés de la violer.

Beccaria, fidèle en cela aux encyclopédistes, ne réclamait pas cependant des peines exemplaires, mais au contraire une humanisation de l'attitude sociale à l'égard des criminels. Il demandait la suppression de la peine capitale et condamnait l'utilisation de la torture comme moyen d'obtenir des aveux ou d'infliger un châtement.

Les peines ne peuvent consister en traitements contraires à l'humanité et doivent tendre à la rééducation du condamné.

Écrivait-il. Pour Beccaria, la culpabilité était un fait humain et devait être traitée comme un phénomène social. Au principe du délit, entité juridique, Beccaria opposait le concept du délinquant, envisagé comme une personne dépendante du milieu dans lequel elle a été élevée et obligée de vivre.

L'idée fondamentale qui consiste à fonder la science criminelle non pas sur l'acte délictueux, mais sur la personnalité du délinquant, fut reprise par la suite et traitée sous des aspects anthropologiques et psychiatriques par Lombroso.

[21]

Dans son livre *l'Uomo delinquente*, [Lombroso](#) qui était médecin défendait l'idée du déterminisme biologique qui serait, selon lui, à l'origine de toute carrière criminelle. Le concept du *criminel-né* qu'il avait élaboré, remettait en cause le principe moral du crime et du châtement. Il ne s'agissait plus de punir le coupable, mais plutôt de protéger la société contre ses agissements.

Deux spécialistes de droit, un magistrat, Garofalo, et un professeur de droit pénal, Enrico Ferri, ajoutent au déterminisme biologique de Lombroso une autre dimension qui est liée au déterminisme social. L'école positiviste oppose à la notion de l'homme raisonnable, maître dans son choix entre le bien et le mal, l'homme victime de la société ou de ses origines biologiques, qui ne peut être considéré comme pleinement responsable de ses actes. Par conséquent, la société ne peut punir mais doit uniquement s'efforcer de se protéger contre les agissements des criminels. La théorie de la défense sociale, telle que

formulée par Enrico Ferri, consiste à instaurer des politiques destinées à empêcher les criminels d'être nuisibles sans leur imposer pour autant des châtements qu'ils n'ont pas mérités puisqu'ils ne disposent pas pleinement de leur libre arbitre.

L'apport de l'école positiviste à la doctrine de défense sociale a été précisé par Marc Ancel <sup>1</sup>, dans son ouvrage sur *la Défense sociale nouvelle* comme la première démonstration que :

Le délit ne doit plus être considéré comme une abstraction ou comme une entité juridique, mais comme un fait naturel et social, comme un acte humain qu'il faut examiner non seulement objectivement en droit, mais aussi et surtout dans sa réalité subjective et par rapport à la personnalité concrète de son auteur qui doit être, elle-même, scientifiquement examinée.

[22]

Selon Marc Ancel,

La défense sociale n'est pas une doctrine de l'école positiviste, mais une conséquence directe et au second degré, en quelque sorte, des théories qu'elle a défendues.

En fait, la théorie de la défense sociale a été formulée dans les statuts de l'Union internationale de droit pénal fondée en 1889, et elle a été complétée par la suite dans les travaux de Franz Von Liszt et de Adolphe Prins.

Ce fut Adolphe Prins, comme le précise Marc Ancel, qui :

... fut le premier à formuler une doctrine, sinon complète, du moins autonome, de la défense sociale.

Dans ses deux ouvrages, *Science pénal et droit positif* (1899) et *la Défense sociale et les transformations du droit pénal* (1910), Adolphe Prins définissait les diverses catégories de criminels et les politiques à appliquer en vue de leur réhabilitation. Il établissait tout d'abord le principe que le régime pénitentiaire classique a fait faillite comme le démontre l'accroissement du nombre des récidivistes. Il réclamait la reconnaissance de deux catégories d'individus dangereux, soit les anormaux et les criminels d'habitude, et la création d'établissements

---

<sup>1</sup> "La Défense sociale nouvelle" par Marc Ancel, Ed. Cujas, Paris, France. 1966.

particuliers de détention. Parallèlement, Prins demandait une meilleure protection des malheureux que l'indifférence de la société prédispose à la criminalité et à l'élaboration de traitements spéciaux destinés aux délinquants se recrutant dans ces milieux.

Il préconisait en somme des politiques criminelles concrètes en soulignant la nécessité de promouvoir des recherches en vue d'une classification des criminels selon leur personnalité et non pas selon la nature de leurs délits.

[23]

C'est après la Deuxième Guerre mondiale cependant, soit dès 1945, que la théorie de la défense sociale a pu être complétée et présentée sous une forme plus élaborée.

Tout d'abord, la Déclaration de Londres de 1945 et les procès de Nuremberg ont permis de dégager le concept du *crime contre l'humanité*. Par ailleurs, la Déclaration universelle des droits de l'homme a incorporé dans un texte de base l'affirmation des garanties fondamentales que la société moderne doit assurer aux citoyens. Il s'agissait en somme d'un mouvement international qui s'opposait à l'arbitraire des systèmes totalitaires.

Par ailleurs, la constitution, en 1948, d'une section de défense sociale au Secrétariat général des Nations unies, favorisait l'élaboration des politiques de prévention et de traitement de la criminalité, basées sur des recherches scientifiques entreprises dans les différents pays occidentaux. Deux théoriciens ont marqué depuis, l'évolution du mouvement de la défense sociale : Filippo Gramatica et Marc Ancel, deux éminents juristes, l'un Italien et l'autre Français. Tous les deux ont entrepris un travail qui consiste à systématiser et à préciser les modes de mise en pratique des principes de la défense sociale, mais ils suivent néanmoins deux voies différentes.

Selon Filippo Gramatica, le "droit de défense sociale" doit se substituer au "droit pénal". Dans son ouvrage *Principi di difesa sociale*, publié en 1961, Gramatica avance le postulat que !

... la prise en considération de l'individu est supérieure à la tutelle des biens que le droit pénal a en vue lorsqu'il considère l'infraction comme un dommage. Par conséquent, le droit de défense sociale doit postuler

l'abolition de la responsabilité pénale et la substitution à cette responsabilité de la notion d'antisocialité.

[24]

La substitution comprend le rejet des notions de délit, de délinquant et de peine, et les mesures de défense sociale reposent sur la connaissance de la personnalité du délinquant.

Le Code pénal de Cuba et du Groënland ont été profondément marqués par ces idées.

En ce qui concerne la théorie de la défense sociale nouvelle, élaborée par Marc Ancel :

La défense de l'individu, aussi bien que la protection de la société, sont subordonnées à la bonne formation de ce droit pénal dont la nécessité n'est pas moins évidente que celle de la vie sociale.

Pour Marc Ancel :

Il ne saurait donc être question de supprimer le droit pénal comme système, ni l'infraction en tant qu'acte incriminé par la règle pénale, ni l'appréciation juridico-légale de cet acte, ni la responsabilité du délinquant, ni la sanction pénale, envisagées comme institutions.

Par conséquent, selon Marc Ancel :

La politique criminelle de défense sociale vise donc non à l'effacement du droit, mais au perfectionnement de ce droit, ou plus exactement, à l'adéquation toujours plus grande de la réaction anticriminelle aux besoins conjugués de l'individu et de la société, à la fois objets et sujets de la protection sociale.

La philosophie de la défense sociale nouvelle, ainsi définie par Marc Ancel, s'oriente vers deux objectifs principaux : des réformes législatives conformes aux besoins sociaux et l'élaboration d'une politique criminelle enrichie par les sciences de l'homme et respectueuse des droits de l'individu.

[25]

Les données fondamentales de la théorie de la défense sociale en ce qui a trait au traitement des détenus ont été énumérées dans les Règles Minima établies par la section de défense sociale au Secrétariat général de l'Organisation des Nations unies et adoptées en 1958. Ces

règles comprennent les principes relatifs à l'égalité du traitement de tous les détenus sans distinction de race ou de religion, la classification et la séparation des détenus par catégories, les exigences concernant les locaux et la protection des droits des prisonniers en ce qui a trait à la présentation des plaintes, les contacts avec le monde extérieur et les relations avec le personnel des institutions de détention.

Par ailleurs, les Règles Minima incluent des précisions en rapport avec les droits de catégories spécifiques dont les prévenus, les condamnés qui peuvent et doivent être traités en vue de leur resocialisation, les malades mentaux ou encore les jeunes adultes.

Les Règles Minima contiennent également des principes généraux relatifs à l'ordre et à la discipline dans les centres de détention ou pénitenciers pour adultes, qui peuvent être appliqués dans les divers contextes nationaux indépendamment des structures administratives existantes.

En dernier lieu, il convient de souligner que d'une manière générale, les défenseurs et les représentants de la philosophie de défense sociale insistent sur la nécessité de développer l'enseignement de la criminologie et de promouvoir des recherches comparatives visant à améliorer les systèmes en vigueur, et cela tout autant sur le plan législatif que sur celui de l'application et de l'exécution des peines.

[26]

### ***LES DIVERSES ÉTAPES DANS L'ÉVOLUTION PÉNALE CANADIENNE***

En Europe occidentale, la Grande-Bretagne mise à part, la philosophie de la défense sociale a eu progressivement de nombreuses implications au niveau de la formulation de certaines législations. Au Canada comme dans tous les pays anglo-saxons, son influence a été particulièrement marquante dans le domaine de l'application et de l'exécution des peines.

En ce qui a trait à l'évolution du système canadien, on peut distinguer trois périodes. La première qui se situe avant la guerre mondiale de 1939/1945, est dominée par le principe de la protection de la société. La prévention comme la réinsertion sociale et la lutte contre la récidive, ont pour objet la défense de la collectivité contre les agissements des criminels. La deuxième période par contre, qui va de 1945 à 1965, est marquée davantage par des préoccupations relatives à la protection des individus particulièrement exposés à l'influence des sous-cultures criminogènes et ces tendances s'accroissent entre 1966 et 1972 pour donner lieu à de nombreux projets de réformes. C'est au cours de ces récentes années qu'on revoit, en outre, sous une forme nouvelle, le problème des liens d'interdépendance qui doivent exister entre l'appareil judiciaire et les services sociaux, soit celui des relations entre les ministères de la Justice et du Bien-Être social, autant au niveau du gouvernement central que des gouvernements des provinces.

Parallèlement, on élabore aussi de nouvelles structures administratives dont la création, à l'échelle fédérale, du ministère du Solliciteur général du Canada, tandis que les provinces réalisent certains projets relatifs à la répartition des responsabilités assumées par des services judiciaires et sociaux.

[27]

*Le principe de non-interventionnisme  
et de la protection de la société (1936/1944)*

Jusqu'en 1939, le système social canadien se caractérise par une politique de non-intervention de l'État, ce qui suscite et encourage l'action locale des services charitables, et tout particulièrement celle du clergé qui assume traditionnellement le rôle de protecteur des désavantagés en échange de quoi, il est dispensé de payer des taxes immobilières. Les diverses communautés ont pour objectif la protection des groupes et des catégories spécifiques d'individus incapables de subvenir à leurs besoins. Il s'agit là tout aussi bien des orphelins que des filles-mères, des invalides, des malades incurables,

ou encore des ex-criminels qui ont purgé leur peine et qui, une fois libérés, ne parviennent pas à se réintégrer au sein de la société.

En ce qui a trait à l'ensemble de la philosophie qui régit les politiques de lutte contre la criminalité, elle est basée sur le principe de protection de la société contre les agissements des criminels. Cela signifie que l'État se doit de maintenir les délinquants dans un cadre protégé afin de les empêcher d'être nuisibles. Il ne s'agit plus cependant de vengeance de la collectivité à l'égard du criminel, ni du châtiment visant à lui faire expier sa faute, mais plutôt de son élimination temporaire ou définitive. L'élimination temporaire relève du système de l'application des peines et des services de détention, l'élimination définitive se limite à la condamnation à la peine capitale. Le Canada n'étant pas une puissance impérialiste, la relégation et les travaux forcés dans les territoires coloniaux n'existent pas.

Dès 1930 cependant, le Canada subit, malgré le ralentissement de l'activité économique dû à la crise, les conséquences d'une urbanisation très rapide qui se traduisent, entre autres, par un [28] accroissement de la criminalité. La surcharge des pénitenciers, les difficultés administratives qui en découlent et tout particulièrement les désordres qui se produisent au pénitencier de Kingston, en Ontario, en 1932, finissent par agiter l'opinion publique. Le gouvernement fédéral nomme une Commission royale d'enquête sur le système pénal qui est chargée de faire des recherches, d'enquêter et de présenter un rapport. Cette Commission, présidée par le juge Joseph Archambault de la Cour supérieure de la province de Québec, déposera ses recommandations en 1938 et son rapport constitue en quelque sorte la base de toute la politique anticriminelle de l'époque. Cette politique ne sera remise en question que très progressivement pendant la période des vingt années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, en fonction notamment d'un changement notable de toute la philosophie pénitentiaire qui se rapprochera alors de celle de la défense sociale.

Le rapport de la Commission royale désignée généralement sous le nom de Commission Archambault, reflète les préoccupations d'une société qui se veut progressive mais qui ne réagit à la criminalité qu'en vue de sa propre protection.

En premier lieu, les commissaires constatent que les bâtiments pénitentiaires sont fort anciens, leurs systèmes de ventilation et de

chauffage sont défectueux et leur aspect physique est "trop sévère". On voit là un souci qui procède de préoccupations autres que celles relatives à la victimisation éventuelle de la collectivité. Il ne concerne toutefois que des catégories spécifiques de détenus puisqu'on précise qu'il est particulièrement regrettable

... qu'on ait construit autour de la prison des femmes des murs et qu'on soit en train d'en élever à Collin's Bay et à Laval, établissements qu'on s'était tout d'abord proposé de réserver aux détenus les plus susceptibles de s'amender <sup>2</sup>.

[29]

À cette époque là, le système cellulaire est adopté partout au Canada, contrairement à ce qui existe dans certains pays européens et les cellules disciplinaires ne diffèrent que peu des cellules ordinaires. Par contre, les commissaires affirment que les règlements internes sont trop sévères. La règle du silence est observée partout et les possibilités de communiquer avec l'extérieur sont très restreintes.

Par ailleurs, l'enseignement comme le travail et toutes les autres méthodes occupationnelles sont excessivement limités et un certain nombre de détenus uniquement, peut y avoir accès. L'absence de formation du personnel rend la sévérité du traitement encore plus pénible et les congédiements sont trop fréquents pour que l'on puisse assurer aux officiers la sécurité d'emploi et un entraînement systématique.

L'approche des commissaires à l'égard des détenus semble progressiste pour l'époque. C'est ainsi qu'ils écrivent, entre autres, dans leur rapport :

Il ne faut jamais confondre la discipline avec le châtime. La discipline doit être une méthode de formation, dont l'objet est d'inculquer l'obéissance au règlement et le respect de l'autorité, en vue d'obtenir la bonne conduite. Le châtime est le traitement infligé aux transgresseurs du règlement.

Les commissaires constatent aussi que :

---

<sup>2</sup> "Rapport de la Commission royale d'enquête sur le système pénal au Canada". Imprimeur de la Reine, Ottawa. p. 24 et suivantes.

La discipline s'applique aussi bien au personnel qu'aux détenus. L'autorité compétente édicte deux règlements, l'un pour le personnel, l'autre pour les détenus. Ces règlements doivent s'inspirer des principes de la science pénale moderne, telle qu'elle se reflète dans la loi sur les pénitenciers, c'est-à-dire : en premier lieu, la détention des prisonniers sous une surveillance efficace et, en second lieu, leur retour à une vie honnête et [30] leur réhabilitation. Il faut carder constamment ces deux principes en vue dans la préparation et l'application d'un règlement. À cet égard, le classement a une importance extrême puisque tous les détenus ne nécessitent pas la même surveillance et que les possibilités de leur retour à une vie honnête varient beaucoup de l'un à l'autre <sup>3</sup>.

Au niveau du classement, les commissaires reconnaissent les catégories suivantes : les jeunes délinquants, les délinquants fortuits, les délinquants primaires, les récidivistes et les incorrigibles, mais précisent également :

... qu'on ne saurait tracer des règles formelles applicables en détail au classement de tous les détenus. Ceux qui sont chargés de cette tâche,

soit les autorités administratives ou encore les juges qui prononcent les sentences,

... devraient cependant suivre les principes généraux suivants :

1. Séparer complètement les aliénés des autres détenus.
2. Enfermer les incorrigibles dans des établissements distincts.
3. Opérer des ségrégations des jeunes prisonniers, c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas plus de 23 ans.

D'une manière plus générale, il faut, selon les commissaires, envisager la sélection de l'ensemble des détenus suivant des critères, tels que :

- a) antécédents ;
- b) habitudes et formation sociales ;
- c) état physique ;
- d) degré d'instruction ;
- e) formation pour l'emploi futur <sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le système pénal du Canada*. p. 58 et suivantes.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 110 et suivantes.

[31]

Les critiques du système carcéral procèdent, en somme, de deux préoccupations fondamentales : le respect de l'autorité et la soumission des détenus d'une part, et leur resocialisation basée principalement sur l'acceptation des règles établies d'autre part.

Toutes les recommandations <sup>5</sup> du rapport sont dès lors axées sur cette approche. Il est précisé tout d'abord que :

Le principe fondamental à ne pas perdre de vue pour l'interprétation des recommandations... vise à l'élaboration d'un système pénal ayant pour objet primordial la protection de la société.

On ajoute néanmoins que :

Il importe au plus haut point que ce système soit caractérisé par la ferme dignité qui est dans la tradition même de l'administration de la justice en pays britannique. Ce système exclut tout sentimentalisme né de la faiblesse ou toute sévérité tenant de la cruauté.

Par ailleurs, les commissaires demandent des réformes administratives relatives à la coopération entre les autorités fédérale et provinciales, l'institution d'une commission des prisons et la formation spécialisée du personnel dispensée de façon uniforme dans une école spécialement créée à cet effet. Sur le plan du traitement des prisonniers, les commissaires insistent tout particulièrement sur les nécessités de classification basée sur des examens psychiatriques et médicaux, mais aussi sur la création d'institutions distinctes pour les incorrigibles, pour les jeunes de moins de 23 ans et pour les malades mentaux ou assimilés.

[32]

Toutefois, bien que l'ensemble du rapport consiste dans l'étude du système de détention, certaines de ses recommandations sont de véritables jalons d'une nouvelle politique pénale, plus conforme aux principes de la défense sociale. Parmi ces dernières s'inscrivent notamment les recommandations relatives à la sentence, comme celles

---

<sup>5</sup> *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le système pénal au Canada*. p. 372 et suivantes.

concernant la réhabilitation des détenus ayant purgé leur peine. Plus concrètement, les commissaires constatent que :

75. Les juges et les magistrats devraient exiger des rapports relatifs aux prisonniers, après la condamnation et avant la sentence, afin de déterminer la nature de la peine à imposer, ou si la surveillance serait plus efficace.

76. Tous les juges et magistrats chargés d'entendre les causes criminelles devraient visiter périodiquement les prisons auxquelles ils condamnent les prisonniers.

Les commissaires réclament, en outre, un système de libérations conditionnelles plus efficace et plus facile d'accès, ainsi qu'une meilleure organisation d'assistance aux prisonniers qui retournent dans la société après avoir purgé leur peine.

En dernier lieu enfin, ils insistent sur les nécessités d'unifier les statistiques criminelles de façon à ce qu'on puisse promouvoir des recherches sur les réformes qui s'imposent en vue d'une meilleure resocialisation des criminels.

Il convient de constater que le système canadien de traitement des criminels, tel que conçu et appliqué pendant la période qui précède la Deuxième Guerre mondiale, est sensiblement différent de ceux qui existent en Europe occidentale. Il tend à ressembler uniquement à celui de la Grande-Bretagne, bien que certaines institutions britanniques pour jeunes détenus, et tout particulièrement le Borstal, ne soient pas encore adoptées au Canada.

[33]

Ce qui caractérise les principes du système canadien, ce sont les distinctions qu'il tend de promouvoir entre les autorités judiciaires et administratives. On ne préconise pas, par exemple, la création du poste du juge de l'application des peines selon le modèle français ou polonais, mais on tend à développer des structures originales et indépendantes, soit des commissions administratives chargées de faciliter la libération conditionnelle comme la réintégration dans la société des détenus ayant purgé leur peine. Il s'agit donc d'une philosophie qui est plus proche de celle de la défense sociale, telle qu'élaborée par Gramatica, que des postulats généraux de la section de défense sociale de l'O.N.U., où l'autorité du juge prime. Il n'en reste

pas moins que les commissaires se réfèrent dans leurs conclusions à "l'ensemble des règles pour le traitement des prisonniers, élaborées par la Commission internationale pénale et pénitentiaire".

Parallèlement, il est important de souligner que la Commission suggère des réformes qu'on peut qualifier "d'économiques" ou "sociales", en ce qui a trait aux amendements au Code criminel, qui sont en avance sur les réactions de l'opinion publique de l'époque.

À cet égard, il est intéressant de les citer *in extenso*, telles que contenues dans le rapport.

59. On doit apporter au Code criminel les modifications suivantes :

- a) Réviser la définition du "vagabondage".
- b) Incorporer les principes des statuts anglais qui accordent du temps pour acquitter les amendes et imposent l'emprisonnement en cas de non-paiement d'amende.
- c) Réprimer plus sévèrement la vente d'armes offensives.
- d) Permettre, dans les causes criminelles, d'interjeter appel *in forma pauperis*.
- e) Accorder aux juges le pouvoir d'ordonner la destruction de photographies et d'empreintes digitales lorsque l'accusé est trouvé non coupable et que le juge trouve bon de prendre des mesures.

[34]

Est-il nécessaire de rappeler qu'à une époque où la réaction de la société contre la criminalité est caractérisée surtout par le souci de se protéger contre les criminels, des recommandations visant à reconnaître le vagabondage comme un phénomène social et non pas criminel, paraissent déjà révolutionnaires, sans parler de celles concernant les modes d'identification des suspects pour lesquels la police tient, par définition, à constituer des dossiers personnels, précis et détaillés ?

Ce qui est nouveau, en somme, c'est une sorte de tentative imprécise encore quant à la formulation de soustraire au champ d'action de la justice criminelle certaines catégories d'individus qu'on peut assimiler bien davantage aux victimes de la société qu'à ceux qui présentent pour elle un danger de victimisation, soit entre autres les vagabonds par exemple.

Le rapport Archambault remet en cause également le principe de non-intervention des autorités publiques auprès de l'individu. En effet,

aussi étranger que cela puisse paraître de nos jours, les recommandations relatives, par exemple, à la gratuité de la procédure d'appel constituent déjà une sorte d'entorse à l'ensemble des politiques gouvernementales qui abandonnent à la charité privée le soin de venir en aide aux désavantagés.

*Le principe d'interventionnisme social  
et de la réhabilitation de L'individu (1944/1965)*

Les politiques sociales vont apparaître, en effet, sous une forme structurée et organisée à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Assez curieusement, elles ne sont pas suscitées directement par le chômage et la misère du temps de la crise, mais plutôt par le souvenir que la population en a gardé au-delà de la prospérité économique qui suit les années 1942, 1943 et 1944. Ces politiques [35] sociales comprennent à la fois les mesures législatives et les transformations administratives autant au niveau fédéral qu'au niveau des provinces. L'État canadien reconnaît tout d'abord l'abandon du principe de non-interventionnisme social. Le changement global de philosophie justifie le maintien des taxes et des impôts, imposés pendant la période de la guerre et leur augmentation de plus en plus rapide.

L'effort de la Première et surtout de la Deuxième Guerre mondiale provoque, en quelque sorte, le réveil de la responsabilité collective, par opposition aux principes d'individualisme extrême qui les a précédés.

Parmi les changements majeurs des législations fédérales, il convient de citer les premières réglementations relatives à l'assurance-chômage qui s'appliquent dans certaines conditions précises à tous les sans-travail. Cette loi est complétée, sur le plan fédéral et sur le plan provincial, par les diverses législations relatives à l'aide qui doit désormais être accordée à tous ceux qui ne parviennent pas à subvenir à leurs propres besoins.

Le changement d'attitude de la collectivité à l'égard des milieux et des individus désavantagés ou handicapés, englobe peu à peu le secteur de la justice criminelle, principalement en ce qui a trait aux

modalités d'exécution des peines, mais aussi à la resocialisation des criminels.

Les réformes se situent sur le plan législatif et administratif autant au niveau fédéral qu'au niveau des gouvernements provinciaux.

En premier lieu, il s'agit d'un effort de centralisation et de réorganisation des services de détention, tel que recommandé par [36] la Commission Archambault, mais aussi par des commissions d'enquêtes provinciales dont celles qui ont siégé en Nouvelle-Écosse en 1933, en Saskatchewan en 1946, en Colombie britannique en 1950, au Nouveau-Brunswick en 1951 et en Ontario en 1954. Toutes ces enquêtes donnent lieu à des réformes du régime de détention qui comprennent une plus grande centralisation des services de pénitenciers et de prisons, ainsi qu'une planification plus structurée de leur fonctionnement.

C'est ainsi que la loi concernant les pénitenciers fédéraux de 1960/1961 précise le rôle du Service central des pénitenciers, les modalités de régionalisation, les normes d'embauche et de l'importance numérique du personnel. Dans le cadre provincial, la Colombie britannique comme l'Ontario procèdent également à la mise en vigueur des nouvelles directives concernant les prisons et leur personnel.

D'une manière générale, il s'agit principalement d'un effort de standardisation du système carcéral, tel que recommandé par la Commission Archambault. Le Canada n'élabore pas, à l'instar de la Suède, de formes nouvelles de détention, telles par exemple les prisons-usines, mais vise surtout à perfectionner le système existant. Par ailleurs, on admet désormais que la détention, moyen de protection de la société contre la victimisation n'est qu'un des aspects d'une politique anticriminelle moderne qui doit être complétée par la resocialisation des délinquants en liberté surveillée.

Il est significatif, à cet égard, que la deuxième plus importante Commission d'enquête fédérale reçoive son mandat en 1956, non pas pour étudier les modes de détention, mais pour "faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au Service des pardons du ministère de la Justice du Canada".

Cette commission présidée par le juge Gérard Fauteux, présente un rapport qui reflète des préoccupations nouvelles en ce qui a trait [37] à la protection de l'individu coupable qui a été jugé et condamné, et qu'il convient de réintégrer à la société dans les meilleures conditions possibles. Il s'agit en somme d'une approche différente et d'une philosophie d'action conformes aux principes de la défense sociale et qui, à l'époque, avaient des caractéristiques progressistes.

Dans leur rapport, les commissaires constatent en premier lieu que :

Un système correctionnel bien ordonné demande la collaboration entre le pouvoir législatif, les autorités policières et celles qui intentent des poursuites judiciaires, les tribunaux, les institutions pénitentiaires, les organismes chargés de l'administration de la libération conditionnelle et l'État, qui exerce la prérogative de la clémence. Chacun de ces éléments du système correctionnel a un rôle important et quelquefois vital à jouer. Chacun doit jouer son rôle à la lumière du principe fondamental du système correctionnel qui est la correction de l'individu. Chacun de ces organismes s'acquittera mieux de ses fonctions s'il comprend bien les fonctions des autres organismes et s'il collabore avec ces derniers. L'intégration de l'activité de tous les intéressés est essentielle au succès du système <sup>6</sup>.

En somme, il s'agit d'une approche plus globale qui considère la peine privative de liberté comme une mesure devant faire partie d'un ensemble plus large des méthodes de traitement de l'individu délinquant et qui implique la collaboration des législateurs, des juges et des services extra-judiciaires ou administratifs.

À cet effet, les commissaires précisent tout d'abord que les juges disposent de pouvoirs les autorisant à prononcer des sentences suspendues. Ces pouvoirs ont été élargis par les amendements au Code [38] criminel canadien, promulgués le 1<sup>er</sup> avril 1955 et prévoyant des sentences suspendues dans les cas des délinquants primaires reconnus coupables d'infractions punissables par plus de deux ans d'emprisonnement. Toutefois, les articles 638 et 639 du Code qui les régissent contiennent des restrictions relatives au "délinquant reconnu

---

<sup>6</sup> "Rapport d'un Comité institué pour faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au Service des pardons du ministère de la Justice du Canada". Ed. : Imprimeur de la Reine, Ottawa, Canada. (1956). p. 5.

coupable d'une infraction d'un caractère semblable, commise dans les cinq ans qui précèdent la perpétration de l'infraction" pour laquelle il comparait devant le juge et doit être jugé. Dans son rapport, la Commission demande la modification du Code et la suppression de ces restrictions afin de "laisser la magistrature compétente libre d'exercer ses pouvoirs discrétionnaires dans les cas qui s'y prêtent" <sup>7</sup>.

Par ailleurs, la Commission reconnaît explicitement les effets nocifs de l'emprisonnement en tant que tel, en affirmant que :

Parmi les domaines correctionnels au Canada, celui de liberté surveillée pour les adultes appelle plus que tout autre des améliorations marquées .... La liberté surveillée permet au délinquant de mener une vie normale en même temps qu'il reçoit l'aide efficace d'un agent de surveillance compétent, sous forme de surveillance et d'orientation.

À cette époque, soit en 1956, le régime de liberté surveillée destiné à remplacer la détention dans les cas de sentences suspendues, désigné sous le terme de probation, existe dans certaines provinces, mais n'est pas adopté partout. En Colombie britannique comme en Alberta et en Ontario, il relève de l'autorité du procureur général, tandis qu'en Saskatchewan et en Nouvelle-Écosse, il est organisé sous l'autorité du ministère du Bien-Être social. Au Québec par contre, les personnes placées en probation sont confiées aux services des organismes d'assistance aux prisonniers qui sont des agences privées.

[39]

Ces distinctions dans les structures administratives sont d'autant plus importantes qu'il s'agit là d'une première amorce de collaboration étroite entre les autorités judiciaires et de bien-être social qui sera développée lors des années suivantes, soit notamment de 1966 à 1972.

Le régime de probation n'existe pas à l'échelle fédérale puisqu'il ne concerne que les condamnés à des peines de moins de deux ans qui sont du ressort des provinces. Par contre, c'est le gouvernement fédéral qui a la responsabilité de l'organisation du système de liberté conditionnelle appliquée aux prisonniers qui, en raison de leur bonne conduite au pénitencier et pour d'autres considérations relatives à leur

---

<sup>7</sup> "Rapport d'un Comité institué pour faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au Service des pardons du ministère de la Justice du Canada". Imprimeur de la Reine, Ottawa, Canada. (1956). p. 13 et suivantes.

personnalité et leurs antécédents, sont libérés avant d'avoir purgé la totalité de la peine de détention imposée par la sentence.

La liberté conditionnelle instituée par la loi adoptée par le Parlement fédéral en 1899, est soumise à des conditions limitatives, que les commissaires jugent désuètes et sujettes à révision. Dans leur rapport, ils formulent un certain nombre de recommandations qui donneront lieu à la législation de 1958 <sup>8</sup>, révisée et reformulée depuis dans le sens d'un élargissement de plus en plus rapide des normes d'éligibilité.

La loi sur la libération conditionnelle des détenus, telle que conçue en 1969, demeure incontestablement une des plus importantes quant à la mise en pratique des principes de la défense sociale au Canada.

[40]

En ce qui a trait à la révocation de la libération conditionnelle :

La Commission, ou toute personne qu'elle désigne, peuvent au moyen d'un mandat écrit, autoriser l'arrestation du détenu en liberté conditionnelle

mais par la suite :

Il doit être amené, aussitôt que la chose est possible, devant un magistrat. (Art. 14 (1) et (2) <sup>9</sup>.

En d'autres termes, l'appareil de la justice proprement dit n'intervient qu'au moment de la révocation, mais ce ne sont pas les juges qui sanctionnent la décision de la Commission relative à la possibilité d'accorder la libération conditionnelle.

Ce qu'il convient de souligner en dernier lieu en ce qui concerne les principales tendances, c'est l'intérêt que la Commission Fauteux manifeste à l'égard des problèmes d'aide postpénale.

En effet, la première agence d'aide postpénale a été établie au Canada en 1874, à Toronto, dans la province de l'Ontario. Il s'agissait alors d'une initiative privée. Des services du même type ont été créés ensuite, dès 1920, par des religieux et par des laïcs, à Vancouver et à Montréal, puis en 1930, à Victoria et à Winnipeg. Les services d'aide

---

<sup>8</sup> Loi sur la libération conditionnelle des détenus. (1958) Élisabeth II, chap. 38 ; abrogeant S.R.C. (1952) et modifié par S.C. (1969), chap. 38.

<sup>9</sup> Pour détails, voir le chap. 6 de ce volume.

postpénale, mieux structurés et ayant un semblant de planification, furent organisés toutefois à la suite des recommandations du rapport Archambault, puisque c'est à cette époque uniquement que les autorités fédérales, provinciales et municipales, ont accepté de leur accorder des subventions statutaires.

[41]

Comme nous l'avons déjà souligné, certaines recommandations du rapport Archambault étaient largement en avance sur la philosophie de l'époque ; ce qui explique pourquoi vingt ans plus tard, le rapport Fauteux les reprend et les fait siennes. Les commissaires citent notamment la recommandation 85 qui est la suivante :

Il faudrait faire un effort positif pour assurer le concours du public envers l'assistance aux prisonniers libérés afin de leur procurer du travail et leur permettre de se réhabiliter.

Sur le plan administratif, des relations sont établies entre les agences d'aide postpénale et les services gouvernementaux de placement et on s'efforce désormais de s'assurer la collaboration du patronat.

Parallèlement, autant du point de vue de la formation à l'intérieur des pénitenciers que du marché du travail, les politiques gouvernementales tendent à être mieux planifiées et mieux structurées.

Le principal problème de réintégration sociale, soit celui de l'accès au marché du travail, n'est certes pas résolu ; on s'efforce toutefois de sensibiliser l'opinion publique afin de faciliter le retour des libérés dans la collectivité.

Le rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle publié en 1969 <sup>10</sup>, va préciser plusieurs tendances et formuler des recommandations dont certaines ont été adoptées depuis.

C'est ainsi que le Comité présidé par le juge Roger Ouimet, a précisé entre autres :

[42]

Qu'aucune conduite ne doit être décrite comme criminelle sauf si elle constitue une grave menace pour la société et s'il est impossible de la redresser par d'autres moyens sociaux ou légaux <sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> "Justice pénale et correction ; un lien à forger". Rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle. Imprimeur de la Reine, Ottawa. (1969).

En fonction de ce principe, le Comité a préconisé l'étude et les réformes de certaines lois du Code criminel et tout particulièrement, de celles concernant les délits où la victime est consentante.

Par ailleurs, la Commission a demandé la réduction systématique "des occasions de commettre des crimes", par le truchement de contrôles et de divers modes de surveillance préventive assumés par des services spéciaux de la police, dits d'information ou de mise en garde.

Au niveau du procès pénal proprement dit, la Commission a insisté sur l'importance du rapport "présentenciel" et sur les liens qui doivent exister entre l'action du juge, de la police, des travailleurs sociaux ou agents de probation, et des services correctionnels. Ce qui est ressorti de l'ensemble de ces recommandations, c'est la nécessité de poursuivre à travers tout le processus pénal mis en marche à la suite d'un délit, l'objectif de la réhabilitation et de la réintégration sociale du délinquant. Cet objectif qui est la base même de la prévention de la récidive, implique des prérequis tels que l'utilisation des peines autres que la privation de la liberté, l'étude de la personnalité du délinquant en vue de sa détention dans des centres spécialisés, le classement des détenus selon les catégories et en dernier lieu, l'élaboration des divers moyens de son retour progressif au sein de la collectivité.

[43]

D'une manière générale, le rapport Ouimet comme d'ailleurs le rapport sur l'administration de la justice dans la province de Québec, présenté à la même époque par la Commission provinciale présidée par le juge Prévost, contiennent tous les principes élaborés par la philosophie de défense sociale et traitent de leur mise en pratique dans le cadre du contexte canadien. Ils préconisent également de nouvelles méthodes d'enquête et de recherches et la Commission Ouimet suggère à cet effet :

La formation des comités consultatifs près des ministères du Solliciteur général et de la Justice.

---

<sup>11</sup> "Justice pénale et correction ; un lien à forger". Rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle. Ed. Imprimeur de la Reine, Ottawa. (1969). p. 12 et suivantes.

En effet, comme le constate la Commission, l'évolution des politiques de lutte contre la criminalité et de son contrôle implique une collaboration étroite entre les services de police, de justice, de correction et de traitement. Or, de par ces prérogatives, le ministère du Solliciteur général a sous sa juridiction, les services fédéraux de détention, la Commission nationale des libérations conditionnelles et la Gendarmerie royale du Canada. Il collabore avec les agences bénévoles et d'État, provinciales et fédérales. Il conserve finalement le droit d'élaborer certaines législations dont, par exemple, la loi sur le casier judiciaire, la loi sur la libération conditionnelle, ou encore la loi sur les jeunes délinquants.

En ce qui a trait à la législation concernant le ministère du Solliciteur général (chap. S-12), elle stipule que :

Les devoirs, pouvoirs et fonctions du Solliciteur général du Canada visent et comprennent toutes les questions qui sont du ressort du Parlement du Canada et que les lois n'attribuent pas à quelque autre ministère, département, direction ou organismes du gouvernement du Canada concernant :

- a) les maisons de correction, les prisons et les pénitenciers ;
- b) les libérations conditionnelles et les remises de peine ; et

[44]

- c) la Gendarmerie royale du Canada. (Art. 4).

Par conséquent, rien dans la loi ne s'oppose à ce que le ministère du Solliciteur général assume également des fonctions de coordination entre les services de détention et les services sociaux, compte tenu bien entendu des limites imposées par les pouvoirs des provinces et leurs droits de juridiction dans les domaines qui, conformément à la Constitution canadienne, ne sauraient relever du gouvernement fédéral.

Ce qui caractérise ces nouvelles orientations et correspond tout particulièrement à la philosophie de défense sociale, c'est le fait que dans les recommandations du rapport Ouimet concernant le ministère du Solliciteur général, il est précisé :

... qu'il doit être doté d'un Comité, chargé d'œuvrer dans le domaine correctionnel, dont le but et la fonction seraient analogues à ceux du Conseil fédéral d'hygiène et du Conseil national du bien-être social.

Il s'agit là en somme de la reconnaissance formelle du principe de la défense sociale, selon lequel la criminalité est une maladie sociale et un phénomène qu'on doit considérer comme faisant partie intégrante de toutes formes d'existence collective et traiter en tant que tel.

Un postulat de cet ordre implique, il va sans dire, certaines transformations fondamentales de l'ensemble du système administratif traditionnel, ainsi que l'élaboration de structures nouvelles et de liens d'autorité ou d'interdépendance entre les divers services. Il ne s'agit pas de centralisation, mais au contraire d'une régionalisation des services conjoints afin qu'ils puissent répondre de la façon la plus adéquate aux besoins des collectivités locales.

[45]

Parallèlement, l'étude rétrospective de l'application de la philosophie de la défense sociale au Canada permet de tirer certaines autres conclusions en ce qui a trait aux perspectives d'avenir.

En effet, ce qui se dégage de la coupe schématique des trois périodes, c'est une évolution très nette de l'ensemble de l'approche à l'égard de la criminalité et de son traitement. De l'attitude basée sur le respect de l'autorité et la soumission qu'on exige de la part du condamné, on passe à celle où il est considéré comme devant être traité en vue de sa resocialisation volontaire et librement acceptée.

À ce changement, correspond la nécessité d'une augmentation substantielle de crédits budgétaires et d'une campagne auprès de l'opinion publique en vue d'obtenir son appui et sa collaboration. La réintégration des détenus dans la collectivité n'est plus désormais fonction de l'action administrative, mais surtout et avant tout celle du seuil de tolérance des contribuables.

À l'époque actuelle, la grande interrogation de notre époque est liée à la façon selon laquelle la société accepte d'assumer sa part de responsabilité, surtout en ce qui a trait aux délinquants très jeunes, et de les prendre en charge à travers les diverses initiatives communautaires.

C'est du développement et du dynamisme de ces initiatives que dépendront, selon nous, le traitement préventif de la criminalité au cours des dix prochaines années, ainsi que la réintégration de ceux qui

ne veulent pas poursuivre des carrières criminelles et avoir un mode de vie marginal.

[46]

[47]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**Chapitre I**

---

**LES STRUCTURES  
JUDICIAIRES**

**1. LE CADRE CONSTITUTIONNEL  
CANADIEN**

[Retour à la table des matières](#)

Le Canada est un État fédéral composé de dix provinces et de deux territoires. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 (1867, 30 et 31 Victoria, ch. 3), principale loi constitutionnelle du pays, partage l'autorité publique entre deux niveaux de gouvernements : un gouvernement central ou fédéral, et dix gouvernements provinciaux. En ce qui a trait aux gouvernements territoriaux, ils tiennent leurs compétences de l'autorité fédérale, tandis que les gouvernements provinciaux accordent certains pouvoirs aux administrations locales et municipales.

Au niveau fédéral, la Constitution confie le pouvoir exécutif à la Reine qui le délègue à son représentant officiel, le gouverneur général du Canada. Celui-ci doit, d'après l'Acte de 1867, agir sur l'avis d'un conseil spécial, appelé Conseil privé de la Reine pour le Canada, dont il choisit et nomme les membres. Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement fédéral. Ce dernier est composé d'une Chambre haute et d'une Chambre basse. La Chambre haute ou le Sénat compte 102 membres nommés par le gouverneur général. La Chambre basse, dite Chambre des communes, comprend quelques 265 membres ou

députés élus au suffrage universel des citoyens jouissant du droit de vote.

[48]

Comme les institutions publiques du Canada sont inspirées de celles de l'Angleterre, les pouvoirs législatif et exécutif sont étroitement liés. D'une part, le gouverneur général remplit le rôle de chef de l'État plutôt que celui de chef du gouvernement. Cette charge revient en effet au Premier ministre qui est ordinairement le chef du parti politique représenté par le plus grand nombre de députés à la Chambre des communes. Le Premier ministre choisit parmi les députés membres de son parti et parmi les sénateurs, les membres du Conseil privé et ses ministres. Le chef du gouvernement, assisté de ses ministres, forme le comité du Conseil, soit le Cabinet. Des quelques 140 membres du Conseil privé, seuls ceux qui font partie du Cabinet, c'est-à-dire environ 30 ministres, ministres d'État et secrétaires d'État, assument le gouvernement du pays. C'est le Cabinet qui exerce effectivement les pouvoirs exécutifs reconnus au gouverneur général en Conseil.

En plus d'être investi de l'autorité exécutive, le Cabinet se prononce sur la majorité des législations d'intérêt public adoptées par le Parlement. En effet, c'est lui qui présente à la Chambre des communes toutes les mesures relatives aux dépenses publiques, définit les politiques relatives à l'administration du pays et propose au Parlement le programme législatif propre à réaliser les objectifs gouvernementaux.

Depuis la Confédération, les pouvoirs de l'exécutif, c'est-à-dire du Cabinet, n'ont cessé de s'étendre aux dépens de ceux du législatif exercés par le Parlement. Ce dernier demeure toutefois l'autorité souveraine du pays et c'est devant lui que le gouvernement est responsable. La défaite du gouvernement en Chambre entraîne soit la démission du Cabinet et son remplacement par celui formé sous la direction du chef de l'Opposition, soit la dissolution de la Chambre et la tenue de nouvelles élections générales.

[49]

Les institutions politiques provinciales sont sensiblement les mêmes. C'est ainsi que dans chaque province, un lieutenant-

gouverneur est nommé par le gouverneur général en tant que représentant de la Reine. Les Parlements provinciaux sont constitués d'une seule Chambre appelée Assemblée législative, Assemblée nationale ou Chambre d'assemblée. Les membres de ces législatures, les députés, sont élus au suffrage universel des citoyens de leur province respective qui jouit du droit de vote. À l'instar des membres de la Chambre des communes, les députés provinciaux sont élus pour une période de cinq ans.

Le Premier ministre de chaque province est le chef du parti politique au pouvoir et c'est lui qui choisit les membres de son Cabinet que l'on appelle le Conseil exécutif et dont l'importance numérique varie selon les provinces. L'Assemblée nationale du Québec par exemple, soit une des plus importantes provinces canadiennes, compte 110 députés et son Conseil exécutif comprend quelque 25 membres, tandis que dans l'île du Prince-Edouard, l'Assemblée législative se compose de 32 membres et le Conseil exécutif de 10.

Au niveau fédéral comme au niveau provincial, le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs législatif et exécutif. Son rôle est d'interpréter et d'appliquer les lois et de veiller à ce que les gouvernements fédéral et provinciaux respectent le partage de l'autorité publique prévu par le Pacte confédératif. La Constitution garantit d'ailleurs, dans une certaine mesure, l'indépendance de la magistrature en stipulant expressément que les juges des Cours supérieures restent en fonction durant bonne conduite jusqu'à l'âge de 75 ans et qu'ils ne peuvent être révoqués que par le gouverneur général sur une adresse du Sénat et de la Chambre des communes. De plus, la plupart des lois fédérales et provinciales relatives à la nomination des juges prévoient leur inamovibilité.

[50]

Le partage des pouvoirs étatiques rend chacun des Parlements, central et provinciaux, souverain dans les domaines de leurs compétences. Ainsi en vertu de la Constitution, les législatures provinciales jouissent de pouvoirs exclusifs sur la propriété et les droits civils, les institutions municipales, l'établissement des hôpitaux, les matières d'une nature purement locale et privée, ou encore l'enseignement et les services sociaux. Le Parlement fédéral est investi

de tous les pouvoirs relatifs au commerce, aux banques, à la monnaie et, d'une manière générale, de ceux ayant trait à la protection internationale du pays. Il exerce aussi les pouvoirs résiduels, c'est-à-dire ceux que la Constitution n'attribue pas expressément aux provinces.

En matière d'administration de la justice, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique répartit les pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux,

En effet, les provinces ont de très larges prérogatives sur tout ce qui concerne l'administration de la justice dans leur territoire, l'établissement et le maintien des tribunaux provinciaux de juridiction civile et criminelle, ainsi que la réglementation de la procédure civile. Elles imposent aussi des sanctions en vue de l'application des lois qu'elles édictent et ont une autonomie totale en matière d'infraction, tel que prévu à l'article 92 (16) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il convient de souligner à cet égard que la gravité des infractions peut être égale à celle des actes criminels prévus dans le code bien que, en général, on les définisse comme des délits d'une importance moindre. Par ailleurs, certaines infractions, tel le vagabondage, existent également dans le code criminel et il incombe au juge de décider s'il veut les entendre en vertu de la législation provinciale, ou du code criminel. Les provinces sont responsables également de l'établissement et de l'administration des prisons, des maisons de correction et des institutions de réforme.

[51]

Les gouvernements provinciaux peuvent organiser le système judiciaire qui convient aux exigences particulières de l'application des lois dans leurs limites, employer les auxiliaires de la justice et choisir les magistrats, exception faite des juges des Cours supérieures, de district et de comté, tout en ayant en cette matière un rôle consultatif.

De plus, si le Parlement fédéral n'a pas établi ou désigné spécialement un tribunal chargé de l'application de l'une de ses lois, les dispositions de cette loi sont appliquées par les tribunaux provinciaux auxquels les règles procédurales locales s'appliquent de manière supplétive dans les litiges relatifs à une matière fédérale introduite devant une Cour provinciale.

La Constitution canadienne accorde au Parlement fédéral le pouvoir d'établir une Cour générale d'appel qui doit, de par sa nature, veiller à l'exécution des lois provinciales. L'autorité centrale a aussi le pouvoir d'établir les tribunaux nécessaires à l'application de sa propre législation. Dans l'exercice de ce pouvoir, le Parlement fédéral peut, soit créer un nouveau tribunal, soit élargir la juridiction d'un tribunal fédéral existant, soit accorder juridiction à une Cour provinciale, soit laisser l'attribution de la juridiction aux règles de compétence provinciales.

En outre, l'article 100 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique permet au gouvernement central de nommer les juges des tribunaux qu'il établit, ce qui se fait généralement en consultation avec les autorités provinciales. Les législatures provinciales reçoivent également, d'après le texte constitutionnel, le pouvoir de nommer les membres des Cours qu'elles instituent. Cependant l'article 96 de l'AANB limite ce pouvoir en édictant que seul le gouverneur général, chef de l'État canadien, est investi de l'autorité de [52] commissioner les juges des Cours supérieures dans les provinces. Ces Cours supérieures sont des tribunaux créés et administrés sous la responsabilité provinciale, mais présidés par des juges nommés par l'autorité fédérale en consultation avec les autorités provinciales.

D'aucuns voient dans ce système une garantie d'indépendance et d'intégrité de la magistrature, mais il faut reconnaître qu'un tel partage de compétence peut provoquer certaines difficultés dont la principale consiste dans l'identification des tribunaux qui sont des Cours supérieures. Aujourd'hui encore, la jurisprudence ne s'est pas prononcée de façon satisfaisante sur la signification précise de cette expression. Toutefois, on s'entend généralement pour dénommer "Cours supérieures", les tribunaux de droit commun ayant une juridiction générale importante par analogie avec les Cours supérieures qui existaient en 1867, au moment de la Confédération.

À titre d'exemple, mentionnons qu'au Québec, sur l'ensemble des tribunaux institués par cette province, seules la Cour d'appel et la Cour supérieure se composent de juges nommés par l'autorité fédérale en consultation avec les autorités provinciales. Toutes les autres Cours de justice, y compris les Cours municipales et les tribunaux administratifs créés par Québec, relèvent quant au choix et à la nomination de leurs membres, de la responsabilité provinciale.

Ces caractères propres au système canadien procèdent d'une conception spéciale de la place des structures judiciaires dans une fédération. Ainsi, bien que les institutions judiciaires soient comme les structures politiques du pays, d'inspiration britannique, les Cours canadiennes sont investies d'un pouvoir primordial dont sont pourtant privés leurs modèles.

[53]

En effet, en plus de pouvoir interpréter et appliquer les lois, les tribunaux peuvent aussi juger de leur validité en se prononçant sur leur constitutionnalité. Donc lorsqu'une législation outrepassa la compétence attribuée ou reconnue aux législateurs qui l'ont adoptée, les tribunaux canadiens peuvent déclarer cette loi inconstitutionnelle et la rendre pratiquement inopérante. La juridiction accordée en matière de renvoi aux plus hautes Cours provinciales, de même qu'à la Cour suprême du pays, accentue l'importance de cette autorité exceptionnelle reconnue au pouvoir judiciaire.

L'organisation de nos tribunaux traduit une philosophie spécifique du rôle que doit remplir le pouvoir judiciaire dans une fédération. L'originalité de cette philosophie ressort clairement à la lumière de la comparaison entre le système canadien et celui des États-Unis. On constate, dans la fédération américaine, une séparation rigide des juridictions entre les Cours fédérales et les tribunaux organisés par les États fédérés. C'est la nature de la question en litige ou la qualité des parties impliquées, qui détermine la compétence. Les tribunaux fédéraux et les Cours de chaque État sont agencés selon une hiérarchie qui leur est propre. La juridiction finale appartient, selon le cas, à la Cour suprême des États-Unis ou à la Cour d'appel suprême de chacun des États.

Les tribunaux canadiens ne connaissent pas cette séparation "verticale" et rigide des juridictions. En fait, le partage des compétences judiciaires suit plutôt une ligne "horizontale". Ainsi, le Parlement fédéral investit les Cours organisées par les provinces du pouvoir d'appliquer les lois qu'il édicte, tandis que la Cour suprême du Canada n'est pas uniquement limitée aux matières de compétence fédérale, mais se trouve à la tête de la hiérarchie judiciaire de toutes les provinces et de tous les territoires. Ce plus haut tribunal du pays a

donc juridiction finale dans toutes les matières fédérales ou provinciales.

[54]

Étant donné le partage constitutionnel des responsabilités dans le domaine de l'administration de la justice, chaque gouvernement, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial, a un ministère de la Justice dont le ministre responsable remplit également les fonctions de procureur général, ce qui explique que dans les provinces anglophones, le ministère de la Justice est désigné comme *Department of Justice* ou *Department of the Attorney General*.

Les ministères de la Justice jouent dans l'administration publique un rôle important de consultation et de surveillance. Dans chaque province, le ministre de la Justice est le juriste du lieutenant-gouverneur et du Conseil exécutif, c'est-à-dire du Cabinet ou du Conseil des ministres. À ce titre, il conseille les ministres sur les problèmes juridiques et veille à ce que l'administration des affaires provinciales réponde aux exigences de la loi. Il est aussi chargé de la surveillance des officiers de justice et des conservateurs des hypothèques (registreurs), du contrôle de tout ce qui regarde l'administration de la justice dans la province ; il assume la direction de l'organisation judiciaire et des bureaux d'enregistrement et ordonne l'inspection des greffes des tribunaux, des bureaux d'enregistrement et des prisons.

A titre de procureur général, le ministre de la Justice autorise la rédaction des documents émis sous le Grand Sceau de la province et dirige l'accusation ou la défense dans toutes les affaires et la quasi-totalité des poursuites criminelles intentées dans la province.

Au Québec et en Ontario, le procureur général surveille l'application des lois concernant la police, tandis que dans d'autres provinces ce rôle incombe au lieutenant-gouverneur en conseil.

[55]

En tant que procureur général du pays, le ministre fédéral de la Justice conseille les autres ministres fédéraux sur les problèmes légaux relatifs à leur ministère respectif, rédige les pièces émises sous le Grand Sceau du Canada et est chargé également de l'accusation ou de la défense dans les procès intentés à la Couronne ou à un ministère.

Le ministre fédéral de la Justice est le conseiller juridique officiel du gouverneur général et du Conseil privé de Sa Majesté, c'est-à-dire

en pratique du Cabinet fédéral et du gouvernement du Canada, sur les législations et sur toutes les questions de nature juridique que la Couronne lui soumet. Il veille à ce que l'administration fédérale agisse conformément à la loi et surveille toutes les matières relatives à l'administration de la justice qui sont de compétence fédérale.

Dans la plupart des provinces, le ministre de la justice est responsable, en outre, des établissements de détention. Ce qui n'est pas le cas en Ontario où c'est le ministre des Services correctionnels qui assume cette responsabilité.

En ce qui a trait au gouvernement fédéral, c'est le solliciteur général du Canada qui est chargé des pénitenciers, de la surveillance de l'application du régime des libérations conditionnelles et du régime des remises des peines. Il est aussi responsable de la police fédérale, soit de la Gendarmerie royale du Canada.

Au Québec, la fonction de solliciteur général a été rétablie en 1975, après avoir cessé d'exister pendant quelques années lors desquelles elle a été assumée par le ministre de la Justice.

Les ministères de la Justice se préoccupent également de la recherche ainsi que du développement et de l'amélioration des techniques [56] légales et des structures judiciaires. À cette fin, les différents ministres de la Justice ont créé des organismes tels que l'Office de révision du Code civil au Québec, les Commissions de réforme du droit en Ontario, en Colombie britannique, à l'île du Prince-Édouard et au Manitoba, la Commission consultative de la réforme du droit de la Nouvelle-Écosse, et enfin la Division de réforme du droit du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick. En matière criminelle, on a institué en 1971, au niveau fédéral, un organisme indépendant, la Commission de réforme du droit, dont les travaux exercent une influence considérable sur la justice pénale actuelle et certaines réformes à venir.

[57]

## 2. L'ORGANISATION JUDICIAIRE FÉDÉRALE EN MATIÈRE PÉNALE

### *LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES*

#### *La Cour suprême du Canada*

[Retour à la table des matières](#)

En 1875, en vertu du pouvoir que lui reconnaît l'article 101 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le Parlement fédéral créait la Cour suprême du Canada. Après une période initiale difficile au cours de laquelle son existence même fut remise en question, la Cour affermit peu à peu son autorité et en 1949, lors de l'abolition du droit d'appel au Comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté, elle fut enfin reconnue comme la seule véritable Cour de dernière instance du pays. Aujourd'hui, les jugements de la Cour suprême sont définitifs et péremptaires et elle constitue la clé de voûte de notre système judiciaire.

C'est la loi sur la Cour suprême (1970, Statuts refondus du Canada, chap. S-19) qui détermine la composition, la juridiction et le fonctionnement de ce tribunal. La Cour comprend neuf juges, soit huit juges puînés et un juge en chef qui à aussi le titre de juge en chef du Canada. La loi exige que trois de ces juges soient choisis parmi les membres du Barreau de la province de Québec, ou parmi les effectifs des Cours supérieures de cette province. Une coutume bien établie veut de plus que trois autres magistrats soient issus des effectifs du Barreau et des Cours supérieures de l'Ontario, que deux [58] juges proviennent des barreaux ou des Cours supérieures des provinces de l'Ouest, soit du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie britannique, et qu'un juge soit choisi dans les provinces maritimes.

Les juges sont nommés par le gouverneur général en conseil et exercent leurs fonctions jusqu'à l'âge de 75 ans. Dans des circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire lorsque, par suite d'absence, de maladie ou d'incapacité, les juges de la Cour suprême ne peuvent siéger en nombre suffisant, les membres de la Cour fédérale ou, à défaut de ceux-ci, les membres des Cours supérieures provinciales, siègent à la Cour suprême comme juges ad hoc.

Si la Cour suprême possède, à titre de tribunal de dernier ressort, une juridiction générale d'appel en matière civile et criminelle, elle peut aussi exercer une importante juridiction de première instance. En effet, le gouverneur général en conseil peut soumettre à l'examen de la Cour toute question qu'il juge conséquente et dont il estime l'étude opportune. Ces renvois, surtout en matière constitutionnelle, soit d'interprétation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et des législations fédérales, peuvent jouer un rôle déterminant dans le partage des compétences entre les différents gouvernements et dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués.

Les Chambres fédérales, le Sénat et la Chambre des communes, peuvent demander l'opinion de la Cour sur un projet de loi privé ou sur une requête qui s'y rattache.

La Cour demeure surtout une juridiction d'appel. La loi sur la Cour suprême prévoit deux principaux modes d'introduction d'appel, soit l'appel avec l'autorisation préalable et l'appel de plein droit.

[59]

La Cour suprême siège rarement au complet. Selon la loi, cinq juges doivent entendre une cause pour qu'un jugement valable soit rendu, mais elle permet que le quorum soit abaissé à quatre lorsque toutes les parties y consentent ou lorsqu'un juge ne peut légalement siéger parce qu'il s'agit de l'appel d'un de ses propres jugements, ou parce qu'il a participé à l'instruction de l'affaire alors qu'il siégeait sur un autre tribunal.

La loi stipule aussi qu'une requête pour autorisation d'appel à la Cour doit être entendue par au moins trois juges, ce nombre passant à cinq dans les affaires criminelles concernant une infraction punissable de peine capitale.

Dans les affaires d'importance majeure et notamment en matière constitutionnelle, la pratique de la Cour veut que sept juges au moins participent à l'audition de l'appel.

Lorsqu'un litige porte sur une question de droit civil du Québec, la cause est ordinairement entendue par un banc de cinq juges parmi lesquels on compte trois juges du Québec et ce, dans le but de s'assurer que le jugement soit rendu par des magistrats compétents en ce qui a trait aux aspects particuliers du droit québécois.

Si d'aucuns souhaitent que la juridiction de la Cour soit transformée de façon à ce qu'elle devienne le forum constitutionnel suprême du pays, ou que ses structures et sa composition soient modifiées pour qu'elle comporte une division spéciale qui aurait pour tâche principale, sinon unique, l'étude et l'interprétation de la Constitution canadienne, il n'en reste pas moins que le but fondamental de la Cour demeure l'uniformisation des lois qui concernent l'ensemble du pays et que son organisation actuelle lui permet de réaliser cet objectif.

[60]

### *Le tribunal d'appel des Cours martiales*

Ce tribunal a succédé en 1959 à la Commission d'appel des Cours martiales. La loi sur la défense nationale (1970, Statuts révisés du Canada, chap. N-4) le décrit comme étant une Cour supérieure d'archives composée de juges des Cours supérieures de juridiction criminelle et d'au moins quatre membres de la Cour fédérale désignés à ce poste par le gouverneur général en conseil. En pratique, le personnel judiciaire actuel du tribunal est composé de dix juges de la Cour fédérale du Canada et les officiers supérieurs de cette Cour sont aussi ceux du tribunal.

La loi sur la défense nationale prévoit qu'une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction quelconque par une Cour martiale peut en appeler de la sévérité de la sentence ou de la légalité des conclusions de l'accusation, ou de celle de la sentence. Les appels portant sur la sévérité de la sentence sont réglés par le ministre de la Défense nationale ou par une personne qu'il désigne à cette fin.

Les appels relatifs à la légalité des conclusions ou de la sentence, pourvu qu'ils portent sur un point de droit strict ou sur une question mixte de droit et de fait, sont soumis à l'attention du tribunal. Celui-ci doit être composé d'au moins trois juges et peut ordonner le huis clos des séances s'il le croit utile.

Étant donné les circonstances tout à fait particulières de la cause et des personnes qui y sont impliquées, les parties ne peuvent en appeler de la décision rendue par le tribunal à la Cour suprême du Canada que sur une question de droit strict.

[61]

### ***LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS FÉDÉRAUX***

Lorsque l'on aborde l'étude du système judiciaire canadien, il est difficile d'ignorer cette réalité que constituent les "tribunaux administratifs". Cette expression englobe un nombre impressionnant d'organismes les plus divers non seulement en ce qui concerne leurs structures mais aussi leurs fonctions et leurs pouvoirs. À cette multiplicité des organismes s'ajoute la diversité des fonctions qu'une même institution peut remplir. Ainsi, une même commission peut être chargée de tenir des enquêtes, préparer et produire un rapport à un ministère, émettre ou révoquer des permis, réglementer certaines activités et trancher des litiges.

Au Canada comme dans la plupart des États dont le droit public est d'inspiration britannique, il n'existe pas de dualité de juridiction et il ne peut être question de "tribunaux de l'ordre administratif", du moins dans l'état actuel de notre droit positif. Lorsque la loi attribue aux organismes administratifs une compétence de nature juridictionnelle, ces tribunaux s'intègrent alors, à des degrés divers, à l'appareil judiciaire et leurs décisions sont sujettes au pouvoir de contrôle et de surveillance des Cours supérieures ou à appel devant celles de droit commun.

Pour fins de prévention du système judiciaire canadien ont été retenues parmi les divers organismes fédéraux les institutions qui exercent principalement des fonctions de nature juridictionnelle et qui,

à cause de l'ensemble de leurs caractéristiques, s'apparentent à de véritables tribunaux judiciaires ayant une juridiction pénale étendue.

[62]

### *Commission d'appel de l'immigration*

Cour d'archives créée par la loi sur la Commission d'appel de l'immigration (1970, S.R.C., c.L-3, art. 7), la Commission se compose de neuf membres nommés "durant bonne conduite". Le président du tribunal et au moins deux autres membres doivent être choisis parmi des avocats ayant au minimum dix années de pratique du droit.

Elle exerce une juridiction d'appel relativement aux ordonnances d'expulsion et aux refus d'approbation d'une demande d'admission prononcés en vertu de la loi sur l'immigration (1970, S.R.C., c. L-2). La Commission entend également les appels des décisions des enquêteurs spéciaux et peut ordonner la mise en liberté provisoire des personnes détenues sous garde en attendant que leur appel soit entendu et décidé. Elle jouit, de façon générale, d'une importante juridiction pénale en vertu de la loi sur l'immigration.

Ce tribunal siège à Montréal, à Toronto et à Ottawa, et bien que le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration en soit responsable en Chambre, la Commission est entièrement indépendante de tout ministère dans l'exercice de ses fonctions judiciaires.

### *Commission canadienne des transports*

La Commission canadienne des transports établie par la loi nationale sur les transports (1970, S.R.C., c. N-17) est un organisme administratif aux fonctions multiples dont, par exemple, la réglementation et l'octroi de permis. Néanmoins, cet organisme exerce également des fonctions judiciaires et la loi en fait une Cour d'archives.

Ses membres, au nombre de dix-sept, sont nommés pour une période de dix ans.

[63]

En tant que tribunal, la Commission est saisie des plaintes relatives aux actes ou omissions des transporteurs qui nuisent à l'intérêt public. La Commission peut rendre une ordonnance sommant le transporteur de supprimer la cause du préjudice ou également suspendre, révoquer ou annuler le permis d'un transporteur. Dans l'exercice de sa juridiction, cet organisme est doté d'importants pouvoirs d'enquête sur les moyens et les conditions de transport, sur les coûts, l'efficacité et autres matières qui s'y rattachent.

Les principales lois accordant la compétence pénale à la Commission canadienne des transports sont, outre la loi constitutive elle-même, la loi sur les transports (1970, S.R.C., c. T-14), la loi sur les chemins de fer (1970, S.R.C., c. R-2), la loi sur l'aéronautique (1970, S.R.C., c. A-3), et la loi sur la marine marchande (1970, S.R.C., c. S-9). On peut appeler des décisions de la Commission devant le ministre des Transports.

[64]

### 3. L'ORGANISATION JUDICIAIRE PROVINCIALE ET TERRITORIALE EN MATIÈRE CRIMINELLE

#### *LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES*

[Retour à la table des matières](#)

Comme les systèmes judiciaires provinciaux sont fonction des besoins particuliers des provinces, leurs structures judiciaires varient considérablement. C'est ainsi que l'organisation des tribunaux de l'Île du Prince-Édouard, province qui compte moins de 125 000 habitants, est beaucoup moins complexe par exemple que celle de l'Ontario dont la population dépasse sept millions. Cependant, malgré les différences énormes qui apparaissent entre les diverses régions du Canada, les structures judiciaires provinciales conservent certaines caractéristiques essentielles communes qu'une étude générale des systèmes judiciaires fait clairement ressortir.

En premier lieu, chacune des provinces a mis sur pied une Cour d'appel générale qui représente le sommet de la hiérarchie judiciaire provinciale. Elle est investie d'une juridiction mixte et finale, ce qui signifie qu'elle constitue le tribunal provincial de dernier ressort tant en matière civile qu'en matière criminelle, et qu'on ne peut appeler de ses jugements que devant la Cour suprême du Canada.

[65]

Chaque province est dotée également d'une Cour supérieure, c'est-à-dire d'un tribunal de droit commun de première instance dont la juridiction n'est limitée que par les compétences expressément attribuées aux autres tribunaux provinciaux.

L'organisation de ces juridictions générales de première instance et d'appel varie. Ainsi, quelques provinces les confient à un tribunal unique, tandis que d'autres préfèrent attribuer ces compétences à deux Cours distinctes et indépendantes ou encore associées, sans toutefois

les confondre ces deux Cours dans un même tribunal dont elles constituent alors les divisions. Il est à noter que la dénomination des Cours relève de la discrétion provinciale et que le nom attribué à une Cour peut prêter à confusion. Ainsi, quelques provinces ont constitué des "Cours suprêmes" qui parfois exercent une juridiction de première instance, parfois une juridiction d'appel et qu'il ne faut pas confondre avec la Cour suprême du Canada, tribunal fédéral de plus haute instance.

En deuxième lieu, toutes les provinces, sauf le Québec, comptent des Cours de district ou de comté qui représente, au sein de la hiérarchie judiciaire, des juridictions médianes entre les Cours majeures susmentionnées et les tribunaux d'importance mineure qui se situent au dernier niveau de l'organigramme judiciaire provincial. Le nombre, la composition et la juridiction, du moins en matière civile des Cours de comté et de district diffèrent d'une province à l'autre.

Les Cours générales d'appel et de première instance, ainsi que les Cours de district et de comté, sont soumises au contrôle des autorités provinciales et fédérales.

En effet, en vertu de la Constitution, ce sont les autorités gouvernementales et législatives de chaque province qui établissent, [66] organisent et maintiennent ces tribunaux en plus d'en fixer la composition et d'en régler la procédure en matière civile, tandis que le gouverneur en conseil en nomme les juges et que le Parlement fédéral détermine le salaire, le mode de destitution et le régime de retraite de ces juges, leur compétence en matière criminelle et les règles de procédure à respecter.

Les provinces ont établi, en outre, des tribunaux mineurs et leur ont attribué des juridictions et des compétences restreintes dont, par exemple, la vérification des testaments et la surveillance des administrations successorales, ou encore le soin de trancher les litiges d'importance monétaire minime.

En ce qui concerne les adolescents, la loi fédérale sur les jeunes délinquants (1970 S.R.C., c. J-3)<sup>12</sup> est appliquée dans chaque province par un tribunal désigné ou créé à cette fin par les autorités

---

<sup>12</sup> Il est à noter que le projet de la nouvelle loi sur les jeunes ayant des démêlés avec la justice doit être présentée prochainement au Parlement fédéral.

provinciales. Cette Cour entend aussi les diverses causes relatives à la protection des enfants et à l'adoption.

En matière de délinquance juvénile, la Cour pour mineurs a compétence absolue pour décider des mesures à prendre à l'égard d'un mineur de moins de 18 ans ou de 16 ans, selon les provinces, qui a violé quelques dispositions législative ou réglementaire. Elle a aussi juridiction sur les adultes qui commettent des infractions relatives aux mineurs ou qui contribuent par leur conduite à la délinquance juvénile.

[67]

La loi stipule cependant que ce tribunal doit, dans l'exercice de sa juridiction, respecter l'optique fondamentale selon laquelle le mineur délinquant n'est pas un criminel mais plutôt un jeune qui vit dans des conditions défavorables à un sain développement et qui a besoin d'aide et de surveillance. Cette conception, en vertu de laquelle le rôle du tribunal consiste d'abord à veiller au bien-être de l'enfant, doit inspirer l'action du juge tant auprès des jeunes délinquants que de l'enfance malheureuse ou abandonnée.

Les Cours pour mineurs disposent de services de probation spécialisés, et collaborent avec les sociétés d'aide à l'enfance, les foyers d'hébergement, les cliniques de traitement, les agences d'aide sociale et les écoles de protection. C'est en consultation avec ces organismes que les juges doivent déterminer les mesures les plus appropriées dans chaque cas.

Selon la loi des jeunes délinquants, les Cours pour mineurs peuvent renoncer à leur juridiction et ordonner que l'accusé soit entendu par un tribunal ordinaire, surtout quant il s'agit de meurtriers ou de récidivistes âgés de plus de 15 ou 16 ans.

Certaines provinces ont intégré, par ailleurs, à leur système judiciaire un tribunal de la famille qui a pour fonction d'aider les parents à résoudre leurs difficultés et d'assumer un rôle de conseiller en ce qui a trait aux problèmes matrimoniaux.

Le tribunal peut ordonner à un conjoint qui néglige ses obligations de verser à son épouse et à ses enfants une prestation de soutien ou encore imposer aux enfants l'obligation d'aider leurs parents. Le tribunal a aussi juridiction en matière criminelle dans les cas de voies

de fait commises par un individu contre un membre de sa propre famille, ainsi que dans les cas d'infractions à certaines lois provinciales.

[68]

En Ontario, au Manitoba et en Colombie britannique, un seul tribunal agit à titre de Cour pour mineurs et de la famille, tandis qu'en Alberta, en Nouvelle Écosse et à Terre-Neuve, ces juridictions sont attribuées à deux tribunaux différents qui collaborent entre eux et qui disposent des mêmes services sociaux de soutien.

Un examen plus approfondi du système judiciaire, propre à chaque province, permet de constater que bien que les éléments fondamentaux des structures judiciaires provinciales soient semblables, les composantes de ces diverses organisations demeurent très variées et sont agencées et employées de manières fort différentes.

Le schéma et l'index descriptif qui suivent permettent de se rendre compte des différences et des similitudes qui existent entre les provinces, ainsi que de l'importance numérique des juridictions qui caractérise notre système.

[69] [70]

Tableau 1  
Les tribunaux judiciaires au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Tableau 1  
LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES DU CANADA

**LISTES DES ABBREVIATIONS**

- CIV = JURISDICTION CIVILE
- CRIM = JURISDICTION CRIMINELLE
- DIST = DISTRICT
- DIV = DIVISION

**LEGENDE**

- JURISDICTION D'APPEL
- JURISDICTION DE PREMIERE INSTANCE
- JURISDICTION CIVILE
- JURISDICTION CRIMINELLE

**NOTES**

- (1) COUR CRIMINELLE DES JUGES DE DISTRICT OU DE COMTE
- (2) COUR DE SESSIONS DE LA PAIX (QUÉBEC)
- (3) COUR DE VÉRIFICATION DES TESTAMENTS.

**NOTE:**  
CE TABLEAU NE CONSTITUE QU'UNE NOMENCLATURE SOMMAIRE DES TRIBUNAUX DU CANADA. IL NE PRETEND PAS DONNER LES JURISDICTIONS EXACTES DES DIFFÉRENTS COURS NI ÉTABLIR QUELQUE CONCORDANCE ENTRE LES TRIBUNAUX DES PROVINCES DU CANADA.

[71]

***INDEX DESCRIPTIF DES TRIBUNAUX  
DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES***

***TERRE-NEUVE***

Cour suprême (*Judicature Act*, 1952, Statuts révisés de Terre-Neuve, ch. 114) :

Cette Cour est composée de quatre juges, dont l'un est désigné comme juge en chef. Comme elle constitue le tribunal général de première instance et d'appel pour toute la province, sa juridiction mixte est très étendue. Les appels de décisions rendues en première instance par un juge de la Cour suprême sont entendus par deux autres juges de la même Cour siégeant en dernier ressort.

Cours de district (*District Courts Act*, 1952, S.R.T.-N., ch. 116) :

En matière criminelle, chaque juge de Cour de district constitue une Cour d'archives appelée Cour criminelle du juge de Cour de district et a juridiction pour présider le procès de tout individu accusé d'avoir commis une infraction pour laquelle il peut être jugé par un juge sans l'assistance d'un jury et qui consent à ce qu'il soit procédé ainsi.

Cour pour mineurs (*The Child Welfare Act*, 1964 S.T.-N., ch. 45) :

C'est une "Cour pour jeunes délinquants" au sens de la loi fédérale sur les jeunes délinquants (1970 S.R.C., ch. J-3). Elle [72] est investie d'une juridiction spéciale en matières civile et pénale, selon les lois provinciales sur la protection et le bien-être des enfants.

Tribunal de la famille (*The Family Courts Act*, 1952 S.R.T.-N., ch. 118) :

Ce tribunal sert de médiateur dans les conflits matrimoniaux et familiaux. Il agit aussi à titre de conseiller dans la réhabilitation des jeunes délinquants. Il est chargé de la protection des enfants qui, selon les critères énoncés dans les législations provinciales, sont exposés à des dangers physiques et moraux, et collabore avec les divers organismes de prise en charge et de traitement des mineurs.

Magistrats salariés et juges de paix (*Summary Jurisdiction Act*, 1952 S.R.T.-N., ch. 117) :

En matière criminelle, les lois provinciales et fédérales investissent les juges de paix et les magistrats d'une compétence très limitée qui comprend notamment les infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité.

### *ILE DU PRINCE-EDOUARD*

Cour suprême (*judicature Act*, 1951, Statuts révisés de l'île du Prince-Édouard, ch. 79) :

Cette Cour est investie d'une compétence très vaste en première instance et en appel, tant en matière civile qu'en matière [73] criminelle, car elle exerce les juridictions naguère attribuées à la Cour suprême de judicature de la province ainsi qu'à la Cour d'appel en équité et à la Cour de vérification des testaments. Elle est composée d'un juge en chef qui reçoit aussi le titre de juge en chef de l'île du Prince-Édouard et de trois autres juges.

Cours de comté (*County Courts Act*, 1951 S.R.I.-P.-E., ch. 35) :

Dans chacun des trois comtés de l'île du Prince-Édouard un juge préside la Cour de comté.

En matière criminelle, chaque juge constitue une Cour appelée Cour criminelle du juge de Cour de comté et peut

entendre tout individu qu'on accuse d'avoir commis une infraction pour laquelle il a choisi de comparaître devant un juge seul.

Magistrats salariés et juges de paix (*The Magistrates' Act*, 1951 S.R.I.-P.-E., ch. 89) :

Les magistrats sont investis de tous les pouvoirs et de toute l'autorité attribués à deux ou à plusieurs juges de paix. Magistrats salariés et juges de paix ont juridiction sur les infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité.

### *NOUVELLE-ÉCOSSE*

Cour suprême (*judicature Act*, 1950, Statuts de la Nouvelle-Écosse) :

Cette Cour est partagée en deux branches distinctes. La première, la Division d'appel, est composée de trois juges dont le juge [74] en chef de la Cour suprême qui a également le titre de juge en chef de la Nouvelle-Écosse ; elle exerce une juridiction générale en appel dans toute la province. La seconde branche, appelée Division de première instance, compte six juges dont l'un est nommé juge en chef de la Division de première instance. Cette Division possède, à titre de Cour supérieure de la province, une juridiction générale de première instance en matière civile et elle est désignée comme Cour supérieure de juridiction criminelle pour la province.

Cours de comté (*County Courts Act*, 1967, Statuts révisés de la Nouvelle-Écosse, ch. 64) :

La province est divisée en sept districts de Cour de comté dans chacun desquels un juge préside la Cour de comté.

En matière criminelle, la juridiction des Cours de comté de la Nouvelle-Écosse est identique à celle des Cours de comté et

des Cours de district des autres provinces. L'uniformité de la juridiction pénale de ces Cours n'est pas due à une entente interprovinciale mais plutôt à la politique de l'autorité législative fédérale qui, ayant juridiction sur le droit et la procédure criminels à travers le Canada, a attribué les mêmes pouvoirs aux Cours provinciales équivalentes.

Cours familiales (*Family Court Act*, 1967 S.R.N.-E., ch. 98) :

Ces Cours sont chargées de régler les affaires concernant les mineurs et les enfants négligés ou abandonnés, et veillent à l'application des lois provinciales sur les pensions alimentaires et sur l'aide aux femmes et aux enfants délaissés.

[75]

Cours pour mineurs (*Child welfare Act*, 1967 S.R.N.-E., ch. 31) :

Ces tribunaux font partie d'une vaste organisation mise sur pied par la province pour l'application des lois sur la protection des enfants et des jeunes. Les Cours pour mineurs sont chargées de juger les enfants âgés de moins de seize ans qui sont accusés d'avoir commis une infraction aux lois provinciales et aux règlements municipaux. Elles doivent aussi exercer la juridiction attribuée aux "Cours pour jeunes délinquants" par la loi fédérale les concernant (1970, S.R.C. ch. J-3).

Magistrats (*Stipendiary Magistrates Act*, 1967 S.R.N.-E., ch. 292 et autres lois) :

Si les juridictions territoriales sont différentes, les magistrats provinciaux appelés aussi juges de la Cour des magistrats provinciaux, et les magistrats salariés n'en jouissent pas moins de pouvoirs égaux. Les magistrats sont d'office juges de paix et ont tous les pouvoirs que les lois provinciales et fédérales accordent aux magistrats, aux magistrats salariés ou aux juges de paix siégeant ensemble.

## *NOUVEAU-BRUNSWICK*

Cour suprême (*Judicature Act*, 1952, Statuts révisés du Nouveau-Brunswick, ch. 120) :

Cette Cour compte deux parties. La première, appelée Division d'appel ou Cour d'appel, est investie d'une compétence générale dans toute la province ; quatre juges, y compris le juge en chef de la Cour nommé aussi juge en chef du Nouveau-Brunswick, la composent.

L'autre section appelée Division du Banc de la Reine, est le tribunal de droit commun de la province ; elle compte un juge en chef et cinq autres juges.

[76]

Cours de comté (*County Courts Act*, 1952 S.R.N.-B., ch. 45) :

Chacun des six juges de Cour de comté est investi d'une juridiction mixte.

En matière criminelle, chaque juge de Cour de comté peut présider un tribunal appelé Cour criminelle du juge de Cour de comté et a compétence, en vertu du Code criminel du Canada (1970 S.R.C., ch. C.-34), pour juger les accusés qui ont demandé que leur procès soit instruit par un juge sans jury.

Cours pour mineurs (*Juvenile Courts Act*, 1952 S.R.N.-B., ch. 123) :

Ces Cours sont établies à travers la province dans tous les endroits où la loi fédérale sur les jeunes délinquants (1970 S.R.C., ch. J-3) est en vigueur. Elles sont chargées de l'application de la législation provinciale relative aux mineurs et constituent des Cours pour jeunes délinquants (c'est-à-dire, dans cette province, les enfants de moins de 16 ans) au sens de la loi fédérale précitée.

Cour provinciale (*Provincial Court Act*, 1969, Statuts du Nouveau-Brunswick, ch. 17 et amendements) :

La Cour provinciale remplace la Cour de magistrats créée en 1966 (1966 S.N.-B., ch. 14) et est chargée de la juridiction naguère attribuée à ce tribunal. Les juges de la Cour provinciale - Division criminelle, ont donc pour compétence d'instruire les procès qui, en vertu du Code criminel du Canada, doivent ou peuvent être présidés par un magistrat sans jury.

[77]

De plus, la Cour provinciale - Division familiale, est chargée de l'application de neuf législations portant notamment sur les écoles, le bien-être social, les femmes et les enfants abandonnés et la protection de l'enfance.

## QUÉBEC

Cour d'appel (Loi des tribunaux judiciaires, 1964, Statuts refondus du Québec, ch. 20) :

En matière criminelle, la Cour d'appel était désignée encore récemment sous le nom de Cour du Banc de la Reine siégeant comme Cour d'appel. Elle doit être présidée, selon la gravité de la peine imposable, par trois ou cinq juges de la Cour d'appel du Québec. La Cour est compétente pour entendre les appels des jugements rendus à la suite d'un procès par voie de mise en accusation ainsi que les appels des décisions relatives aux appels par voie de procès *de novo* ou par voie d'exposé de cause.

La Cour d'appel est composée d'un juge en chef appelé juge en chef de la province de Québec, et de quatorze juges puînés. En matière civile, la Cour est investie d'une juridiction générale d'appel dans toute la province.

Cour supérieure (Loi des tribunaux judiciaires, 1964 S.R.Q., ch. 20) :

Cette Cour compte un juge en chef, un juge en chef associé et un juge en chef adjoint en plus de quatre-vingt-dix juges puînés. En matière criminelle, elle exerce une importante juridiction de première instance et d'appel.

[78]

En première instance, elle est présidée par un juge assisté d'un jury. Elle constitue alors une "Cour supérieure de juridiction criminelle" au sens du Code criminel canadien (1970 S.R.C., ch. C-34) et, à ce titre, elle peut juger tous les accusés dont le procès doit, selon les règles de la procédure pénale, se dérouler devant un juge et un jury ou qui ont choisi d'être ainsi jugés. Un juge de la Cour supérieure peut entendre les appels des jugements relatifs aux infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité.

Cour provinciale (Loi des tribunaux judiciaires, 1964 S.R.Q., ch. 20) :

Ce tribunal, investi d'une juridiction mixte, est composé de cent vingt-neuf juges dont un juge en chef et un juge en chef adjoint.

En matière criminelle, les juges de la Cour provinciale constituent une "Cour de juridiction criminelle" au sens du Code criminel canadien et président notamment au procès des accusés qui ont choisi d'être jugés par un juge sans jury ou par un magistrat sans jury.

Cour des sessions de la paix (Loi des tribunaux judiciaires, 1964 S.R.Q., ch. 20) :

La Cour des sessions de la paix est investie tant par la législation provinciale que par les lois fédérales d'une juridiction de première instance parallèle à celle de la Cour provinciale en matière criminelle. Elle peut compter un

maximum de cinquante-quatre juges dont un juge en chef résidant à Montréal et un autre résidant à Québec, qui sont investis des droits et pouvoirs d'un ou de plusieurs juges de paix.

[79]

Cour de Bien-Être social (Cour pour mineurs) (Loi des tribunaux judiciaires, 1964 S.R.Q., ch. 20) :

La Cour est composée de quarante et un juges y compris le juge en chef et le juge en chef adjoint. Les juges de la Cour du Bien-Être social décident de la surveillance des mineurs et de leur placement dans des foyers de substitution ou dans les écoles de protection de la jeunesse, en vertu de la loi des écoles de protection de la jeunesse (1964 S.R.Q., ch.220) et de l'adoption des enfants selon la loi de l'adoption (1964 S.R.Q., ch. 218). Ils sont aussi chargés de juger les enfants de moins de 18 ans accusés d'avoir commis une infraction aux lois provinciales et aux règlements municipaux. De plus, la Cour constitue une "Cour pour jeunes délinquants" aux fins de l'application de la loi fédérale sur les jeunes délinquants (1970 S.R.C., ch. J-3).

Cours municipales (Loi des Cours municipales, 1964 S.R.Q., ch. 24, loi des cités et villes, 1964 S.R.Q., ch. 193) :

Ces Cours sont établies en vertu d'un règlement adopté par le conseil de la municipalité où elles doivent œuvrer. Leur compétence en matière civile et en matière pénale est très limitée et consiste surtout en l'application des règlements municipaux. Les juges des Cours municipales sont choisis parmi les avocats qui ont exercé leur profession pendant trois ans ou, si la population soumise à la juridiction de la Cour dépasse dix mille âmes, pendant cinq ans au moins.

## ONTARIO

Cour suprême (*judicature Act, 1970 Revised Statutes of Ontario, ch. 228*) :

La Cour suprême comprend deux branches principales : la Cour d'appel et la Haute Cour de justice. Elle constitue la "Cour supérieure" de la province en matière civile et en matière criminelle.

[80]

La Cour d'appel de l'Ontario est composée d'un juge en chef appelé juge en chef de l'Ontario, et de neuf autres juges appelés juges d'appel. La Haute Cour de justice comprend trente-deux juges y compris le juge en chef de la Haute Cour.

Bien qu'elle ne soit elle-même qu'une branche de la Cour suprême, la Haute Cour comprend une subdivision appelée Cour divisionnaire de la Haute Cour qui est composée de tous les juges de la Haute Cour.

Cependant, tous les juges de la Cour suprême jouissent de pouvoirs, d'autorité et de compétence égaux et chaque juge est d'office membre de deux branches de la Cour même s'il ne siège ordinairement qu'à l'une d'elles.

Cours de comté et de district (*County Courts Act, 1970 S.R.O, ch. 94*) :

La différence entre les Cours de comté et les Cours de district ne résulte pas des particularités de leurs juridictions personnelles et réelles, elle relève plutôt du territoire sur lequel elles ont juridiction : une Cour de ce niveau est appelée Cour de comté quand elle est instituée dans et pour un comté particulier et Cour de district quand elle est établie dans et pour un district dont elle prend alors le nom.

En matière criminelle, selon la loi intitulée *The County Court Judges' Criminal Court Act* (1970 S.R.O., ch. 93),

chaque juge de Cour de comté ou de Cour de district constitue une Cour d'archives et préside au procès de tout individu qui a choisi d'être jugé par un juge seul. La Cour de comté a aussi juridiction pour entendre les causes dites "électives" devant juge et jury.

[81]

Cour des sessions générales de la paix (*General Sessions Act, 1970 S.R.O., ch. 191*) :

Ce tribunal est établi dans chacun des comtés et des districts de la province et constitue une "Cour de juridiction criminelle" aux fins de l'application du Code criminel du Canada. La Cour des sessions est présidée par le juge de la Cour de comté ou de la Cour de district du territoire sur lequel elle a juridiction ; le juge de la Cour des sessions est assisté par un jury.

Cours provinciales (*An Act to provide for Provincial Courts and Judges, 1968, Statuts de l'Ontario, ch. 103*) :

La loi susmentionnée établit dans tous les comtés et districts une Cour provinciale (Division criminelle) et une Cour provinciale (Division familiale).

Les juges provinciaux de la Division criminelle ont tous les pouvoirs accordés aux magistrats, aux magistrats salariés ainsi qu'à un ou plusieurs juges de paix par les lois en vigueur dans la province. Ils peuvent, si leur compétence est établie selon que l'exige la loi, exercer la juridiction confiée aux magistrats par la partie XVI du Code criminel canadien.

Les Cours provinciales (Division familiale) sont des "Cours pour jeunes délinquants" au sens de la loi fédérale à ce sujet. Elles sont aussi chargées de l'application des lois provinciales sur la protection de la jeunesse et du jugement des enfants de moins de 16 ans accusés d'avoir contrevenu à la législation provinciale ou à la réglementation municipale, et des adultes

qui ont commis une infraction relative aux lois sur les jeunes et les enfants.

[82]

Juges de paix (*Justices of the Peace Act, 1970 S.R.O., ch. 231*)

Diverses lois provinciales et fédérales confient une juridiction très limitée aux juges de paix. Ceux-ci doivent agir sous la direction d'un juge provincial.

Il est essentiel de distinguer entre la fonction et le poste de juge de paix. Si le second tend à disparaître, la fonction quant à elle demeure fort importante, particulièrement sous l'autorité du Code criminel. Les fonctions de juge de paix constituent en fait autant de juridictions qui sont exercées par les juges des autres Cours lors, par exemple, des différentes étapes du procès comme à la comparution et à l'enquête préliminaire. De façon générale, les fonctions de juge de paix sont assumées par les juges des diverses Cours de justice du Canada. Ainsi les juges de la Cour des sessions du Québec sont d'office juges de paix.

### *MANITOBA*

Cour d'appel (*The Court of Appeal Act, 1970, Statuts révisés du Manitoba, ch. C-240*) :

La Cour d'appel représente l'échelon le plus élevé de la hiérarchie judiciaire provinciale. Elle compte cinq juges dont le juge en chef du Manitoba. Elle est investie d'une juridiction générale en appel pour toute la province.

Cour du Banc de la Reine (*The Queen's Bench Act*, 1970 S.R.M., ch. C-280) :

C'est le tribunal de droit commun du Manitoba. La Cour est composée du juge en chef du Banc de la Reine et de sept autres juges.

[83]

Cours de comté (*The County Courts Act*, 1970 S.R.M., ch. C-260) :

Le district judiciaire de l'Est du Manitoba compte six juges des Cours de comté, les quatre autres districts judiciaires de la province en comptent chacun un.

En matière criminelle, ces juges sont chargés, à titre de membres des Cours criminelles des juges de Cours de comté, de l'instruction des procès des accusés qui ont choisi d'être jugés par un juge seul.

Cours familiales (Cours Dour mineurs) (*The Corrections Act*, 1970 S.R.M., ch. C-230) :

Ces tribunaux ont généralement compétence sur les problèmes relatifs aux enfants de moins de 18 ans, sur les relations entre les membres d'une famille et entre les époux. Ils sont chargés de l'application des lois suivantes : la loi sur les jeunes délinquants (1970 S.R.C., ch. J-3), la *Child Welfare Act* (1970 S.R.M., ch. C-80), la *Wives' and Children's Maintenance Act* (1970 S.R.M., ch. W-170), la *Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act* (1970 S.R.M., ch. M-20) et la *Parent's Maintenance Act* (1970 S.R.M., ch. P-10).

Les Cours familiales sont des "Cours pour jeunes délinquants" aux fins de l'application de la loi fédérale sur les jeunes délinquants et de la loi provinciale intitulée *Child Welfare Act*.

Magistrats et juges de paix (*The Magistrates Act*, 1970 S.R.M. ch. M-10) :

On compte quarante-cinq magistrats et un magistrat en chef dans la province. En plus d'être d'office juges de la Cour familiale, les magistrats sont investis de certaines compétences en matière civile et en matière criminelle.

[84]

En matière criminelle, ils jouissent de tous les pouvoirs et de toute l'autorité confiés aux magistrats par le Code criminel du Canada.

Les juges de paix sont ordinairement chargés de l'application des règlements municipaux ; diverses lois provinciales et fédérales leur confient aussi certains pouvoirs limités en matière criminelle ou pénale.

### *SASKATCHEWAN*

Cour d'appel (*The Court of Appeal Act*, 1965, Statuts révisés de la Saskatchewan, ch. 72) :

La Cour est composée du juge en chef de la Saskatchewan et de quatre autres juges. Elle est investie d'une juridiction d'appel mixte et générale dans toute la province.

Cour du Banc de la Reine (*The Queen's Bench Act*, 1965 S.R.S., ch. 73) :

Cette Cour qui comprend huit juges (dont l'un est appelé juge en chef du Banc de la Reine), constitue le tribunal de droit commun pour toute la province.

Cour de district (*The District Court Act*, 1965 S.R.S., ch. 75) :

Aux fins de l'administration de la Cour de district, la province entière constitue un seul district judiciaire et les dix-huit juges de Cour de district ont juridiction sur l'ensemble de ce territoire.

[85]

En matière criminelle, chaque juge constitue une Cour d'archives appelée Cour criminelle du juge de Cour de district et peut instruire le procès d'un accusé qui a pu choisir d'être jugé par un juge sans jury. De plus, tout juge de la Cour de district est d'office juge de la Cour de magistrats et il est investi des pouvoirs accordés aux magistrats par le Code criminel.

Cour pour mineurs (*The Child Welfare Act*, 1965 S.R.S., ch. 268) :

La Cour est une "Cour pour jeunes délinquants" selon la loi fédérale à ce sujet et sa juridiction s'étend à toutes les affaires relatives aux enfants de moins de 16 ans, conformément à la législation provinciale sur la protection de la jeunesse. En sont membres d'office, les juges de la Cour de district et ceux des Cours de magistrats, de même que les magistrats provinciaux.

Cours de magistrats (*The Magistrates' Courts Act*, 1965 S.R.S., ch. 110) :

Les juges des Cours de magistrats ont juridiction en matière criminelle à travers toute la province. Il sont investis des pouvoirs confiés par le législateur provincial à deux juges de paix siégeant ensemble et de la compétence attribuée à un magistrat provincial ou à un autre magistrat, ou encore à plusieurs juges de paix par les lois fédérales (notamment le Code criminel).

Magistrats provinciaux (*The Provincial Magistrates Act*, 1965 S.R.S., ch. 111) :

Ces magistrats ont, à peu de choses près, les mêmes pouvoirs et la même juridiction en matière civile comme en matière criminelle que les juges des Cours de magistrats.

[86]

Juges de paix (*The Justices of the Peace Act*, 1965 S.R.S., ch. 112) :

Les juges de paix n'ont d'autre compétence que celle qui leur est expressément accordée par la législation provinciale ou fédérale.

### *ALBERTA*

Cour suprême (*The Judicature Act*, 1970, Statuts révisés de l'Alberta, ch. 193) :

La Cour suprême est composée de dix-neuf juges répartis de la façon suivante entre les deux branches de la Cour : la Division d'appel qui est le tribunal provincial de dernier ressort, compte un juge en chef que l'on appelle aussi juge en chef de l'Alberta, et six autres juges ; et la Division de première instance, tribunal de droit commun de toute la province, comprend douze juges dont l'un est appelé juge en chef de la Division de première instance.

Cours de district (*The District Courts Act*, 1970 S.R.A., ch. 111) :

La province est divisée en deux districts dotés chacun d'une Cour de district. La Cour de district du district nord de l'Alberta dont le centre est Edmonton, se compose d'un juge en chef et de six autres juges. Celle du district sud qui a juridiction sur la

région de Calgary compte également un juge en chef et six autres juges.

En matière criminelle, les juges de ces Cours constituent des Cours criminelles de juges de Cours de district et président les procès des individus qui, conformément aux dispositions du Code criminel du Canada, ont choisi d'être jugés par un juge sans jury.

[87]

Cour pour mineurs (*The Juvenile Court Act*, 1970 S.R.A., ch. 195) :

Cette Cour a été établie pour exercer la juridiction confiée aux "Cours pour jeunes délinquants" par la législation fédérale pertinente. Les juges de la Cour suprême et ceux des Cours de district ainsi que les juges provinciaux sont d'office juges de la Cour pour jeunes délinquants. Dans cette province, l'âge dit "juvénile" est fixé à 18 ans pour les filles et à 16 ans pour les garçons.

Juges provinciaux et juges de paix (*The Provincial Judges and Justices Act*, 1970 S.R.A., ch. 287) :

Les juges provinciaux ont les pouvoirs de deux juges de paix siégeant et agissant ensemble et, comme ils remplacent depuis 1970 les "magistrats", ils peuvent s'ils y sont autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil, exercer les pouvoirs confiés aux magistrats par le Code criminel du Canada et, en particulier, par la partie XVI de cette loi.

Les juges de paix ont, comme dans les autres provinces, des pouvoirs très limités en matière criminelle.

## COLOMBIE BRITANNIQUE

Cour d'appel (*Court of Appeal Act*, 1960, Statuts révisés de la Colombie britannique, ch. 82) :

La Cour est composée du juge en chef de la Colombie britannique et de huit juges puînés appelés juges d'appel. Comme elle est la plus haute Cour de la province, elle est investie d'une juridiction générale d'appel sur l'ensemble de la province. Elle peut notamment [88] entendre les appels des décisions finales ou interlocutoires rendues par les juges de la Cour suprême et par ceux des Cours de comté, de même que les appels des jugements relatifs aux brefs de prérogative et d'habeas corpus.

Cour suprême (*Supreme Court Act*, 1960 S.R.C.-B, ch. 374)

Ce tribunal compte dix-sept juges dont un juge en chef appelé juge en chef de la Cour suprême. Elle est la Cour supérieure et le tribunal de droit commun de la province en matière civile et elle est désignée comme "Cour supérieure de juridiction criminelle" par le Code criminel du Canada.

Cours de comté (*County Courts Act*, 1960 S.R.C.-B., ch. 81)

La province est divisée en huit comtés ayant chacun une Cour de comté.

Les juges de ces Cours forment les Cours criminelles des juges de Cours de comté et président aux procès des accusés qui ont pu choisir d'être jugés par un seul juge.

Cour provinciale (*Provincial Court Act*, 1969, Statuts de la Colombie britannique, ch. 28) :

Tout juge de cette Cour a juridiction sur l'ensemble du territoire de la province et est investi de tous les pouvoirs

conférés, par une loi provinciale ou fédérale, à un juge provincial, à un magistrat, à un juge de paix ou à deux de ces juges agissant ensemble, à une "Cour pour jeunes délinquants", et enfin à une Cour chargée de juger les enfants de moins de 18 ans accusés d'une infraction à une loi provinciale. De plus, chaque juge de la Cour provinciale est un magistrat au sens du Code criminel du Canada.

[89]

Tous les juges de la Cour provinciale sont membres de chacune des divisions de cette Cour, soit la Division criminelle, la Division familiale et la Division des petites créances, et peuvent exercer la juridiction attribuée à chacune de ces divisions.

### *Les tribunaux territoriaux*

Depuis 1971, les gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest possèdent des pouvoirs considérables dans le domaine de l'administration de la justice. En effet, les autorités territoriales sont désormais responsables du maintien de la Cour du magistrat et des activités des coroners, des juges de paix et du personnel auxiliaire de la Cour suprême. De plus, la nomination des magistrats, des juges de paix et des coroners relève maintenant des commissaires des deux Conseils territoriaux et le gouverneur général en conseil ne choisit plus que les juges des Cours supérieures (les Cours d'appel et les Cours suprêmes actuelles). Le Parlement fédéral garde cependant sa compétence en matière de droit et de procédure criminels et le procureur général du Canada demeure le procureur général des deux territoires.

Les structures judiciaires établies au Yukon et dans les territoires du Nord-Ouest sont semblables et elles ont été conçues de façon à s'adapter aux exigences tout à fait spéciales de l'administration de la justice de ces régions.

[90]

### *TERRITOIRES DU NORD-OUEST*

Cour d'appel (*Judicature ordinance*, 1970 (3<sup>e</sup> session), Ordonnances des territoires du Nord-Ouest, ch. 5) :

La Cour compte un juge en chef et un maximum de huit juges puînés. En matière criminelle, elle exerce la juridiction accordée à une "Cour d'appel", par le Code criminel du Canada.

Cour suprême (*Judicature Ordinance*, 1970 (3<sup>e</sup> session) O.T.N.O., ch. 5) :

La Cour suprême est composée d'un juge appelé juge de la Cour suprême, et d'autant de juges *ex officio* et de juges suppléants que le gouverneur en conseil juge bon de nommer. C'est une Cour supérieure d'archives dont la compétence en matière civile est générale à travers les territoires. En matière criminelle, sa juridiction est aussi très vaste : la Cour est une "Cour supérieure de juridiction criminelle" en vertu du Code criminel canadien et chacun de ses membres peut, à titre de juge ou de magistrat, présider sans l'assistance d'un jury le procès d'un individu accusé d'un acte criminel.

Cour du magistrat (*Magistrate's Court Ordinance*, 1970 (3<sup>e</sup> session) O.T.N.-O., ch. 7) :

La Cour compte un magistrat en chef et autant de magistrats adjoints que le commissaire des territoires juge nécessaires pour le bon fonctionnement du tribunal. Tout magistrat (ou magistrat adjoint) est d'office juge de paix dans les territoires. Il est aussi investi des pouvoirs de deux juges de paix siégeant ensemble et de la compétence attribuée à une "Cour pour jeunes délinquants" par la législation fédérale.

En matière criminelle, un magistrat ou un magistrat adjoint peut, si les termes de sa nomination l'y autorisent, juger sans jury les individus accusés d'avoir commis un acte criminel.

[91]

La Cour du magistrat est aussi un tribunal pour mineurs. À ce titre, elle peut juger les enfants de moins de seize ans qui ont enfreint les lois du territoire et elle peut exercer tous les pouvoirs d'une "Cour pour jeunes délinquants" aux termes de la loi fédérale sur les jeunes délinquants.

Juges de paix (*justices of the Peace Ordinance*, (3<sup>e</sup> session) O.T.N.-O., ch. 6) :

Les juges de paix sont nommés par le commissaire durant bon plaisir pour un mandat de trois ans. Ils doivent être âgés d'au moins vingt-et-un ans et être résidents des territoires depuis au moins six mois. Leurs pouvoirs leur sont attribués par diverses lois et ordonnances fédérales et territoriales.

### *TERRITOIRE DU YUKON*

Cour d'appel (*Court of Appeal Ordinance.*, 1971, Ordonnances révisées du territoire du Yukon, ch. C-20) :

La Cour peut compter, en plus du juge en chef, un nombre maximal de douze juges puînés. Elle représente le tribunal de dernière instance dans le territoire tant en matière civile qu'en matière criminelle. Bien qu'elle siège normalement à Vancouver (Colombie britannique), elle peut aussi siéger à l'intérieur du Yukon.

Cour suprême (*Territorial Court Ordinance*, 1971, O.R.T.Y., ch. T-2 :

La Cour suprême est une Cour supérieure d'archives composée d'un juge appelé juge de la Cour suprême et d'un nombre variable de juges *ex officio* et de juges suppléants. Elle est le tribunal de [92] droit commun du territoire en matière civile et, en matière criminelle, elle constitue, selon le Code criminel, la "Cour supérieure de juridiction criminelle" du Yukon, et ses membres sont également investis des pouvoirs d'une "Cour de juridiction criminelle".

Cour du magistrat (*Magistrate's Court Ordinance*, 1971, O.R.T.Y., ch. M-1) :

Le Commissaire du territoire nomme les magistrats en nombre suffisant pour l'expédition des affaires de la Cour. La juridiction de la Cour du magistrat du Yukon est semblable à celle de la Cour du magistrat des territoires du Nord-Ouest.

Juges de paix (*justice of the Peace ordinance*, 1971, O.R.T.Y., ch. J-3) :

Comme dans toutes les autres juridictions du Canada, la compétence des juges de paix leur est expressément attribuée par les ordonnances et les lois en vigueur.

## ***LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS PROVINCIAUX***

En ce qui a trait aux tribunaux administratifs créés par les provinces, leurs structures s'apparentent à celles des organismes fédéraux exerçant des fonctions judiciaires.

Ces organismes œuvrent principalement dans les matières civiles et administratives, mais certains dont les Commissions de révision sous les lois sur la santé mentale ou les tribunaux spécialisés dans les infractions routières, ont une incidence pénale.

[93]

## 4. LES JUGES ET LES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE

### *LA MAGISTRATURE*

[Retour à la table des matières](#)

La dichotomie fédérale provinciale qui existe au niveau de l'organisation judiciaire canadienne se reflète également dans les structures de la magistrature. En effet, le gouvernement fédéral a, en vertu de la Constitution, le pouvoir de choisir et de nommer les Juges des tribunaux qu'il a lui-même institués ainsi que ceux de certains tribunaux provinciaux, et cela après consultation avec les provinces concernées.

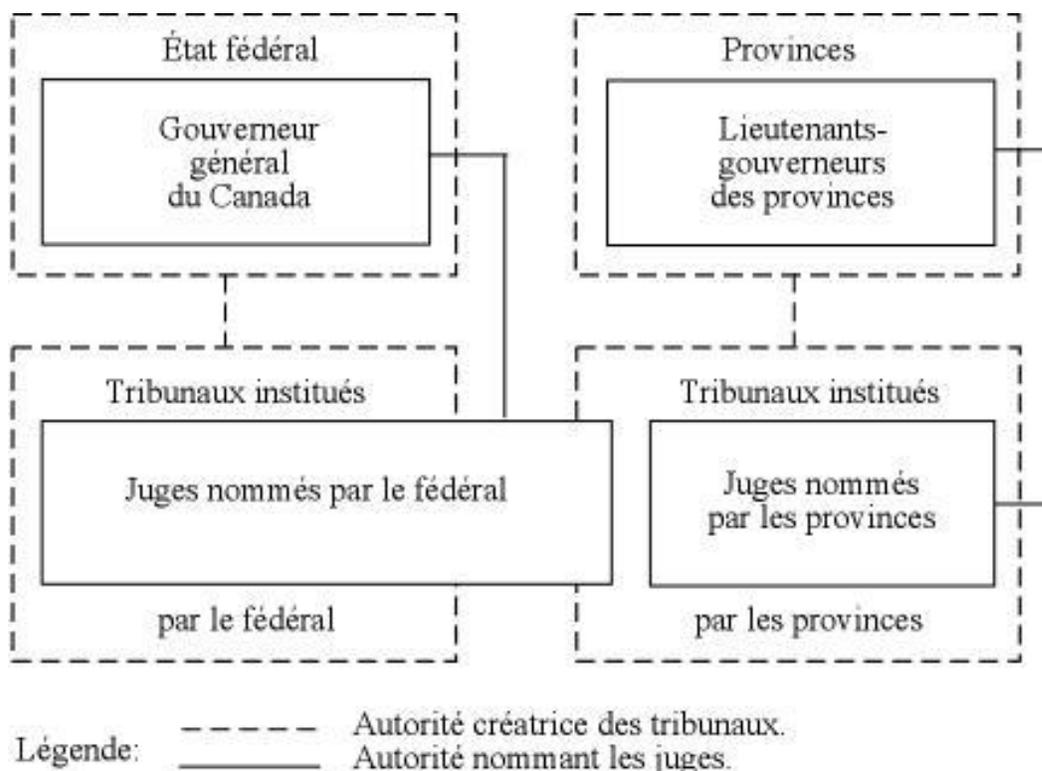
Le Parlement fédéral a adopté un critère uniforme pour la sélection des juges des Cours supérieures ; le candidat doit être avocat, inscrit au Barreau depuis un minimum de dix ans. Cette condition existe également pour les juges nommés par certaines provinces, tel par exemple le Québec, mais pas pour d'autres ; ce qui signifie qu'on a utilisé comme normes les exigences les plus élevées déjà en vigueur.

La pratique s'est développée de consulter les autorités provinciales ainsi que l'Association du Barreau canadien pour le choix définitif des juges des tribunaux supérieurs.

[94]

Tableau 2  
Schéma général du partage du pouvoir de nomination des juges

[Retour à la table des matières](#)



*Note :* Comme l'indique le schéma, les juges nommés par le fédéral siègent dans des tribunaux créés par des provinces, il s'agit particulièrement des juges des cours supérieures.

Le même critère de sélection s'applique en outre pour les juges des tribunaux judiciaires fédéraux, soit de la Cour suprême du Canada et de la Cour fédérale, qui peuvent être choisis également parmi les magistrats des Cours supérieures.

En ce qui a trait à la rémunération, à l'exception des juges de la Cour suprême, les juges fédéraux reçoivent les mêmes salaires et ont les mêmes privilèges.

[95]

La magistrature canadienne, autant des Cours fédérales que provinciales, est inamovible et jouit de l'immunité civile et pénale dans l'exercice de ses fonctions, ce qui est considéré comme une garantie fondamentale de l'indépendance et de l'autorité du pouvoir judiciaire,

Au niveau provincial, en plus des juges, certains officiers de la justice remplissent un rôle très important dont, en particulier, les coroners et les commissaires aux incendies.

### *Les Coroners et les commissaires aux incendies*

Le coroner est un officier de justice provincial, d'office juge de paix, à qui incombe la responsabilité d'instituer et de conduire des enquêtes publiques sur certains décès. L'enquête du coroner consiste à établir l'identité des cadavres et à déterminer les circonstances de tout décès survenu par suite de violence, de négligence ou de conduite coupable ou dû à un accident, à un suicide ou à un meurtre.

En fait, les dispositions du Code criminel et des lois provinciales sur le rôle du coroner consacrent le lien qui unit l'enquête judiciaire et administrative au procès pénal. À la clôture d'une enquête, le coroner doit déclarer dans son verdict s'il y a eu crime ou non. S'il y a constatation de crime, le dossier de l'affaire doit apporter les précisions nécessaires sur le, ou les auteurs présumés et sur les circonstances de l'homicide.

En vertu de l'article 462 (1) du Code criminel, le coroner qui rend un tel verdict a le pouvoir d'émettre un mandat ordonnant l'arrestation et la garde du suspect, et de le faire conduire le plus tôt possible devant un juge de paix.

[96]

Le coroner peut, au lieu du mandat, exiger de cette personne un engagement, avec ou sans caution, de comparaître devant un juge de paix dans un délai imparti. Le coroner doit alors transmettre au juge de paix le dossier de son enquête. Même s'il possède les qualifications

voulues, le coroner ne peut selon les lois provinciales agir comme juge de paix dans les affaires où il a tenu une enquête.

Instrument de procédure criminelle, l'enquête du coroner joue également un rôle préventif de protection de vies humaines. C'est ainsi que les recherches du coroner permettent de déterminer la cause de certains types de décès, ce qui peut avoir des répercussions sur les normes de santé et d'hygiène ou de sécurité dans les endroits publics. Cet aspect administratif des fonctions du coroner s'est particulièrement développé au cours des dernières années et a permis, tel dans l'Ontario par exemple, d'enrayer certaines causes de mortalités infantiles dues, en l'occurrence, aux techniques chirurgicales inadéquates.

Nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, les coroners occupent leurs postes durant bonne conduite. Les enquêtes sont publiques, à moins que le coroner n'ordonne le huis-clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public.

Comme dans ce genre d'enquête il n'y a pas d'accusé ni d'accusateur, cet officier a entière discrétion pour autoriser les parties intéressées à être représentées par un avocat.

Ses pouvoirs de contrainte des témoins sont, en outre, très étendus et il peut s'assurer de leur présence par leur détention, avec ou sans mandat, ou exiger d'eux un cautionnement. Le coroner peut détenir le ou les cadavres des personnes dont le décès fait l'objet de l'enquête ainsi qu'en ordonner l'autopsie, et il peut prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires relativement [97] aux objets qui peuvent être utiles à la preuve. Ses fonctions lui permettent aussi d'ordonner l'autopsie d'un cadavre, de demander une expertise et de visiter les lieux des accidents. Tous les pouvoirs octroyés au coroner visent à favoriser l'efficacité de ces enquêtes judiciaires qui ne peuvent être ajournées que lorsqu'il est absolument impossible de connaître autrement la vérité (art. 40 de la loi des coroners du Québec, S.R.Q. 1964, ch. 29).

Au Québec, le coroner est d'office commissaire-enquêteur sur les incendies si personne n'a été nommé à cette fonction dans le district judiciaire où il exerce ses fonctions.

Les commissaires aux incendies sont des auxiliaires de la justice dont les tâches peuvent se comparer avec celles du coroner. En fait, seul l'objet de l'enquête change puisque celles effectuées par le commissaire ont pour objectif d'éclaircir les circonstances de certains incendies et de trouver les éléments de preuve pouvant éventuellement donner lieu à des poursuites pénales. Les investigations du commissaire-enquêteur concernent les incendies, ou les explosions que l'on soupçonne être l'œuvre d'une main criminelle.

Les commissaires peuvent émettre des sommations aux témoins et arrêter et détenir pendant vingt-quatre heures ceux qui selon toute vraisemblance tenteraient de se dérober à son interrogatoire. Le commissaire aux incendies termine son enquête par un verdict dont il fait rapport au directeur général de la prévention des incendies et au procureur général de la province. C'est à ce dernier qu'il appartient alors de décider des poursuites civiles ou pénales qui doivent être prises.

[98]

### *Les officiers de la justice*

Dans tous les tribunaux, les juges sont assistés par les auxiliaires et les officiers de justice dont la tâche consiste à veiller à la bonne marche des affaires de la Cour et à l'efficacité de l'administration de la justice.

### *Le greffier*

En premier lieu, il convient de mentionner le greffier qui est le dépositaire des archives de la Cour. À ce titre, il conserve à son bureau soit le greffe, les documents et les registres du tribunal, les dossiers des causes ainsi que le texte des ordonnances et des décisions émises ou rendues par les juges. Il reçoit, vérifie et enregistre les actes de la procédure écrite et tous les autres papiers que les parties doivent produire en Cour.

De plus, c'est lui qui reçoit les deniers déposés en Cour par une partie, effectue la taxation des témoins ainsi que celle des mémoires

de frais et de dépenses, et les mémoires d'honoraires des officiers de la justice.

Le greffier doit aussi veiller à l'apposition des timbres judiciaires qui donnent valeur probante aux procédures écrites.

Certaines fonctions peuvent s'ajouter à cette liste ou en être rayées. Ainsi dans certains tribunaux, c'est un officier spécial qui est responsable des taxations. Par ailleurs, le greffier est parfois chargé de la confection du tableau des jurés et de l'indemnisation des membres du jury.

Dans plusieurs Cours supérieures, le greffier a le titre de protonotaire, comme par exemple à la Cour supérieure du Québec, à [99] la Cour du Banc de la Reine du Manitoba et à la Cour fédérale du Canada, tandis qu'à la Cour suprême du Canada, il a celui de registraire.

Il est investi cependant d'importants pouvoirs quasi judiciaires et judiciaires puisqu'il peut, dans certains cas, régler les questions interlocutoires, exercer la juridiction de juge en chambre et même juger les procès d'importance mineure.

En matière criminelle, le greffier est appelé "greffier de la Couronne", "greffier de la paix" ou encore "greffier de la paix et de la Couronne". Ses fonctions quant à l'administration du greffe, la tenue des registres et des livres de comptes de la Cour et la taxation des témoins, sont équivalentes à celles que remplit le greffier en matière civile.

Lorsque le greffier reçoit, en plus des pouvoirs inhérents à sa charge ceux d'un juge de paix, il peut présider aux comparutions, recevoir les dénonciations, décider de l'incarcération ou de la libération des prévenus et émettre les mandats, subpoenas et sommations qui relèvent de l'autorité d'un juge de paix.

### *Le shérif*

Le rôle d'un autre officier de justice doit être signalé ici, soit celui de shérif qui est en général chargé de signifier les brefs, les citations et les sommations. Il est responsable de l'exécution forcée des jugements

et des saisies ainsi que de la vente en justice des biens meubles et immeubles saisis. Il peut aussi être responsable du maintien de l'ordre dans les salles d'audience des Cours criminelles.

[100]

Le shérif doit en outre veiller à la préparation d'une liste de personnes susceptibles de siéger sur un jury et à les convoquer au moment opportun.

Dans le domaine criminel, le shérif est chargé d'indemniser les témoins de la Couronne et il est parfois responsable des prisons situées dans les limites territoriales de sa juridiction.

### *L'huissier*

L'huissier doit s'assurer de la bonne tenue de la salle d'audience. Il assiste aux procès et y fait l'appel des parties et des témoins en tant que huissier-audiencier. De plus, tout comme le shérif, il s'occupe de la signification des brefs, des sommations et des citations. Il peut aussi, à certaines conditions, vendre en justice les marchandises périssables saisies. L'huissier est parfois considéré comme l'assistant du shérif et, dans certaines provinces, celui-ci reçoit le pouvoir de nommer les huissiers qui doivent collaborer avec lui.

### *Le sténographe judiciaire*

Les tribunaux disposent de sténographes qui prennent en note les interrogatoires hors Cour et les témoignages recueillis devant le tribunal pour traduire ensuite, à la demande du juge ou d'une partie, ces notes sténographiées et en transcrire le texte. La transcription fait partie du dossier de la cause et est particulièrement importante lorsqu'une partie veut en appeler du jugement rendu en première instance. Notons qu'on commence aussi à utiliser l'enregistrement mécanique, bien qu'il ne soit pas encore certain qu'on élargisse ce système à l'ensemble des procédures.

[101]

### *Les agents de probation*

En ce qui a trait à l'individualisation des sentences et de la surveillance, les agents de probation assument un rôle de premier ordre. Ces agents œuvrent auprès des Cours criminelles et des tribunaux pour mineurs.

En matière criminelle, l'agent intervient lorsqu'un accusé s'avoue ou est reconnu coupable d'une infraction. Son rôle consiste alors à étudier la personnalité et le comportement du prévenu, à évaluer ses possibilités de réhabilitation et à résumer les résultats de son enquête dans un rapport qu'il remet au juge chargé de prononcer la sentence. Le rapport "présentenciel" doit permettre au juge de prendre une décision individualisée qui tient compte des caractéristiques et des possibilités de chaque condamné. De plus, si l'accusé est mis en liberté surveillée, c'est l'agent de probation qui suit son évolution personnelle et aide à sa réhabilitation.

Auprès des tribunaux pour mineurs, les agents de probation assistent les juges dans le cas de chaque mineur qui comparaît devant eux. Les agents doivent enquêter sur les circonstances particulières relatives à la personnalité, le milieu familial et social, et les antécédents du jeune, et proposer aux juges les mesures les plus appropriées dans l'intérêt de l'enfant ou de l'adolescent. Lorsque le mineur est placé en probation, l'agent doit veiller à l'exécution des mesures décidées par la Cour et surveiller l'évolution de l'enfant.

### *La professionnalisation et les normes de compétence*

Actuellement, le problème de professionnalisation des agents de probation est d'autant plus important qu'on s'efforce d'établir des normes de compétence de plus en plus élevées. Le recrutement se [102] fait parmi les diplômés des facultés de criminologie et des écoles de service social, sur la base d'examens et de concours organisés par les autorités provinciales. Il est à prévoir que les

associations des agents de probation vont progressivement jouer un rôle de gardiens du statut de leurs membres et des mécanismes de surveillance de l'éthique professionnelle. Pour le moment, le seul organisme qui assume la mission de ce type est celui formé par les avocats.

### *Les associations de juristes professionnels*

En effet, dans chacune des dix provinces, une corporation professionnelle <sup>13</sup> regroupe l'ensemble des avocats.

Étant donné le statut particulier reconnu aux notaires au Québec, ceux-ci ont formé une corporation spéciale : la Chambre des notaires. Les objectifs fondamentaux de ces corporations consistent dans la défense des intérêts de leurs membres, le contrôle et la surveillance de l'exercice de la profession et la protection du public dans les matières d'ordre juridique.

Les associations provinciales de jurisconsultes jouent un rôle important dans la formation professionnelle de leurs membres. Elles déterminent en partie le contenu de l'enseignement du droit dans les universités canadiennes et elles dispensent aux aspirants à la pratique du droit des cours de formation professionnelle qui doivent constituer un complément pratique aux études universitaires. Elles publient également des journaux et des revues juridiques, telle la *Revue du Barreau du Québec*, et organisent des colloques et des conférences visant à élargir les connaissances de leurs membres en les [103] familiarisant avec les aspects les plus spécialisés du droit et en leur exposant les récents développements des législations provinciales et fédérales. Les conférences les plus connues sont les *Special Lectures of the Law Society of Upper Canada* organisées par l'association ontarienne et les *Isaac Pitblado Lectures on Continuing Legal Education* organisées par l'association manitobaine.

En plus de fixer les conditions à remplir pour pouvoir exercer la profession d'avocat, les corporations provinciales définissent les

---

<sup>13</sup> Appel Barreau au Québec et *Law Society ou Bar Association* dans les autres provinces.

principes de l'éthique professionnelle et veillent à ce que tous leurs membres respectent ces règles de conduite. Elles s'assurent aussi que seules les personnes dont la compétence est reconnue puissent agir à titre d'avocats et voient à ce que tout justiciable lésé par un de leurs membres soit indemnisé.

Les corporations professionnelles organisent ou favorisent l'établissement d'associations locales, telles la *Vancouver Bar Association* en Colombie britannique et la *Section du Barreau du Bas Saint-Laurent* qui ont pour but de favoriser les contacts entre les juristes travaillant dans une même région. Elles mettent aussi sur pied des comités et des services de recherche qui sont chargés d'étudier une branche particulière du droit ou une loi déterminée, afin de présenter aux dirigeants de la corporation, aux législateurs ou à des commissions d'enquête, des rapports et des recommandations qui serviront à orienter la politique de la corporation professionnelle ou à améliorer les législations en vigueur.

En plus des corporations professionnelles provinciales, il existe l'Association du Barreau canadien composée d'avocats de toutes les provinces. L'association a pour but d'aider à la bonne administration de la justice dans tout le pays, de soutenir l'honneur de la profession d'avocat, de favoriser le perfectionnement des sciences juridiques, de promouvoir l'uniformité des lois à travers le Canada [104] tout en respectant les systèmes de droit de chaque province et de faciliter les bonnes relations et la collaboration entre les corporations professionnelles provinciales. L'Association du Barreau canadien est divisée en conseils provinciaux et en comités d'études qui permettent l'échange des opinions et des connaissances entre les avocats des différentes provinces.

[105]

## 5. LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE

[Retour à la table des matières](#)

Les principes directeurs du système canadien de justice criminelle sont révisés régulièrement, selon les besoins et les problèmes qui apparaissent dans divers domaines, par des corps indépendants spécialement nommés à cet effet. Il s'agit là des institutions qui ne font pas partie du système judiciaire proprement dit, mais dont les activités ont une incidence importante dans le domaine de la justice. La caractéristique commune à ces institutions consiste dans les tâches de recherche et d'investigation que leur assignent les gouvernements. Ces recherches ou ces enquêtes peuvent aussi bien porter sur un cas particulier que sur un sujet d'ordre général. Les organismes d'enquête se distinguent cependant les uns des autres par leurs structures : certains ont un mandat limité alors que d'autres sont établis statutairement à titre permanent. Leur composition, l'importance de leur personnel et leurs moyens d'action varient constamment.

### *Les commissions d'enquête*

C'est ainsi que les Commissions royales disposent de pouvoirs d'enquête considérables et ont le droit d'obliger n'importe quelle [106] personne, y compris les fonctionnaires, de témoigner devant eux, et de visiter tous les lieux et institutions publics sans restrictions. Certes, les Commissions royales d'enquête ne jouissent d'aucun pouvoir d'exécution pour donner suite à leurs travaux ; il n'en reste pas moins que leurs recommandations sont parfois mises en pratique avant, ou tout de suite après, l'expiration de leur mandat et la remise de leur rapport.

Instruments du pouvoir exécutif, les Commissions d'enquête sont des institutions originales et autonomes. Elles poursuivent un objectif premier : celui d'éclairer l'État sur des questions précises qui, pour

diverses raisons, ne peuvent être étudiées par la fonction publique dans les rouages normaux de l'administration gouvernementale.

En effet, l'État est parfois confronté avec des situations à caractère unique et exceptionnel qui appellent des solutions particulières. À cet égard, les Commissions d'enquête offrent l'avantage de pouvoir se consacrer exclusivement à leur tâche et à la recherche de ces solutions. Dégagées des contraintes de l'administration publique, ces Commissions peuvent ainsi étudier dans le détail les affaires, quelquefois délicates, qui leur sont soumises.

Les Commissions d'enquête ont maintes fois prouvé leur utilité et leur efficacité, et cela dans des domaines aussi différents que celui concernant les politiques gouvernementales, les enquêtes spéciales sur des catastrophes naturelles, ou encore les scandales politiques.

Elles permettent de trouver des solutions de compromis à des problèmes aux implications multiples ou sur lesquels les groupes de pression émettent des opinions contradictoires, ce que l'on ne saurait exiger de l'administration traditionnelle.

[107]

Les conclusions des travaux des Commissions d'enquête servent à informer l'État et à le guider dans le choix des solutions aux différents problèmes portés à leur attention. Ce choix de solution se concrétise souvent par l'application de mesures administratives, ministérielles ou judiciaires appropriées. Parfois, les recherches des commissions conduisent à la formulation de politiques générales et à l'adoption de législations nouvelles.

À cause de leur souplesse et de leur rendement, ces institutions consultatives d'information sont fréquemment utilisées par les gouvernants. Ainsi depuis la Constitution de 1867, le gouvernement fédéral a, à lui seul, institué plus de mille commissions dont près du tiers ont bénéficié du statut de Commission royale d'enquête.

Les provinces ont recours également à ce type de commissions et de lois semblables par leur teneur et qui ont été adoptées par les différents législateurs afin de fonder statutairement l'emploi de ce genre d'organismes d'enquête. À titre d'exemple, nous examinerons plus particulièrement la loi fédérale sur les enquêtes (S.R.C. 1970, ch. 1-13) et la loi québécoise sur les Commissions d'enquête (S.R.Q.

1964, ch. 11) en prenant pour acquis leur similarité avec les lois des autres provinces.

Selon les termes mêmes de la loi fédérale, le gouverneur général en conseil peut faire instituer une enquête sur toute question touchant le bon gouvernement du Canada ou la gestion de quelque partie des affaires publiques. Un décret ou un arrêté en conseil institue alors une commission, détermine son mandat, la durée de celui-ci et choisit le, ou les commissaires parmi les spécialistes ou parmi les citoyens connus et respectés.

En tant qu'organisme d'enquête, ces commissions fédérales et provinciales reçoivent des pouvoirs extraordinaires dont ne jouit [108] pas ordinairement l'administration publique. Ainsi, la loi canadienne sur les enquêtes prévoit à son article 5 qu'une Commission est investie de tous les pouvoirs d'une Cour fédérale d'archives. D'une façon plus explicite, on reconnaît à ces organismes de larges pouvoirs de contrainte quant aux témoins et quant à la production de documents puisque les Commissions peuvent entre autres, émettre des assignations ou des sommations et enjoindre à une personne de témoigner sous serment.

Si la nature du mandat et le budget le permettent, les commissaires sont autorisés, avec l'approbation dans certains cas du procureur général de la province concernée, à employer un personnel auxiliaire compétent. Certaines Commissions comprennent un groupe important d'experts consultants, d'avocats et de chercheurs.

Dans la loi des Commissions d'enquête du Québec, les articles 7 et suivants précisent ces mêmes pouvoirs d'enquête et les dispositions des articles 10 et 12 ajoutent que le défaut de se conformer à un ordre de la Commission est sanctionnable par cette dernière et la Commission bénéficie à cet égard des pouvoirs d'une Cour de justice.

L'article 16 de la loi québécoise stipule que les commissaires bénéficient des mêmes immunités et privilèges que les juges de la Cour supérieure.

Les Commissions doivent déposer leurs rapports de recherche et leurs conclusions dans les délais fixés par l'arrêté en conseil. Ordinairement, le mandat d'une Commission d'enquête est de courte durée, quelques mois par exemple ; mais il arrive qu'il soit prolongé

pour une ou plusieurs années pour des sujets d'importance. Quoi qu'il en soit, il est de la nature de ces institutions d'être particulièrement temporaires.

[109]

Les sujets des enquêtes sont des plus variés ; depuis les questions d'intérêt local aux affaires nationales, du cas particulier aux grands thèmes politiques, économiques et sociaux. Parmi les enquêtes concernant la justice pénale, on peut citer les suivantes :

*1. La Commission royale d'enquête  
sur le système pénal du Canada*

Cette Commission instituée par l'arrêté en conseil P.C. 483 du 27 février 1936, a concentré ses travaux sur le traitement des détenus et le système pénitentiaire canadien. La philosophie avant-gardiste pour l'époque, qui se dégage du Rapport Archambault, du nom du président de cette Commission, se reflète dans les concepts appliqués aujourd'hui en matière carcérale.

La Commission, qui a également étudié la prévention de la criminalité, la récidive et la question des libérations conditionnelles, a remis ses recommandations en avril 1938, remplissant ainsi son mandat après deux années de recherches et de travaux.

*2. Le Comité institué pour faire enquête sur les principes  
et les méthodes suivis au Service des pardons  
du ministère de la Justice du Canada*

Le rapport de ce Comité spécial, connu sous le nom de Rapport Fauteux, fut publié en 1956. Ses conclusions et ses recommandations ont conduit à des réformes législatives qui sont à la base même de la loi actuelle concernant les libérations conditionnelles.

Inspirés par la ligne de pensée de la Commission Archambault de 1936, les travaux du Comité ont insisté sur l'importance de la

réhabilitation des détenus par le traitement comme moyen efficace de prévention de la criminalité.

[110]

### *3. Le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle*

Ce comité d'enquête dont le mandat s'est terminé après quatre ans, avait été nommé en 1965 par le décret du conseil C.P. 1965-998. Les conclusions de ce comité, présidé par l'honorable juge Roger Ouimet, constituent une étape importante dans la formulation des politiques canadiennes concernant la justice criminelle. Comme le souligne le titre même du Rapport Ouimet, "Justice pénale et correction : un lien à forger", ses travaux ont le mérite d'avoir mis en relief l'interdépendance des trois grands secteurs de la justice pénale, soit de celui de la police, des tribunaux et des services correctionnels.

Le comité préconise dans son rapport qu'il soit accordé plus d'attention à la personnalité du délinquant dans l'ensemble des mécanismes de la répression criminelle et propose de multiples réformes destinées à réaliser cet objectif.

### *4. La Commission d'enquête sur L'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec*

Créée en 1967, cette Commission provinciale avait pour mandat l'étude de tous les aspects de la répression de la criminalité dans la province. Le volumineux rapport de la Commission "La société face au crime" concerne des sujets aussi divers que la sécurité judiciaire, les services de police, les tribunaux pour mineurs, les tendances de la criminalité québécoise et la réhabilitation.

Tout comme le Comité Ouimet, au niveau fédéral, la Commission Prévost a mis l'accent sur la personnalité du criminel et le caractère social de la prévention et de la répression du crime. Elle avait parmi ses objectifs l'élaboration d'une politique générale de l'administration de la justice pénale au Québec et a démontré à [111] travers ses travaux, la nécessité de recourir, aux concepts et aux méthodes des

sciences sociales en vue d'obtenir une image plus exacte du phénomène de la criminalité et de la combattre plus efficacement.

À ces enquêtes des plus importantes dans le domaine de la justice criminelle, s'ajoute un très grand nombre de commissions tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, qui ont été mandatées afin d'examiner des aspects plus particuliers de la justice pénale ou de la correction. Dans ces secteurs, les sujets d'étude les plus fréquents sont, sans conteste, la gestion pénitentiaire et celle des services de la police.

D'autres commissions ont reçu des tâches encore plus précises concernant le droit criminel, telle la Commission royale chargée d'étudier la défense de l'aliénation mentale en matière criminelle (fédéral, 1956), la Commission royale d'enquête sur le droit pénal en matière de psychopathie sexuelle criminelle (fédéral, 1959), le Comité du ministère de la Justice sur la délinquance juvénile (fédéral, 1965), ou encore la récente Commission Le Dain sur l'usage des drogues à des fins non médicales.

Héritée du système britannique, l'institution des commissions d'enquête a acquis au Canada, depuis plus de un siècle, un statut autonome face aux pouvoirs judiciaires et politiques et a affirmé son utilité dans nos mécanismes démocratiques. Ces organismes constituent des outils grâce auxquels le système de justice canadien peut faire son "examen de conscience" et permettre ainsi de combler les lacunes qui apparaissent à la suite de l'évolution de la société, de son approche à l'égard de la morale ou encore des nouvelles formes de déviance qu'elle peut générer.

[112]

Les réalisations des commissions d'enquête montrent le rôle progressif et dynamique qu'elles remplissent dans le domaine de la justice et de son application. Elles sont à la fois les gardiennes de nos institutions démocratiques et, dans certains cas, les protecteurs des droits des citoyens face aux pouvoirs des gouvernements.

[113]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

## **Chapitre II**

---

# **LA CRIMINALITÉ AU CANADA**

[Retour à la table des matières](#)

Toute étude du système de justice criminelle et de son application implique une évaluation, ne serait-ce qu'approximative, de la criminalité. Certes, les données disponibles sont forcément incomplètes puisqu'elles ne peuvent inclure le chiffre noir de la criminalité, c'est-à-dire un certain pourcentage de délits inconnus de la police et des Cours, il n'en reste pas moins qu'elles représentent un indicateur du taux des délits. En fait, pour analyser la criminalité connue de l'appareil de la justice, il s'agit de mesurer deux dimensions. La première a trait au calcul du pourcentage des criminels comparativement aux mêmes groupes d'âge de la population d'une région ou d'une ville donnée, à une époque donnée. La deuxième dimension est celle qui consiste en un recul dans le temps, autorisant des comparaisons avec des périodes antérieures, ce qui est d'autant plus malaisé qu'il convient de tenir compte constamment des changements apportés dans les législations en vigueur.

Au Canada, les relevés statistiques de la criminalité sont faits, publiés et distribués depuis 1876. En vertu des Statuts refondus de 1876 (ch. 13), les tribunaux et les gouverneurs des pénitenciers étaient obligés de présenter, chaque année, des renseignements [114] relatifs

aux affaires criminelles entendues et aux personnes incarcérées à la suite des condamnations qui ont été prononcées contre elles.

Fait significatif, pendant les vingt premières années, soit jusqu'en 1895 environ, on recensait les individus et c'est par la suite uniquement qu'on a décidé d'utiliser, comme unité de base, le délit.

À l'origine, la compilation et la publication étaient assurées par le ministère de l'Agriculture, ce qui s'explique par son importance, compte tenu des caractéristiques socio-économiques de la collectivité canadienne de l'époque. Dès 1911 toutefois paraissait le premier rapport désigné spécifiquement comme celui des "Statistiques criminelles" qui contenait des renseignements relativement complets quant au nombre des mises en accusation, des acquittements et des condamnations, selon les diverses catégories de délits et selon les districts judiciaires où ils ont été jugés. Ces rapports ne peuvent être malheureusement analysés et commentés de façon à permettre une comparaison valable avec les taux de la criminalité ultérieure même en tenant compte de l'évolution démographique, parce que le mode de compilation statistique a changé depuis, ainsi que la répartition géographique des districts judiciaires.

Entre 1912 et 1916, les statistiques de la criminalité ont été publiées par le ministère du Commerce, puis par le Bureau fédéral de la statistique créé en vertu d'une loi promulguée en 1918.

Par ailleurs, lors de la Conférence fédérale-provinciale qui a eu lieu au mois de mai 1949, on a apporté plusieurs changements au mode de compilation et de présentation des données.

[115]

En premier lieu l'année judiciaire qui se situait entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 30 septembre, a été unifiée avec l'année civile et cela dès 1950. En deuxième lieu, on a décidé de considérer comme unité de base non pas le délit comme ce fut le cas depuis 1895, mais de revenir au système préalable à cette époque qui consistait à ne retenir que le nombre de personnes, tout en maintenant un nombre limité de tableaux de relevés de délits. En troisième lieu enfin, c'est de 1950 que date un changement notable dû à une réforme politique.

En effet, le Canada est une confédération qui comprend actuellement dix provinces et les territoires du Nord-Ouest et du

Yukon qui relèvent de l'autorité directe du gouvernement fédéral, dont certains pouvoirs sont délégués aux autorités locales. Dans la province de Terre-Neuve, la dernière qui a fait partie de la confédération, l'autorité du Code criminel du Canada n'a été proclamée que le 1<sup>er</sup> août 1950. C'est donc à compter de l'année suivante seulement que les statistiques canadiennes de criminalité tiennent compte des données fournies par cette province.

En somme, les statistiques judiciaires comme celles des institutions pénales sont disponibles, en principe, pour une période qui, en 1976, atteindra celle d'un siècle ; mais pour les analyser, il convient de tenir rigoureusement compte de certaines étapes qui ont marqué l'évolution des modes de compilation des données.

Il est important de souligner que les statistiques judiciaires ne traitent que des causes et des accusés entendus devant les tribunaux, tandis que les statistiques policières comprennent tous les délits et leurs auteurs connus de la police.

En ce qui a trait aux modes de compilation, les services de la police canadienne comprennent trois forces : la Gendarmerie royale, les Sûretés provinciales qui n'existent qu'en Ontario et au Québec, [116] et les corps municipaux. À partir de 1920, le Bureau fédéral de la statistique a demandé à 104 villes de plus de 4 000 habitants de fournir des rapports policiers relatifs à la criminalité et, par la suite, la compilation est devenue de plus en plus systématique. Les statistiques des services policiers incluent celles fournies par les Sûretés municipales, provinciales, la Gendarmerie royale et les corps de police des compagnies de chemins de fer. En 1961 a été adopté par ailleurs un système de déclaration uniforme, élaboré par le Bureau fédéral de la statistique en collaboration avec l'Association des chefs de police du Canada qui avait formé à cet effet un comité ad hoc.

D'une manière générale, les compilations statistiques canadiennes sont tributaires de trois facteurs fondamentaux : le partage du champ des responsabilités et des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les provinces, tel que prévu et garanti par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, l'existence de trois forces policières distinctes, fédérale, provinciales et municipales, et la distinction qui existe selon la législation canadienne entre les actes criminels et les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité.

Sous le terme d' "actes criminels", on comprend les délits les plus graves qui se répartissent en deux grandes catégories, soit les infractions aux lois fédérales qui sont uniformes pour l'ensemble du pays et les infractions au Code criminel du Canada. En ce qui a trait aux "infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité", il s'agit là d'infractions qui ne sont pas expressément criminelles, relatives aux lois provinciales et aux règlements municipaux, variables d'une région à l'autre, mais aussi de celles liées à certains articles du Code criminel.

[117]

Certains calculs statistiques des taux de criminalité par 100 000 habitants de sept ans et plus, âge minimal de responsabilité atténuée par la minorité, sont basées sur l'analyse globale de la criminalité, tandis que les statistiques des tribunaux maintiennent la distinction entre les deux catégories, de délits.

### *L'analyse de la criminalité selon les types de délits*

Pour pouvoir faire une analyse de l'évolution de la criminalité au Canada, il est possible, en somme, de se référer aux publications du Bureau fédéral de la statistique en tenant cependant rigoureusement compte des changements législatifs et administratifs.

Nous nous contentons toutefois d'utiliser uniquement les compilations spécifiques, plus schématisées, telles que présentées par Ezzat A. Fattah, criminologue de l'Université de Montréal, dans ses "Essais de criminologie écologique" (1972).

En effet, cette façon de traiter les données permet de distinguer entre les délits de violence et les autres et de dégager ainsi les principales caractéristiques de la criminalité canadienne qui, comme on le constate, demeurent différentes de celles de la criminalité américaine bien que l'on ait tendance à faire des généralisations en cette matière en ce qui concerne l'ensemble du continent nord-américain.

Il s'agit là de la troisième dimension de la mesure de la criminalité qui offre le plus d'intérêt sur le plan empirique puisqu'elle permet de

sélectionner les délits qui, représentent le plus grand danger de victimisation pour les citoyens.

[118]

Tableau 3  
Pourcentage des crimes de violence par rapport au nombre total  
d'actions criminelles et d'infractions (1962-1970)

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nombre total d'infractions	Crimes de violence	%	Actes criminels et infractions au Code criminel	Crimes de violence	%
1962	796 675	34 954	4,4 %	514 986	34 954	6,8 %
1963	874 572	40 818	4,7 %	572 105	40 818	7,1 %
1964	960 917	48 082	5,0 %	626 038	48 082	7,7 %
1965	969 451	51 978	5,3 %	628 418	51 978	8,3 %
1966	1 094 889	61 246	5,6 %	702 809	61 246	8,7 %
1967	1 190 207	68 640	5,8 %	786 071	68 640	8,7 %
1968	1 335 444	77 812	5,8 %	897 530	77 812	8,7 %
1969	1 470 761	85 367	5,8 %	994 790	85 367	8,6 %
1970	1 574 145	92 373	5,9 %	1 109 988	92 373	8,3 %
Grand total	10 287 061	561 270	--	6 832 735	561 270	--
Moyenne annuelle	1 143 007	62 363	5,5 %	759 193	62 363	8,2 %

[119]

Sous la désignation générale de "crimes de violence", on a retenu le meurtre, la tentative de meurtre, l'homicide involontaire coupable,

les blessures, les voies de fait, le viol et le vol qualifié. Ces termes correspondent aux articles pertinents du Code criminel canadien.

C'est ainsi que l'homicide involontaire coupable est défini à l'art. 217 de la façon suivante : "L'homicide coupable qui n'est pas un meurtre ni un infanticide".

En ce qui concerne les blessures et les voies de fait, il s'agit là de blessures volontaires et provoquant des lésions corporelles comme de la résistance à une arrestation ou à une saisie, exception faite des attentats à la pudeur qui son inclus dans une autre catégorie de délits.

Sous le terme de vol qualifié enfin, on comprend dans la législation canadienne le vol accompagné d'actes ou de menaces de violence ainsi que le fait que le malfaiteur soit armé.

Le tableau statistique, tel que reproduit plus haut, permet deux constatations fondamentales. D'une part, les pourcentages des crimes de violence demeurent relativement stables pendant toute la période allant de 1965 à 1970 puisque les variations ne dépassent pas le maximum de 0,5%.

En deuxième lieu, les crimes de violence ne représentent que 561 270 pour la période de huit ans comparativement à 10 287 061 infractions et 6 832 735 actes criminels et infractions au Code criminel.

D'une manière générale, dans plus de 94% des cas de délits relevés par la police, il ne s'agissait pas de violence.

[120]

En ce qui a trait aux crimes de violence, ils se classent selon les taux moyens pour l'ensemble des années allant de 1962 à 1970 dans l'ordre suivant : homicides criminels 0,52% ; tentatives de meurtre 0,24% ; blessures et voies de fait 86,18% ; viols 1,28% ; vols qualifiés 11,78%.

D'après les diverses évaluations, on estime qu'en 1962 un citoyen sur 330 courait le risque d'être victime d'un crime de violence, tandis qu'en 1970, cette proportion se situait au niveau d'un citoyen sur 200.

### *L'analyse de la criminalité selon les provinces et régions*

Les données relatives à la criminalité au Canada varient selon les provinces, mais il est pratiquement impossible d'établir des corrélations avec les facteurs socio-économiques et d'urbanisation susceptibles de justifier partiellement les différences relevées. C'est ainsi que pour la majorité des infractions et des actes criminels, la Colombie britannique semble avoir, pour la période de 1962 à 1970, les taux moyens les plus élevés bien que ce ne soit ni la province la plus industrialisée ni celle dont le niveau de vie est en deçà de la moyenne nationale.

Les quatre tableaux statistiques qui suivent et qui contiennent les variables des taux moyens des divers délits, sont extraits de l'étude du professeur Ezzat A. Fattah effectuée en 1972. L'auteur s'est efforcé d'analyser parallèlement plusieurs facteurs considérés comme criminogènes, soit aussi bien le degré de l'incidence de l'alcoolisme que celui de la rupture des liens familiaux, dont le divorce par exemple, sans parvenir pour autant à faire la preuve de la prépondérance de leur rôle en ce qui concerne les variables des taux de la criminalité. L'analyse de chaque type de criminalité permet néanmoins certaines constatations.

[121]

Tableau 4  
Variations du taux moyen de délits contre la personne (1962-1970)

[Retour à la table des matières](#)

	Homicide criminel	Tentative de meurtre	Coups et blessures	Suicide
Canada	1,8	0,9	313,5	10,6
Colombie britannique	3,2	1,1	539,3	16,2
Alberta	2,1	0,9	482,4	12,4
Saskatchewan	2,5	1,2	413,8	11,0
Manitoba	2,5	0,9	227,5	12,2
Ontario	1,6	0,5	352,3	11,7
Québec	1,6	1,3	141,1	7,8
Nouveau-Brunswick	1,0	--	260,7	6,7
Nouvelle-Écosse	1,6	--	343,7	9,1
Terre-Neuve	0,7	--	248,2	3,5

Tableau 5  
Variations du taux moyen des délits contre la propriété (1962-1970)

[Retour à la table des matières](#)

	Vol qual.	Vol véhic.	Vol + \$50	Vol \$50 et -	Fraude	Introd. Effract.	Avoir, biens volés
Canada	42,1	264,9	509,9	1 677,2	245,4	697,7	41,9
C.B.	55,7	352,2	726,8	2 511,6	423,5	1 068,2	67,0
Alberta	39,5	257,5	522,7	2 165,1	495,8	731,4	99,8
Saskatchewan	18,2	192,8	431,6	1 773,1	319,3	660,7	37,2
Manitoba	36,2	232,3	518,6	1 949,7	330,3	831,4	20,7
Ontario	27,8	263,0	495,6	1 837,4	270,6	672,7	48,5
Québec	70,7	301,0	546,5	1 219,5	102,6	651,5	19,0
N.-B.	10,0	138,0	200,0	844,3	81,5	468,0	28,0
N.-É.	19,1	131,7	271,2	1 160,0	98,0	463,5	22,3
T.-N.	6,3	129,8	305,0	1 223,6	230,4	506,0	34,9

[122]

Tableau 6  
Variations du taux moyen des délits sexuels (1962-1970)

	viol	autres infractions d'ordre sexuel
Canada	4,5	47,2
Colombie britannique	7,8	51,0
Alberta	7,3	42,2
Saskatchewan	5,7	22,1
Manitoba	6,0	53,7
Ontario	3,3	48,5
Québec	4,2	51,7
Nouveau-Brunswick	1,5	27,4
Nouvelle-Écosse	3,2	48,0
Terre-Neuve	2,6	36,8

Tableau 7  
Variations du taux moyen des autres délits (1962-1970)

[Retour à la table des matières](#)

	Incendie criminel	Loi stup.	Loi Al. Drogues	Prostitution	Jeux, paris	Armes offen.	Autres infractions au Code criminel
Canada	9,7	20,6	5,5	11,3	13,7	23,6	1 042,3
C. B.	17,2	61,8	10,4	17,6	6,1	37,5	1 725,8
Alberta	17,6	28,1	15,9	10,6	23,0	34,5	1 474,6
Saskatchewan.	2,8	14,8	-	2,7	2,3	20,6	1 181,8
Manitoba	17,6	24,2	7,3	1,5	2,3	35,1	991,4
Ontario	8,0	16,9	4,2	16,0	19,1	24,6	1 079,0
Québec	6,6	14,2	2,7	10,7	15,2	14,4	690,1
N.-B.	7,3	--	--	--	1,4	16,7	750,0
N.-E.	13,8	--	--	--	2,5	21,6	996,3
Terre-Neuve	10,6	--	--	--	2,0	17,8	930,1

[123]

En ce qui a trait aux délits contre la personne, c'est la Colombie britannique, l'Alberta et la Saskatchewan qui se classent dans le groupe où les taux moyens sont les plus élevés. Il n'en reste pas moins qu'entre 1962 et 1970, le taux moyen des tentatives de meurtre était légèrement plus élevé au Québec que dans les autres provinces et que pour les suicides, l'Ontario dépassait le taux de la Saskatchewan.

Pour les délits contre la propriété, le Québec enregistrait le taux moyen le plus élevé pour le vol qualifié, mais était dépassé par la Colombie britannique, l'Alberta et l'Ontario en ce qui a trait à certains autres types de délit s'inscrivant dans cette catégorie.

Pour les délits sexuels autres que le viol, c'est la province du Manitoba qui se situe en première place, bien que le taux moyen des viols était plus élevés en Colombie britannique et en Alberta.

Ces quelques données n'indiquent pas, toutefois, de façon irréfutable les disparités du genre et de l'intensité de la criminalité. Ces dernières peuvent être également fonction des variables de la pression de l'appareil de la justice et du degré de son efficacité quant au dépistage et aux poursuites criminelles.

D'une manière générale, on ne peut conclure sur la base de ces relevés statistiques, ni en ce qui a trait aux causes de certaines formes de la criminalité, ni en ce qui concerne les justifications des différences constatées. La même chose s'applique aux relevés des actes et infractions criminels tels qu'enregistrés par la police dans les principales zones métropolitaines. Là également les différences sont notables, mais varient de façon telle qu'il est impossible de les analyser sans procéder à des recherches plus poussées.

[124]

### *Analyse de l'évolution de la criminalité et les réformes en cour*

Actuellement d'ailleurs, compte tenu de la philosophie qui prévaut au Canada dans le domaine du traitement de la criminalité, les autorités sont conscientes de la nécessité du perfectionnement et de l'approfondissement des diverses études statistiques. Les objectifs à atteindre consistent à unifier les modes de recensement de la population délinquante d'une part et à évaluer avec le maximum de précision les effets de l'action de l'appareil de la justice d'autre part.

Dès 1969 en effet, le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle "nommé pour étudier tout le domaine de la correction dans son sens le plus large" avait formulé à cet égard plusieurs recommandations <sup>14</sup>.

Dans son rapport, ce Comité présidé par l'honorable juge Roger Ouimet précisait, entre autres :

---

<sup>14</sup> "Justice pénale et correction : un lien à forger". Information Canada. Ottawa, 1969.

... qu'il faut acquérir une compréhension plus profonde du crime en tant que phénomène social ... et reprendre l'examen des actes maintenant définis comme étant des crimes pour décider s'il faut continuer à leur appliquer cette définition. À cet égard, on doit reconnaître que le crime n'est pas une activité unique mais consiste en un ensemble d'activités fort diversifiées. La perversion sexuelle, les voies de fait et le détournement de fonds n'ont rien en commun, si ce n'est leur illégalité. Il reste à mieux comprendre les facteurs qui leur servent de catalyseurs.

Les auteurs du rapport demandaient, en somme, plusieurs réformes législatives qui depuis ont été faites en grande partie, ainsi que des recherches relatives aux caractéristiques des divers types de [125] délinquants en vue d'une meilleure sélection des cas. Ces recherches ont été entreprises depuis et autant au niveau gouvernemental qu'universitaire et même communautaire.

Le Comité avait insisté également sur la nécessité d'établir des plans et des politiques en précisant que :

Les principes directeurs et la planification doivent se fonder sur une connaissance exacte de l'efficacité des politiques et des services existants, ainsi que sur une prédiction de l'efficacité d'autres solutions possibles.

Il est évident, en effet, que le traitement de la criminalité implique des investissements élevés et que toute philosophie qui se veut progressive exige une étude poussée de la typologie des délits et des caractéristiques des délinquants ainsi que l'élaboration des moyens de resocialisation beaucoup plus perfectionnés et plus diversifiés que ceux qui visaient uniquement à réprimer et à punir.

Ce qu'il convient de souligner toutefois d'ores et déjà, c'est que le contexte socio-économique canadien semble générer une criminalité relativement moins marquée par les comportements de violence que pour certaines autres régions du monde. De ce fait, il se prête mieux, sans doute, à la mise en pratique des diverses méthodes de traitement expérimentaux.

La constatation que les criminels jugés par les Cours appartiennent surtout au groupe le plus exposé à subir les effets de sous-emploi temporaire ou saisonnier, soit à la main-d'oeuvre non spécialisée, constitue un autre indice de collaboration entre les services de

l'appareil de la justice et ceux du bien-être social, de placement et de toutes les autres formes d'aide et d'assistance.

[126]

L'accroissement de l'importance de la délinquance juvénile indique finalement, selon nous, l'urgence des politiques, familiales et la nécessité de combler les lacunes des méthodes de traitement social de l'enfance ainsi que de certains groupes de mineurs considérés comme les plus défavorisés.

[127]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**Chapitre III**

---

**LE PROCÈS PÉNAL**

[Retour à la table des matières](#)

Issu de la longue tradition britannique, le cadre de la justice canadienne comprend certaines protections spécifiques de la personne.

À cet égard, il convient de mentionner notamment le fait que la détention arbitraire est bannie et qu'un détenu a le droit et la possibilité de faire appel au pouvoir judiciaire pour vérifier la légalité de son incarcération.

Le Code criminel contient des dispositions où on reconnaît explicitement la présomption d'innocence. L'article 5 C. Cr. stipule que : "Une personne est réputée innocente ... tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable" par une Cour de justice. Le respect des libertés individuelles se traduit également par le droit à la libération sur cautionnement ou sur parole, possible dans certaines conditions, ou encore par celui à une audition publique lors du procès.

La Déclaration canadienne des droits de l'homme confirme les diverses dispositions du Code criminel en stipulant à son article 2 qu'aucune loi ne doit s'interpréter, ni s'appliquer, comme :

[128]

- a) autorisant ou prononçant la détention, l'emprisonnement ou l'exil arbitraires de qui que ce soit ;
- b) infligeant des peines ou traitements cruels et inusités ou comme en autorisant l'imposition ;
- c) privant une personne arrêtée ou détenue
  - (i) du droit d'être promptement informée des motifs de son arrestation ou de sa détention,
  - (ii) du droit de retenir et constituer un avocat sans délai, ou
  - (iii) du recours par voie d'habeas corpus pour qu'il soit jugé de la validité de sa détention et que sa libération soit ordonnée si la détention n'est pas légale ;
- d) autorisant une Cour, un tribunal, une commission, un office, un conseil ou une autre autorité à contraindre une personne à témoigner si on lui refuse le secours d'un avocat, la protection contre son propre témoignage ou l'exercice de toute garantie d'ordre constitutionnel ;
- e) privant une personne du droit à une audition impartiale de sa cause, selon les principes de justice fondamentale, pour la définition de ses droits et obligations ;
- f) privant une personne accusée d'un acte criminel du droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été établie en conformité de la loi, après une audition impartiale et publique de sa cause par un tribunal indépendant et non préjugé, ou la privant sans juste cause du droit à un cautionnement raisonnable ; ou
- g) privant une personne du droit à l'assistance d'un interprète dans des procédures où elle est mise en cause ou est partie ou témoin, devant une Cour, une commission, un office, un conseil ou autre tribunal, si elle ne comprend ou ne parle pas la langue dans laquelle se déroulent ces procédures.

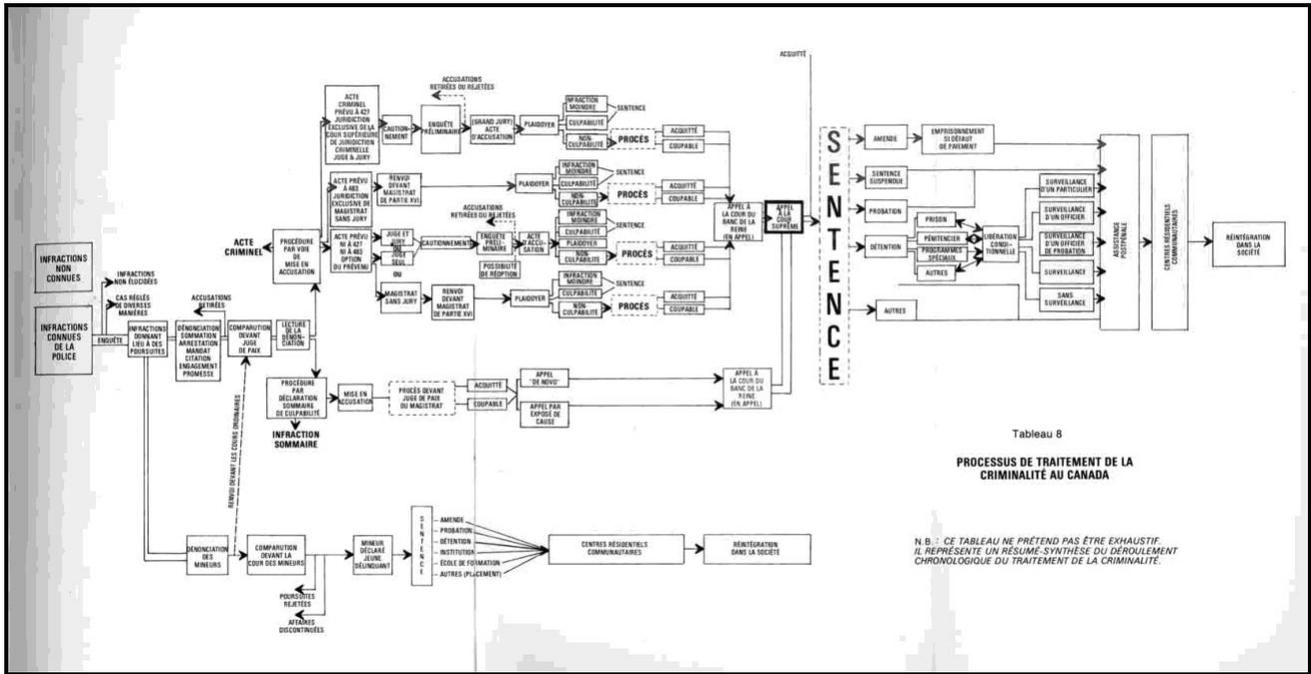
Par ailleurs, certaines provinces dont le Québec, ont élaboré leur propre Charte des droits qui constitue une protection supplémentaire des libertés individuelles.

En dernier lieu, le schéma du processus du traitement de la criminalité au Canada permet de se rendre compte de la façon selon laquelle fonctionne notre appareil de justice, complexe certes, mais particulièrement soucieux d'assurer aux accusés le droit à une défense pleine et entière.

[129] [130]

Tableau 8.  
Processus de traitement de la criminalité au Canada

[Retour à la table des matières](#)



[131]

## 1. LE DÉCLENCHEMENT DU PROCÈS

### ***LES PROCÉDURES PRÉALABLES À LA COMPARUTION***

[Retour à la table des matières](#)

Au Canada, les juridictions criminelles sont saisies d'une affaire par le dépôt d'une dénonciation auprès d'un juge de paix. Contrairement aux institutions du système inquisitoire, la procédure canadienne ne connaît pas de juridiction d'instruction proprement dite<sup>15</sup> et le tribunal répressif se caractérise par sa neutralité dans l'initiative du déclenchement du processus judiciaire. La dénonciation ou plainte est l'acte de procédure formel qui marque le début de ce processus.

Il s'agit d'une allégation faite par écrit et sous serment, affirmant qu'un individu a posé un acte criminel (art. 455, C. Cr) ou a commis une infraction criminelle (procès par voie de poursuite sommaire, art. 723 et sq. C. Cr.). Toute personne qui a des motifs raisonnables et probables de croire à la culpabilité du prévenu, peut [132] se porter "accusateur" par l'acte de dénonciation, c'est au citoyen qu'est dévolu le rôle actif d'engager l'action pénale et de mettre en mouvement l'appareil judiciaire.

Dans les faits cependant, l'intervention des citoyens demeure le plus souvent une simple virtualité. En effet, la tâche de dénonciateur est généralement réservée à la police. C'est elle qui reçoit les plaintes des citoyens et ses fonctions l'amènent à dépister et à dénoncer les délinquants. De plus, dans la majorité des affaires criminelles, le ministère public intervient dès ce stade des procédures afin d'exercer

---

<sup>15</sup> Certaines institutions comme le coroner et le commissaire des incendies exercent une juridiction d'instruction, mais elles ne s'inscrivent dans le système judiciaire que pour des fins spécifiques.

sa discrétion d'intenter ou non les poursuites. Cette action de l'État, par le biais de la police ou de la poursuite publique, s'explique et se justifie, d'une part, par le caractère public de la répression de la criminalité dans la société moderne et, d'autre part, par les nombreux inconvénients d'un procès pour une partie privée. Il faut signaler cependant que, relativement à l'engagement des poursuites, la *Common Law* considère traditionnellement la police comme une partie privée.

La dénonciation est soumise à un juge de paix qui entend et examine les allégations du dénonciateur et les dépositions des témoins recueillies sous serment. Le juge apprécie la dénonciation et, s'il estime les allégations suffisamment justifiées, il doit émettre soit une sommation soit un mandat d'arrestation du prévenu.

Cette procédure en plus d'introduire l'action pénale, influe sur le déroulement et l'issue du procès. En effet, le mode de poursuite suivi, le choix de la juridiction et les peines applicables varient selon la qualification donnée à l'acte reproché dans la plainte. C'est aussi à ce niveau que la poursuite choisit de procéder, par voie de mise en accusation ou par voie de poursuite sommaire, dans les cas d'infractions mixtes.

[133]

Pour donner suite à la dénonciation, le juge de paix décerne généralement une sommation et n'a recours au mandat d'arrestation qu'exceptionnellement. La sommation est un ordre au nom du souverain, adressé et signifié au prévenu lui enjoignant de comparaître devant un juge de paix, aux temps et lieu indiqués, afin de répondre à une inculpation d'infraction (art. 455.5 et 728 C. Cr.). Ce document doit contenir, outre l'ordre lui-même, un énoncé de l'infraction reprochée au prévenu et le texte des articles 133 (4) et 455.6 du Code criminel. En vertu de ces dispositions, l'individu qui omet de se conformer à la sommation commet de ce fait une nouvelle infraction et le juge peut alors ordonner l'arrestation du prévenu pour assurer sa comparution. Lorsqu'une personne est inculpée d'un acte criminel, la sommation peut, de plus, lui ordonner de se soumettre aux formalités prévues par la loi sur l'identification des criminels (S.R.C. 1970, ch. I-1) qui prescrit l'application des méthodes du bertillonnage.

Si l'examen de la dénonciation fait conclure au juge, pour des motifs raisonnables et probables, qu'il y va de l'intérêt public, un mandat d'arrestation est émis de préférence à une sommation (455. 3 (4) C. Cr). Le mandat qui doit être adressé aux agents de la paix (455.2 C. Cr) leur ordonne d'appréhender le prévenu et de le conduire immédiatement devant un juge de paix pour être traité selon la loi (456 (1) C. Cr). Ce mandat doit aussi nommer ou décrire le prévenu et l'informer de l'infraction dont on l'inculpe.

Un mandat d'arrestation décerné dans ces circonstances demeure en vigueur jusqu'à sa complète exécution et peut être exécuté par tout au Canada dans le cas d'une poursuite immédiate, ou dans le territoire seul de la juridiction du juge de paix dans les autres cas (456 (2) et 456.3 (1) C. Cr. Enfin, signalons qu'un mandat d'arrestation peut être décerné même si une sommation a été antérieurement émise, lorsque le juge de paix croit qu'il est de l'intérêt public de la faire (456.1 (1) C. Cr) ou encore lorsque le prévenu se soustrait à la signification de la sommation (456.1 (2) C. Cr.).

[134]

La dénonciation suivie d'une sommation ou de l'arrestation du prévenu constituent l'ordre normal des procédures conduisant à la comparution de l'inculpé devant un juge de paix. Il existe cependant d'autres déroulements possibles des étapes préalables à la comparution. Ainsi, le mandat émis par un coroner ou l'engagement contracté en sa présence, peuvent remplacer la dénonciation et la sommation. Toutefois, l'exception la plus fréquente à cet ordre des procédures est sans doute celle où une arrestation ou une citation à comparaître précède la dénonciation, en particulier dans les cas de flagrant délit.

Un agent de paix <sup>16</sup> peut, en effet, arrêter sans mandat une personne qui a commis ou qui est sur le point de commettre un acte criminel, ou qu'il trouve en flagrant délit d'infraction criminelle (450 (1) C. Cr.). Il peut également s'emparer sans mandat d'une personne contre laquelle il y a vraisemblablement lieu de croire qu'un mandat a été émis dans les limites de sa juridiction territoriale. L'arrestation sans mandat et la détention d'un individu par les autorités policières

---

<sup>16</sup> Sur la notion d'agent de la paix, voir chap. IV.

sont soumises à certaines restrictions, telles que précisées dans le chapitre consacré aux forces policières.

Par ailleurs, dans quelques circonstances déterminées, le simple citoyen est admis à procéder lui-même à une arrestation sans mandat. Il s'agit des cas de flagrant délit d'acte criminel et de la situation où une personne est fondée de croire qu'un individu a commis une infraction criminelle et est poursuivie par des agents de la paix. De plus, dans la défense de ses biens, un citoyen peut arrêter l'individu qui commet une infraction relativement à sa propriété. Dans tous ces cas, celui qui opère l'arrestation et qui n'est pas lui-même un agent de la paix doit livrer sans délai le délinquant appréhendé aux forces de l'ordre [135] Dans le domaine de la chronologie des procédures, l'acte de dénonciation intervient, dans ces circonstances, entre le moment de l'arrestation ou de la citation et la comparution. Il est évident que ces étapes permettent le contrôle des poursuites et que certaines sont abandonnées dès ce stade lorsque, par exemple, le juge de paix, face à l'insuffisance des allégations, rejette la dénonciation.

### ***LA DÉTENTION ET LA MISE EN LIBERTÉ PROVISoire DU PRÉVENU AVANT PROCÈS***

La privation de liberté avant procès constitue, dans l'esprit du droit criminel canadien, une mesure exceptionnelle que le Code traite minutieusement dans ses moindres détails en l'assortissant de nombreuses garanties. Ces garanties sont d'ordres différents et se présentent aussi bien sous forme de restrictions aux pouvoirs d'arrestation que sous celle de mesures procédurales de contrôle à la comparution. Pour bien comprendre le système canadien de mise en liberté provisoire du prévenu avant procès, il faut avant même d'aborder l'étude spécifique de ses mécanismes, retracer les grandes lignes de son déroulement.

La mise en liberté provisoire apparaît tout d'abord comme une mesure de nature judiciaire dans laquelle intervient un personnage central : le juge de paix. C'est lui qui dispose en effet des pouvoirs les plus étendus relativement à la liberté du prévenu en attendant son procès. Cependant, à cette procédure centrale se greffent de

nombreuses mesures administratives qui visent à assurer la liberté du prévenu et à prévenir les détentions arbitraires. C'est ainsi que lorsque la chose est possible, l'agent de la paix a le pouvoir et parfois le devoir de procéder lui-même à la mise en liberté d'un prévenu sans attendre l'intervention du juge de paix.

La conceptualisation temporelle de la chronologie de ces procédures n'est certes pas facile puisque la loi prescrit en la matière [136] des délais très courts lorsqu'il y en a de spécifiés. Règle générale, la durée de la détention d'un individu par la police sans comparution devant un juge de paix, doit être très courte. Quant à la détention avant procès, elle ne peut être ordonnée que par le juge de paix et cette mesure s'accompagne de contrôles d'ordre judiciaire, tel l'appel.

Une première limite importante à la détention avant procès réside dans les restrictions apportées au pouvoir d'un agent de la paix d'arrêter sans mandat. Les circonstances qui permettent l'arrestation sans mandat d'un individu ont été examinées précédemment. En plus de ces limites précises, le Code restreint encore le champ d'application des pouvoirs d'arrestation sans mandat. Ces restrictions au pouvoir d'arrestation sont traitées en détail au chapitre IV consacré aux pouvoirs de la police.

Le Code criminel a inscrit ces dispositions afin d'orienter le travail policier et l'intégrer dans le cadre d'une politique criminelle visant à réduire l'emprisonnement avant procès. Il répugne, en effet, au système pénal canadien de priver de sa liberté une personne qui n'a pas été reconnue coupable de quelque infraction devant un tribunal judiciaire. Aussi, il apparaît dans l'esprit de la législation que la détention doit être envisagée comme une mesure exceptionnelle ne devant être utilisée qu'en cas de stricte nécessité. Afin d'ajouter une garantie additionnelle à ce système de mise en liberté provisoire, le législateur a créé, par les amendements de 1970, un second niveau de mesures administratives. Celles-ci sont mises en application par le "fonctionnaire responsable" qui est généralement un officier gradé de la police, en charge d'une station ou d'un poste.

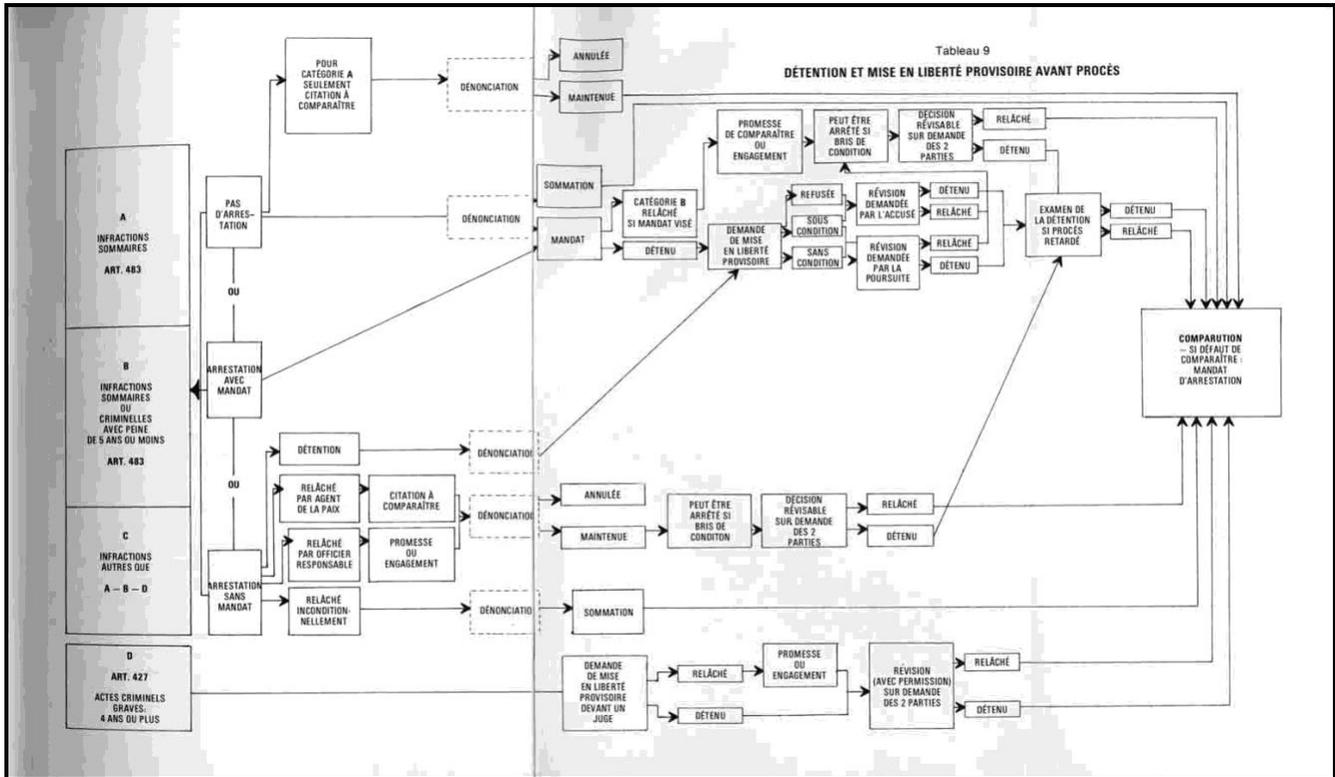
Désormais, quand une personne arrêtée avec ou sans mandat est mise sous garde, le fonctionnaire responsable du poste où cette

personne est gardée doit examiner sa détention. Si l'arrestation est reliée à une infraction mineure ou même à une infraction plus grave,

[137] [138]

Tableau 9.  
Détention et mise en liberté provisoire avant procès

[Retour à la table des matières](#)



[139]

mais punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins, le fonctionnaire doit aussitôt que possible relâcher toute personne qui est ainsi détenue (453 et 463.1 C. Cr.)<sup>17</sup>

On observe que la juridiction de ce fonctionnaire sur les catégories d'infraction s'est accrue par rapport à celle du simple agent de la paix. De plus, le fonctionnaire responsable dispose d'un plus grand choix dans les procédures qui accompagnent la mise en liberté provisoire du prévenu. Il peut, en effet, opter entre :

1. mettre le prévenu en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation (453 (1) e C. Cr.) ;
2. libérer le prévenu pourvu qu'il remette une promesse de comparaître (453 (1) f et 453.1 (e) C. Cr.) ;
3. rendre au prévenu sa liberté pourvu qu'il contracte, sans caution, un engagement d'un montant d'au plus cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable. Cet engagement se fait sans dépôt d'argent ou d'autre valeur, il s'agit en quelque sorte d'une reconnaissance de dette dans l'éventualité d'une omission de comparaître de la part du prévenu (453 (1) g C. Cr.) ;
4. libérer le prévenu pourvu qu'il contracte, sans caution, un engagement d'un montant d'au plus cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable. Cependant cet engagement peut se faire avec ou sans dépôt du montant fixé. C'est le seul cas où la police peut exiger un cautionnement en argent de la part d'un individu et cet argent doit aussitôt être remis à un juge de paix. Ce cautionnement ne peut toutefois être exigé que du prévenu, qui ne réside pas ordinairement dans la province où il est détenu ou dans un rayon de cent milles du lieu où il est gardé (453 (1) h et 453.1 (g) C Cr.).

[140]

Enfin signalons que le fonctionnaire ne peut remettre en liberté une personne arrêtée sous mandat, à moins que cet ordre n'ait été visé ou endossé à cet effet par le juge de paix qui l'a émis (453.1 C. Cr.).

---

<sup>17</sup> Le schéma figurant à la page suivante donne un aperçu sommaire des diverses procédures qui accompagnent les préliminaires du procès. Ces procédures d'arrestation et de mise en liberté avant procès interviennent essentiellement entre le moment de la commission du délit et le moment fixé pour la comparution du prévenu.

Telles sont brièvement les mesures administratives de mise en liberté provisoire que doit respecter la police. Dans tous les cas cependant l'agent de la paix ou l'officier responsable peut juger préférable, dans l'intérêt public, de prolonger la détention.

En effet, la procédure centrale de mise en liberté provisoire consiste dans la comparution devant le juge de paix. De plus, il n'existe pas entre les mesures administratives et les mesures judiciaires (comparution) de hiérarchie ; ce ne sont pas des degrés d'appel. Donc, si un prévenu n'a pas été relâché par la police en vertu des dispositions analysées dans cette section, il devra de toute façon être conduit devant le juge de paix dans les délais prévus par l'article 454 C. Cr., c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures à compter de son arrestation.

La règle de base de la mise en liberté par voie judiciaire veut que le juge de paix ordonne la fin de la détention du prévenu sur remise d'une simple promesse, sans condition, de se présenter devant le tribunal.

Cette règle subit toutefois certaines exceptions quand le prévenu, conduit devant le juge de paix, est inculpé d'une infraction visée par l'article 457.7, soit celle de crimes plus graves tels que le meurtre par exemple. Dans ces cas, seul un juge d'une Cour supérieure de juridiction criminelle possède l'autorité d'ordonner la mise en liberté d'un inculpé avant procès (art. 457.7 C. Cr.).

[141]

Le juge de paix ne peut non plus libérer le prévenu dont la détention est requise relativement à une autre affaire. Enfin, sans constituer une exception comme telle, signalons que le ministère public peut intervenir lors de cette comparution et faire valoir auprès du juge de paix des motifs justifiant la détention du prévenu ou l'adoption des mesures de libération impliquant une garantie immobilière ou financière. La poursuite porte alors le fardeau de prouver le fondement de ses allégations et de ses demandes (art. 457 (1) C. Cr.).

Cependant, en vertu des amendements apportés en 1976 (1976, S.C. ch. 93), le fardeau est renversé et le juge doit ordonner la détention d'un prévenu à moins que celui-ci ne fasse valoir l'absence

de fondement de la détention. Cette règle prévue par le paragraphe 5.1 de l'article 457 ne s'applique que dans quelques cas spécifiques. Signalons entre autres que cette règle s'applique lorsque le prévenu est inculpé d'un acte criminel ; lorsque le prévenu ne réside pas habituellement au Canada ou lorsqu'il est inculpé sous l'article 4 ou 5 de la loi sur les stupéfiants.

Lorsque le juge de Paix ne rend pas une ordonnance conformément à la règle de base, il peut adopter l'une des mesures suivantes :

1. Ordonner la détention du prévenu pour le motif principal que cette mesure est nécessaire afin d'assurer sa présence devant la Cour. Après l'examen de ce motif, prolonger la détention pour la raison secondaire de l'intérêt public ou de la protection du public. Lorsque le juge de paix rend une ordonnance pour la détention du prévenu, il doit obligatoirement décerner un mandat de dépôt pour l'internement du prévenu (art. 457.4 4(3), C. Cr.).
2. Si la détention n'est pas ordonnée, le juge peut mettre le prévenu en liberté pourvu qu'il remette une promesse assortie de conditions fixées par le juge de paix. C'est là, sans doute, une des mesures les plus fréquentes de mise en liberté provisoire devant nos tribunaux et certainement la moins onéreuse pour le prévenu.
3. Suivant l'ordre prioritaire établi par la loi, le juge [142] de paix peut ordonner la libération d'un individu à condition qu'il contracte devant lui un engagement, sans caution, mais dont le montant et les conditions, s'il en est, sont déterminés par le juge de paix. Cet engagement doit se faire sans dépôt d'argent ni d'autre valeur.
4. La mise en liberté du prévenu peut être assujettie à un engagement avec cautions. Le montant et les conditions de l'engagement et du cautionnement sont fixés par le juge de paix, mais aucun dépôt d'argent ou d'autre valeur ne peut être exigé dans cette troisième mesure de mise en liberté provisoire.
5. Enfin, si le juge de paix ne croit pas que les procédures ci-dessus soient appropriées dans le cas qui lui est soumis, il peut, en dernier ressort, libérer le prévenu et ordonner qu'il contracte un engagement, avec ou sans cautions, et qu'il dépose un montant d'argent ou autre valeur qu'il fixe. Le juge de paix peut en plus assortir cet engagement des conditions qu'il spécifie dans son ordonnance.

Les conditions pouvant être fixées par le juge de paix relativement aux engagements sont énumérées par le Code et le juge choisit celles qu'il estime appropriées dans chaque cas d'espèce : rester dans la juridiction territoriale, s'abstenir de communiquer avec un témoin,

déposer son passeport, etc. (art. 457(4) C. Cr.). Notons enfin que le prévenu qui viole, ou est sur le point de violer les termes de son engagement, peut être arrêté avec ou sans mandat pour être conduit devant le juge de paix.

La comparution du prévenu devant un juge de paix pour l'examen de sa détention constitue une procédure autonome consacrée uniquement à la question de sa mise en liberté provisoire avant procès. Dans cette optique, lors de cette "enquête sur le cautionnement", le prévenu ne doit pas, sous aucun prétexte, être interrogé ni contre-interrogé par le juge de paix ni par aucune autre personne, quant à l'infraction dont il est inculpé (art. 457.3 (I) b, C. Cr.).

[143]

Le système de mise en liberté provisoire est complété par une dernière mesure d'ordre judiciaire : la révision. Lorsqu'il siège en révision, le tribunal qui peut être, au choix du prévenu, composé d'un juge d'une Cour supérieure de juridiction criminelle ou, dans la province de Québec, de trois juges de la Cour provinciale, doit ou rejeter la demande ou l'accueillir. Mais dans aucun cas il ne peut ordonner la détention du prévenu en liberté, sauf si la demande de révision est instituée par la poursuite. Si la demande est acceptée, le juge annule l'ordonnance du juge de paix pour la remplacer par une des mesures prévues à l'article 457 qu'il estime justifiée dans les circonstances. Le tribunal peut également se contenter de modifier les termes, ou les conditions, de l'engagement contracté devant le juge de paix.

Enfin pour terminer cette analyse de la mise en liberté avant procès, soulignons que le Code criminel prévoit à l'article 459 une procédure spéciale ayant pour objectif l'examen de la détention quand le procès est retardé. En vertu de ces dispositions, le juge doit à la demande de la personne ayant la garde du prévenu, examiner sans retard la situation des personnes incarcérées depuis 90 jours dans le cas d'acte criminel, ou depuis 30 jours dans ceux des autres délits. Si à la suite de l'audition, le juge n'est pas convaincu que la continuation de la détention soit justifiée, il doit ordonner que le prévenu soit mis en liberté en attendant le procès sur l'inculpation. Cette libération s'accompagne évidemment des mesures déjà indiquées.

De plus, en vertu des nouveaux amendements de 1976, le juge du procès ou de l'enquête préliminaire peut désormais, dans certaines conditions, annuler une ordonnance de mise en liberté provisoire ou de détention <sup>18</sup>.

[144]

### ***LE RÔLE DES PROCUREURS PUBLICS***

Le ministère public n'a pas, au Canada, une structure et une organisation rigides comme celles de certaines institutions équivalentes dans d'autres pays. En fait, le système canadien de poursuite publique est le fruit d'une évolution qui s'est faite parallèlement à l'histoire démographique et sociale du pays en tenant compte des besoins réels de sa population et en s'y adaptant.

Au Canada, ce sont les procureurs publics ou les substituts du procureur général, communément appelés procureurs de la Couronne, qui se chargent généralement de plaider devant les tribunaux la plupart des poursuites, y compris celles engagées par une partie privée.

Il est de plus en plus rare qu'un simple particulier assisté de son avocat, entreprenne de mener à terme les actions pénales qu'il intente. Dans les procès pour infractions criminelles où il s'agit de poursuites sommaires, il arrive que le poursuivant soit une partie privée; il en est de même dans certaines affaires comme les causes de libelle. Mais la situation est tout autre dans les procès pour actes criminels, dont généralement pour les délits plus graves. Dans ces instances judiciaires, le poursuivant privé peut parfois conduire les procédures jusqu'à l'enquête préliminaire, mais à ce stade, si le prévenu est renvoyé à son procès, la Couronne aura ordinairement à s'occuper de la poursuite.

Le Code criminel impose certaines restrictions à l'initiative privée dans la conduite de ces instances.

---

<sup>18</sup> Voir art. 457.8 (2) C. Cr.

Ainsi, dans le procès devant le juge et le jury, le poursuivant privé n'a aucun droit et ce n'est que par exception prévue à l'article 507 qu'il peut se voir accorder par la Cour ou par le procureur général, le privilège de plaider par l'entremise de son avocat.

[145]

Dans le cas de procès pour acte criminel devant un juge seul, là encore le consentement du procureur général doit être accordé au poursuivant privé. Enfin, en ce qui concerne les procès devant le magistrat seul, la jurisprudence a établi que seule la Couronne pouvait constituer la poursuite.

Cela est vrai également pour les situations dans lesquelles aucune procédure ne doit être intentée par quiconque sans l'autorisation du procureur général qui préfère alors généralement confier le dossier à la poursuite publique. Ainsi par exemple, pour le crime de corruption d'enfants (art. 168 C. Cr.), le consentement du procureur général est indispensable à moins que l'action ne soit intentée par une société de protection de l'enfance ou par un fonctionnaire d'un tribunal pour enfants. Quoiqu'il en soit, règle générale, dans les affaires criminelles, le ministère public intervient dans la plupart des cas pour assurer la poursuite.

En vertu de la Constitution canadienne, les procureurs généraux des provinces assument la responsabilité de la conduite des procédures intentées sous l'empire du Code criminel ; il s'agit là d'une facette de l'administration de la justice qui relève de la compétence des provinces.

Les procureurs généraux ont confié pendant longtemps le soin de plaider dans les poursuites publiques à des avocats indépendants dont les services étaient retenus "à l'occasion". De nos jours, cette pratique de "procureurs publics à temps partiel" demeure assez répandue, mais en milieu urbain, avec la multiplication des affaires criminelles, les nominations des procureurs de la Couronne permanents sont plus fréquentes.

Au niveau du gouvernement fédéral, le procureur général du Canada assigne des procureurs permanents chargés des poursuites

[146] publiques en vertu de certaines lois, telles la loi des aliments et des drogues, la loi sur les stupéfiants et la loi sur les coalitions.

D'une façon générale, on constate l'accroissement de l'importance du rôle joué par le ministère public. Les postes de procureurs publics deviennent permanents et les ministères et les conseils municipaux établissent maintenant leurs propres contentieux. Aussi bien dans l'application des lois civiles que des lois pénales, les tâches confiées à la Couronne se multiplient.

### ***L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE***

Le Code criminel canadien reconnaît à tout inculpé le droit à une défense pleine et entière et dans la plupart des provinces existe un régime d'assistance judiciaire qui permet de fournir aux accusés indigents l'aide juridique dont ils ont besoin.

On constate cependant des différences considérables dans les modalités de l'octroi de cette assistance. C'est ainsi que dans quelques provinces, les infractions criminelles ainsi que les actes criminels qui relèvent de la juridiction absolue d'un magistrat sont exclus, tandis que selon certains plans, on refuse l'assistance judiciaire aux personnes qui ont déjà été condamnées, sauf dans des circonstances exceptionnelles ou pour certaines procédures spéciales.

Le gouvernement fédéral a, de son côté, établi des programmes d'assistance judiciaire pour les Indiens et les Esquimaux.

A titre d'exemple des programmes provinciaux, on peut citer le régime ontarien d'aide judiciaire reconnu comme le plus structuré. Il est administré par l'Association des avocats de l'Ontario, *Law Society of Upper Canada*, avec les fonds fournis par le gouvernement provincial. Pour les fins de l'application du régime, la province [147] est divisée en secteurs et à l'intérieur de chacun, la mise en œuvre du programme est confiée à un directeur qui est assisté d'un comité composé d'avocats et d'autres membres exerçant des métiers et des professions non juridiques.

En vertu du programme ontarien, une personne accusée d'un acte criminel ou qui fait l'objet d'une demande de détention préventive et qui peut payer une partie des frais à encourir, doit verser sa quote-part, sinon l'assistance judiciaire lui est fournie gratuitement.

Un indigent inculpé d'une infraction criminelle qui risque l'emprisonnement ou la perte de ses moyens de subsistance advenant sa condamnation, peut bénéficier de l'aide judiciaire à condition que le directeur du secteur décide de la lui accorder. De plus, si le directeur et le comité qui l'assistent y consentent, l'assistance peut aussi être accordée relativement à un appel.

En dernier lieu, il convient de souligner que bien que le régime ne prévoie pas l'assistance judiciaire au poste de police, des "avocats de service" sont nommés pour rencontrer avant la comparution devant le juge de paix, les personnes détenues ou citées à comparaître sous une inculpation d'acte criminel et qui réclament l'aide d'un défenseur légal.

L'avocat de service met le prévenu au courant de ses droits et lui explique les éléments de l'infraction qu'on lui reproche. Il peut aussi agir au nom de l'inculpé pour demander sa mise en liberté avant le procès ou pour présenter une requête en ajournement. Lorsque l'accusé décide de plaider coupable, l'avocat peut, après s'être assuré que l'inculpé comprend les implications de son plaidoyer, faire des représentations à la Cour pour demander une sentence mitigée. Ce n'est que dans certaines circonstances particulières et sur demande [148] du prévenu que l'avocat de service peut se charger de la défense lors du procès.

Une personne qui désire bénéficier de l'assistance doit d'abord en faire la demande. Si cette demande est acceptée, la requérante reçoit un certificat qui lui permet de choisir parmi les procureurs dont les noms apparaissent sur la liste des avocats qui participent au régime, celui qui devra la représenter. Comme les avocats n'ont pas le droit de révéler qu'ils agissent aux termes d'un certificat d'assistance, le bénéficiaire de l'aide judiciaire n'est pas pénalisé ou stigmatisé en raison de sa situation matérielle.

[149]

## 2. LE DÉROULEMENT DU PROCÈS

[Retour à la table des matières](#)

Les modalités de la poursuite criminelle dépendent en premier lieu de la nature du délit reproché au prévenu. Le droit criminel canadien connaît deux catégories fondamentales de délits : les "actes criminels" et les "infractions criminelles".

Sont désignés comme actes criminels les délits les plus graves comme le meurtre, le viol, le vol de courrier et la bigamie, dont les auteurs sont passibles des sanctions les plus sévères, c'est-à-dire l'emprisonnement d'une durée de deux ans et plus où la peine capitale. Les individus inculpés d'un acte criminel sont poursuivis par voie de mise en accusation.

Les infractions criminelles, comme la nudité ou le tapage dans un endroit public, la sollicitation publique pour fins de prostitution et l'habitation d'une maison de débauche, sont considérées comme de gravité moindre et leurs auteurs encourent des peines moins lourdes. Ils peuvent se voir imposer une amende de \$500 au plus ou un emprisonnement de six mois ou moins, ou ces deux peines à la fois. Les infractions criminelles sont punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité.

[150]

Il existe aussi un certain nombre de délits que l'on pourrait qualifier de "délits mixtes", tels que la distribution d'écrits obscènes, le port d'arme dissimulé, l'entrave à la justice ou le méfait public. Leur qualification n'est pas fixée par le Code criminel, mais doit être déterminée par le procureur général ou ses substituts, soit les procureurs de la Couronne.

Le procureur peut qualifier un délit mixte d'acte criminel ou d'infraction criminelle selon que, dans les circonstances particulières de chaque cas, il estime que la faute commise constitue un délit plus ou moins grave et les fins de la justice exigent ou permettent une punition plus ou moins sévère. Si le procureur de la Couronne

n'effectue pas la qualification, le magistrat le fera lors de la comparution du prévenu.

## ***LA PROCÉDURE EN MATIÈRE D'ACTES CRIMINELS***

### *1. La comparution*

Quel que soit le crime qu'on lui reproche, le prévenu doit d'abord comparaître devant un juge de paix ou un magistrat, car c'est lors de la comparution qu'on lui donne formellement lecture de la dénonciation reçue contre lui et qu'il peut, si la loi lui reconnaît ce droit, choisir le tribunal qui aura compétence pour instruire son procès.

Le prévenu peut opérer ce choix lorsque l'acte criminel dont il est accusé n'entre ni dans la juridiction exclusive d'une "Cour supérieure de juridiction criminelle", ni dans la juridiction absolue d'un magistrat sans jury (Cour de juridiction criminelle présidée par un magistrat).

[151]

Rappelons que le Code criminel distingue deux catégories de magistrats. Les simples magistrats jouissent des pouvoirs accordés à deux ou plusieurs juges de paix siégeant ou agissant ensemble.

Les magistrats que l'on appelle communément "magistrats de la Partie XVI" ont les pouvoirs d'un simple magistrat et sont de plus spécialement habilités à exercer la juridiction attribuée à un magistrat sans jury par la Partie XVI du Code criminel : ils peuvent, de ce fait, présider au procès d'un individu accusé d'un acte criminel. Tous les magistrats sont d'office juges de paix et c'est en leur qualité de juges de paix qu'ils président aux comparutions et aux enquêtes préliminaires.

La comparution est particulièrement importante, car c'est le choix opéré par l'inculpé ainsi que la nature de l'acte criminel qui lui est imputé qui déterminent le déroulement subséquent au procès ; à savoir :

1. Lorsque le prévenu est inculpé d'un crime que le Code criminel confie à la juridiction exclusive d'une "Cour supérieure de juridiction

- criminelle" (c'est le cas notamment du meurtre, de la sédition, de la trahison et de la piraterie).
2. Lorsque l'inculpé choisit d'être jugé par une Cour composée d'un juge et d'un jury.
  3. Lorsque l'accusé choisit d'être jugé par un juge sans jury (c'est-à-dire une Cour de juridiction criminelle présidée par un juge seul). Le juge de paix qui préside la comparution doit tenir ou ordonner que soit tenue une enquête préliminaire sur les faits énoncés dans la dénonciation.

Il est à remarquer que lorsqu'un accusé est passible d'un emprisonnement d'une durée supérieure à cinq ans, le procureur général peut même contre la volonté de l'inculpé exiger que celui-ci soit jugé par une Cour composée d'un juge et d'un jury. De plus, lorsque [152] après la lecture de la dénonciation, le prévenu n'exerce pas son droit de choisir la juridiction qui le jugera, il est présumé avoir choisi un procès devant un juge et un jury.

Notons aussi que dans les provinces qui maintiennent un Cour des sessions générales de la paix (Cour de juridiction criminelle composée d'un juge et d'un jury), lorsqu'un prévenu accusé d'un crime qui n'entre pas dans la juridiction exclusive d'une Cour supérieure de juridiction criminelle choisit d'être jugé par un juge et un jury, il est jugé par une Cour des sessions générales de la paix. Cependant, les individus inculpés de certains crimes tels que le viol, la corruption et la négligence criminelle et qui choisissent d'être jugés par un juge et un jury, doivent être jugés par une Cour composée d'un juge de Cour supérieure de juridiction criminelle ainsi que d'un jury, à moins qu'ils ne choisissent d'être jugés par un juge d'une simple Cour de juridiction criminelle assisté d'un jury.

Par ailleurs, quand le crime que l'on reproche au prévenu entre dans la juridiction absolue d'un magistrat sans jury (c'est le cas du vol d'un objet d'une valeur inférieure à \$200, de la tenue d'une maison de débauche et de la tricherie au jeu, par exemple) ou quand le prévenu choisit d'être jugé par un magistrat sans jury (Cour de juridiction criminelle présidée par un magistrat de la Partie XVI), la procédure est plus rapide. Dans ces circonstances, si le magistrat qui préside à la comparution est un magistrat de la Partie XVI, il demande à l'inculpé de plaider sur le champ et lorsque le prévenu nie sa culpabilité, il procède immédiatement au procès ou le reporte à une date ultérieure

sans tenir d'enquête préliminaire. Si le magistrat devant qui le prévenu comparait n'a pas les pouvoirs d'un magistrat de la Partie XVI, il renvoie le prévenu devant un tel magistrat pour comparaître et plaider relativement à l'inculpation.

[153]

## 2. *L'enquête préliminaire*

L'enquête préliminaire est une procédure visant non pas à constater l'innocence ou la culpabilité de l'accusé, mais seulement à vérifier s'il existe des preuves suffisantes qui justifient la tenue d'un procès. Si le magistrat qui préside l'enquête constate que les preuves amassées contre l'inculpé rendent probable sa culpabilité, il doit le citer au procès ; par contre, si le magistrat juge que, advenant un procès et considérant les preuves qu'il a devant lui, aucun jury convenablement préparé ne pourrait conclure à la culpabilité du prévenu, il doit le libérer sur le champ.

L'enquête se déroule en trois étapes. Dans une première phase, le procureur de la poursuite doit exposer au juge de paix les preuves qui, selon lui, appellent la mise en accusation de l'inculpé. Ensuite dans une seconde étape, le juge de paix, s'il considère que le poursuivant a fait la preuve *prima facie* d'une infraction imputable au prévenu, doit demander à ce dernier s'il veut répondre à l'inculpation et lui déclarer solennellement qu'il n'est pas obligé de parler, qu'il ne doit pas tenir compte des promesses ou des menaces qui auraient pu lui être faites et que, s'il parle tout ce qu'il dit pourra être utilisé en preuve contre lui advenant son envoi à procès. Après cette mise en garde, l'inculpé doit, pour être déchargé de toute accusation, faire la preuve concluante de son innocence car il ne peut, à ce stade des procédures, bénéficier du doute raisonnable.

L'enquête préliminaire permet donc au juge de paix et à l'accusé de connaître les principaux éléments de preuve étayant la thèse de la poursuite, assure la conservation de la preuve et favorise l'identification des délits qui peuvent être imputés au prévenu en sus ou à la place de l'acte décrit dans la dénonciation. Comme dans plusieurs cas, le prévenu n'a que peu d'intérêt à subir une enquête

préliminaire, il peut avec le consentement du poursuivant, renoncer à l'enquête et être immédiatement cité à procès.

[154]

### 3. *La mise en accusation*

Lorsque le juge de paix a ordonné que l'inculpé subisse un procès, le procureur de la Couronne doit rédiger un acte d'accusation décrivant les infractions dont le prévenu est accusé et présenter cet acte au tribunal chargé d'instruire le procès. Dans quatre provinces (soit l'Ontario, la Nouvelle-Écosse, l'île du Prince-Edouard et Terre-Neuve), lorsque l'inculpé doit être jugé par un juge et un jury, le procureur rédige non pas un acte d'accusation, mais plutôt un projet d'acte d'accusation qu'il soumet à un grand jury établi en vertu de la législation provinciale. Le grand jury entend alors *ex parte* la preuve de la poursuite et s'il juge l'accusation fondée, il approuve le projet et fait une déclaration d'acte d'accusation qui est présentée au tribunal de jugement.

Lors de la mise en accusation, le prévenu est appelé à la barre du tribunal qui doit le juger. On lui donne alors lecture de l'acte d'accusation porté contre lui, après quoi il est requis d'enregistrer son plaidoyer. Lorsque l'inculpé doit être jugé par un magistrat sans jury ou choisit d'être ainsi jugé, il n'y a pas d'acte d'accusation au sens propre du terme. Le prévenu est appelé à plaider sur la dénonciation qui, si besoin est, est contresignée par le magistrat de la Partie XVI au nom de Sa Majesté, et son procès peut ensuite commencer.

Si l'accusé choisit d'être jugé par un juge sans jury, la mise en accusation a lieu au jour fixé pour le procès et celui-ci commence aussitôt après l'enregistrement du plaidoyer.

Si l'inculpé doit être jugé par une Cour composée d'un juge et d'un jury, la mise en accusation s'effectue au commencement du terme de la Cour et le jury, composé de douze membres dans les provinces et de six dans les territoires, doit être formé avant le début de l'instruction.

[155]

#### *4. Le procès*

Les différentes étapes qui marquent le déroulement du procès ont pour but de préserver le droit que l'accusé a de présenter une défense pleine et entière et de lui assurer le bénéfice de la présomption d'innocence, établie en sa faveur par la loi.

##### *Preuve principale de la poursuite*

C'est toujours le poursuivant qui expose le premier ses moyens de preuve. Dans les procès devant un juge et un jury, le poursuivant doit, avant de commencer sa preuve, s'adresser aux jurés, leur révéler les grandes lignes de l'affaire et leur expliquer l'accusation portée contre le prévenu ainsi que les principaux éléments de la preuve qu'il entend leur présenter.

Pour obtenir la condamnation de l'inculpé, le poursuivant doit se décharger du fardeau de la preuve, c'est-à-dire qu'il doit d'abord prouver la culpabilité de l'accusé pour ensuite convaincre le magistrat, le juge ou les jurés, selon le cas, de la culpabilité du prévenu. Pour ce faire, il interroge des témoins qui peuvent être contre-interrogés par la partie adverse dont les dépositions lui permettront d'établir l'existence de tous les éléments de l'acte criminel reproché à l'accusé et d'établir hors de tout doute raisonnable la participation de celui-ci à la perpétration du crime.

Lorsque le poursuivant déclare qu'il a terminé sa preuve principale, l'accusé peut présenter au juge une motion de non-lieu ou, si le juge est assisté d'un jury, une motion pour retirer l'affaire de l'adjudication des jurés, par laquelle il demande au juge que l'acquittement soit prononcé faute de preuve suffisante contre lui. Si le juge rejette cette requête, le procès continue.

[156]

*Preuve principale de l'accusé*

L'accusé, ou son avocat, doit tout d'abord déclarer s'il a l'intention de faire comparaître des témoins à sa décharge. Si c'est le cas, il peut exposer brièvement sa cause, après quoi il doit procéder à l'interrogatoire de ses témoins que le poursuivant peut ensuite contre-interroger. Par sa défense, l'accusé doit tenter d'apporter assez de preuves en sa faveur pour faire naître dans l'esprit du magistrat, du juge, ou des membres du jury, un doute raisonnable quant à sa culpabilité. Le magistrat, le juge ou les jurés, ne peuvent condamner l'inculpé que s'ils sont satisfaits de sa culpabilité hors de tout doute raisonnable.

Rappelons que l'accusé n'est pas obligé de présenter une défense et que s'il s'abstient d'exposer une preuve ou de témoigner lui-même, cette abstention ne doit nullement être interprétée comme un aveu de sa part, ni être commentée par qui que ce soit.

*La contre preuve*

Lorsque l'inculpé a présenté sa défense et déclaré sa preuve close, le poursuivant peut entreprendre une contre preuve pour réfuter les arguments de son adversaire, ou infirmer la valeur probative des faits nouveaux que ce dernier a pu révéler dans sa défense.

*La réplique*

L'accusé peut répliquer à son poursuivant par sa contre preuve chaque fois que celui-ci a apporté des faits nouveaux et chaque fois que l'intérêt de la justice le requiert.

[157]

*Les plaidoiries et l'adresse du juge au jury*

Si l'accusé n'interroge aucun témoin et s'il ne dépose pas lui-même en sa faveur, le poursuivant fait le premier sa plaidoirie. La défense fait ensuite la sienne et, si elle y présente des éléments nouveaux, la poursuite a un droit de réplique. Le contenu des plaidoiries varie selon que le procès a lieu avec ou sans jury. Devant un juge ou un magistrat sans jury, les parties discutent des faits de la cause et des points de droit qu'elle implique. Devant une Cour composée d'un juge et d'un jury, les avocats se contentent de récapituler la preuve et d'analyser les faits qu'elle a révélés.

Lorsque la Cour comporte un juge et un jury, c'est le jury qui est le "maître des faits" et qui rend le verdict final sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. Le juge doit faire comprendre aux jurés leur rôle et leur expliquer les décisions qu'ils peuvent rendre. L'adresse du juge revêt une importance cruciale car il doit expliquer aux membres du jury la loi applicable, les arguments soulevés par l'accusé, les éléments de preuve apportés par le poursuivant, les détails significatifs de la preuve et les questions sur lesquelles ils doivent rendre leur verdict.

*Le verdict et la sentence*

Lorsque le prévenu est jugé par un juge ou un magistrat sans jury, c'est celui-ci qui le déclare coupable ou non et qui lui impose la peine appropriée. Lorsque le tribunal est composé d'un juge et d'un jury, c'est le jury qui se prononce sur l'innocence ou la culpabilité de l'accusé, après quoi le juge libère le prévenu ou lui impose une sentence.

[158]

### *5. Les appels*

L'accusé qui a été déclaré coupable ou qui a été déclaré incapable de subir son procès pour cause d'aliénation mentale (verdict d'incapacité), ou qui a été trouvé non coupable pour cause d'aliénation mentale (verdict spécial d'aliénation mentale), peut interjeter appel à la Cour d'appel de la province où son procès a eu lieu.

L'appel de la déclaration de culpabilité, du verdict d'incapacité, ou du verdict spécial, peut être interjeté de plein droit s'il ne porte que sur une question de droit, mais il est conditionnel à l'autorisation de la Cour s'il porte sur une question de fait ou sur une question mixte de droit et de fait, ou encore sur un autre motif que la Cour d'appel juge suffisant. L'individu condamné par la Cour de première instance peut aussi en appeler de la sentence qui lui a été imposée s'il a l'autorisation de la Cour d'appel et si cette sentence n'était pas fixée par la loi.

Le procureur général peut, de son côté, en appeler de plein droit d'un verdict d'acquiescement ou d'incapacité si son appel est fondé sur une question de droit strict. Il peut aussi en appeler, avec l'autorisation de la Cour d'appel, d'une sentence imposée par le tribunal de première instance à moins que cette sentence ne soit fixée par la loi.

La Cour d'appel peut confirmer le verdict ou la sentence dont est appel, ou les modifier, ou encore ordonner la tenue d'un nouveau procès. Lorsque le jugement de la Cour d'appel provinciale confirme ou annule un verdict d'acquiescement, de culpabilité, d'incapacité ou d'aliénation mentale, la partie qui se croit lésée par le résultat de l'appel peut en appeler à la Cour suprême du Canada sur toute question de droit sur lequel un juge de la Cour d'appel provinciale a enregistré sa dissidence, mais il doit être autorisé par la Cour [159] suprême s'il est fondé sur tout autre point de droit. Par exception, une personne qui est passible de la peine de mort en vertu du jugement de la Cour de première instance ou de celui de la Cour d'appel, peut en appeler de ce jugement à la Cour suprême du pays sur toute question de droit sur une question mixte de droit et de fait et même sur une simple question de fait.

## **LA PROCÉDURE EN MATIÈRE D'INFRACTIONS CRIMINELLES**

Le procès d'un individu inculqué d'une infraction criminelle est régi par des règles similaires à celles qui gouvernent celui d'une personne accusée d'un acte criminel. En effet, bien que la poursuite par voie de déclaration sommaire de culpabilité se déroule d'une manière plus expéditive qu'un procès sur un acte d'accusation, la présomption d'innocence et les principes qui garantissent au prévenu son droit à une défense pleine et entière y sont respectés.

La poursuite par déclaration sommaire de culpabilité (que l'on appelle couramment "poursuite sommaire") obéit cependant à certaines règles spéciales. Elle doit être intentée dans les six mois de la perpétration de l'infraction mais parmi les actes criminels, seuls quelques-uns sont prescriptibles, comme c'est le cas par exemple du proxénétisme, de la corruption d'enfant et de la séduction sous promesse de mariage. De plus, le procès doit se dérouler devant une "Cour des poursuites sommaires" présidée par un juge ou un magistrat qui a juridiction sur le lieu où l'objet des procédures a pris naissance.

Le prévenu doit donc comparaître devant le juge de paix ou le magistrat, qui lui lit ou lui fait lire la dénonciation reçue contre lui et lui demande ensuite de plaider sur cette dénonciation. Si le prévenu plaide coupable, le procès se termine immédiatement par l'imposition de la sentence. Si l'inculpé proteste de son innocence, le [160] juge de paix ou le magistrat peut procéder à l'audition de l'affaire ou ajourner le procès à une date ultérieure, l'ajournement ne devant toutefois pas avoir une durée supérieure à huit jours. Si le prévenu ne comparait pas à la date fixée pour le procès ou pour la reprise de l'instruction, le magistrat peut procéder *ex parte* à l'audition de l'affaire ou émettre un mandat d'arrestation, contre l'inculpé afin de l'obliger à comparaître. Si le poursuivant ne comparait pas, la Cour peut déclarer l'ajournement du procès.

L'instruction de l'affaire, la présentation des preuves, les plaidoiries des avocats et le jugement, suivent les règles ordinaires de la procédure criminelle.

Une partie insatisfaite du résultat des procédures devant la Cour des poursuites sommaires peut, dans un premier temps, en appeler de la décision rendue en première instance par la voie d'un procès *de novo* ou par un exposé de cause. Le défendeur qui se plaint de la condamnation ou de l'ordonnance rendue contre lui ou de la sentence qui lui a été imposée et le poursuivant (le dénonciateur ou le procureur général ou son agent) qui veut faire modifier ou renverser une ordonnance de la Cour des poursuites sommaires rejetant une dénonciation ou la sentence imposée au défendeur peuvent obtenir un procès *de novo* en s'adressant à une Cour d'appel spécialement désignée par le Code criminel. Devant cette Cour d'appel, le défendeur est, au point de vue procédural, dans la situation où il se trouvait après avoir enregistré son plaidoyer devant le Cour de première instance le procès reprend donc devant un juge de la Cour d'appel qui, après l'instruction, peut rejeter l'appel ou condamner le défendeur acquitté en première instance et lui imposer la sentence qu'il croit appropriée ou encore modifier la sentence ou la condamnation sur laquelle porte l'appel. Une partie au procès de première instance peut aussi en appeler d'une condamnation, d'une ordonnance ou d'une sentence imposée ou rendue par la Cour des poursuites sommaires pour le [161] motif qu'elle est erronée à l'égard d'un point de droit strict ou qu'elle dépasse la juridiction de la Cour en demandant à la Cour des poursuites sommaires de formuler un exposé relatant la preuve présentée au procès, les faits déterminés constatés par le président du tribunal et les motifs de la contestation en l'appelant. Cet exposé doit être transmis à la Cour supérieure de juridiction criminelle de la province qui, après étude de l'affaire, peut renvoyer l'exposé à la Cour de première instance pour modification et rendre jugement une fois la modification effectuée, confirmer, infirmer ou modifier la condamnation, l'ordonnance ou la décision ou encore remettre l'affaire à la Cour des poursuites sommaires avec un énoncé de son opinion sur les procédures.

Le Code criminel accorde de plus aux parties un droit d'appel à la Cour d'appel de la province. Les parties peuvent donc en appeler devant cette Cour sur un point de droit strict d'une décision relative à un procès *de novo* ou à un exposé de cause. Enfin la loi sur la Cour suprême (1970, Statuts révisés du Canada, ch. S-19) prévoit que la Cour peut autoriser une partie à interjeter appel devant elle du

jugement rendu en dernier ressort par la Cour d'appel provinciale pourvu que cet appel soit fondé sur un point de droit strict ou sur une question de juridiction.

Ajoutons en terminant que les infractions aux lois provinciales et les contraventions aux règlements municipaux sont aussi punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité. Cependant, comme les autorités provinciales ont en vertu de la Constitution le pouvoir de déterminer leurs propres règles en matière de procédure pénale, les dispositions du Code criminel relatives aux poursuites sommaires ne s'appliquent à ces infractions et contraventions que si une législations provinciale le prévoit expressément.

[162]

La loi sur les jeunes délinquants stipule que les procès intentés en exécution de cette loi sont régis par les dispositions du Code criminel relatives aux déclarations sommaires de culpabilité. Toutefois, comme la même loi prévoit que les procès intentés contre les mineurs peuvent se dérouler avec un minimum de formalités, l'application des règles établies par le Code criminel n'est pas rigoureuse.

[163]

### 3. LES PEINES

#### *LA SENTENCE*

[Retour à la table des matières](#)

Quels que soient les délits commis et la procédure appliquée pour en poursuivre l'auteur, l'imposition de la peine relève toujours de la même autorité : le président du tribunal. Cependant, bien qu'il conserve la responsabilité finale du choix de la sentence à prononcer, le juge ou le magistrat peut afin de mieux exercer sa discrétion, demander l'assistance d'un auxiliaire de la justice que l'on appelle l'agent de probation.

Le Code criminel indique, en effet, que lorsqu'un prévenu s'avoue ou est trouvé coupable d'une infraction, la Cour peut demander à un agent de probation d'étudier le cas de cet individu et de lui faire connaître les résultats de son enquête.

La loi sur les jeunes délinquants prévoit, elle aussi, la nomination d'agents de surveillance rattachés aux tribunaux pour mineurs et auxquels la même tâche peut être confiée.

Ainsi, lorsqu'il en est requis par un juge, l'agent de probation analyse la personnalité et le comportement du prévenu et tente d'apprécier ses possibilités de réadaptation et de réhabilitation en tenant [164] compte de son histoire et de ses caractéristiques personnelles et, par la suite, il présente au juge un rapport dans lequel sont exposées les conclusions de ses recherches. Ce rapport, dit rapport présentenciel, constitue en principe un instrument important dans le choix d'une sentence individualisée qui doit favoriser théoriquement le redressement du prévenu, en fonction de sa personnalité et de sa situation particulière.

Le législateur canadien prévoit l'application de diverses sanctions tout en laissant aux juges une certaine discrétion. En effet, lorsqu'une disposition du Code criminel prescrit une peine à l'égard d'une

infraction, la Cour décide et n'est nullement tenue à imposer une peine minimale, exception faite d'un nombre limité d'infractions.

## ***PEINES DE NATURE PECUNIAIRE***

### *1. L'amende*

L'amende est considérée comme une sanction appropriée pour les individus qui ont commis un délit de gravité relativement faible ou qui se sont enrichis grâce à la perpétration d'une infraction et qui ne représentent pas un danger pour la sécurité du public.

Le Code criminel canadien stipule que l'auteur d'une infraction criminelle est passible d'une amende de \$500 au plus, ou d'un emprisonnement d'une durée maximale de six mois, ou de ces deux peines à la fois. Le Code ajoute que toute personne trouvée coupable d'un acte criminel peut se voir imposer une amende. Si le crime commis est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins, et si la loi ne précise pas la durée minimale de l'incarcération, l'amende peut être infligée en sus ou au lieu de la peine de prison. Si l'acte criminel en question est punissable par emprisonnement pendant plus de cinq années, l'amende peut s'ajouter à la sanction autorisée mais non la remplacer.

[165]

Lorsque la Cour impose une amende, elle ne doit en exiger l'acquiescement séance tenante que dans les cas où l'inculpé ne sollicite pas de délai de paiement et où elle juge que le prévenu peut effectivement payer sur le champ et qu'un règlement immédiat est souhaitable dans les circonstances. Si le prévenu demande qu'il lui soit accordé un délai pour payer, le tribunal peut lui octroyer un délai qui doit être d'au moins 14 jours francs et qui peut être prolongé à la requête du débiteur.

Si le condamné refuse d'acquiescer l'amende qui lui a été imposée, il peut être incarcéré pendant une période limitée par la loi. Lorsque l'amende a été infligée en guise de peine pour une infraction criminelle, l'emprisonnement pour défaut de paiement ne doit pas

durer plus de six mois. Cette période maximale est portée à deux ans dans les cas d'actes criminels punissables de moins de cinq années de prison et à cinq ans pour les crimes dont les auteurs sont passibles d'un emprisonnement de cinq ans et plus. L'acquiescement d'une partie de l'amende permet la réduction proportionnelle de la durée de l'emprisonnement infligée pour défaut de paiement.

Lorsque l'emprisonnement pour défaut de paiement s'ajoute à une peine principale d'incarcération infligée en même temps que l'amende, la Cour a discrétion pour ordonner que ces deux peines soient purgées concurremment ou de façon consécutive.

## *2. La restitution des biens et l'indemnisation des victimes*

Lorsqu'un prévenu est trouvé coupable d'avoir volontairement détruit ou détérioré un bien et d'avoir ainsi causé des dommages évalués à \$50 ou moins, le Code criminel permet au tribunal d'imposer au coupable, en plus de la sanction prévue par la loi, le paiement à la personne lésée d'une indemnité raisonnable pour la destruction ou la détérioration du bien. Si le montant de cette indemnité n'est pas [166] acquitté au moment fixé par la Cour, le prévenu peut être emprisonné pendant une période de deux mois au plus.

La loi exige que les biens obtenus grâce à la perpétration d'un acte criminel et recouverts ou détenus par les autorités soient remis à leurs véritables propriétaires. De plus, le tribunal peut, à la demande de la personne lésée, ordonner à tout individu qu'elle juge coupable d'un acte criminel de payer à la victime de cet acte un montant déterminé en guise de réparation pour la perte, ou la détérioration des biens occasionnés par l'infraction. De même, si des biens obtenus illégalement ont été vendus à un acheteur de bonne foi, la Cour peut, à la demande du cessionnaire, ordonner au prévenu qu'elle trouve coupable de l'infraction de rembourser à l'acheteur le prix qu'il a payé pour les biens qu'il a dû, par la suite, remettre aux autorités ou à leur propriétaire légitime.

La personne en faveur de qui le tribunal a rendu une telle ordonnance peut être indemnisée à même les deniers trouvés sur la

personne du condamné pourvu que l'on soit assuré que cet argent appartienne vraiment à celui-ci. Si elle ne peut être indemnisée de cette façon, elle peut faire enregistrer comme jugement à la Cour supérieure de la province où les poursuites criminelles se sont déroulées, le montant dont le paiement est ainsi ordonné et faire exécuter l'ordonnance émise par le tribunal criminel comme un jugement rendu par la Cour supérieure en matière civile.

Les ordonnances de restitution et d'indemnisation peuvent jouer un rôle majeur dans le redressement de certains prévenus en leur permettant de constater et d'apprécier les conséquences néfastes de leurs actes pour ceux qui en sont victimes. Malheureusement, la nature même des ordonnances de dédommagement rendues par les tribunaux criminels, vu son affinité avec celle des jugements de dommages et intérêts prononcés par les tribunaux civils, peut poser de sérieux problèmes [167] constitutionnels étant donné que la Constitution canadienne accorde aux législatures provinciales la juridiction exclusive sur le droit et la procédure civils. Il s'agit là d'ailleurs d'une des raisons de l'utilisation modérée de ces ordonnances dans la pratique.

Signalons que certaines provinces, le Québec et l'Ontario par exemple, ont adopté une législation qui prévoit l'indemnisation par l'État des victimes d'actes criminels.

### *3. Le paiement des frais*

Lorsque la Cour trouve un prévenu coupable de libelle diffamatoire, elle peut émettre une ordonnance obligeant le condamné à payer à la partie adverse un montant déterminé pour compenser les frais que celle-ci a encourus relativement au procès criminel. Si le condamné ne paie pas immédiatement le montant fixé par la Cour, la partie qui bénéficie de l'ordonnance peut faire inscrire jugement pour le montant des frais en produisant l'ordonnance devant la Cour supérieure de la province où le procès a eu lieu et faire exécuter ce jugement comme s'il s'agissait d'une décision rendue par cette Cour dans des procédures civiles.

En matière d'infractions criminelles, la Cour des poursuites sommaires qui déclare un défendeur coupable ou rend une ordonnance contre lui peut ordonner à cet inculpé de verser au dénonciateur un montant raisonnable pour compenser les frais que ce dernier a subis pour les procédures faites devant cette Cour. De même, si la Cour rejette une dénonciation, elle peut ordonner au dénonciateur de payer au défendeur les frais raisonnables que les poursuites criminelles lui ont occasionnés. La personne à qui la Cour des poursuites sommaires adjuge ainsi des frais est, à défaut de paiement, passible d'un emprisonnement d'un mois.

[168]

#### *4. La suspension d'un permis*

Dans les cas de certains types d'infractions aux législations provinciales ou aux règlements municipaux, on s'efforce d'appliquer des peines spécifiques dont l'effet dissuasif apparaît comme plus important que celui de l'imposition pécuniaire. Il s'agit là, en particulier, de suspensions temporaires d'un permis de conduire un véhicule automobile ou de naviguer, ou encore d'un permis de vente de boissons alcooliques.

Toutefois, les peines de suspension de permis de conduire, par exemple, sont infligées de façon variable selon les provinces, mais elles sont toujours précédées de préavis qui visent à permettre au concerné d'être pleinement informé de la sanction qui lui sera infligée s'il ne se conforme pas aux dispositions du Code de la route.

#### ***PEINE PRIVATIVE DE LIBERTÉ : L'EMPRISONNEMENT***

Comme le démontrent les exemples suivants, la durée de l'emprisonnement reflète le degré de gravité que les législateurs attribuent à un délit particulier :

1. Libelle diffamatoire (simple) et libelle blasphématoire, tenue d'une maison de débauche, duel, vol d'un objet d'une valeur inférieure à \$200 <sup>19</sup> : deux ans de prison.
2. Bris de prison, bigamie, voies de fait causant des lésions corporelles, infanticide : 5 ans.
3. Présence illégale dans une maison d'habitation, tentative de viol, vol d'un objet évalué à plus de \$200 : 10 ans.
4. Libelle séditieux, inceste, fait de causer intentionnellement des lésions corporelles graves : 14 ans.
5. Introduction dans une maison d'habitation, viol, vol qualifié, meurtre non qualifié : emprisonnement à perpétuité.

[169]

Toutefois, la durée d'emprisonnement prévue représente le maximum et peut être réduite selon la décision judiciaire. Par ailleurs, on met fréquemment en doute l'efficacité d'une peine d'emprisonnement dans la réhabilitation des prévenus. Il semble clair qu'il ne suffit pas que la sanction soit à la mesure du crime commis, mais qu'elle doit aussi être adaptée à la personnalité du condamné. Plusieurs inculpés en outre, qui ne sont pas portés à commettre des actes violents et dangereux pour la sécurité du public, se corrigent plus facilement hors des prisons et c'est pourquoi le nombre des condamnations à l'emprisonnement a diminué au cours des dernières années. Les autorités judiciaires préfèrent, à l'imposition d'une peine privative de liberté, l'application de mesures qui permettent la mise en liberté et la surveillance des prévenus. Parallèlement, on utilise les peines d'incarcération intermittentes qui permettent au condamné de poursuivre ses activités tout en demeurant en prison pendant les fins de semaine, par exemple.

Enfin rappelons qu'en matière d'infractions sommaires, la peine de détention maximale est d'une durée de six mois (à la place ou en sus de l'amende).

---

<sup>19</sup> Depuis les amendements de 1976 (S.C. ch. 93), le vol de moins de \$200 constitue une infraction mixte. Dès lors, si la poursuite opte pour la procédure par déclaration sommaire de culpabilité, ce sont les peines en cette matière qui s'appliquent. Il en va de même pour la fraude et le recel.

## ***LA PROBATION***

Les dispositions actuelles du Code criminel relatives à la libération des prévenus et à la probation s'inspirent dans une large mesure des recommandations présentées en 1969 par le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle appelé couramment Rapport Ouimet, du nom du président, l'honorable juge Roger Ouimet. Dans son rapport final, le comité définit la probation comme :

une décision du tribunal par laquelle, sous réserve de conditions précises et à titre d'essai, un délinquant est remis en liberté sous la surveillance d'un agent de probation (ou de quiconque fait fonction d'agent de probation), [170] tout en demeurant susceptible d'être rappelé par le tribunal qui prendra d'autres dispositions à son égard s'il ne respecte pas les conditions de sa probation.

Le Code criminel fixe à son article 663 les conditions que le tribunal peut prescrire dans une ordonnance de probation. Toute ordonnance doit cependant comporter deux conditions fondamentales ; soit que l'accusé ne trouble pas l'ordre public et ait une bonne conduite et qu'il comparaisse devant la Cour lorsqu'il en est requis. Le tribunal peut ordonner, en outre, que l'accusé respecte l'une ou plusieurs des injonctions suivantes : demeurer sous la surveillance d'un agent de probation, subvenir aux besoins de son conjoint et de ses autres dépendants, s'abstenir de consommer de l'alcool, s'abstenir d'être possesseur ou porteur d'une arme, dédommager la personne que son crime a lésée, rester dans le ressort de la Cour et notifier à l'agent de probation, chargé de sa surveillance, tout changement d'adresse ou d'occupation et finalement, tenter de trouver et de conserver un emploi. La Cour peut ajouter à ces conditions tout autre prescription raisonnable de nature à assurer la bonne conduite de l'accusé et à l'empêcher de commettre une infraction.

Le Code criminel ajoute que, après avoir déclaré un accusé coupable d'une infraction, la Cour peut, en tenant compte de la personnalité de l'accusé, de la nature et des circonstances de l'infraction, adopter l'une des procédures suivantes :

1. surseoir au prononcé de la sentence et libérer l'accusé aux termes d'une ordonnance de probation ;
2. imposer à l'accusé une amende ou un emprisonnement de deux ans ou moins et lui ordonner de se conformer aux conditions d'une ordonnance de probation ;
3. infliger au prévenu un emprisonnement de quatre-vingt dix jours au moins, prescrire que cette sentence soit purgée de façon discontinue à des moments déterminés et ordonner que l'accusé se conforme, pendant ses intervalles de liberté, aux injonctions contenues dans une ordonnance de probation.

[171]

Toute ordonnance de probation peut être modifiée à l'avantage de l'accusé si celui-ci en respecte les conditions et conserve une bonne conduite, mais elle peut aussi être révoquée ou rendue plus sévère si l'accusé refuse de s'y soumettre ou commet une infraction. Par opposition à l'ordonnance de probation, la libération conditionnelle ou sous conditions, n'est pas une sentence. C'est une disposition qui s'apparente au verdict et qui est régie par l'article 662.1 du Code criminel.

La loi prévoit qu'une Cour peut émettre une ordonnance sans déclarer officiellement le prévenu coupable de l'infraction pour laquelle il est poursuivi ou après avoir rendu un verdict ou un jugement de culpabilité.

En effet, lorsqu'un accusé s'avoue ou est reconnu coupable d'une infraction, la Cour peut, si elle juge qu'une telle mesure est dans l'intérêt de l'accusé, prescrire qu'il soit libéré de façon absolue et inconditionnelle ou qu'il soit mis en liberté aux conditions imposées dans une ordonnance de probation. Cette procédure ne peut cependant pas s'appliquer aux prévenus inculpés d'une infraction pour laquelle une peine minimale est prévue ou dont les auteurs sont passibles d'un emprisonnement de 14 ans, de l'emprisonnement à perpétuité ou de la peine de mort. Si le prévenu, après avoir été libéré sous conditions, est déclaré coupable d'une infraction ou enfreint une prescription de l'ordonnance à laquelle il était soumis, la Cour qui a rendu l'ordonnance de probation peut, en plus ou au lieu de révoquer ou de rendre plus sévères les termes de l'ordonnance, annuler la libération, déclarer l'accusé coupable de l'infraction à laquelle se rapporte la

libération et infliger toute sentence qui aurait pu lui être imposée s'il avait été déclaré coupable au lieu d'être libéré.

[172]

### ***ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC***

Lorsqu'un individu a des motifs raisonnables et suffisants de craindre qu'une autre personne ne cause des lésions corporelles à lui-même, à son conjoint ou à ses enfants, ou qu'elle n'endommage sa propriété, il peut déposer une dénonciation devant un juge de paix. Celui-ci peut ordonner que les parties, le dénonciateur et le défendeur, comparaissent devant lui ou devant une Cour des poursuites sommaires pour que soient étudiées les preuves à l'appui de la dénonciation.

Si le juge de paix ou la Cour saisie de l'affaire en vient à la conclusion que les craintes du dénonciateur sont bien fondées, il ou elle, selon le cas, peut ordonner que le défendeur contracte un engagement avec ou sans caution, par lequel il promet de ne pas troubler l'ordre public et d'observer une bonne conduite pendant la période de douze mois au plus, fixée par le juge ou la Cour.

Si le défendeur refuse de contracter cet engagement, il peut être condamné à un emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à douze mois. De plus, si après avoir contracté cet engagement il néglige d'en respecter les termes, il commet ainsi une infraction punissable par voie de déclaration sommaire de culpabilité.

### ***LA PEINE DE MORT***

Le Code criminel canadien stipule que toute personne déclarée coupable d'un meurtre qualifié doit être condamnée à mort, c'est-à-dire à être pendue par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive. En 1967, le Parlement fédéral a adopté une loi (1967-1968, Statuts du Canada, ch. 15) qui limite la définition de meurtre qualifié aux cas où un prévenu, par son propre fait, a causé ou aidé à causer la mort d'un

agent de police ou d'un gardien de prison agissant dans l'exercice [173] de ses fonctions, ou a conseillé à une autre personne de commettre un acte qui cause ou aide à causer la mort ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte. Il était prévu que cette loi devait avoir effet pendant une période de cinq années suivant la date de sa mise en vigueur et qu'elle expirerait à la fin de ce délai à moins que le Parlement ne décide d'ordonner son maintien.

En 1973, les législateurs canadiens ont décidé de maintenir la loi en vigueur pour une nouvelle période d'essai de cinq ans. A toute fin pratique, la peine capitale pour un crime autre que le meurtre d'un agent ou d'un gardien de prison en exercice de ses fonctions n'est plus appliquée au Canada ; toutes les sentences imposées jusqu'à ce jour ont été commuées.

### **MESURES RELATIVES AUX JEUNES DÉLINQUANTS**

La loi sur les jeunes délinquants stipule qu'un mineur qui a commis un délit ne doit pas être traité comme un contrevenant, mais plutôt comme une personne qui est plongée dans une ambiance malsaine et qui doit être assistée et surveillée. Le tribunal qui juge qu'un enfant est un jeune délinquant ne doit donc pas, en principe, lui imposer une peine mais choisir parmi les mesures suggérées dans la loi celle qui lui paraît opportune dans les circonstances.

Selon la loi sur les jeunes délinquants, la Cour devant qui comparaît le mineur peut suspendre le règlement définitif de l'affaire, ce qui équivaut à un sursis de sentence sans toutefois qu'on exige de l'enfant qu'il se soumette à une ordonnance de probation. Le juge peut aussi ajourner l'audience de la preuve ou des représentations sur la sentence ou la date de l'imposition de la sentence à un jour déterminé, ou la remettre *sine die*.

[174]

Le tribunal peut imposer au jeune délinquant une amende de \$25 au plus, mais il doit s'assurer auparavant de sa capacité de l'acquitter et lui accorder un délai de paiement par versements périodiques. Lorsque le juge impose ainsi une amende, il peut, s'il croit que les parents ou le tuteur de l'enfant ont par leur négligence ou leur

turpitude induit celui-ci à commettre le délit, ordonner qu'elle soit payée par eux.

En ce qui a trait aux diverses mesures, l'enfant peut être confié au soin ou sous la garde d'un agent de surveillance ou d'une autre personne recommandable, et rester dans sa famille.

Si le juge estime que le foyer de l'enfant est mauvais et que son milieu tend à le corrompre, il peut le placer dans un foyer de substitution ou une institution.

Enfin, le jeune délinquant peut être confié à une société d'aide à l'enfance ou à une école de formation (au Québec, une école de protection de la jeunesse) approuvées par le lieutenant-gouverneur de la province où il réside.

Si les mesures qui ont été prises n'ont pas empêché la récidive, la Cour pour jeunes délinquants peut, dans tous les cas des jeunes de moins de 21 ans, les obliger à comparaître devant elle et leur imposer des conditions supplémentaires et plus strictes.

Quand il s'agit d'un acte criminel, le tribunal pour mineurs peut ordonner que le délinquant, pourvu qu'il soit âgé de plus de 14 ans, soit poursuivi par voie de mise en accusation devant les Cours ordinaires.

[175]

## ***LE TRAITEMENT DE CERTAINES CATÉGORIES DE PRÉVENUS***

### *1. Les prévenus souffrant de troubles mentaux*

Pour pouvoir exercer son droit à une défense pleine et entière, le prévenu doit être en mesure de comprendre l'accusation portée contre lui. Le Code criminel prévoit les mesures dont un magistrat peut ordonner l'exécution à différents stades du procès lorsqu'il met en doute la santé mentale de l'inculpé.

*Ordonnances de renvoi sous observation psychiatrique*

À tout moment durant l'enquête préliminaire, le juge de paix en charge de l'enquête peut ordonner que le prévenu soit gardé en observation par des personnes qualifiées lorsque, selon son opinion et le témoignage d'un médecin, il existe des raisons de croire que le prévenu peut être atteint d'une maladie mentale ou que l'esprit du prévenu (lorsque le prévenu est une personne du sexe féminin inculpée d'une infraction découlant de la mort de son enfant nouveau-né) peut être déséquilibré. Le juge de paix ne peut ordonner cette mesure sans avoir entendu le témoignage d'un médecin dûment qualifié que lorsque les circonstances l'exigent et qu'il ne se trouve pas de médecin qui puisse à bref délai examiner le prévenu et rendre témoignage. De plus, le magistrat peut ordonner que la période d'observation psychiatrique ait une durée de plus de 30 jours sans toutefois qu'elle se prolonge au-delà de 60 jours lorsque, à son avis et selon le témoignage d'un médecin qualifié, une telle période d'observation est nécessaire. La loi dispose aussi que, à tout moment durant le procès mais avant le prononcé du verdict ou l'imposition de la sentence, un tribunal, un juge ou un magistrat devant lequel le prévenu subit son procès, peut aux mêmes conditions et pour les mêmes motifs renvoyer le prévenu pour fins d'observation. La Cour des poursuites sommaires peut elle aussi, lorsqu'elle est d'avis qu'il y a raison de croire [176] que l'accusé est un malade mental et lorsqu'un médecin dûment qualifié a témoigné dans ce sens, prescrire que le défendeur subisse une période d'observation dont elle fixe la durée dans les limites prévues par la loi.

*Examen de l'aptitude à subir le procès*

Lorsqu'il semble qu'un inculpé est pour cause d'aliénation mentale incapable de subir son procès, la Cour, le juge ou le magistrat, selon le cas, peut ordonner qu'il soit procédé à l'étude de la capacité du prévenu à conduire sa défense. Lorsque le procès a lieu devant une Cour composée d'un juge et d'un jury, ce sont les jurés qui se

prononcent sur l'aptitude de l'accusé ; dans les autres cas, le juge ou le magistrat décide seul de la question. Si un verdict d'incapacité de subir un procès est rendu, l'inculpé doit être maintenu sous garde jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur de la province en décide autrement. Lorsque l'inculpé ainsi détenu est rétabli et jugé apte à répondre à l'accusation portée contre lui, les poursuites qui avaient été interrompues à la suite du verdict d'incapacité peuvent reprendre.

### *Défense d'aliénation mentale*

Au cours du procès, l'accusé peut se défendre en prouvant son incapacité de comprendre ou de vouloir lors de la perpétration de l'infraction. Si le jury ou, s'il n'y a pas de jury, le juge ou le magistrat est convaincu par les preuves présentées par le prévenu que celui-ci était atteint d'aliénation mentale au moment de l'infraction, il doit rendre un verdict d'acquiescement pour aliénation mentale. Si un tel verdict est prononcé, la Cour, le juge ou le magistrat doit ordonner la détention de l'accusé dans un lieu déterminé jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur de la province fasse connaître les dispositions qu'il entend prendre à l'endroit de ce prévenu.

[177]

Il est à remarquer qu'un appel peut être interjeté à la Cour d'appel de la province relativement à un verdict d'incapacité ou à un verdict spécial d'aliénation mentale.

## *2. Les repris de justice et les délinquants sexuels dangereux*

Un prévenu est considéré comme repris de justice si, depuis qu'il a atteint l'âge de 18 ans, il a antérieurement dans au moins trois occasions distinctes et indépendantes, été déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il était passible d'un emprisonnement de cinq ans ou plus et s'il persiste à mener une vie criminelle. Lorsque tous les éléments de cette définition sont prouvés, la Cour devant laquelle l'accusé comparaît peut, sur demande, déclarer que ce prévenu est un

repris de justice et, si elle estime cette mesure opportune pour la protection du public, le condamner à la détention préventive.

Le Code criminel stipule aussi que lorsqu'un accusé a été déclaré coupable de l'une des infractions suivantes : viol, rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 14 ans, attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin, sodomie, bestialité, attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin ou grossière indécence, ou d'une tentative de commettre une de ces infractions, la Cour doit, sur demande, étudier le cas de cet accusé pour savoir s'il doit être considéré comme un délinquant sexuel dangereux. Si après avoir entendu tout témoignage pertinent et, en particulier, les dépositions de deux psychiatres, la Cour conclut que l'accusé est effectivement un délinquant sexuel dangereux, elle doit automatiquement lui infliger une sentence de détention préventive.

La détention préventive n'a pas pour but de punir le criminel d'habitude ou le délinquant sexuel à qui elle est imposée, mais plutôt de retirer le délinquant incorrigible et dangereux de la société pendant aussi longtemps que sa ségrégation sera nécessaire. Dans [178] cette optique, la période pendant laquelle la détention doit se poursuivre peut demeurer indéterminée à condition que le cas du condamné soit examiné tous les ans. Étant donné la gravité de cette mesure, tous s'accordent pour affirmer qu'elle ne doit être appliquée qu'à l'égard des prévenus qui constituent un danger réel pour la vie et la santé des citoyens.

[179]

#### 4. LES COMMISSIONS DE RÉFORME DU DROIT ET L'ÉLABORATION DES POLITIQUES CRIMINELLES

[Retour à la table des matières](#)

On ne saurait terminer la description des procédures en droit criminel sans mentionner certaines révisions auxquelles elle donne lieu au Canada. En effet, le domaine du droit criminel demande une attention constante de la part du législateur et le rôle d'enquête et de consultation que remplissent à cet égard les diverses Commissions demeure essentiel.

C'est ainsi que les Commissions de réforme du droit peuvent être définies comme des Commissions d'enquête permanentes, chargées de la révision et de la réforme des lois. L'étendue et la complexité de telles tâches suffisent à justifier l'existence de ces organismes spécialisés. Ces Commissions se consacrent entièrement à la recherche juridique et leurs travaux ont pour but de mettre à jour le droit canadien, fédéral ou provincial, en l'adaptant aux impératifs de la réalité sociale contemporaine.

Ces organismes qui œuvrent aux deux paliers du gouvernement concentrent leurs activités dans les sphères du droit qui relèvent plus particulièrement de la compétence du législateur qui les a créées. Il faut cependant souligner l'effort de collaboration déployé par la [180] Commission fédérale de réforme du droit et les organismes-provinciaux qui ont reconnu ainsi le danger d'une trop grande étanchéité des recherches et des réformes. Non seulement la loi constitutive de la Commission fédérale (S.R.C., 1970, 1<sup>o</sup> suppl., ch. 23) encourage cette collaboration en prévoyant la possibilité de projets conjoints, mais la Commission elle-même, dès la première année de son mandat, a organisé des rencontres et a participé à des échanges avec les Commissions provinciales sur des sujets d'intérêt commun.

Les Commissions de réforme du droit sont des institutions relativement récentes. La Commission canadienne fut instituée par une loi de 1971, mais parmi les plus anciennes l'Office de révisions du Code civil de la province de Québec commençait ses travaux dès 1955.

Le principe même d'organismes de révision des lois n'est pas nouveau puisque par le passé, des commissions ont été spécialement mandatées à cette fin. Avec la création des Commissions de réforme du droit, c'est la première fois cependant que de telles institutions reçoivent un statut permanent.

Les objectifs de la Commission canadienne en vertu de l'article onze de la loi fédérale, consistent dans l'étude et la révision continuelles et systématiques des lois et des règles de droit (*Common Law* et règles jurisprudentielles) en vigueur au Canada, afin de les améliorer, les moderniser et les réformer. Plus spécifiquement, les travaux de la Commission doivent se concrétiser par la suppression des anachronismes et des anomalies qui subsistent dans le droit. Les recherches entreprises doivent aussi permettre l'uniformisation du droit au Canada lorsque la matière s'y prête par le nivellement des différences et des oppositions découlant de la dichotomie des sources de droit du système juridique canadien (*Common Law* et droit civil). Enfin, comme nous l'avons déjà signalé, la Commission doit s'assurer de la concordance de la réalité sociale avec la règle de [181] droit en développant de nouvelles méthodes et de nouveaux concepts juridiques. Ainsi, la Commission déposait au mois de décembre 1975 un projet de codification et de modernisation des règles de preuve en matière criminelle au Canada. Ce rapport constituera vraisemblablement un projet de loi qui devrait être discuté au cours de 1976 et des premiers mois de 1977.

Les lois provinciales reprennent dans l'ensemble les grandes lignes de ces objectifs généraux. Il en est ainsi par exemple des dispositions de la loi sur la Commission de réforme du droit de Saskatchewan (S.S., 1971, ch. 21). La Saskatchewan en tant que province de *Common Law* insiste plus particulièrement sur le travail de codification des règles coutumières auxquelles doit s'astreindre la Commission selon les termes de son mandat.

Les Commissions de réforme du droit se présentent essentiellement comme des organismes de recherche et si elles peuvent tenir des audiences ou des conférences publiques, elles ne bénéficient pas des pouvoirs extraordinaires accordés aux Commissions d'enquête. Les activités de ces Commissions se traduisent donc par la conduite d'études et de recherches juridiques, la préparation de programmes et la production de dossiers et de rapports aux ministères de la Justice. Les résultats de ces travaux qui complètent l'œuvre des pouvoirs législatif et judiciaire se manifestent par la formulation de propositions de réforme qui auront été préalablement soumises à l'appréciation des individus et des organismes qui œuvrent dans le domaine judiciaire.

Malgré leur nouveauté, l'importance et l'influence de ces Commissions s'accroissent sans cesse. Ainsi les travaux de l'Office de révision du Code civil du Québec et de la Commission de réforme du droit de l'Ontario ont déjà porté fruit par l'adoption de réformes législatives importantes que ces organismes avaient proposées en [182] matière civile. La preuve de l'utilité et de l'efficacité de ces instruments d'enquête n'est plus à faire et leurs réalisations permettent de les considérer comme un facteur positif d'évolution du droit.

En matière criminelle, il convient de souligner ici l'intérêt particulier porté à la prévention et au traitement de la criminalité par la Commission de réforme du droit du Canada. Dans le cadre de ses objectifs généraux, la Commission accorde en effet une place de choix à l'étude du droit criminel dont elle s'est donné pour mission d'évaluer et de réviser les principes et les règles "dans le but de donner au Canada un régime de justice pénale conforme aux besoins de la société contemporaine".

Dans cette perspective, un vaste programme de recherches fut adopté au lendemain de la création de la Commission et si tous les travaux de cet organisme ne portent pas exclusivement sur le droit criminel, la majorité des programmes spécifiques mis en œuvre concernent cette sphère du droit. Plus exactement, il existe à l'heure actuelle six programmes relatifs aux droits criminels définis sous les titres suivants :

- 1- les objectifs du droit pénal ;
- 2- une justice égale pour tous ;

- 3- les principes généraux du droit pénal ;
- 4- l'infraction ;
- 5- la procédure pénale ;
- 6- les peines et le traitement.

Le but de ces travaux consiste dans l'élaboration et la rédaction d'un nouveau Code pénal ainsi que d'un Code de procédure pénale.

La Commission poursuit ainsi la tradition des Commissions d'enquête, instruments de révision et de réflexion sur notre propre système de justice. Elle se préoccupe en particulier des problèmes tels [183] que la décriminalisation des infractions ainsi que l'évaluation et la détermination des peines.

Dans le domaine de la sanction pénale, la Commission se propose d'élaborer un "Code de principes" relativement aux choix des sentences, qui pourra servir de guide aux juges. Cette innovation s'inscrit dans l'effort soutenu et l'intérêt continuels manifestés au Canada à l'égard de l'individualisation des sanctions.

[184]

[185]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

## **Chapitre IV**

---

# **LES SERVICES POLICIERS**

### **1. LE PARTAGE DES POUVOIRS EN MATIÈRE D'APPLICATION DES LOIS**

[Retour à la table des matières](#)

Le maintien de l'ordre et l'application de la loi n'échappent pas au partage des responsabilités qui caractérise le système politique du Canada. En effet, la Constitution canadienne rend les gouvernements fédéral et provinciaux responsables de l'exécution des lois relevant de leurs compétences exclusives et oblige les provinces à appliquer les règles de droit criminel adoptées par le Parlement fédéral. De plus, les législatures provinciales accordent généralement aux autorités locales le pouvoir de veiller à l'observation des textes réglementaires qu'elles édictent.

De cette répartition des pouvoirs résulte une multiplication des juridictions chargées de veiller à l'observation des lois. Ainsi, pour assurer l'exécution des lois fédérales autres que le Code criminel, le Parlement canadien a créé une force de police spéciale, la Gendarmerie royale du Canada, dont la juridiction s'étend à l'ensemble du pays. Quant aux législations provinciales et à la plupart des dispositions du Code criminel, ce sont les services policiers établis, ou mandatés, par les autorités provinciales qui veillent à ce

qu'elles soient respectées à l'intérieur de la province où ils travaillent. Enfin les corps de police organisés par les municipalités sont chargés [186] de faire observer les règles du Code criminel, les lois provinciales et les règlements édictés par la municipalité qui les emploie, mais leur juridiction se limite généralement au territoire de cette localité.

En plus de ces forces policières régulières, il existe plusieurs organismes publics et privés dont les employés, investis de pouvoirs spéciaux, sont chargés soit d'appliquer une loi particulière, soit de maintenir l'ordre dans certains endroits, soit de réaliser des enquêtes à des fins déterminées.

Ainsi la loi sur les chemins de fer (Statuts révisés du Canada, 1970, ch. R-2) prévoit qu'une compagnie de chemins de fer peut s'adresser à un juge de Cour supérieure ou de comté, à un magistrat, à un greffier de la paix ou de la Couronne ou à un juge de la Cour des sessions de la paix ayant juridiction sur le territoire où circule le chemin de fer pour que soit nommé un constable qui veillera au maintien de la paix ainsi qu'à la sécurité des personnes et des biens sur le chemin de fer et dans les ouvrages qui en dépendent, de même que dans les endroits situés dans un rayon d'un quart de mille de ce chemin de fer.

De même, en vertu de la loi sur le Conseil des ports nationaux (S.R.C., 1970, ch. N-8), le Conseil peut demander à un juge d'une Cour supérieure qui a juridiction sur les lieux où sont situés des biens relevant de l'administration du Conseil de nommer des agents de police qui veillent à l'observation de la loi précitée et des règlements adoptés en application de cette loi. Ces agents de police sont aussi chargés de la protection des biens relevant du Conseil et de l'exécution des lois fédérales et provinciales applicables en la matière : la juridiction de ces agents de la paix s'étend jusqu'à vingt-cinq milles des propriétés relevant de l'administration du Conseil des ports nationaux. De plus, la loi sur l'accise (S.R.C., [187] 1970, ch. E-12) prévoit la nomination de préposés de l'accise chargés de veiller à l'application de cette loi. La loi sur les douanes (S. R.C., 1970, ch. C-40) accorde certains pouvoirs spéciaux aux douaniers et aux personnes employées à la perception du revenu en vue de la prévention de la contrebande et de l'exécution des dispositions législatives et réglementaires concernant les douanes.

Les législations provinciales relatives à la chasse et à la pêche comme par exemple *The Wildlife Act* (Statuts révisés du Manitoba, 1970, ch. W-40) et *The Game and Fish Act* (Statuts révisés de l'Ontario, 1970, ch. 186), prévoient la nomination des gardes-chasse et de gardes-pêche investis de pouvoirs reconnus aux agents de la paix et chargés de faire observer les lois et règlements provinciaux relatifs à la protection et à la conservation de la faune. Les autorités provinciales ont aussi mis sur pied des institutions qui planifient et organisent les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité publics dans les situations d'urgence. Ces organismes, régis par des législations spéciales telles que la loi de la protection civile (Statuts refondus du Québec, 1964, ch. 53) et la *Emergency Measures Act* Statuts révisés de la Nouvelle-Écosse, 1967, ch. 87) n'ont pas pour mission d'appliquer les lois, mais ils prêtent assistance aux forces de police dans certaines circonstances spéciales comme durant les démonstrations sportives et artistiques d'envergure et leur intervention dans les situations d'urgence (incendies, inondations, recherches de personnes disparues) contribue à la sauvegarde de la sécurité des citoyens et de la paix publique.

En plus de ces services publics, plusieurs organisations privées offrent les services d'enquêteurs et d'agents de sécurité.

Les enquêteurs, appelés communément détectives privés, s'occupent principalement de rechercher les personnes disparues et d'identifier et d'appréhender les criminels. Les agents de sécurité sont [188] fréquemment employés pour maintenir l'ordre dans les endroits où le public a accès, comme les musées, les lieux de divertissement et les grands magasins, et protéger la propriété de leurs employeurs ainsi que la sécurité des personnes qui fréquentent ces lieux. Ces surveillants sont aussi appelés à assurer le transport de sommes d'argent importantes. Les législations provinciales, telles que la *Private Detectives Act* (Statuts révisés de la Saskatchewan, 1965, ch. 334) et la *Private Investigators' Licencing Act* (Statuts révisés de la Colombie britannique, 1960, ch. 297) prévoient les conditions que doivent remplir ces agences d'enquête et de surveillance pour pouvoir opérer dans la province.

[189]

Tableau 10  
Effectifs policiers des principaux services de police au Canada

[Retour à la table des matières](#)

	Sûretés municipales	Gendarmerie royale du Canada	Force de police provinciale de l'Ontario	Sûreté du Québec	Police des ch. de fer nationaux Canada	Police du CP-CN	Police du conseil des ports nation.
1962	16 162	6 812	2 039	1 562	526	512	131
1963	16 874	6 823	2 413	1 749	547	515	102
1964	17 673	7 103	2 690	1 954	570	518	97
1965	18 448	7 398	2 797	2 163	579	525	100
1966	19 462	7 920	3 075	2 364	598	539	111
1967	20 258	8 563	3 243	2 605	570	532	110
1968	20 630	8 915	3 461	2 779	550	526	183*
1969	21 505	9 201	3 573	3 065	535	487	223
1970	22 437	9 498	3 755	3 354	532	475	244
1971	23 353	9 917	3 833	3 604	541	444	248
1972	23 969	10 960	3 862	3 861	524	340	246

\* Chiffre incomplet par suite de la réorganisation entreprise cette année-là.

[190]

## 2. L'ORGANISATION DES FORCES DE POLICE

### ***LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA***

#### *a) Le rôle de la Gendarmerie dans l'histoire du Canada*

[Retour à la table des matières](#)

Comme il a été dit plus haut, la Gendarmerie est chargée de l'application des législations fédérales. C'est d'ailleurs pour assurer l'observation des lois canadiennes relatives au droit criminel, aux Indiens, aux douanes et à l'accise qu'elle fut créée en 1873 <sup>20</sup>.

Cette force de police qui ne comprenait à l'origine que 275 membres, représentait le seul service d'ordre officiel dans l'immense partie du territoire canadien qui n'était pas encore constituée en province.

En plus d'agir comme agents de la paix dans les Prairies, les policiers fédéraux devaient patrouiller la frontière entre le Canada [191] et les États-Unis, prélever les droits sur les propriétés foncières et les mines ainsi que les droits de douanes et la taxe d'accise, protéger les banques, assurer le transport des prisonniers, effectuer la distribution du courrier ainsi que le recensement des aborigènes et des colons.

De plus, la police à cheval participa aux négociations avec les aborigènes en vue de la cession de leurs terres et de la constitution des

---

<sup>20</sup> Voir l'"Acte concernant l'administration de la justice et l'établissement d'un corps de police dans les territoires du Nord-Ouest", Statuts du Canada, 1873, ch. 35, ainsi que l'"Acte à l'effet d'amender et refondre telles qu'amendées les diverses dispositions concernant le corps de police à cheval du Nord-Ouest", Statuts du Canada, 1879, ch. 36.

territoires réservés aux Amérindiens et fit régner l'ordre sur les chantiers de construction du chemin de fer transcanadien ainsi que parmi les milliers de prospecteurs qui affluèrent au Yukon durant la ruée vers l'or du Klondike.

En 1904, en reconnaissance pour le dévouement et l'efficacité dont avaient fait preuve les policiers fédéraux depuis la création de la police à cheval, le roi Edouard IV d'Angleterre permit que la force de police soit appelée "Gendarmerie royale à cheval du Nord-Ouest"<sup>21</sup>.

En 1905, lorsque l'Alberta et la Saskatchewan, les deux nouvelles provinces des Prairies, furent formées, la G.R.C. continua d'y servir à titre de police fédérale et à la suite d'accords intervenus entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de ces deux provinces, elle y remplit aussi le rôle de force de police provinciale. En 1918, après que ces nouvelles provinces eurent organisé leurs propres corps policiers, la G.R.C. fut chargée de faire respecter les législations fédérales dans les quatre provinces de l'Ouest. Deux ans plus tard, sa juridiction fut étendue aux neuf provinces qui constituaient alors le Canada. L'extension de la compétence de la G.R.C. nécessitait une réorganisation générale de ses structures administratives ainsi [192] que l'accroissement et le remaniement de ses effectifs. Son nom aussi fut changé et elle devint la "Gendarmerie royale à cheval du Canada"<sup>22</sup>.

Depuis lors, la G.R.C. est chargée de la surveillance de l'observation des lois fédérales à travers le Canada. Elle applique en fait une cinquantaine de statuts fédéraux dont, en particulier, la loi sur les douanes, la loi sur l'accise, la loi sur la marine marchande du Canada, la loi sur les stupéfiants et la loi sur l'immigration.

Toutefois, étant donné l'augmentation considérable de la fréquence des infractions aux lois sur les drogues (S.R.S., 1970, ch. F-27) et à la loi sur les stupéfiants (S.R.C., 1970, ch. N-1), la G.R.C. encourage depuis quelques années les forces de police provinciales et municipales à entreprendre les enquêtes et les poursuites concernant les délits les moins graves tout en leur offrant des cours spécialisés.

---

<sup>21</sup> Loi de la Gendarmerie royale à cheval du Nord-Ouest, Statuts révisés du Canada, 1906, ch. 91.

<sup>22</sup> Loi modifiant la loi de la Gendarmerie royale à cheval du Nord-Ouest, Statuts du Canada, 1919 (2<sup>e</sup> session), ch. 28.

Parallèlement, les cinq laboratoires judiciaires et les services de l'identité mis sur pied par la G.R.C., apportent à tous les corps de police canadiens, aux organismes judiciaires autorisés ainsi qu'aux tribunaux criminels, l'assistance technique et scientifique et fournissent les données nécessaires à l'identification des criminels. La G.R.C. a établi, en outre, le Centre d'information de la police canadienne, système électronique d'information sur les biens et les véhicules volés, les armes à feu enregistrées et les personnes recherchées au Canada qui, grâce à un ensemble de plus de huit cents terminaux disséminés à travers le pays, dessert tous les corps policiers.

[193]

En plus de collaborer avec les services de police, la G.R.C. assume des responsabilités auprès de divers organismes et ministères gouvernementaux tant fédéraux que provinciaux. C'est ainsi qu'elle procède notamment aux enquêtes requises dans certains cas pour l'application des lois concernant la faillite et l'impôt sur le revenu, assiste les employés du ministère de l'Agriculture dans l'application des règlements sur le pari mutuel aux pistes de course et à la suite d'une entente conclue avec le ministère des Transports, elle se charge de la surveillance de plusieurs aéroports nationaux.

La G.R.C effectue aussi, à la demande des organismes provinciaux intéressés aux valeurs mobilières, des recherches sur les activités illégales dans ce domaine ainsi que des enquêtes en matière de fraude commerciale ou autres dont les gouvernements peuvent être victimes.

C'est à la police fédérale enfin qu'il incombe d'assurer la protection du gouverneur général du Canada, des ministres du Cabinet fédéral, des hauts fonctionnaires, des diplomates et des chefs d'États étrangers en visite au Canada.

Le Canada étant devenu membre de l'Organisation internationale de police criminelle en 1949, la G.R.C. participe aux travaux de l'Interpol ; un de ses commissaires, W.L. Higgit, a d'ailleurs été élu président de ladite organisation en 1972.

La G.R.C. a en somme un rôle sur le plan national et international, mais aussi provincial et municipal. En effet, à la suite d'ententes conclues avec l'approbation du gouverneur général en conseil, entre le

ministre responsable devant la Chambre des communes, soit le solliciteur général du Canada, et les gouvernements de huit des dix provinces canadiennes, la G.R.C. est mandatée par chacune d'elles et seuls le Québec et l'Ontario maintiennent leurs propres Sûretés provinciales.

[194]

Depuis 1935, la G.R.C. remplit également la tâche de force policière municipale dans certaines villes dont le nombre atteignait en 1973 un total de 169.

La G.R.C. demeure en outre l'unique service policier dans les territoires du Nord-Ouest et dans le territoire du Yukon.

### *b) L'organisation actuelle de la G.R.C.*

Les multiples activités de la G.R.C. nécessitent un personnel qui dépasse actuellement 13 000 policiers.

En vertu de la loi sur la Gendarmerie royale du Canada (S.R.C., 1970, ch. R-9), l'administration générale de cette force est confiée à un commissaire qui agit sous la direction du solliciteur général du Canada.

Le commissaire est assisté de trois adjoints : le sous-commissaire des opérations qui a autorité sur toutes les activités de la force directement reliées aux crimes, le sous-commissaire de l'administration responsable du recrutement et du personnel en général, de l'approvisionnement ainsi que des activités aériennes et maritimes de la Gendarmerie et le sous-commissaire des services nationaux de police qui est en charge du Centre d'information, des laboratoires judiciaires, des services de l'identité, des dossiers, des systèmes de télécommunication employés par la force et du Collège canadien de police.

Les quartiers généraux de la G.R.C. sont situés dans la capitale nationale et des divisions, dites divisions d'exécution, sont établies dans chacune des dix provinces.

[195]

Une division spéciale située à Ottawa contrôle les activités de la G.R.C. dans les territoires du Nord-Ouest, dans le territoire du Yukon ainsi que dans certains secteurs septentrionaux de la Colombie britannique et de l'Alberta.

Toutes ces divisions d'exécution se répartissent en 91 détachements disséminés à travers le pays. Outre les divisions, deux services spéciaux appuient les activités de la police fédérale : le service de la marine intégré dans les structures de la G.R.C. en 1932 dirige la surveillance des grands cours d'eau intérieurs du Canada et la patrouille des eaux territoriales du pays dans l'Atlantique, le Pacifique et les Grands Lacs ; le service de l'air établi en 1937 sert principalement au transport des prisonniers, des témoins, des malades mentaux et des membres de la G.R.C. Ce service est utilisé aussi pour transporter le matériel, l'équipement ou les provisions, dans des situations d'urgence ou lorsque les autres moyens de transport sont insuffisants ou inexistant dans une région. Le service de l'air assume également la recherche de personnes disparues, la localisation des cadavres de noyés et l'exécution de la loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (S.R.C., 1970, ch. M-12).

Grâce à ses deux divisions d'instruction, la G.R.C. assure elle-même la formation et le perfectionnement de son personnel.

Pour faire partie de la police fédérale, le candidat doit être canadien, célibataire, avoir entre 18 et 30 ans, savoir écrire, parler et lire le français ou l'anglais, détenir un permis de conduire de véhicule automobile, réussir divers contrôles de connaissances générales et d'aptitudes, et avoir reçu le degré de scolarité requis. Il doit mesurer entre cinq pieds et huit pouces et six pieds et cinq pouces et subir avec succès des examens médicaux minutieux.

[196]

L'entraînement des recrues s'étend sur une période d'un an. Dans une première étape d'une durée de 13 semaines, on enseigne les règlements disciplinaires et on dispense l'entraînement physique dont le judo, la boxe, la natation, l'équitation et le maniement des armes à feu.

Une seconde étape d'une durée égale est consacrée à l'acquisition des connaissances théoriques et techniques et comprend des cours sur

des sujets tels que le Code criminel, les législations fédérales, les règles de preuve et de procédure en matière criminelle, les soins d'urgence, l'identification des délinquants, les techniques de patrouille ou encore le contrôle des foules.

Pendant le reste de cette année de formation, les recrues sont affectées aux divers détachements régionaux en vue des stages pratiques.

Le Collège canadien de police mis sur pied par la G.R.C. organise en outre des cours et des conférences sur des problèmes spécifiques et offre un enseignement spécialisé autant à ses propre officiers qu'aux fonctionnaires et administrateurs désireux de compléter leur formation.

[197]

Tableau 11  
Augmentation des effectifs et des frais d'opération de la G.R.C.  
depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle

[Retour à la table des matières](#)

Année	Effectifs	Frais d'opération en dollars
1900	936	843 989
1905	813	1 013 309
1910	649	713 813
1915	929	1 395 022
1920	1 671	3 927 799
1925	977	2 062 493
1930	1 245	2 954 587
1935	2 573	5 929 815
1940	2 552	5 194 939
1945	2 642	7 283 610
1950	3 489	19 800 688
1955	5 376	36 557 371
1960	6 509	56 023 194
1965	7 398	81 958 846
1970	9 498	146 304 796
Relevé annuel depuis 1971		
1971	10 384	169 369 000
1972	11 058	203 569 000
1973	12 018	221 080 000
1974	12 744	(2)

1. Ces données ne comprennent pas le personnel administratif et les fonctionnaires à l'emploi de la G.R.C.
2. Chiffre non disponible au moment d'aller sous presse.

[198]

## **LES FORCES DE POLICE PROVINCIALES**

### *a) Aperçu historique*

Seuls le Québec et l'Ontario maintiennent encore leurs propres Sûretés provinciales. Les autres provinces canadiennes ont elles aussi, à un moment donné, organisé une force de police. Ainsi, la Colombie britannique s'est dotée d'une sûreté dès 1858, l'Alberta et la Saskatchewan en ont fait autant en 1917 et Terre-Neuve maintenait, avant son entrée dans la Confédération, un service de police appelé *Newfoundland Rangers*. Ces corps de police provinciaux ont toutefois été remplacés par la Gendarmerie royale du Canada.

La police du Québec fut créée en 1870 (Acte pour établir un système général de police en cette province, Statuts du Québec, 1870, 33 Victoria, ch. 24) et celle de l'Ontario en 1909 (Arrêtés en conseil du 13 octobre 1909 et du 4 février 1910 ; *The Constables Act, Statutes of Ontario*, 1910, 10 Edouard VII, ch. 39) ; mais cette province employait depuis 1877 des *Provincial Constables*, policiers dont la juridiction s'étendait à tout son territoire.

À l'origine, les forces de police provinciales avaient, entre autres, pour mission de corriger ou compenser les lacunes des corps de police municipaux ou de comtés. Actuellement, la force de police provinciale de l'Ontario, *Ontario Provincial Police Force*, et la Sûreté du Québec sont responsables de l'application des législations fédérales et provinciales sur les territoires de ces provinces qui ne sont pas desservis par un service de police local. Elles agissent dans les situations d'urgence et leurs services spécialisés, tels que les services d'enquêtes criminels et d'identité judiciaire, appuient les opérations des autres Sûretés.

[199]

En fait, les polices provinciales interviennent surtout dans les cas de délits graves, tels le meurtre, l'incendie criminel ou le vol qualifié et assument un important rôle de coordination, de centralisation et de codification de données et de renseignements.

### *b) L'organisation des forces de police provinciales*

En ce qui a trait aux structures au Québec, le commandement général de la police provinciale est confié à un officier qui a le titre de directeur général de la Sûreté. Il est assisté de quatre directeurs généraux adjoints, d'un administrateur et d'un contrôleur général du personnel. Chacun des assistants du directeur général est responsable d'un des grands services de la Sûreté qui comprend sept divisions principales chargées d'administrer les secteurs particuliers de ses opérations.

C'est ainsi que les services spéciaux de renseignements et de sécurité ont pour mission, par exemple, d'assurer la protection des ministres et des hauts fonctionnaires québécois ainsi que celles des dignitaires étrangers de passage, tout en ayant la responsabilité des renseignements concernant la sécurité de l'État.

Les services de planification ont la charge de la documentation et compilent les statistiques officielles de la criminalité dans la province. Un groupe de spécialistes est préposé à l'équipement électronique et celui de la recherche a pour tâche d'étudier le fonctionnement de la force afin de proposer des mécanismes et de nouvelles techniques susceptibles d'en améliorer l'efficacité.

Le service du personnel s'occupe de son recrutement, de son perfectionnement et de son affectation, soit de la répartition des postes à travers la province, ainsi que des bonnes relations de travail au sein de la Sûreté.

[200]

Le service des communications, finalement, est chargé du maintien et du développement du système radio ainsi que des communications à l'intérieur de la Sûreté et avec les autres services de police.

Les services administratifs, pour leur part, sont responsables de la comptabilité et de la gestion, et aussi de l'information assurée au public.

Le bureau du quartier-maître qui est intégré aux services administratifs, fournit aux agents et aux employés civils l'équipement et le matériel dont ils ont besoin, tandis que les projets immobiliers, soit l'acquisition, la construction, la réparation ou la modification des édifices occupés par le personnel de la Sûreté ou destinés à l'être, relèvent d'une équipe spécialement constituée à cet effet.

Les services techniques comprennent les archives de la Sûreté, la section des permis qui délivre aux constables spéciaux, aux dépositaires, aux transporteurs, aux vendeurs et aux propriétaires d'explosifs, aux propriétaires d'armes à feu ainsi qu'aux agences d'investigation ou de sécurité, les permis sans lesquels ils ne peuvent légalement exercer leurs activités professionnelles ou posséder armes ou explosifs. Font aussi partie des services techniques, le service de l'identité judiciaire qui regroupe la centrale d'information, le bureau des casiers judiciaires, la section des empreintes digitales et celle des photos faites sur les lieux des crimes, ainsi que les services auxiliaires dont les employés sont chargés des télécommunications, de l'acquisition et de l'entretien des véhicules et de la surveillance des édifices gouvernementaux.

Le service des opérations contrôle les activités policières visant directement au maintien de l'ordre, à la détection des délits et à l'arrestation des criminels. Ce service regroupe les enquêteurs et les conseillers de la Sûreté en matière de sécurité routière, de [201] mesures d'urgence, d'enquêtes criminelles et d'application des lois relatives aux alcools et à la moralité.

Pour assurer une répartition équitable des services policiers sur l'ensemble du territoire, la province est divisée en huit districts. Dans chaque district, les agents sont soumis aux ordres d'un commandant et contrôlés par un chef surveillant. Les districts comptent généralement une escouade de la moralité, une unité d'urgence, des services d'enquêtes criminelles et de sécurité routière et les unités locales de l'administration, du personnel et de l'assistance technique.

Dans chacun des districts, les effectifs de la force sont partagés entre plusieurs postes, 108 au total, établis dans les principales

localités de la région. A l'intérieur des districts les plus importants, soit ceux du Bas Saint-Laurent, de Québec et de Montréal, les postes sont regroupés en sections qui sont contrôlées par des chefs surveillants. Chacun de ces trois grands districts compte trois sections, sans compter la section spéciale du Nouveau-Québec rattachée au district de Montréal.

L'organisation de la police provinciale de l'Ontario prévoit également une division du travail et une spécialisation particulière des policiers et des employés civils.

La Sûreté de l'Ontario est administrée par un commissaire assisté d'un directeur du personnel et de deux sous-commissaires dont l'un est responsable de la direction des services et l'autre de la direction des opérations.

La direction des services comprend trois divisions. La division de l'administration a la charge de la comptabilité, de la planification et de l'émission des permis aux propriétaires d'armes à feu, aux détectives privés et aux agents de sécurité.

[202]

La division des services du personnel regroupe le bureau du quartier-maître, la section des communications, des archives et des statistiques, la section du transport qui administre les garages, ainsi que l'acquisition et l'entretien des véhicules, et la section de l'entraînement qui assure la formation des recrues et le perfectionnement des agents.

La division des services spéciaux est composée, pour sa part, des services spécialisés dans la sécurité, les enquêtes criminelles, l'application des lois relatives aux alcools ainsi que dans la lutte contre certaines activités criminelles, tels le crime organisé, le vol de métaux précieux, les jeux de hasard ou encore le vol de véhicules automobiles.

Chacune des divisions est dirigée par un commissaire adjoint et un surintendant en chef.

La direction des opérations contrôle la division des services mobiles et la division de la circulation routière. La première de ces deux divisions est responsable de la surveillance du territoire et de la planification des mesures d'urgence, tandis que la deuxième est

responsable de l'application des lois et des règlements relatifs à la circulation. Au sein de cette division, une section de la prévention des accidents a la charge d'informer les jeunes et le public en général sur les règles de conduite des véhicules automobiles et de promouvoir le respect des principes de la sécurité routière.

La province est divisée en 17 districts de police contrôlés par la direction des opérations. Chaque district compte un surintendant, un inspecteur, un sergent-déetective et un sergent de la circulation en plus des agents de police, des spécialistes des communications et de l'identité judiciaire et du personnel civil nécessaire. Les effectifs de ces districts sont répartis dans des détachements disséminés à travers l'Ontario.

[203]

La Sûreté de l'Ontario compte présentement 185 détachements permanents auxquels s'ajoutent huit détachements d'été établis durant la saison estivale dans les lieux de villégiature les plus fréquentés.

### *c) Le recrutement et la formation des policiers provinciaux*

La législation ontarienne sur la police (*The Police Act, Revised Statutes of Ontario*, 1970, ch. 351) stipule que le lieutenant gouverneur en conseil de la province peut déterminer par règlement les exigences auxquelles doivent répondre les aspirants policiers.

Dans la loi de police du Québec (Statuts du Québec, 1968, ch. 17), le législateur prévoit également les principales conditions que doit remplir tout candidat policier et confie à la Commission de police de la province, la tâche de définir les qualités supplémentaires dont doivent faire preuve les aspirants.

La réglementation adoptée en application de la loi de police ontarienne (*Regulation 680 under the Police Act., Revised Regulations of Ontario*, 1970) et le "Règlement relatif aux normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux" élaboré par la Commission de police du Québec et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province

(Arrêté en conseil 461 du 3 février 1971) établissent les critères de sélection.

En résumé, selon ces deux textes, il faut, pour devenir policier provincial, être citoyen canadien, majeur, de bonnes moeurs et de taille moyenne ou supérieure à la moyenne, avoir le degré de scolarité requis et réussir les épreuves de qualification, les tests d'aptitude, ainsi que satisfaire aux examens médicaux obligatoires.

[204]

L'Ontario et le Québec ont établi, par ailleurs, deux des plus importantes institutions de formation policière au Canada : le Collège de police de l'Ontario qui existe depuis 1960 (*The Police Amendment Act*, 1960, S.O., ch. 84, art. 4) et l'Institut de police du Québec fondé en 1961 sous le nom d'École de police du Québec et réorganisé en 1968 (Loi sur la Sûreté provinciale, 1960-61, S.Q., ch. 18, art. 26 ; Loi de police, 1968, S.Q. ch. 17, art. 74).

Ces écoles dispensent les cours de base aux recrues des Sûretés provinciales et à celles des autres corps de police du Québec ou de l'Ontario. Elles offrent, en outre, aux agents de police, aux officiers des Sûretés de même qu'aux employés de divers ministères gouvernementaux, des cours de recyclage et de perfectionnement en techniques policières, en administration et en gestion du personnel. L'enseignement comprend celui des techniques policières, des principaux textes législatifs et réglementaires que la police doit faire respecter, ainsi que les rudiments de la preuve et de la procédure en matière criminelle.

Les recrues suivent, en outre, un entraînement physique intensif et s'exercent au maniement des armes à feu.

#### *d) La discipline et les conditions de travail dans les Sûretés provinciales*

Le Code disciplinaire inclus dans les règlements d'application de la loi de police de l'Ontario (*Regulation 680, Schedute, R.R.O.*, 1970) distingue onze manquements, ou catégories de manquement, dont entre autres la conduite déshonorante, la fraude, la corruption, l'abus

de confiance, l'insubordination, l'oubli du devoir, la détérioration d'équipement, ou encore le fait de prêter de l'argent à un supérieur ou d'en emprunter d'un subalterne.

[205]

Lorsqu'un membre de la Sûreté de l'Ontario est accusé d'avoir commis une infraction au Code de discipline, il doit subir un procès devant le commissaire ou devant un officier supérieur désigné par ce dernier. S'il est jugé coupable, il reçoit une sentence dont la sévérité correspond, selon l'évaluation de l'officier président au procès, à la gravité de l'infraction commise. Lorsque la faute est considérée comme mineure dans les circonstances, le coupable peut être simplement réprimandé ou voir sa période de vacances, ou de permission, réduite de cinq jours au plus, ou encore perdre par confiscation le salaire équivalant à trois jours de travail ou moins.

Par contre, si l'infraction commise est grave, le policier peut être relevé de ses fonctions ou on peut exiger qu'il remette sa démission, auquel cas s'il refuse de démissionner dans les sept jours du jugement définitif, il peut être congédié sans aucune autre formalité.

Les sanctions imposées aux policiers coupables de manquements graves à la discipline comprennent aussi la rétrogradation ou la cassation, la confiscation du salaire correspondant à la rémunération d'un maximum de cinq jours de travail, la perte de vingt jours de congé ou de permission au plus, et la réprimande.

En outre, lorsqu'un membre de la Sûreté provinciale est suspecté d'avoir enfreint une loi fédérale, une loi ontarienne ou le Code de discipline, le commissaire, un sous-commissaire ou un commissaire adjoint, peuvent le suspendre jusqu'à ce que sa culpabilité, ou son innocence, ait été établie.

Si à titre de Policiers, les membres des Sûretés provinciales doivent, sous peine de sanctions sévères, respecter les règles disciplinaires de leur service et obéir aux ordres de leurs supérieurs, ils jouissent en tant que travailleurs de droits que leur reconnaissent expressément les législations provinciales.

[206]

Aussi, à l'instar des autres salariés et tout comme les autres agents de police canadiens, les policiers provinciaux se sont regroupés en associations professionnelles chargées de défendre leurs droits et de promouvoir leurs intérêts.

Au Québec, une loi spéciale définit les principes de la syndicalisation des agents de la Sûreté (Loi concernant le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec, Statuts du Québec, 1968, ch. 19). En vertu de cette loi, seule une association regroupant la majorité absolue des membres de la Sûreté, composée exclusivement de membres de cette force et complètement indépendante de toute autre organisation, peut être reconnue comme représentant de tous les policiers provinciaux.

Cette législation, interdit cependant aux policiers provinciaux de faire la grève et prévoit la constitution d'un comité paritaire et conjoint de qui relève la négociation des conventions collectives et la décision en ce qui a trait aux griefs.

En Ontario, la loi sur la police n'élimine pas le droit de grève, mais elle détermine les procédés qui doivent être respectés dans la négociation des contrats collectifs de travail, le règlement des griefs, la conciliation et l'arbitrage des différends.

#### *d) Les Commissions de police*

La Commission de police de l'Ontario fut établie en 1962 (*The Police Amendment Act*, 1961-1962, S.O., ch. 105) et celle du Québec en 1968 (Loi de police, 1968, S.Q., ch. 17). Les autorités législatives de ces deux provinces visaient par la constitution de ces organismes des objectifs identiques, soit l'organisation d'un système central de compilation de statistiques et de renseignements concernant la criminalité sur le territoire, l'amélioration de communications des [207] données, l'uniformisation du mode de recrutement et l'élaboration de nouveaux programmes d'entraînement, ainsi que l'application de standards unifiés d'évaluation de l'efficacité des corps policiers.

Pour réaliser ces objectifs, les Commissions disposent de vastes pouvoirs dans les domaines de la réglementation, de la recherche, du contrôle et de la surveillance des services de police. Ainsi la Commission de police du Québec peut, par règlement, fixer les critères d'admission dans les corps de police, prescrire les cours de formation et de perfectionnement dispensés par les écoles de police,

déterminer les livres, les archives et les statistiques que les forces policières de la province doivent tenir ou compiler, ou encore élaborer les règles d'éthique à respecter.

Les Commissions peuvent aussi faire des enquêtes sur des phénomènes spécifiques de la criminalité. En 1972 par exemple, le lieutenant-gouverneur en conseil du Québec a confié à sa Commission de police une vaste enquête sur les activités, les ramifications et les membres de l'organisation du crime organisé. Parallèlement, les Commissions font des enquêtes sur les divers aspects de l'administration policière. C'est ainsi que la Commission de police de l'Ontario peut, de son propre chef, examiner la conduite de tout membre de la force de police provinciale et d'elle-même, ou à la demande d'un conseil municipal, enquêter sur la conduite d'un chef de police, d'un officier ou d'un agent, d'un constable spécial, ou encore d'un agent d'application des règlements municipaux, de même qu'étudier l'administration et les besoins d'une localité en matière de police.

À la suite d'une enquête de ce genre, la Commission peut suggérer au procureur général de la province, la destitution, la rétrogradation, ou la mise à la retraite d'un membre d'un corps de police, recommander aux autorités policières locales les mesures nécessaires à l'amélioration de leur service et même demander au commissaire de [208] la force de police provinciale d'exercer une sorte de tutelle à l'égard d'un corps de police municipal considéré comme inadéquat.

La Commission de police du Québec a le pouvoir, en outre, d'annuler toute résolution d'un conseil municipal visant la destitution ou la réduction du traitement d'un membre de la police locale.

La Commission de police de l'Ontario surveille, pour sa part, l'application des règles de discipline au sein de tous les corps de police en entendant les appels interjetés devant elle par tout policier visé par une décision disciplinaire rendue par ses supérieurs.

[209]

## ***SERVICES POLICE MUNICIPALES***

### *a) La situation actuelle des services de police municipaux*

De tous les services policiers qui existent actuellement au Canada, ce sont les corps municipaux qui sont les plus anciens. Incorporée en 1834, la ville de Toronto se dotait dès l'année suivante d'une Sûreté composée d'un chef de police et de cinq constables, puis en 1859 elle mettait sur pied un véritable département de police dont les effectifs s'élevaient à 32 hommes. En 1865, après avoir connu diverses formes de structures policières, la ville de Montréal organisait elle aussi un département de police qui comptait à l'origine 125 membres. Depuis, les corps de police municipaux n'ont cessé de se développer, mais c'est depuis une époque relativement très récente qu'ils sont en train d'évoluer vers une centralisation administrative.

Cette phase cruciale de transformation des services policiers locaux consiste dans le regroupement, la centralisation et l'unification des normes.

On assiste, en effet, depuis quelques années à la fusion ou à l'association de plusieurs villes et au développement d'agglomérations régionales ou métropolitaines. C'est ainsi que la municipalité métropolitaine de Toronto a été incorporée en 1953 et la Corporation métropolitaine du grand Winnipeg en 1960 ; la Communauté urbaine de Montréal et celle de Québec, de même que la Communauté régionale de

Outaouais furent organisées en 1970, tandis que la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, celles de Niagara, de York, de Sudbury et de Waterloo, ainsi que la municipalité de district de Muskoka furent mises sur pied entre 1969 et 1973.

Chacune de ces agglomérations regroupe plusieurs localités qui planifient ensemble l'utilisation de leurs ressources en vue de la [210] coordination et de l'intégration des services de santé, d'aqueducs, de

transport en commun, d'aménagement, de récréation et de police. C'est ainsi que les agglomérations de Montréal, de Toronto, de Waterloo et de York ont complété le fusionnement des forces de police que maintenaient auparavant leurs composantes, tandis que dans les municipalités régionales de Niagara et de Sudbury, l'intégration des diverses forces policières locales reste encore partielle.

L'exécution des politiques de regroupement municipal entraîne en somme la création de services de police considérables dont l'administration générale est centralisée, mais qui disposent de ressources humaines et matérielles plus importantes tout en étant investis d'une juridiction territoriale accrue.

La centralisation de l'administration policière peut aussi être réalisée grâce à une entente intermunicipale aux termes de laquelle deux ou plusieurs localités avoisinantes conviennent de mettre sur pied un service de police commun ayant juridiction sur l'ensemble de leurs territoires, ou par laquelle une ville consent à fournir les services de sa Sûreté à une ou plusieurs autres localités qui soumettent leurs territoires à la juridiction de ce corps de police et acceptent de rembourser les dépenses supplémentaires occasionnées par cet accroissement des charges.

### *b) Les structures des forces de police municipales*

Les mesures tendant à la concentration progressive de l'autorité au sein des services policiers municipaux et les efforts d'uniformisation entrepris par les responsables de l'administration policière et surtout par les Commissions de police du Québec et de l'Ontario ne visent pas à éliminer les caractéristiques individuelles des forces de police locales.

[211]

Dans les petites agglomérations, les forces de police ne sont pas obligées d'établir des structures rigides, ni d'effectuer une division radicale des tâches entre leurs membres, mais l'étude des mécanismes communs aux Sûretés municipales numériquement les plus importantes permet de dégager des caractéristiques qui leur sont communes.

C'est ainsi que toutes les Sûretés municipales sont dirigées par un chef de police à qui est confiée l'administration générale du service. Le chef de police est assisté d'adjoints ou de surintendants qui sont chargés du contrôle d'une ou de plusieurs des divisions que comprend la force locale. Le nombre de ces divisions dépend des effectifs disponibles et du degré de spécialisation que l'on désire atteindre. On trouve cependant dans tous les grands corps de police municipaux au moins trois divisions dont celle de l'administration, de la surveillance du territoire et des enquêtes criminelles.

À l'instar des structures des corps policiers municipaux, la division de l'administration gère le budget et assure le recrutement et l'entraînement du personnel. La division est aussi responsable du fonctionnement d'un service de renseignements et de la compilation des rapports et des dossiers remplis par les policiers.

Ses représentants font l'inspection des postes de police, veillent à l'entretien et au renouvellement de l'équipement ainsi qu'à l'efficacité du système de communications utilisé, planifie les activités policières et étudie les nouvelles techniques propres à en améliorer le rendement.

Une unité a la charge des relations entre la police et la communauté et un bureau spécial qui peut faire partie de la division ou être indépendant, mène toutes les enquêtes relatives aux plaintes adressées contre la Sûreté, ou contre un policier en particulier.

[212]

De par l'ampleur de ses effectifs, la division de la surveillance du territoire est la plus importante. Les municipalités sont généralement divisées en districts, ou secteurs, entre lesquels est réparti le personnel policier. Les membres de la division de surveillance ont pour mission de patrouiller le secteur auquel ils sont assignés et ils peuvent être chargés aussi du contrôle de la circulation automobile, mais étant donné l'ampleur des problèmes, certaines villes préfèrent confier cette tâche à une division spéciale.

Les patrouilles sont généralement motorisées et disposent de voitures, de motocyclettes et d'ambulances, ce qui leur permet d'intervenir dans les cas d'accidents, pour le transport des blessés et pour celui des malades.

Certaines villes ont aussi des unités de policiers à cheval qui surveillent les grands parcs et les localités situées près des grandes étendues d'eau ont une escouade équipée de bateaux.

La division de la surveillance dispose généralement d'un service qui intervient dans les situations exceptionnelles de désordres provoquées lors des rassemblements et des manifestations.

Étant donné la nature de leurs attributions, les membres de la division de surveillance sont continuellement en contact avec la population et en vue d'une meilleure collaboration, on met sur pied des programmes destinés à encourager les citoyens à participer à la prévention du crime.

C'est ainsi, par exemple, qu'un programme connu à Toronto et à Ottawa sous le nom de *Area Foot Patrol* prévoit que des policiers possédant une connaissance approfondie des problèmes particuliers au centre de la ville et des personnes qui y habitent le patrouillent afin de mieux adapter leurs activités aux besoins de la population.

[213]

Le programme *Crime Stop* organisé par la Sûreté de Vancouver en vue de prévention, dans un district municipal densément peuplé, consiste à ramasser des renseignements et à discuter avec les citoyens impliqués afin de rendre l'intervention de la police mieux adaptée à leurs besoins.

À Hamilton, l'opération *Crime Desk*, soit la présentation d'une émission télévisée hebdomadaire destinée à renseigner la population sur le rôle de la police et sur ses activités dans leur communauté, a été considérée comme un succès et introduite par la suite dans plusieurs autres villes.

La division des enquêtes criminelles, pour sa part, a la charge d'élucider les infractions les plus graves.

Elle est divisée en escouades, dont celles de la moralité, des fraudes et contrefaçons, des recherches de véhicules automobiles volés et d'enquêtes sur les meurtres et les disparitions.

Les agents et les détectives qui travaillent dans cette division, collaborent avec le bureau d'identification et le laboratoire judiciaire

de la police municipale, ou celui mis à sa disposition par un autre corps de police.

Le personnel de plusieurs Sûretés locales augmente rapidement. En 1970 par exemple, le service de police de la municipalité métropolitaine de Toronto comptait 4 597 membres dont 1 233 n'étaient pas des policiers mais des fonctionnaires civils. En plus du personnel, les Sûretés municipales emploient d'autres civils pour qui les échelles de salaires sont sensiblement inférieures à celles des policiers.

C'est ainsi que certaines Sûretés postent aux abords des écoles des gardes spéciaux qui veillent à la sécurité des enfants et peuvent [214] interrompre la circulation pour permettre aux écoliers de traverser sans danger les rues. À Toronto, on a mis sur pied une unité de contrôle du stationnement dont les membres ne jouissent pas du statut de policier mais sont investis du pouvoir de faire observer les règlements municipaux et d'imposer des amendes.

Les services auxiliaires de la police de ce type permettent aux municipalités de réaliser des économies substantielles en embauchant une main-d'oeuvre non spécialisée, aussi bien féminine que masculine, qui ne jouit pas, par conséquent, des mêmes droits à la pension et aux avantages sociaux que le personnel policier proprement dit.

### *c) Le recrutement et la formation des agents de police municipaux*

Les autorités législatives provinciales ont le pouvoir de fixer les qualifications requises pour les policiers municipaux, mais elles demeurent très variables.

En effet, dans la plupart des provinces canadiennes, c'est le conseil municipal de chacune des agglomérations dotées d'un service de police qui fixe, par règlements, les normes d'embauche.

Toutefois en Ontario, les principales aptitudes exigées des policiers municipaux sont précisées dans la réglementation adoptée par le lieutenant-gouverneur en conseil et par la Commission de police. Au Québec également, la législature provinciale a défini les exigences

fondamentales auxquelles doivent répondre les agents de police provinciaux et municipaux et ces prescriptions législatives sont complétées par les dispositions des règlements édictés par la Commission de police de la province.

[215]

Il n'en reste pas moins que les lois et les règlements relatifs au recrutement des agents de police, adoptés ou approuvés par les autorités compétentes ne privent pas les conseils municipaux du Québec et les Comités de commissaires de police de l'Ontario de leur pouvoir d'imposer des normes de recrutement supplémentaires.

Par ailleurs, dans certaines municipalités, le programme de formation des agents de police consiste à faire travailler les recrues avec des policiers d'expérience pendant quelques semaines, tandis que d'autres considèrent cet entraînement comme insuffisant.

Les Commissions de police du Québec et de l'Ontario ont élaboré d'ailleurs une série de cours qui sont dispensés par les écoles de police de ces provinces et que les recrues doivent suivre avant d'entrer définitivement en fonction. La ville de Toronto, pour sa part, a mis sur pied dès 1886 une école de police qui a assuré la formation et le perfectionnement de ses policiers jusqu'en 1968, date de son intégration au Collège de police de l'Ontario.

Les programmes des cours dispensés aux recrues par les écoles des corps policiers de Vancouver et Montréal témoignent également du souci de professionnalisation.

La formation de base exigée pour les agents de la police de Vancouver dure 17 semaines, tandis que celle du service de police de la Communauté urbaine de Montréal s'échelonne sur 43 semaines.

Pendant les 12 premières semaines, les recrues suivent des cours sur l'administration municipale, l'organisation de la police, le Code de discipline du service, le droit criminel, les règlements municipaux, les lois concernant la circulation, les méthodes de patrouille, les techniques ambulancières, la rédaction des rapports, les relations humaines et le contrôle des foules.

[216]

Durant les 24 semaines suivantes, les élèves reçoivent 12 assignations différentes, ce qui leur permet de se familiariser avec les fonctions policières. Pendant les sept dernières semaines, ils complètent leur formation par des cours sur les principales lois qu'ils devront faire appliquer, les techniques policières et les sciences humaines. Les candidats policiers sont soumis, en outre, pendant la durée de leur apprentissage à un entraînement physique rigoureux. Parallèlement, le service encourage tous ses membres à suivre des cours de perfectionnement en leur offrant une aide financière, des bourses d'études ou le remboursement de 85% de leurs frais de scolarité et en acceptant de modifier au besoin leurs horaires de travail et de changer leur affectation.

*d) La discipline et les conditions de travail  
au sein des corps de police municipaux*

La plupart des règlements disciplinaires en vigueur dans les Sûretés municipales sont inspirés de la discipline militaire et en ce qui concerne les inconduites les plus graves, du Code criminel canadien. Plusieurs corps policiers, tout en exigeant l'observation des règles de conduite inspirées de l'éthique professionnelle et le respect des structures hiérarchiques, mettent l'accent cependant sur la participation des agents à l'orientation du service et au développement de ses opérations dans la communauté plutôt que sur leur soumission aux directives péremptoires. Cette politique, qui fait appel à l'esprit d'équipe et à la conscience professionnelle peut, en effet améliorer de façon sensible les relations de travail et contribuer à l'augmentation de l'efficacité des forces policières.

Les conditions de travail des policiers municipaux ont connu une évolution notable. La majorité des agents sont désormais membres des associations professionnelles qui négocient avec les autorités locales les conventions collectives, soit les échelles de salaires, [217] les avantages sociaux, l'attribution des promotions et aussi la procédure à respecter dans les cas de griefs.

Les fraternités de policiers ont établi des caisses d'économie et des caisses de retraite qui ont amélioré la sécurité financière de leurs membres.

Comme la plupart des syndicats regroupant des agents de la paix sont autonomes, les conditions de travail établies par les conventions collectives varient d'un service à l'autre tout en étant, dans l'ensemble, sensiblement améliorées par rapport aux années 1960. À Montréal par exemple, le salaire annuel des policiers de première classe est passé de \$4 800 en 1960 à \$9 815 en 1970 et en Ontario, le salaire annuel moyen des agents municipaux de première classe a connu une augmentation de 54% entre 1968 et 1972.

La hausse des traitements et l'accroissement des avantages sociaux accordés aux agents de police ont entraîné une augmentation notable du coût de la police pour les municipalités. C'est ainsi que l'étude des états financiers de Vancouver révèle que cette ville qui, en 1962, consacrait à l'administration policière la somme de \$6 380 000, soit 13,7% de son budget total, dépensait en 1972 plus de \$14 430 000, soit 15,4%, tandis que la municipalité métropolitaine de Toronto a vu ses dépenses de police augmenter de 81% entre 1968 et 1972.

Si les fortes hausses de salaires n'ont contribué qu'en partie à la hausse totale des coûts, il n'en reste pas moins que les dépenses relatives au personnel policier comptent pour plus de 80% des frais encourus par les Sûretés et que cette proportion ne cesse d'augmenter.

[218]

### 3. LES LIMITES DES POUVOIRS DE LA POLICE

[Retour à la table des matières](#)

Il n'existe pas de relevé unique des pouvoirs et des devoirs de la police, ceux-ci étant disséminés à travers le Code criminel et les diverses lois fédérales et provinciales. Quant aux limites, elles sont contenues implicitement dans l'étendue des pouvoirs octroyés. De plus, le principe fondamental du respect de la liberté des citoyens, inspiré de la tradition de *Common Law* britannique, impose une limite générale en matière de pouvoir policier et constitue un des postulats de base du droit criminel canadien.

La première partie de cette section est consacrée aux pouvoirs prévus par le Code criminel, texte de loin le plus important en cette matière. La seconde partie traite, d'une façon spécifique, des pouvoirs spéciaux dont sont investies certaines forces policières en vertu des lois fédérales et provinciales.

[219]

#### ***LES POUVOIRS DU POLICIER EN VERTU DU CODE CRIMINEL***

##### *a) La notion d'agent de paix*

Le Code criminel canadien accorde d'une façon générale aux "agents de la paix", des pouvoirs en matière d'investigation policière. L'expression "agents de la paix" désigne les membres des corps de police lorsqu'ils sont chargés expressément de l'application du Code et qu'ils agissent à ce titre. Ce peut donc être, suivant les circonstances, un membre de la Gendarmerie royale du Canada, d'un corps de police provincial ou municipal.

L'expression "agent de la paix" ne désigne pas uniquement le policier, mais englobe plusieurs individus dont il convient de reproduire l'énumération qui en est faite à l'art. 2 C. Cr. :

- i) un maire, préfet, shérif, shérif adjoint, officier du shérif et un juge de paix ;
- ii) un directeur, sous-directeur, instructeur, gardien, geôlier, garde et tout autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison ;
- iii) un officier de police, un agent de police, huissier, constable, ou autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique ou à la signification ou à l'exécution des actes judiciaires au civil ;
- iv) un fonctionnaire ou une personne possédant les pouvoirs d'un préposé des douanes ou de l'accise lorsqu'il exerce une fonction dans l'application de la Loi sur les douanes ou de la Loi sur l'accise ;
- v) le pilote commandant d'un aéronef pendant que l'aéronef est en vol ;
- vi) les officiers et hommes des Forces armées canadiennes assignés à certaines fonctions spéciales en vertu de la Loi sur la défense nationale.

Donc ces individus sont des agents de la paix lorsqu'ils sont confrontés avec une situation où ils doivent faire respecter le Code criminel ; dès lors, leurs pouvoirs et leurs responsabilités sont [220] régis par les dispositions de cette loi. Il va de soi que ce sont les policiers qui agissent ordinairement comme agents de la paix. Ce n'est qu'à l'occasion et essentiellement dans l'exercice de leurs fonctions que les autres personnes visées par l'art. 2 C. Cr. peuvent exercer les pouvoirs que leur accorde le Code criminel. Cette disposition n'est, en effet, créatrice d'aucune juridiction et seules les lois particulières peuvent permettre d'apprécier la portée exacte des pouvoirs conférés par le Code criminel à ces personnes.

### *b) Pouvoirs de réprimer tes émeutes*

Parmi les devoirs du policier, celui du maintien de la paix et de l'ordre contre les démonstrations de groupe représente probablement l'un des plus controversés à cause des impératifs de la liberté d'expression.

Le Code criminel (art. 64 C. Cr.) interdit tout d'abord l'attroupement illégal qui consiste dans la réunion, avec un but commun, de trois individus ou plus, mais dont les activités dégénèrent en "trouble tumultueux" de la paix. Le Code ajoute qu'une assemblée légitime peut devenir un attroupement illégal.

En fait, ce n'est pas la réunion elle-même qui est prohibée, mais bien le comportement que peuvent avoir ceux qui y participent. Le "trouble tumultueux" de la paix suppose un danger réel de voir compromise la sécurité des personnes et des biens. À cet égard, cette infraction implique un degré de gravité plus grand que le fait de simplement "troubler la paix" par des vociférations, des rixes ou le tapage dans un endroit public (171 C. Cr.), actes qui au demeurant constituent des infractions. L'attroupement illégal en soi, de même que la probabilité qu'une infraction soit sur le point d'être commise, ou qu'une émeute se foment, justifient selon le Code l'intervention policière qui se traduira, selon les circonstances, soit par la dispersion de la réunion, soit par des arrestations.

[221]

La définition de l'émeute à l'art. 65 C. Cr. fait ressortir l'aspect particulier de l'infraction de l'art. 64 : une émeute est un attroupement illégal qui a commencé à troubler la paix tumultueusement. D'infraction mineure qu'elle était (art. 67 : punissable sur déclaration sommaire de culpabilité), l'action prohibée devient avec l'émeute un acte criminel pour lequel l'émeutier est passible de deux ans de prison. Pour que l'attroupement illégal se transforme en émeute, il faut qu'il y ait effectivement commission d'actes de violence contre les biens ou les personnes.

C'est au niveau de la répression de l'émeute que le législateur a augmenté les pouvoirs des forces de l'ordre qui, autrement, devraient se conformer aux règles ordinaires de l'arrestation. L'article 32 du Code autorise tout agent de la paix à employer la force qu'il estime nécessaire, pour des motifs raisonnables et probables, afin de réprimer une émeute. La force employée doit toutefois apparaître au policier non excessive relativement au danger appréhendé par la continuation de l'émeute.

On le constate aisément, les pouvoirs du policier ont un caractère nettement discrétionnaire mais si le policier excède ses pouvoirs et

abuse de la force dans les circonstances, il peut avoir à répondre civilement et pénalement de ses actions.

Généralement, lorsque 12 personnes ou plus sont réunies illégalement et d'une façon émeutière, une proclamation sommant les gens de se disperser (art. 68 C. Cr.) doit être lue à haute voix sur les lieux de la réunion. Après cette lecture, non seulement tout contrevenant risque une plus forte peine (art. 69 C. Cr.), mais l'art. 33 lui refuse tout recours civil ou criminel qui pourrait résulter de l'action policière. Dans ces circonstances, la force employée par les gardiens de la paix peut aller jusqu'à l'utilisation des matraques et même la charge à cheval, ou en motocyclette, si la situation le justifie.

[222]

La répression des émeutes est aussi un devoir strict auquel l'agent de la paix ne peut déroger. Le policier qui, averti de l'existence d'une émeute, ne prend pas toutes les mesures nécessaires pour la réprimer, est coupable d'un acte criminel et passible de deux ans de prison (art. 70 C. Cr.).

Notons enfin que le pouvoir de disperser les foules sans emploi de la force est contenu implicitement dans la réglementation sur la circulation et que sous l'autorité de ces règlements, la police peut obliger à faire circuler les gens qui obstruent le passage des piétons ou des véhicules.

Il n'en reste pas moins que depuis quelques années, les divers corps policiers au Canada reçoivent une formation spéciale dans le domaine de la répression des émeutes et du contrôle des foules. On a même organisé des escouades spécialisées afin de tenter présumément de réduire les abus auxquels l'inexpérience pouvait donner lieu.

### *c) Pouvoirs d'arrestation et de détention*

#### *- Pouvoirs d'appréhender*

La liberté de mouvement des citoyens étant la règle, le policier, pour saisir un individu, doit généralement être muni d'un mandat d'arrestation décerné à la suite d'une dénonciation par un juge de paix

(455 et 455.3 C. Cr.). Cependant, le Code criminel prévoit d'autres circonstances où il peut être procédé, sans mandat, à l'arrestation d'une personne et cela dans les conditions suivantes :

- i) Il peut y avoir arrestation sans mandat dans tous les cas de flagrant délit de commission d'une infraction criminelle. Cette dernière expression désigne toute infraction prévue par le Code criminel, ou dans une loi fédérale, que cette infraction soit un acte criminel ou une infraction punissable par voie de [223] procédure sommaire (450 (I) b C. Cr.).
- ii) Un policier peut également arrêter sans mandat une personne en raison d'un acte criminel passé ou imminent. L'agent de la paix doit cependant avoir des motifs raisonnables et probables pour procéder à une telle arrestation.

Cette exigence de la loi revêt une importance particulière puisqu'elle interdit les arrestations arbitraires sur un simple soupçon. De plus, dans le cas d'un acte criminel passé, le policier ne peut appréhender une personne que lors d'une poursuite immédiate, ce qui suppose une certaine continuité dans le temps entre l'arrestation, la poursuite et la commission de l'acte qui, au surplus, doit être récent (450 (1) a C. Cr.).

- iii) Lorsqu'un agent de la paix a des raisons de croire à l'existence d'un mandat exécutoire contre un individu, il peut l'arrêter sans mandat, sans engager sa responsabilité au cas d'erreur (450 (1) c C. Cr.).
- iv) Un policier peut appréhender sur le champ quelqu'un qu'il surprend en train de violer la paix, ou sur le point de prendre part à, ou de renouveler, une violation de la paix (art. 31 C. Cr.).
- v) Enfin, un agent de la paix peut mettre aux arrêts, sans mandat, toute personne qu'il découvre dans une maison de jeu afin de la conduire pour interrogatoire devant un juge de paix (181 (2) C. Cr.).

En plus de ces pouvoirs spécifiquement accordés aux agents de la paix, le policier peut exercer en tout temps les pouvoirs reconnus au simple citoyen. Ainsi, un policier n'étant pas en devoir, ou n'ayant pas juridiction dans une circonscription donnée, peut dans certaines circonstances procéder à une arrestation sans mandat. Les cas d'arrestation sans mandat par une personne autre qu'un agent de la paix sont précisés à l'art. 449 C. Cr. et concernent :

- i) Le cas de flagrant délit d'acte criminel.
- ii) Le cas du prévenu qui, d'après ce que le citoyen croit pour des motifs raisonnables et probables, a commis [224] un acte criminel ou une infraction "sommaire" et qui est immédiatement poursuivi par des personnes légalement autorisées à l'arrêter.
- iii) Le cas de la défense des biens par leur propriétaire.

Enfin l'art. 191 C. Cr. prévoit un cas particulier d'arrestation sans mandat pour la pratique d'un jeu, quel qu'il soit, à une fin lucrative, dans un véhicule de transport public. Toute personne en charge d'un véhicule de transport terrestre, aérien ou maritime, a en effet le pouvoir d'appréhender tout contrevenant à l'art. 191.

En dehors de ces cas <sup>23</sup>, toute arrestation sans mandat est entachée d'illégalité et la personne appréhendée est en droit de résister. L'agent de la paix agit alors sans pouvoir et est sujet à des poursuites civiles et criminelles. De plus, celui qui arrête sans mandat un individu selon les termes de l'art. 449 doit aussitôt le livrer à un agent de la paix (449 (3) C. Cr.). Il n'a dans aucun cas le droit de fouiller ou d'interroger le prévenu.

D'une façon plus générale, il convient de préciser que l'arrestation est définie traditionnellement comme le fait pour une personne de ne plus être libre de ses allées et venues et de se plier à la volonté de la personne qui l'arrête. En principe, il n'est pas nécessaire que le policier se saisisse physiquement du prévenu pour qu'il y ait arrestation. Si le prévenu acquiesce à l'intimation de l'agent et le suit de son plein gré, il y a techniquement arrestation. Lorsque, au contraire, il n'obéit pas à l'ordre de l'agent qui l'arrête, le policier doit toucher le prévenu pour qu'il y ait arrestation. Les conséquences de cette exigence apparaissent clairement au niveau de l'infraction d'évasion d'une garde légale (art. 133 (1) a C. Cr.). L'évasion suppose une arrestation véritable antérieure, donc dans certains cas un contact physique.

---

<sup>23</sup> Évidemment, hors des cas prévus par les lois particulières (fédérales et provinciales).

[225]

*Restrictions législatives au pouvoir d'arrestation*

Même s'il a le pouvoir d'arrestation, le policier doit se soumettre à la nouvelle législation sur le cautionnement selon laquelle aucune arrestation ne doit être opérée pour certaines infractions mineures et dans tous les cas où l'intérêt public et la présence du prévenu devant le tribunal peuvent être sauvegardés autrement (450 (2) C. Cr.) .

Cette restriction découle du désir manifesté par le législateur d'éliminer les arrestations et les détentions à la suite d'une certaine catégorie d'infractions perpétrées par un certain type de délinquants.

Les infractions visées par l'art. 450 (2) sont tout d'abord les actes criminels d'ordre mineur, tel le vol d'une valeur de moins de \$200 (art. 450 (2) et 483 C. Cr.), toutes les infractions mixtes (c'est-à-dire celles que la poursuite peut qualifier d'acte criminel, ou d'infraction sommaire) et enfin l'ensemble des infractions sommaires (infractions les moins graves dont le genre de poursuite est le procès par voie de poursuite sommaire).

Un agent de la paix ou un policier n'est donc pas autorisé à appréhender sans mandat un individu pour ces infractions mineures. Cependant, cette restriction tombe et l'arrestation sans mandat est permise lorsque l'agent de la paix est fondé de croire que la personne omettra de se présenter devant le tribunal, ou lorsque l'arrestation est nécessaire afin d'identifier le prévenu, de recueillir et conserver une preuve ou encore pour empêcher la Commission d'une nouvelle infraction (art. 450 (2) C. Cr.).

Lorsqu'un agent de la paix décide de ne pas arrêter le prévenu conformément aux prescriptions de l'art. 450, il a le choix pour [226] assurer sa comparution soit de lui remettre une citation à comparaître (art. 451 C. Cr.) <sup>24</sup>, soit de procéder à une dénonciation suivie d'une

---

<sup>24</sup> Un juge de paix doit confirmer en effet la citation à comparaître délivrée par le policier et s'il la trouve injustifiée, il peut l'annuler et faire notifier sa décision au prévenu (art. 455 (1) b, c, C. Cr.).

sommation émise par un juge de paix, procédures décrites au début de cette section.

Le devoir fondamental de l'agent de la paix qui arrête une personne et la prive de sa liberté consiste, en outre, à la conduire devant un juge de paix dans un délai de 24 heures au plus tard. Lorsque aucun juge de paix n'est disponible dans ce délai, la loi stipule que le prévenu doit être conduit "le plus tôt possible" devant le premier juge de paix disponible (art. 454 C. Cr.). Cette comparution devant le juge de paix constitue la clef de voûte de tout le système de la mise en liberté provisoire et la principale mesure d'ordre judiciaire contre la détention policière.

Le Code prévoit également la possibilité d'une libération du prévenu avant le délai de 24 heures et à plus forte raison, lorsque ce délai est indéterminé. Cette possibilité correspond à des mesures administratives de mise en liberté provisoire que la loi impose aux agents de la paix.

Premièrement, lorsqu'une personne a été arrêtée, un agent de la paix peut en tout temps, s'il est convaincu de l'inutilité de la détention, remettre inconditionnellement cette personne en liberté, ou le faire dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation (art. 454 C. Cr.). Cette mesure de libération paraît évidente, surtout dans la situation où l'enquête policière démontre l'absence de preuves ou l'innocence de la personne soupçonnée et détenue, par exemple. Néanmoins, cette "possibilité" a dû être [227] spécifiée dans la loi à cause de la pratique alors répandue dans la police de détenir tout suspect jusqu'à sa comparution devant le juge de paix, le délai de 24 heures étant, à tort, considéré comme normal et non comme un maximum.

La seconde obligation des agents de la paix concerne le cas des infractions mineures prévues par l'art. 450 (2). Si dans les circonstances déjà décrites préalablement, un policier procède quand même à l'arrestation sans mandat d'une personne et la détient, non seulement il peut, mais il a le devoir, selon l'art. 452 (1), de la libérer dès que cela est matériellement possible. L'agent de la paix peut alors, à son choix, mettre cette personne en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par sommation ou la libérer aussitôt après lui avoir remis une citation à comparaître.

Cependant, comme dans la majorité des devoirs qui lui sont imposés par la loi relativement à la mise en liberté provisoire, le policier jouit d'une marge de discrétion.

C'est ainsi que malgré l'obligation prévue par l'art. 452 (1), la détention pourra être prolongée si cela s'avère indispensable, compte tenu de l'intérêt public (identification, preuve, etc.) ou de la nécessité d'assurer la présence du prévenu devant le tribunal.

*- Devoirs du policier qui arrête*

En plus de nombreuses restrictions à l'arrestation et à la détention des individus par la police apportées par la législation sur la mise en liberté provisoire avant procès, les pouvoirs d'arrestation s'accompagnent également de devoirs.

[228]

*1. Devoir d'information et d'identification*

C'est ainsi que quiconque procède à l'arrestation d'un individu, avec ou sans mandat, est tenu de lui donner un avis du mandat qui ordonne son arrestation ou du motif de cette arrestation, si la chose est possible dans les circonstances (art. 29 (2), C. Cr.). Si un prévenu le demande, le policier doit lui produire le mandat décerné par le juge de paix.

L'inobservation de ces prescriptions n'invalide pas une arrestation légalement opérée, mais ce manquement peut constituer la source d'une responsabilité civile de l'agent de la paix. Quant à sa responsabilité criminelle, elle est couverte généralement par l'art. 29 (3).

Toutefois, dans certaines circonstances, le prévenu qui ignore les motifs de son arrestation ou l'identité de ceux qui l'arrêtent, peut être en état de légitime défense, l'arrestation devenant illégale et équivalant à un assaut ou à des voies de fait. Cependant, si le prévenu connaît les motifs de son arrestation ou que ceux-ci sont évidents, la

jurisprudence dégage parfois les policiers de leur devoir d'information.

Il s'agit là toutefois d'une exception puisque le droit à l'information constitue une règle fondamentale en matière d'arrestation et que l'article 2 de la Charte canadienne des droits de l'homme stipule que nul ne peut être privé de son droit d'être informé promptement des raisons de son arrestation, ou de sa détention.

## *2. Devoirs relatifs à l'utilisation de la force*

Le Code permet l'utilisation de la force lors des opérations policières (art. 25, 27, 30 ss, C. Cr.), mais elle doit dans tous les cas [229] correspondre à un état de stricte nécessité qui est évalué par les tribunaux suivant les circonstances.

L'art. 25 autorise un agent de la paix qui applique la loi à employer la force nécessaire pour accomplir son devoir. Il doit cependant agir en fonction de "motifs raisonnables et probables". L'art. 27, à caractère préventif, prévoit l'utilisation d'une "force raisonnablement nécessaire" pour empêcher la perpétration d'une infraction qui peut entraîner éventuellement l'arrestation sans mandat et qui est de nature à causer des blessures ou des dégâts immédiats. Les dispositions des arts. 30, 31 et 32 abondent dans le même sens.

De tous ces textes, il est possible de déduire certains critères relatifs à l'emploi de la force par un policier. Si elle correspond aux exigences de la loi, l'agent de la paix peut bénéficier de l'immunité, tant civile que criminelle et inversement, tout excès de la force peut engager sa responsabilité criminelle (art. 26, C. Cr.) et civile.

Le premier de ces critères consiste en ce que la force ne doit être utilisée que lorsque l'absence de méthodes coercitives aurait pour conséquence l'impossibilité d'accomplir un devoir imposé par la loi : c'est le critère de la force nécessaire. La loi préfère une méthode pacifique et efficace à l'utilisation de la violence, facteur de perturbation de l'ordre.

À ce critère s'ajoute celui de la proportionnalité ; c'est-à-dire que la force ne doit pas être excessive par rapport au danger ou à la résistance appréhendée.

L'application et l'appréciation de ces critères n'est certes pas chose facile puisqu'il faut considérer dans chaque cas les événements qui ont pu influencer le jugement et l'attitude du policier.

[230]

Celui qui emploie la force doit non seulement avoir des motifs suffisants de le faire, mais il ne doit pas faire preuve de négligence ou de témérité, et encore moins de brutalité ou de cruauté.

L'art. 25 (3) précise le critère de la proportionnalité en niant toute justification à l'emploi de la force de nature à causer la mort ou des lésions corporelles graves, sauf les cas de légitime défense et de la protection d'autrui. Cette restriction est tempérée par le paragraphe 4 de l'art. 25 qui autorise l'agent de la paix, opérant une arrestation légale, à employer la force nécessaire pour empêcher la fuite ou l'évasion du prévenu. Il y a lieu d'appliquer dans ce cas les critères de la proportionnalité et de la nécessité, la prudence étant toujours de rigueur.

Dans l'ensemble, la jurisprudence établit que l'utilisation d'une force coercitive, en particulier l'usage d'armes à feu, doit être faite avec la plus grande réserve. Le critère de la proportionnalité sous-entend de plus que l'on doit, dans l'utilisation de la force, prendre en considération l'infraction commise. En effet, non seulement faut-il que l'arrestation soit légale, mais encore faut-il que l'infraction commise soit suffisamment sérieuse pour justifier l'usage de la force, un agent de la paix étant difficilement excusable de faire feu sur le contrevenant à un simple règlement de circulation.

L'utilisation d'instruments accessoires, telles les matraques et les menottes suit en principe les mêmes règles que l'utilisation de la force en général. C'est avec retenue que l'officier de police doit se servir de son bâton. Quant aux menottes, les policiers ne doivent les utiliser qu'à titre de précaution afin d'éviter la fuite d'un prévenu ou pour mettre un terme à sa résistance.

[231]

En conclusion, selon la jurisprudence, l'agent de la paix doit faire preuve de prudence et de jugement dans cette matière. En particulier, l'usage d'armes à feu n'est toléré qu'en dernière limite, et celui de la contrainte physique que dans des cas de nécessité absolue.

*- Pouvoirs connexes à l'arrestation*

L'agent de la paix qui arrête légalement une personne a le droit de la fouiller et elle doit se soumettre à l'inspection. La fouille d'un détenu peut aller jusqu'à lui enlever ses vêtements, regarder dans sa bouche ou ses oreilles. Cependant, les tribunaux ne tolèrent pas l'imposition d'aucun traitement indigne au prévenu. Le policier peut enlever et retenir tout objet qu'il croit relié à l'infraction imputée et pouvant servir soit de preuve contre le prévenu, soit d'indice. Le droit de fouille existe en particulier pour s'assurer que le prévenu n'a pas en sa possession d'arme ou d'instrument dont l'utilisation entraînerait des actes de violence.

Le droit de fouiller une personne est essentiellement lié à son arrestation. C'est ainsi que sauf en vertu de dispositions expresses, tel l'art. 10 (I) f de la loi sur les stupéfiants (1970, S.R. C., ch. N-1), un agent de la paix ne peut légalement appréhender quelqu'un pour le seul motif de le fouiller sans procéder à son arrestation dans l'une des circonstances telles que mentionnées plus haut.

Lorsqu'une personne légalement sous garde est accusée d'un acte criminel, la loi concernant l'identification des criminels (1970, S.R.C., ch. 1-1) autorise les policiers à relever les empreintes digitales du prévenu et à lui appliquer les différentes méthodes d'identification du bertillonnage afin d'établir sa fiche signalétique. À l'exception de ce cas, notre droit interdit à la police de prendre quelques mensurations, photographies ou autres mesures d'identification des personnes appréhendées.

[232]

La personne arrêtée ou détenue par la police a un droit inviolable de refuser de répondre aux questions qui lui sont posées ou de consulter son avocat, exception faite des individus trouvés dans une maison de débauche ou impliqués dans un accident d'automobile. Les

déclarations ou les confessions d'un accusé seront étudiées plus en détail lors de l'examen du sort réservé aux preuves illégalement obtenues.

En plus des recours civils ou criminels auxquels peut donner lieu une détention illégale, le prévenu qui a épuisé toutes les procédures pour obtenir sa libération peut avoir recours au bref de prérogative *d'habeas corpus ad subjiciendum* qui représente un des éléments fondamentaux de la protection des droits de l'individu. Par cette procédure extraordinaire, le tribunal, en l'occurrence la Cour supérieure, ordonne que la personne détenue soit conduite immédiatement devant la Cour afin de procéder à l'examen de la légalité de sa détention.

*- Responsabilités pour arrestation et détention illégales*

Les limites fixées par le Code criminel et la jurisprudence aux pouvoirs de la police sont impératives, et toute personne qui les enfreint agit dans l'illégalité et engage de ce fait sa responsabilité tant civile que criminelle. Ainsi, l'arrestation ou la détention illégale d'un individu peut valoir à l'agent fautif une accusation pour "faux emprisonnement" (art. 247, C. Cr.). Dans la pratique, il est rare cependant qu'un tel recours soit exercé contre un policier qui peut alors invoquer le fait qu'il avait des motifs raisonnables et probables d'appréhender le prévenu. De plus, dans une affaire où un prévenu avait résisté à son arrestation, son acquittement sur l'accusation principale portée contre lui n'a pas empêché sa condamnation pour voies de fait sur la personne des policiers. Ceux-ci étaient en effet fondés dans les circonstances à s'emparer [233] de la personne du prévenu. Il faut noter que même si une arrestation s'effectue dans l'illégalité, le juge de paix ou le tribunal chargés de l'affaire ne perdent pas pour autant leur juridiction.

L'erreur sur la personne faite par un agent de la paix dans l'exécution d'un mandat d'arrestation ne constitue pas une faute criminelle puisqu'il est protégé, dans l'exercice de ses fonctions, par l'art. 28 (1) du Code criminel. Toutefois, la victime d'une telle méprise peut recourir aux poursuites civiles en dommages-intérêts.

Un policier ne peut appréhender sans mandat un individu sur le point de commettre un acte criminel que s'il s'appuie sur des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction sera commise. Ce critère enlève toute légalité aux "arrestations pour fins d'enquête" que les tribunaux ont déjà qualifiées de "pure création des policiers".

En effet, rien dans le Code n'autorise un policier à arrêter impunément une personne sur la base d'un simple soupçon ou parce qu'il considère que son allure semble louche.

En matière d'arrestation, la liberté de mouvement du citoyen est la règle et l'on ne saurait reconnaître au policier un pouvoir discrétionnaire d'interpeler, d'interroger ou de déranger les citoyens. Aussi tout individu est en droit de refuser de dévoiler son identité à un agent de la paix dont l'intervention n'est aucunement justifiée par les circonstances.

#### *d) Pouvoirs de perquisition*

Sous l'empire du Code criminel, on ne peut généralement procéder à une perquisition que sous l'autorité d'un mandat et ce n'est qu'exceptionnellement que la loi ne requiert pas cette formalité. [234] Deux principaux types de mandat sont prévus par le Code : le mandat général (art. 443) et le mandat spécial (art. 181).

À l'instar du mandat d'arrestation, le mandat général est émis par un juge de paix à la suite du dépôt d'une dénonciation ou d'une requête demandant la perquisition. Si le juge est convaincu du bien fondé des allégations du requérant, il décerne un mandat de perquisition en vertu duquel un agent de la paix peut inspecter ou fouiller "le bâtiment ou le contenant" désigné dans le mandat.

Le policier muni d'un tel mandat peut saisir les choses expressément mentionnées dans l'ordre du juge de paix ainsi que tout autre objet qui, selon lui, a été soit employé dans la perpétration d'une infraction, soit obtenu au moyen d'une infraction (443 et 445 C. Cr.).

Le juge de paix n'accorde un mandat que sur l'allégation de motifs raisonnables et probables qui le portent à croire vraisemblablement à la présence dans un endroit précis :

1. d'une chose reliée à la perpétration d'une infraction commise ou présumée commise ;
2. d'une chose constituant un élément de preuve relativement à la perpétration d'une infraction ; ou
3. d'une chose qui, selon toute probabilité, servira à la commission d'un crime contre la personne.

Un mandat de perquisition doit être exécuté dans les limites de la juridiction territoriale du juge de paix qui l'octroie ; s'il concerne un endroit situé hors de ce district judiciaire, le mandat doit être préalablement visé par un juge de paix de cet autre district. À moins d'une autorisation spécifique, une perquisition doit être faite de jour.

[235]

Les règles générales de l'utilisation de la force liées aux pouvoirs d'arrestation (cf. section III, par. 3(b)) s'appliquent également aux perquisitions. La force ne doit être utilisée en particulier qu'en cas de stricte nécessité. Un mandat de perquisition n'autorise d'aucune façon l'agent de la paix à appréhender qui que ce soit. Toutefois, dans les cas de résistance, les policiers peuvent, afin d'exécuter le mandat, procéder à l'arrestation des personnes qui les empêchent d'accomplir leur devoir.

Le mandat spécial du Code criminel concerne exclusivement les infractions relatives aux jeux et paris ainsi qu'aux maisons de débauche. Sur rapport écrit d'un agent, un juge de paix peut décerner un mandat qui permet à un policier de perquisitionner de jour comme de nuit dans un lieu déterminé. Toute chose qui y est trouvée et qui peut constituer une preuve de la commission d'une infraction désignée à l'art. 181 C. Cr. peut être saisie par le policier. Lorsqu'il s'agit d'une maison de jeu, la police est investie par l'art. 181 (2) C. Cr. du pouvoir d'opérer une perquisition et une saisie sans mandat.

Le Code permet également la perquisition sans mandat pour les infractions relatives à la possession d'arme prohibée ou "à autorisation restreinte" et port illégal d'arme. La loi permet à l'agent de la paix qui a des motifs sérieux de croire qu'une infraction relative aux armes est commise, de procéder à une perquisition, sans mandat, dans tout local autre qu'une maison d'habitation et de fouiller une personne ou un véhicule (art. 103 C. Cr.).

Les choses saisies en vertu d'un mandat de perquisition peuvent être retenues pour une période n'excédant pas trois mois. Un juge de paix peut cependant prolonger ce délai s'il l'estime nécessaire ou si des procédures judiciaires sont entamées.

[236]

Outre les cas signalés, le Code ne reconnaît aux policiers aucun pouvoir de perquisition sans mandat. Il en est ainsi du mandat de main-forte ou du mandat en blanc qui, bien que prévu sous l'autorité de certaines législations fédérales et provinciales, n'existe pas dans le Code criminel lui-même.

Tout comme en matière d'arrestation, la prudence est de rigueur dans toute perquisition. Une perquisition illégale peut en effet avoir pour conséquences une poursuite criminelle aussi bien qu'une poursuite civile.

Signalons enfin l'existence dans le Code d'un mandat spécialisé prévu à l'art. 182. Il s'agit du mandat de recherche d'une femme entraînée ou cachée dans une maison de débauche. Ce mandat s'apparente à celui de perquisition en ce qui a trait à l'autorisation donnée au policier d'entrer de force, si nécessaire, dans un lieu présumé de maison close.

#### *e) Abus de pouvoirs et le problème de la preuve illégalement obtenue*

La sanction de l'abus de pouvoirs de la part d'un agent de la paix se concrétise dans les différents recours en responsabilité dont dispose la victime de l'arbitraire policier. C'est là le principal, sinon le seul type de sanction possible dans l'état actuel de notre droit, l'illégalité de l'action policière étant sans conséquences sur le déroulement subséquent du processus judiciaire.

Cet état de choses résulte, en partie, de la séparation qui est faite traditionnellement entre la phase judiciaire et la phase policière du traitement du délinquant. Historiquement, la police constitue en effet une entité d'ordre administratif distincte du judiciaire. Il s'ensuit que sur la base de cette dichotomie, une [237] "irrégularité administrative", telle l'arrestation ou la perquisition illégale, ne saurait empêcher la justice de suivre son cours. Ainsi, une arrestation illégale n'enlève pas juridiction aux tribunaux devant lesquels comparât par la suite le prévenu.

L'absence de conséquences d'un acte illégal de la police se remarque particulièrement en droit judiciaire sur le plan de la preuve. Par exemple, la preuve obtenue grâce à une perquisition ou une fouille illégale peut être soumise au tribunal qui ne peut la rejeter pour l'unique motif du caractère illicite de son obtention. La jurisprudence a réitéré à maintes reprises cette règle, à savoir que relativement à l'admissibilité d'une preuve, la Cour n'a pas à considérer la façon dont elle a été recueillie, mais bien seulement sa pertinence par rapport aux questions en litige.

Ce principe est toutefois mitigé par les règles de la preuve et de la procédure inspirée du système accusatoire britannique qui visent à assurer un certain équilibre entre la poursuite et la défense. Le sort réservé aux confessions extrajudiciaires ainsi que la procédure de contrôle de l'interception des communications téléphoniques privées offrent un intérêt incontestable pour le sujet qui nous préoccupe et méritent que l'on s'y attarde.

Ainsi, les aveux extrajudiciaires font l'objet d'un examen attentif de la part du juge lors du procès, afin qu'il puisse s'assurer de leur caractère libre et volontaire. Cet examen appelé voir-dire, concerne généralement les confessions recueillies par les policiers puisque seules les déclarations du prévenu faites à une personne en autorité sont assujetties à la vérification du voir-dire. Si le juge, après étude des circonstances, conclut que l'aveu a été obtenu à la suite de promesses ou de menaces, donc qu'il n'a pas été libre et volontaire, il écarte cette preuve qui est déclarée alors inadmissible au procès.

[238]

Outre les principes du droit de la preuve et de la procédure criminelle, la loi prévoit en certains cas, les procédures parajudiciaires de contrôle de la légalité du travail policier. On retrouve parmi les plus classiques, les procédures qui entourent l'émission d'un mandat par un juge de paix. Cependant, les nouvelles dispositions du Code criminel relatives aux atteintes à la vie privée innovent en cette matière en prévoyant l'intervention directe d'un juge au niveau de l'investigation policière.

Le nouvel art. 178.11 C. Cr. fait, tout d'abord, de l'interception d'une communication téléphonique privée un acte criminel dont l'auteur encourt une peine de cinq ans d'emprisonnement. Pour être

légale, l'interception que la police veut effectuer doit avoir été autorisée préalablement par un juge d'une Cour supérieure ou de district, ou dans la province de Québec par un magistrat d'une Cour provinciale.

La demande d'autorisation est présentée au juge par le procureur général de la province, ou par le solliciteur général du Canada, selon le cas, et doit être accompagnée d'une déclaration assermentée d'un agent de la paix qui atteste de l'exactitude de l'information contenue dans la requête. Les renseignements qui doivent être fournis au juge, portent notamment sur les résultats obtenus grâce à l'application d'autres méthodes d'enquête (art. 178.12 C. Cr.).

L'autorisation ne peut être accordée que si le juge est convaincu que l'interception des communications servirait au mieux l'administration de la justice. De plus, il faut que les méthodes d'enquête utilisées précédemment aient échoué, ou du moins n'offrent que peu de chances de succès.

L'autorisation qui permet l'utilisation par la Police de cette technique d'investigation exceptionnelle est valable Pour une période [239] de 30 jours au plus, mais elle peut, par un nouvel examen, être renouvelée. Dans certains cas d'urgence extrême, l'art. 178.15 a prévu une procédure expéditive par laquelle un agent de la paix peut obtenir une autorisation de 36 heures.

L'autorisation ne vise que l'interception des communications privées des personnes nommément désignées dans la requête. Ces personnes doivent d'ailleurs être informées par le procureur général, ou le solliciteur général du Canada, du fait de l'interception de leurs communications dans un délai de 90 jours. Ce délai peut cependant être prorogé par le juge si le succès de l'investigation criminelle le nécessite.

#### *Les pouvoirs spéciaux et statutaires du policier*

L'exercice des pouvoirs énoncés dans le Code criminel se limite évidemment au champ d'application de certaines lois particulières. Il en résulte que les nombreuses lois qui imposent des devoirs supplémentaires à la police et qu'elle doit faire respecter prévoient

fréquemment des textes sur lesquels le policier peut fonder son autorité et justifier ses actions. Ces lois tant fédérales que provinciales représentent une source importante de pouvoirs pour les policiers. En fait, dans la plupart des cas, il s'agit de la reconnaissance de pouvoirs d'arrestation et de perquisition avec ou sans mandat, semblables à ceux du Code criminel.

Dans l'ensemble, les pouvoirs accordés par ces lois ne revêtent pas le caractère général qu'ils ont sous l'empire du Code criminel. En effet, ils ne s'adressent pas à l'ensemble des policiers canadiens, mais uniquement à certaines forces déterminées par chaque loi particulière. De plus, ces pouvoirs sont essentiellement associés aux sujets traités par les lois qui les octroient, ce qui, on le conçoit aisément, spécialise à la fois le travail de la police et les [240] méthodes et techniques qu'elle peut employer. Ainsi, pour telle situation précisée dans une loi, seul tel corps policier, et nul autre, a juridiction et peut agir dans les circonstances.

À titre d'exemple, mentionnons que dans certains cas des lois fédérales seule, la police des ports nationaux possède la juridiction territoriale et matérielle et est investie des pouvoirs qui lui permettent d'appliquer les dites lois.

La loi fédérale sur les aliments et drogues (1970, S.R.C., ch. F-27) prévoit la constitution d'un corps d'inspecteurs recrutés parmi les employés du ministère canadien de la Santé et du Bien-Etre social ainsi que du ministère de la Consommation et des Corporations (art. 25 (4) ). Ces inspecteurs reçoivent les différents pouvoirs de police destinés à faciliter leurs tâches de contrôle et d'enquête sur la production et le commerce des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques.

L'art. 22 habilite un inspecteur à perquisitionner, sur présentation de son certificat officiel, dans tout lieu où selon les termes de la loi est fabriqué, préparé, conservé, emballé ou emmagasiné, un article auquel s'appliquent la loi des aliments et drogues ou les règlements adoptés sous son empire. Ce pouvoir comprend le droit de prélever des échantillons pour fin d'analyse, d'étudier les livres et documents trouvés sur les lieux visités ainsi que de saisir tout article relié de quelque façon à une contravention à la loi. Il n'est pas besoin de mandat pour procéder à cette inspection et nul n'est admis à s'y

opposer. Cependant, la loi ne prévoit pas le droit d'utiliser la force en cas d'entrave.

La troisième partie de la loi concerne les drogues dites contrôlées, c'est-à-dire les sels et dérivés de l'amphétamine, du barbiturique, de la benzphétamine et de la méthamphétamine. Elle ne [241] s'adresse pas uniquement au corps des inspecteurs, mais bien à l'ensemble des agents de la paix du Canada. Ceux-ci, lorsqu'ils ont des motifs de croire à la perpétration d'une infraction relative aux drogues contrôlées, peuvent perquisitionner sans mandat dans tout local autre qu'une maison d'habitation. La loi leur reconnaît également le droit de fouiller toute personne trouvée dans ces lieux ainsi que l'autorité de saisir les drogues qui y sont découvertes (art. 37).

La perquisition dans une maison d'habitation nécessite l'obtention préalable d'un mandat décerné par un juge de paix, à moins que le policier ne soit détenteur d'un mandat de main-forte qui l'en dispense. Le mandat de main-forte constitue une mesure d'enquête exceptionnelle et comporte l'octroi de pouvoirs discrétionnaires extraordinaires au policier. Issue du droit britannique, cette procédure ne se rencontre que dans quatre lois fédérales et quelques statuts provinciaux. Elle est associée, au Canada, avec des matières criminelles, tels le trafic de la drogue, la lutte contre la contrebande ou encore le contrôle des alcools. Ce mandat spécial attribue à un officier de police déterminé l'autorité suffisante pour que, en n'importe quelles circonstances, il puisse perquisitionner sans délai et compléter son enquête.

Les mandats de main-forte prévus par les législations fédérales doivent être décernés par un juge de la Cour fédérale (anciennement Cour de l'échiquier) à la demande du ministre responsable, suivant les dispositions de la loi. Ce mandat est personnel puisqu'il n'est donné qu'à un seul officier de police à la fois et que celui-ci conserve ce pouvoir tout au long de sa carrière à titre d'attribut de ses fonctions. Une perquisition sous l'autorité d'un mandat de main-forte comporte des pouvoirs extrêmement étendus. S'il a des motifs pouvant fonder son action et s'il l'estime nécessaire, l'agent muni d'un mandat de main-forte peut utiliser la force au point d'enfoncer des cloisons et des planchers ou encore démonter les diverses installations.

[242]

La loi sur les stupéfiants (1970, S.R.C., ch. N-1) prévoit aussi l'octroi de mandats de main-forte et, dans l'ensemble, accorde aux agents de la paix des pouvoirs de perquisition similaires à ceux étudiés sous la loi des aliments et drogues. Les préposés à la douane canadienne jouissent de prérogatives très étendues et la loi sur les douanes (1970, S.R.C., ch. C-40) précise que le terme "préposé" comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada assignés à des tâches de contrôle douanier.

Les pouvoirs dont bénéficient ces préposés dépassent ceux des agents de la paix sous le Code criminel. C'est ainsi qu'en matière d'interrogatoire, la loi les habilite à faire prêter serment relativement aux affaires relevant de leurs fonctions officielles. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, un préposé peut, sur des motifs légitimes ou sur de simples soupçons, saisir et examiner tout colis suspect. Il peut même faire arrêter et détenir tout navire ou tout véhicule soupçonné de contenir quelque effet relié à une infraction à la loi sur les douanes.

Lorsqu'un navire est en rade dans un port canadien dans l'attente du déchargement de sa cargaison, les douaniers sont autorisés par la loi à monter à bord et ils doivent avoir libre accès à toute partie du bâtiment dont ils peuvent fermer les écoutilles pour la durée de leur inspection. Lors de cette visite, il peut être fait emploi de la force pour pénétrer dans quelque lieu du navire ou pour ouvrir quelque réceptacle dont on empêche l'examen.

Le receveur, officier supérieur de douane, peut exiger que des préposés demeurent en poste à bord d'un navire qui a jeté l'ancre dans un havre portuaire canadien et le capitaine du navire est tenu de recevoir ces surveillants et de leur offrir gîte et couvert. Les douaniers investis des pouvoirs d'un mandat de main-forte peuvent aussi procéder à des perquisitions dans des maisons d'habitation.

[243]

Lorsqu'un navire commet l'infraction de rôder le long du littoral canadien, la législation sur les douanes permet aux préposés de faire en tout temps l'abordage de ce navire, d'interroger sous serment son capitaine et de conduire le bâtiment au port le plus rapproché. Quant au bateau sommé de s'arrêter qui continue quand même sa route, la douane peut alors, après un coup de semonce, canonner ce bateau. Ces

tâches qui, on le constate, dépassent celles de simple police, exigent une étroite collaboration entre la Gendarmerie royale du Canada, la police des ports nationaux, et bien sûr, les préposés aux douanes eux-mêmes.

A l'instar de nombreux textes législatifs fédéraux et provinciaux, la loi sur les douanes prévoit la possibilité d'arrestation sans mandat dans certains cas précisés à son art. 42. En fait, il peut y avoir arrestation sans mandat par des douaniers pour toute infraction à la loi sur les douanes qui est qualifiée d'acte criminel. Il doit cependant s'agir de cas de flagrant délit ou d'infraction récente et, tout comme sous le Code criminel, les douaniers doivent se fonder sur des motifs raisonnables et probables. D'ailleurs sous la loi des douanes comme dans la plupart des lois qui accordent des pouvoirs de police, il est indispensable pour qu'une action soit légale et permise que celui qui se prévaut de ces pouvoirs agisse consciencieusement, avec jugement et en s'appuyant sur des motifs sérieux et non pas arbitrairement ou sur de simples suspicions.

Enfin, un droit de fouille est accordé par la loi afin de dépister les personnes qui transportent frauduleusement des objets sujets à la déclaration de douanes ou des articles prohibés. Toutefois, l'individu appréhendé peut exiger d'être conduit devant un juge de paix ou devant le directeur d'un centre portuaire, auquel cas il ne peut être procédé à aucune fouille avant cette "comparution".

[244]

Les préposés de l'accise qui cumulent parfois les fonctions de douaniers reçoivent également des pouvoirs très larges pour accomplir leurs devoirs. En vertu de la loi sur l'accise (1970, S.R.C., ch. C-12) qui concerne principalement le contrôle des distilleries, des brasseries ainsi que des fabricants et distributeurs de tabac Pour fins de taxation, tout préposé peut perquisitionner, de jour et de nuit, dans les lieux de l'exercice d'une industrie ou d'un commerce sujet à l'accise. Toutefois, en ce qui a trait aux établissements de vente d'un commerçant, cette perquisition ne peut avoir lieu que entre 6 heures et 22 heures. La loi admet l'emploi de la force jusqu'à la destruction des murs, planchers, plafonds ou autre partie des bâtiments inspectés. Les préposés de l'accise peuvent lors de cette perquisition, mesurer, marquer ou mettre

sous clef tout objet sujet à l'accise et prélever des échantillons de marchandises pour fins d'analyse.

Cette perquisition peut être effectuée sans mandat ; cependant, le préposé, après avoir décliné son identité, doit demander au propriétaire la permission d'entrer dans les lieux. Ce n'est qu'après avoir essuyé un refus que les préposés peuvent pénétrer de force dans un établissement. Lorsque l'inspection s'opère de nuit, un agent de la paix accompagne obligatoirement les officiers de l'accise. Une maison d'habitation ne peut être perquisitionnée aux termes de la loi sur l'accise que de jour et sous l'autorité d'un mandat émis par un juge de paix ou d'un mandat de main-forte décerné par un juge de la Cour fédérale. Outre ces pouvoirs de perquisition très étendus, toute personne possédant les attributions d'un préposé de l'accise à l'autorité suffisante pour procéder à l'arrestation, sans mandat, d'un individu surpris en flagrant délit de commission d'un acte criminel en contravention des dispositions de la loi. Voilà dans les grandes lignes, les pouvoirs dont sont investis quelques corps de police spéciaux au Canada. Il convient de signaler toutefois que dans plusieurs cas, ces pouvoirs ne sont exercés que par les membres [245] de la Gendarmerie royale du Canada agissant à titre de préposés des douanes et de l'accise. D'ailleurs, comme il a été indiqué plus haut, ce sont ces policiers qui, dans la plupart des cas, reçoivent les mandats de main-forte sous l'autorité des quatre seules lois fédérales qui prévoient cette procédure exceptionnelle.

En ce qui a trait aux lois provinciales qui constituent, après le Code criminel, la plus importante source des pouvoirs policiers, elles ne sont en force que dans leurs limites territoriales et les pouvoirs qu'elles accordent ne peuvent être utilisés que par les agents de la province concernée.

En général, ce sont les membres des services municipaux et provinciaux qui ont pour mission l'exécution des lois provinciales et qui sont investis des pouvoirs nécessaires à cette fin. Toutefois, il arrive que seul un corps policier spécialisé ait la responsabilité de faire observer une loi particulière et que, par conséquent, ses membres bénéficient exclusivement des pouvoirs qui y sont prévus. Quoi qu'il en soit, il convient de vérifier chaque loi afin de déterminer la, ou les forces constabulaires, chargées de son application ainsi que l'étendue des pouvoirs et de l'autorité qui leur sont dévolus. De plus, il faut

parfois considérer la juridiction territoriale du corps policier puisqu'une législation peut être appliquée par la Sûreté provinciale dans les régions non urbanisées de la province, tandis que les divers services de police locaux en assurent l'observation dans leurs municipalités respectives.

À ce propos, il est à souligner que les municipalités qui ont un pouvoir de réglementation délégué par les provinces, peuvent édicter des normes relevant de leur sphère de compétence et créer des pouvoirs pour aider les policiers municipaux dans la mise en pratique de ces règlements. Mentionnons à cet égard que la réglementation municipale représente une source de premier ordre en matière de pouvoirs [246] policiers au Canada. C'est ainsi que la Charte de la ville de Montréal par exemple, prévoit des pouvoirs d'arrestation sans mandat pour les contraventions à certains règlements municipaux de cette métropole.

Dans l'ensemble, il convient de souligner toutefois que la nature des pouvoirs accordés par l'autorité provinciale ne diffère pas de celle des moyens prévus par le Code criminel ou par les lois fédérales : il s'agit généralement des pouvoirs d'arrestation et de perquisition avec ou sans mandat, selon les cas. Les lois provinciales relatives à la circulation routière offrent l'exemple de textes créateurs de moyens coercitifs mis à la disposition des policiers. Ainsi le *Highway Traffic Act* de l'Alberta (1970, R.S.A., ch. 169) reconnaît la possibilité pour un policier d'appréhender sans mandat le contrevenant à certaines dispositions de cette loi. Le policier peut, entre autres, arrêter immédiatement le conducteur qui fait preuve d'insouciance et de témérité au volant sans considération pour autrui, l'individu qui conduit un véhicule automobile sans plaque d'immatriculation ou encore celui qui n'a pas avec lui son permis de conduire alors qu'il est au volant. Il existe plusieurs cas d'infractions routières qui peuvent entraîner l'arrestation sans mandat du contrevenant : vitesse excessive, délit de fuite (ne pas se conformer aux exigences de la loi lorsqu'une personne est impliquée dans un accident) ou contravention aux panneaux de signalisation. Le policier placé dans ces situations est parfois autorisé à obliger le propriétaire du véhicule pris en défaut à le retirer de la voie publique et même à procéder à la saisie de l'automobile.

Les lois provinciales comme le Code de la route du Québec (1964, S.R.Q., ch. 231) obligent parfois la personne impliquée dans un accident de la circulation à répondre aux questions de l'agent de la paix. Le droit pénal provincial se distingue nettement sur ce point du droit criminel canadien où le silence du prévenu est un droit inviolable. Le refus de se conformer à cette obligation, sous certaines législations [247] provinciales, peut constituer une infraction permettant parfois l'arrestation automatique du prévenu, comme c'est le cas en vertu de la loi albertaine. Les infractions créées par les lois provinciales constituent essentiellement des infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité (procédure sommaire) et non pas des actes criminels et ce conformément à la classification des infractions adoptée au Canada. L'opposition d'une personne à se soumettre au prélèvement d'un échantillon de son haleine qu'un policier a le droit d'exiger, constitue ainsi une infraction provinciale pour laquelle le récalcitrant est passible, en Alberta, d'un emprisonnement de trois mois.

Les lois sur la circulation routière accordent aussi d'autres pouvoirs aux policiers afin de faciliter leur tâche de protection des usagers de la route. Sous le *Highway Traffic Act*, un policier peut ainsi demander à un conducteur de procéder sur le champ à la vérification de l'état des freins de sa voiture et lui ordonner, s'ils ne sont pas dans un état conforme aux conditions techniques prescrites par la loi, de les faire réparer. De même, si un véhicule montre des défauts apparentes, l'agent est habilité par la loi à procéder à une inspection sommaire de ce véhicule et il peut, si la sécurité d'autrui l'exige, demander au conducteur de retirer sa voiture de la voie publique et même décider d'enlever les plaques d'immatriculation.

La plupart des dix provinces canadiennes possèdent des législations semblables qui permettent à la police d'exercer efficacement son rôle protecteur ; le *Motor Vehicle Act* de Nouvelle-Écosse (1967, R.S.N.S., ch. 191) octroie des pouvoirs spéciaux aux policiers dans ce même esprit. Le volume et l'importance du trafic routier en Amérique du Nord justifient la reconnaissance de tels pouvoirs aux officiers chargés de prévenir les accidents de la circulation qui font un nombre impressionnant de victimes chaque année.

[248]

Le contrôle du commerce des alcools représente une autre sphère de compétence provinciale qui a donné lieu à une abondante législation prévoyant des pouvoirs de police. Le *Government Liquor Act* de la Colombie britannique (1960, R.S.B.C., ch. 166) permet ainsi l'arrestation sans mandat d'une personne qui, bien que cette loi lui interdise de consommer de l'alcool, est trouvée ivre ou en possession de boissons alcooliques. La loi sur les alcools de Saskatchewan (*The Liquor Act, 1965, R.S.S., ch. 382*) octroie des pouvoirs plus étendus en autorisant généralement l'arrestation sans mandat de tout individu pour la commission antérieure ou actuelle d'une infraction à la loi. Ces législations, de même que la plupart des textes des autres provinces, investissent les policiers d'importants pouvoirs en matière de perquisition. Il est ainsi prévu l'émission de mandat de perquisition par un juge de paix à la requête d'un agent, mais il arrive aussi qu'un policier puisse effectuer une perquisition sans mandat. C'est le cas du policier de la Colombie britannique ou de la Saskatchewan lorsqu'il croit que des boissons alcoolisées auraient été consommées sur la voie publique. C'est sous les lois relatives aux alcools que l'on retrouve, le plus fréquemment, l'équivalent provincial des mandats de main-forte fédéraux. Ces mandats spéciaux reçoivent le nom de mandats en blanc ou n'ont pas d'étiquette précise comme sous la loi de la Saskatchewan qui les désigne sous le vocable "d'autorisations écrites". Les dispositions de cette loi stipulent que le procureur général de la Saskatchewan peut accorder une autorisation à un officier déterminé qui la conserve jusqu'à révocation. Formulé en termes généraux, ce mandat permet au policier qui le détient de perquisitionner, sans formalité supplémentaire, dans les endroits soupçonnés de contenir des stocks d'alcool en contravention de la loi. Ces mandats en blanc s'avèrent particulièrement utiles en matière de contrôle des permis d'alcool et dans la lutte contre les débits clandestins. Tout comme le mandat de main-forte, le mandat en blanc emporte le droit de saisir les stocks d'alcool clandestins ainsi que le droit à l'utilisation de la force nécessaire pour assurer l'observation de la loi.

[249]

Il est possible de retrouver des, pouvoirs d'arrestation ou de perquisition dans les législations les plus diverses. Ainsi, dans la loi sur l'élevage du Manitoba (*The Animal Husbandry Act, 1970, R.S.M., ch. A-90*) la perquisition sans mandat est permise pour rechercher un

animal blessé. La loi sur la chasse et la pêche de l'Ontario (*Game and Fish Act, 1970, S.R.O., ch. 186*) permet aux officiers chargés de son application de faire arrêter et de perquisitionner tout moyen de transport maritime, terrestre ou aérien. Cette autorité est reconnue à un policier à condition évidemment qu'il ait des motifs légitimes de croire à la présence d'animaux tués en contravention de la loi ou des règlements. Il est à remarquer que les pouvoirs prévus par cette loi de l'Ontario sont octroyés indistinctement aux gardes chasse de cette province (Officiers de conservation de la faune) ainsi qu'aux membres de la police provinciale et de la Gendarmerie royale du Canada. Ces officiers peuvent également arrêter sans mandat l'individu qu'ils surprennent en flagrant délit de contravention à la loi. Enfin ce texte ontarien les autorise à procéder en tout temps à l'examen des armes à feu des chasseurs.

Ainsi se présentent dans les grandes lignes les pouvoirs dont bénéficient les policiers canadiens. Comme on peut le constater, leur autorité à différentes origines, mais dans tous les cas, ils ne peuvent se servir des moyens spéciaux prévus par la loi que s'ils respectent les conditions légales dans lesquelles ces pouvoirs et des moyens peuvent être utilisés.

[250]

[251]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**Chapitre V**

---

**LES SERVICES DE DÉTENTION  
ET DE PROBATION**

[Retour à la table des matières](#)

L'emprisonnement, tel qu'il existe au Canada depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, visait à l'origine l'isolement et l'amendement des coupables. Comparativement aux autres châtiments, il représentait une amélioration sans être pour autant satisfaisant en tant que tel. On estimait que l'isolement qui ne s'accompagnait généralement pas de contrainte stricte en ce qui concerne l'obligation de travailler, aide à réfléchir, à regretter et à s'amender ; mais très rapidement la sélection des accusés entre ceux qui ont commis un premier délit et les récidivistes a permis de remettre en doute cette philosophie.

Dès 1938, le rapport de la Commission royale d'enquête sur le système pénal du Canada, présidé par le juge Archambault, admettait officiellement que la peine de détention doit être considérée comme exceptionnelle et s'appliquer particulièrement à ceux qui ne peuvent continuer à vivre dans la société parce qu'ils présentent un trop grand danger de victimisation pour leurs concitoyens. Le concept du crime et du châtiment a donc été remis en cause et remplacé par celui de la nécessité de protection de la collectivité.

[252]

Actuellement, on évalue toutefois à 20 000 environ les adultes qui sont dans les institutions pénales, soit une personne pour 1 000 et on considère que le nombre des condamnés incarcérés pour de courtes

peines, allant de trois semaines à trois mois, continue à être beaucoup trop élevé et représente une forme de stigmatisation préjudiciable à l'intérêt même de la collectivité dans laquelle les concernés sont appelés à retourner. Compte tenu du coût des investissements pour les services de détention et des frais de leurs opérations de plus en plus élevés, il s'agit là de dépenses qui ne sont pas socialement rentables.

Certes, il est impossible d'éliminer le problème des délinquants d'habitude ou des criminels malades mentaux qui doivent être isolés et traités (singulièrement en ce qui concerne cette deuxième catégorie) mais on estime néanmoins que l'usage de la peine privative de liberté doit être plus restreint.

Les documents de travail publiés par la Commission de réforme du droit sont aussi explicites à cet égard que les recommandations des diverses Commissions d'enquêtes provinciales présentées au cours des dernières années.

Dès lors, l'accent qu'on met sur l'utilisation des modalités de traitement, telles que la probation et la libération conditionnelle, prend de plus en plus d'importance, tandis que le système de classement des prisonniers est principalement orienté en fonction d'une réintégration sociale aussi rapide que possible.

Ce qu'il convient de souligner également, c'est qu'il s'agit là d'une philosophie qui prévaut à l'échelle du gouvernement fédéral, comme des autorités des provinces, bien que son degré d'implication concrète varie selon les moyens dont disposent les divers gouvernements provinciaux. Au niveau des structures, les services de [253] correction comprennent tous un secteur chargé spécifiquement de la probation et c'est pourquoi nous traitons simultanément de ces deux dimensions du système canadien dans ce chapitre.

### ***LES STRUCTURES DES SERVICES DE CORRECTION***

Le système de correction canadien est décentralisé, conformément à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui prévoit la séparation des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les provinces.

C'est ainsi que les établissements de correction se divisent en trois catégories : les pénitenciers administrés par le gouvernement fédéral et destinés aux délinquants adultes qui doivent purger une peine de plus de deux ans, les prisons et maisons de correction qui reçoivent des condamnés à moins de deux ans de détention, relevant de l'autorité des provinces et les établissements de protection destinés aux jeunes délinquants qui sont également du ressort provincial.

La distinction entre les prisons et les maisons de correction se justifie par le classement et la sélection qu'on établit dans la plupart des provinces entre les condamnés et les personnes en instance de procès. En ce qui a trait aux établissements de protection, ils comprennent des centres d'accueil où les mineurs sont examinés et où ils attendent la décision du juge concernant leur transfert dans les écoles de protection. Ces institutions reçoivent des enfants condamnés en vertu de la loi sur les jeunes délinquants ainsi que les enfants ayant besoin de protection et entendus par la Cour en vertu des lois de protection de l'enfance et de la jeunesse, variables selon les provinces.

[254]

## 1. LES PÉNITENCIERS ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

[Retour à la table des matières](#)

La première loi sur les pénitenciers a reçu la sanction royale en 1779 ; elle légalisait les établissements qui existaient déjà et précisait leurs fonctions. Par la suite, trois Commissions royales d'enquêtes <sup>25</sup> ont eu pour mission d'étudier le problème de l'administration de la justice et du traitement des détenus : 1) la Commission royale d'enquête sur le système pénal du Canada, présidée par le juge A. Archambault qui a remis son rapport en 1938 ; 2) la Commission instituée pour faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au service des pardons du ministère de la Justice du Canada, présidée par le juge G. Fauteux qui a remis son rapport en 1956 ; 3) la Commission canadienne de la réforme pénale et correctionnelle, présidée par le juge R. Ouimet qui a remis son rapport en 1969.

L'analyse des recommandations des Commissions et de leur application permet de résumer l'évolution de la philosophie de correction à travers la période qui s'échelonne sur les 35 dernières années. Nous ne retenons ici que les grandes lignes de cette philosophie, ainsi que les perspectives d'avenir telles qu'elles sont envisagées actuellement.

[255]

En premier lieu, on a adopté le système cellulaire de préférence à celui des dortoirs, le classement des détenus suivant les diverses catégories, la suppression des châtiments corporels et l'élaboration des politiques destinées à assurer leur intégration sociale future. Parmi ces politiques, il convient de mentionner les divers modes d'enseignement et de formation professionnelle à l'intérieur des murs, mais aussi les programmes expérimentaux de contacts suivis avec l'extérieur.

---

<sup>25</sup> En ce qui concerne le rôle et les pouvoirs des Commissions royales d'enquêtes, voir le chap. sur l'organisation judiciaire.

En deuxième lieu, on a procédé à l'organisation systématique de l'enseignement et de l'entraînement du personnel des pénitenciers, tout en mettant en place des réformes administratives visant à assurer une meilleure régionalisation des services.

En troisième lieu enfin, on s'est efforcé de multiplier les possibilités d'imposer des régimes autres que celui de l'incarcération, soit des traitements mixtes et des élargissements partiels ou temporaires. En ce moment, la tendance qui prévaut consiste à éviter l'isolement continu et à faciliter les absences temporaires, les relations avec la famille grâce aux visites à l'intérieur et à l'extérieur des murs et la mise en liberté avant l'expiration de la sentence, sous surveillance des services de la Commission des libérations conditionnelles <sup>26</sup>.

### ***LA POPULATION PÉNITENTIAIRE ET SA RÉPARTITION***

C'est en fonction de ces objectifs que la population pénitentiaire est répartie entre quatre types d'établissement, soit les institutions à sûreté maximale, moyenne et minimale, et les institutions [256] spécialisées. La sélection est faite de façon à favoriser une différenciation de traitement selon les catégories des détenus et leur présumée capacité de réadaptation.

Les institutions à sûreté maximale ainsi que les centres de réception régionaux du Québec et de l'Ontario reçoivent les détenus condamnés par la Cour à des peines allant d'une durée de deux ans jusqu'à l'emprisonnement à vie. C'est là également qu'on procède à l'observation et au classement des prisonniers, exception faite des femmes qui sont référées directement au pénitencier spécialisé situé à Kingston, dans la province de l'Ontario. Ceux qui sont aptes à recevoir une formation spéciale professionnelle ou autre, ou qui ont besoin d'un traitement médical particulier, sont transférés dans les établissements à sécurité moyenne et minimale, ou encore dans les institutions spécialisées. On tient compte toutefois dans chaque cas du degré de dangerosité de l'individu et de la menace de victimisation

---

<sup>26</sup> Pour détails, voir le chap. sur les libérations conditionnelles.

qu'il peut présenter pour une société, dans l'éventualité d'une évasion. Par ailleurs, les établissements à sécurité minimale, exception faite des centres de "prélibération" qui sont situés dans les villes, se trouvent souvent dans des bâtiments indépendants installés à proximité de ceux à sécurité maximale, ce qui permet des transferts rapides des détenus dont l'attitude ou le comportement justifient une telle mesure.

En ce qui concerne les institutions spécialisées, on distingue celles qui sont consacrées aux groupes spécifiques, soit les femmes, les toxicomanes et les récidivistes âgés, mais aussi les 14 centres de "prélibération" organisés en fonction de l'objectif d'une réintégration sociale accélérée.

Une comparaison rapide des pourcentages des détenus selon les catégories des institutions semble assez révélatrice. En effet, en 1974, sur un total de 9 200 détenus, 35% se trouvaient dans les [257] institutions à sûreté maximale, 50% dans celles à sûreté moyenne et 15% dans celles à sûreté minimale.

Il convient de souligner que les tendances vers des systèmes de traitement pénitentiaire moins rigoureux s'accroissent, phénomène qu'on peut attribuer entre autres à une plus grande spécialisation du personnel et à un meilleur classement des détenus. Cela est d'autant plus significatif en termes de politique générale, que les pénitenciers reçoivent surtout des criminels récidivistes parmi lesquels 74% sont des ex-détenus des prisons provinciales et qu'on évalue à 80% ceux qui reviennent avec une nouvelle sentence après une période moyenne de 18 mois passée en liberté.

En ce qui a trait aux types de délits qui prévalent, 19% de la population pénitentiaire se compose de condamnés antérieurement pour vol qualifié, 17% pour vol, 16% pour vol avec effraction et 14% pour fraude. Le dernier groupe de 34% comprend les condamnés pour infractions d'ordre sexuel, les délits relatifs à la loi sur les stupéfiants, les repris de justice et les personnes trouvées coupables d'homicide involontaire ou de meurtre, dont 20% seulement purgent leur première incarcération.

Le rapprochement entre la population totale âgée de plus de 18 ans, pour laquelle on dispose des recensements de 1966 à 1971, et la population pénitentiaire, indique néanmoins la relation relativement

faible qui existe entre ces données. En effet, en 1966, la population des pénitenciers s'élevait à 7 300 pour une population de 12 315 787, tandis qu'en 1971, elle était de 7 350 environ pour 13 872 489. Toutefois, la brusque augmentation qui est apparue en 1973, année au cours de laquelle les pénitenciers avaient 9 100 prisonniers, ne s'accompagne pas d'un accroissement parallèle de la population pouvant le justifier et peut être attribuée à plusieurs phénomènes qu'on ne peut analyser sans tenir compte du mouvement des condamnés dans les prisons provinciales.

[258]

Il n'en reste pas moins que l'accroissement sans précédent de la population des pénitenciers de 14% pour l'année 1973 et qui s'est accentué depuis, pose des problèmes nouveaux qui n'ont pas encore été résolus.

### ***LE TRAITEMENT DES DÉTENUS***

Ce qui caractérise le système carcéral canadien, c'est l'absence de contraintes réglementaires en ce qui a trait au travail ou à la formation obligatoire. Les détenus doivent cependant respecter un horaire et assumer les tâches essentielles liées à l'entretien, la propreté et les divers services de l'institution.

En ce qui a trait aux activités proposées aux détenus, elles comprennent la formation académique et professionnelle ainsi que le travail industriel et agricole. Parmi les métiers enseignés dans les pénitenciers, on peut citer celui de plombier, d'électricien, d'ébéniste, de peintre et de plâtrier, de mécanicien, de charpentier ou encore de relieur. Les institutions disposent d'ateliers d'imprimerie, de tôlerie, de mercerie, de cordonnerie, d'ébénisterie, de menuiserie, de tuyauterie, ainsi que de terrains de culture agricole et d'élevage.

Selon les derniers relevés statistiques, on évalue à 1 200 le nombre de détenus qui poursuivent des études de façon systématique et un certain pourcentage d'autres qui suivent des cours par correspondance, tandis que 4 500 reçoivent une formation professionnelle.

La réussite de l'entraînement ne dépend pas toutefois de la diversité des cours disponibles, mais surtout de la détermination des détenus à les suivre et à passer les examens professionnels requis. C'est à ce niveau que se pose le problème de reclassement et d'information. L'administration des pénitenciers dispose d'un service

[259]

spécialisé de classement dont les préposés rencontrent chaque détenu individuellement afin de déterminer ses capacités et son potentiel. Les prisonniers sont examinés par un médecin et un psychiatre qui indiquent dans leurs rapports les traitements éventuels qui doivent être prescrits.

En ce qui a trait à la planification des programmes d'enseignement, elle est faite de concert avec le ministère du Travail et on s'efforce de tenir compte des disponibilités du marché du travail national et régional. On essaie de rendre accessible aux détenus la participation à certains travaux à l'extérieur du pénitencier et on encourage la création de petites coopératives de production.

Actuellement, on dispose de 12 centres correctionnels communautaires, dont les programmes visent à accélérer le processus de resocialisation en multipliant les contacts entre les détenus et le monde du travail, ainsi qu'en organisant les diverses activités sociales.

Le système des absences temporaires, pour sa part, est relativement nouveau, surtout en ce qui a trait à la généralisation de son application. En effet, tous les détenus, sauf certaines exceptions dont les délinquants sexuels dangereux par exemple, les condamnés à vie, les délinquants d'habitude et ceux qui ont été reconnus comme ayant été affiliés au crime organisé, sont éligibles, à condition d'avoir purgé les six premiers mois de leur peine. Le règlement tolère les cas particuliers d'autorisation donnée par le directeur de l'institution pour des raisons médicales et humanitaires, où il s'agit alors d'une absence temporaire "sous escorte".

Le droit à l'absence temporaire, selon l'art. 26 de la loi sur les pénitenciers, prévoit d'une façon générale trois catégories de justification dont les raisons humanitaires, de réhabilitation ou [260] médicales. Dans la première catégorie, on inclut toutes les relations d'ordre familial y compris la possibilité d'assister à la remise d'un

diplôme universitaire à un proche parent. En ce qui a trait à la définition de l'objectif de réhabilitation, il s'agit tout aussi bien des possibilités de rencontrer un employeur éventuel que d'assister aux cours et aux conférences ou de participer aux activités communautaires, sportives ou autres. La troisième catégorie des absences temporaires est liée aux nécessités de traitement hospitalier, chirurgical, ou encore d'un examen fait par un spécialiste.

Il convient de souligner en dernier lieu que la loi prévoit des modalités qui permettent, en principe, d'éviter l'arbitraire administratif. C'est ainsi que les demandes faites par les détenus ou le médecin de l'institution, sont étudiées par le Comité de formation des détenus, ou l'équipe de l'unité résidentielle qui soumet ensuite son avis au directeur de l'institution à qui appartient la décision, mais dont le refus doit toujours être motivé et communiqué au détenu. Les dépenses occasionnées par une absence temporaire doivent être défrayées par le concerné ou par sa famille, mais dans tous les cas d'indigence, elles sont couvertes par l'Etat. Cela est vrai pour les deux catégories d'absence temporaire, avec et sans escorte.

Au cours de la période 1972-1973, on a accordé dans les pénitenciers 48 657 absences temporaires.

Le problème de formation et de travail des détenus n'est certes pas résolu, mais il n'en reste pas moins, que les services correctionnels ont réalisé certains progrès au cours des dernières années. Ils sont dus entre autres à l'effort d'une collaboration suivie avec les institutions d'enseignement et avec les employeurs, mais aussi à la meilleure information du public en général quant aux nécessités de réintégration sociale des condamnés.

[261]

La collaboration avec la communauté est particulièrement significative en ce qui concerne les activités socio-culturelles à l'intérieur et à l'extérieur des murs. On évalue à 25 000 environ les bénévoles qui participent ou organisent, les divers programmes qui comprennent aussi bien l'aide à l'élaboration d'un journal que les conférences, projections de films, présentations de pièces de théâtre ou encore la pratique des sports. On encourage également les compétitions entre les équipes formées de détenus et les équipes de l'extérieur.

En plus des ressources internes, tels que les bibliothèques, un poste central de radio et de télévision d'une part, et les gymnases et terrains sportifs d'autre part, on essaie de faire appel au maximum aux ressources communautaires afin de diminuer ainsi les coûts des installations.

L'éligibilité aux divers programmes socio-culturels dépend des caractéristiques des groupes de détenus, tandis que les contrôles sont appliqués de façon uniforme.

En ce qui a trait aux droits des détenus, la loi promulguée en 1961 leur accorde deux types de remise de peine : statutaire et méritée.

Les remises statutaires représentent un quart de la sentence prévue au moment de l'admission à l'institution. Elles sont cependant sujettes à révocation pour motifs disciplinaires et constituent une partie de la libération conditionnelle quand celle-ci est accordée. Les remises méritées ne sont pas dépendantes des mêmes règles et sont considérées comme un moyen de motivation et d'encouragement pour ceux qui respectent les règlements et suivent les programmes de formation proposés. Tout prisonnier a droit de demander sa mise en libération conditionnelle et cela directement par lettre adressée au solliciteur [262] général ou aux commissaires de la Commission des libérations conditionnelles, à laquelle on donne toujours suite en envoyant un officier pour procéder à l'entrevue et à l'enquête. Ce qui est intéressant dans le système, c'est incontestablement cette possibilité de contact direct avec les autorités, sans intervention intermédiaire de l'administration pénitentiaire qui est toutefois consultée avant la prise de décision relative à la libération.

Conformément à la décision du Service canadien des pénitenciers visant à accroître les droits des détenus, on a établi en 1973 une procédure de griefs. Cette procédure permet d'examiner non seulement des griefs individuels et collectifs, mais aussi des problèmes potentiels qu'on étudie dans des buts préventifs. Il s'agit là d'une protection des détenus contre les erreurs ou abus administratifs et d'une action préventive visant à permettre une expression constructive d'opinion des prisonniers.

En ce qui concerne la relation entre le détenu et le personnel du pénitencier, la tentative la plus intéressante demeure incontestablement celle des unités résidentielles. Le programme a été

entrepris en 1971 et visait à permettre l'organisation de groupes de 70 à 100 détenus assumant plus de responsabilités et jouissant de plus de liberté. Actuellement, il existe dans tous les pénitenciers à sûreté moyenne, dans les centres de réception régionaux du Québec et de l'Ontario, et dans les trois camps de travail correctionnel. La réussite du programme dépend essentiellement de l'entraînement du personnel qui doit travailler avec les détenus en vue de créer des relations interpersonnelles favorisant le changement de leur attitude à l'égard des autorités et leur resocialisation plus rapide. Les préposés assument dans les unités résidentielles des responsabilités accrues et peuvent prendre certaines décisions d'ordre disciplinaire sans demander l'intervention formelle du Conseil de discipline du pénitencier. Ils sont tenus toutefois à gagner la confiance des [263] prisonniers et à les faire participer aux décisions relatives aux problèmes quotidiens, grâce aux réunions et aux discussions de groupe.

Il est trop tôt encore pour conclure en ce qui a trait aux résultats de cette expérience, mais il semble que les 422 officiers qui ont reçu un entraînement particulier, parviennent à atteindre les objectifs prévus et qu'on sera en mesure d'élargir à l'avenir les cadres du programme.

## ***LE PERSONNEL***

D'une façon générale, la philosophie qui préside à la façon de traiter les détenus implique la formation d'un personnel capable de l'appliquer.

Dès 1948, des cours ont été institués à cet effet à l'intention du personnel des pénitenciers et depuis, ils ont été développés et complétés.

En effet, quelques années plus tard, en 1952 on avait fondé à Kingston, dans la province de l'Ontario, le premier collège du personnel des services correctionnels, mais en 1960, encore près de la moitié seulement des officiers des pénitenciers en avait bénéficié.

La réforme de 1961 ayant décidé des normes nouvelles, on a ouvert en 1962 une seconde école française, celle-là à Laval, dans la province de Québec, chargée de desservir les institutions de la région administrative du Québec et pouvant recevoir 48 étudiants.

Déjà le collège de Kingston ne suffisait plus aux besoins des fonctionnaires ontariens et en 1963, on entreprit la construction d'un nouveau centre de formation à cet endroit. Celui-ci beaucoup plus vaste et beaucoup mieux équipé que le premier, pouvait accueillir plus de 72 officiers et recrues.

[264]

L'année suivante, le personnel des institutions de la région de New-Westminster en Colombie britannique obtenait sa première école d'une capacité de 24 étudiants, destinée aux agents des pénitenciers de l'Ouest canadien. Enfin, à peine quelques années après son ouverture en 1968, le Collège du personnel de Laval était agrandi, le nouvel édifice ayant été construit en prévision de la formation de 72 élèves. En 1973, 1 576 personnes suivaient des cours de formation spécialisée et de recyclage.

Sur le plan administratif, les collèges du personnel relèvent de la direction du personnel : ils sont conçus comme des unités administratives autonomes et leurs directeurs dépendent directement de la division du personnel des quartiers généraux du Service canadien des pénitenciers.

Tout le domaine de la formation du personnel est régi, en outre, par un comité qui comprend le commissaire adjoint aux programmes des détenus, le commissaire adjoint aux services opérationnels, le directeur du service du personnel, le directeur du service des finances, le responsable de la section de la formation du personnel.

Le comité a droit de regard sur les programmes, les dépenses, l'application des politiques et l'engagement de spécialistes. Après avoir étudié à fond la question, il soumet ses recommandations à l'approbation du commissaire.

Un comité semblable existe au niveau de la plupart des institutions. Celui-ci a pour mission d'étudier les besoins, de voir à l'application des programmes et de formuler des suggestions au service central. Il va de soi que ces comités, tant au niveau national qu'au niveau institutionnel, n'ont officiellement aucun pouvoir décisionnel.

[265]

En ce qui concerne les programmes, on distingue deux types d'activité de formation : les activités internes et les activités externes.

On entend par activités internes les modes de formation qui utilisent uniquement les ressources humaines et matérielles de la Fonction publique fédérale. Il en existe trois genres : la formation en cours d'emploi à l'intérieur des institutions, les cours et conférences des collèges spécialisés, les cours et conférences organisés par la Commission de la Fonction publique du Canada.

Les programmes de formation en cours d'emploi et les cours des collèges spécialisés s'adressent surtout aux gardiens et à ceux qui travaillent dans les institutions tandis que les sessions d'étude de la Commission du service civil sont destinées à tout le monde, mais en particulier aux fonctionnaires.

On entend par activités externes les modes de formation qui font appel à des ressources extérieures à la Fonction publique fédérale.

C'est ainsi qu'on autorise des fonctionnaires et des gardiens à suivre des cours et des stages dans des collèges privés et des universités et on délègue des spécialistes auprès des gouvernements étrangers pour des stages d'études.

En ce qui concerne les modes de rémunération, ceux qui suivent des cours en dehors des heures régulières de travail peuvent être remboursés ; ceux qui veulent se perfectionner au-delà des cadres de la Fonction publique fédérale ont la possibilité d'obtenir des congés avec ou sans solde, et les élèves des collèges spécialisés reçoivent un salaire prévu par la Fonction publique.

[266]

Le programme de base de la formation est à la fois théorique et pratique. Il se divise en quatre phases bien distinctes selon le grade des élèves. Les officiers de niveaux 1, 3, 5 et 7 s'entraînent pour aller travailler dans les institutions à sécurité moyenne et minimale ; ceux de niveaux 2, 4, 6 ou 8 se destinent aux institutions à sécurité maximale. Les divers échelons de niveaux correspondent à la formation générale déjà acquise et aux années d'expérience. Les quatre phases du programme sont divisées par étapes dans le cadre desquelles on distingue la formation commune, les stages d'adaptation

à l'intérieur de l'institution, les stages de perfectionnement et les programmes de recyclage obligatoires tous les trois ans. Les étapes de formation et de recyclage correspondent aux divers paliers de promotion jusqu'au grade des officiers supérieurs. Ce qui est important de souligner, c'est que les cours prévoient un enseignement en sciences humaines destiné principalement à faciliter la compréhension des problèmes collectifs et individuels de la population pénitentiaire.

En 1973, le personnel comprenait 5 300 employés.

### ***LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES***

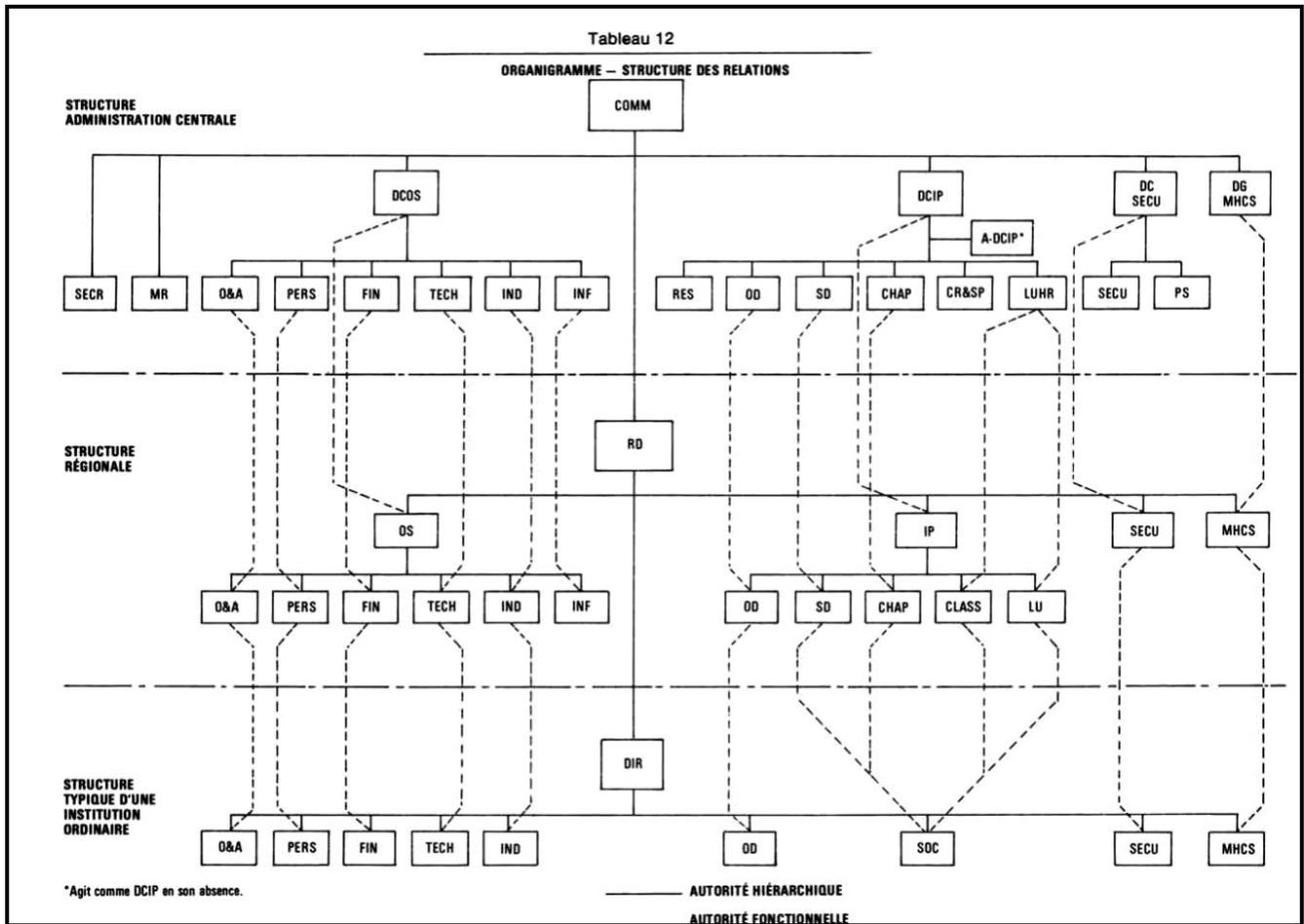
Sur le plan administratif, le service canadien des pénitenciers est régi par la loi sur les pénitenciers (Statuts révisés canadiens, 1970, ch. P-6) et relève du solliciteur général du Canada qui a le rang de ministre et dont les services sont indépendants du ministère de la Justice. Le solliciteur général est responsable de tous les établissements pénitentiaires fédéraux et du soin et de la formation des personnes qui y sont détenues. Le commissaire des pénitenciers, sous la direction du solliciteur général, est chargé de la surveillance et de la gestion du service et de toutes les questions qui s'y rattachent. Le directeur général des services médicaux et de la santé relève de lui directement et le commissaire aux pénitenciers [267] est assisté, en outre, de trois commissaires adjoints dont l'un gère la section des services opérationnels, le second celle des programmes des détenus, et le troisième la sécurité.

Les organigrammes des pages qui suivent schématisent les structures des divers secteurs.

[268]

Tableau 12  
 ORGANIGRAMME - STRUCTURE DES RELATIONS

[Retour à la table des matières](#)



[269]

EXPLICATION DES SIGLES

COMN	<i>commissioner</i>	Commissaire
DCOS	<i>Deputy Commissioner (Operational Services)</i>	Commissaire adjoint (Services opérationnels)
DCIP	<i>Deputy Commissioner (Inmate Programs)</i>	Commissaire adjoint Programmes pour les détenus
DCSECU	<i>Deputy Commissioner (Security)</i>	Commissaire adjoint (Sécurité)
DGMHCS	<i>Director General Medical and Health Care Services)</i>	Directeur général (Soins médicaux et de santé)
A.DCIP	<i>Acts for DCIP in his absence</i>	Agit comme DCIP en son absence
SECR	<i>Secretariat</i>	Secrétariat
MR	<i>Management Review</i>	Contrôle de gestion
O&A	<i>Organization and Administration</i>	Organisation et Administration
PERS	<i>Personnel</i>	Personnel
FIN	<i>Finance</i>	Services financiers
TECH	<i>Technical</i>	Services techniques
IND	<i>Industries</i>	Industries
INF	<i>Information</i>	Services d'information
RES	<i>Research</i>	Recherche
OD	<i>Occupational Development</i>	Développement occupationnel
SD	<i>Social Development</i>	Développement social
CHAP	<i>Chaplaincy</i>	Aumônerie
CR&SP	<i>Community Relations and Special Programs</i>	Relations communautaires et programmes spéciaux
LUHR	<i>Living Units and Human Relations</i>	Unité résidentielle et relations humaines
SECU	<i>Security</i>	Sécurité
PS	<i>Preventive Security</i>	Sécurité préventive

[270]

RD	<i>Regional Director</i>	Directeur régional
OS	<i>Operational Services</i>	Services opérationnels
IP	<i>Inmate Programs</i>	Programmes pour les détenus
MHCS	<i>Medical and Health Care Services</i>	Soins médicaux et de santé
CLASS	<i>Classification</i>	Classification
LU	<i>Living Units</i>	Unités résidentielles
DIR	<i>Director</i>	Directeur
SOC	<i>Socialization</i>	Socialisation

[271]

### ***DIRECTION DES SERVICES OPÉRATIONNELS***

Les instances administratives ont des fonctions précises à remplir. Le rôle principal du quartier général est d'élaborer et de planifier les programmes, celui des régions de les adapter aux besoins spécifiques, tandis que celui des institutions consiste non seulement à les appliquer mais aussi à expérimenter certains programmes et à présenter des suggestions de réformes. L'institution et la région informent le service national des difficultés rencontrées dans l'application des programmes et proposent à ce dernier les modifications à apporter.

Le siège des différents services est situé à Ottawa, mais certaines fonctions sont remplies également au niveau régional ou même à celui de l'institution.

La configuration actuelle des structures administratives est le résultat de la vaste réforme entreprise au début des années soixante. En effet, la loi de 1961 donnait au système carcéral canadien une structure "croisée". D'une part, à la verticale elle séparait totalement les services administratifs de l'organisation pénitentiaire, d'autre part, à l'horizontale elle décentralisait l'administration des établissements grâce à trois niveaux de services relativement autonomes, soit le service national, les services régionaux et les services institutionnels.

À la verticale, l'administration est désignée sous le terme de "services opérationnels", et l'organisation de la vie carcérale, sous celui de "programmes des détenus". À ces deux secteurs s'ajoute celui de la sécurité.

À l'horizontale, la loi de 1961 a divisé le territoire du Service canadien des pénitenciers en cinq grandes régions : 1) la [272] région de l'Atlantique qui comprend la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'île du Prince-Edouard et Terre-Neuve ; 2) la région du Québec qui comprend uniquement la province de Québec ; 3) la région de l'Ontario qui comprend la province du même nom ; 4) la région des Prairies qui comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta ; 5) la région du Pacifique qui comprend la Colombie britannique.

Enfin, précisons que le but visé par la décentralisation entreprise lors de la réforme de 1961, consistait à créer des régions relativement autonomes sur le plan administratif et technique, de façon à rendre le système plus efficace.

Le terme d'autonomie prend ici le sens d'autosuffisance. En effet, chaque région possède son propre réseau d'institutions complémentaires, des centres de détention à sécurité maximale, moyenne et minimale, et au moins un centre de formation du personnel, ainsi qu'un centre de réception régional et un centre médical régional.

Les structures du service sont "croisées", c'est-à-dire que la division dans les structures verticales se reproduit à chacun des niveaux de la structure horizontale. Ainsi donc, la séparation entre les fonctionnaires chargés des services opérationnels et ceux qui s'occupent des programmes des détenus et de la sécurité se retrouve tant au niveau national que régional et institutionnel.

Il va de soi cependant que les niveaux étant relativement autonomes, il n'y a pas de relation hiérarchique verticale entre les fonctionnaires subalternes de niveaux différents. Les fonctionnaires subalternes sont subordonnés d'abord et avant tout à leur directeur de niveau. Ce qui n'empêche évidemment pas de fréquentes consultations entre les fonctionnaires subalternes des différents niveaux. Toute mesure envisagée par ceux-ci doit être approuvée néanmoins par leurs supérieurs latéraux.

[273]

## ***LES CARACTÉRISTIQUES DES DIVERSES DIVISIONS***

À l'intérieur du système administratif, on distingue les grands services suivants.

### *Division du personnel*

Le service du personnel a juridiction sur tout ce qui concerne les employés du Service canadien des pénitenciers. Son action porte sur l'étude des besoins et la prévision de la demande, le recrutement et le choix des candidats, la négociation des conventions collectives et le règlement des différends ainsi que la formation et le perfectionnement des fonctionnaires.

L'évolution actuelle de la criminalité et la modernisation des méthodes correctionnelles influent sur l'accroissement de la demande de main-d'oeuvre et, par ailleurs, l'application des techniques thérapeutiques exige l'embauche de praticiens de plus en plus compétents. Ces deux facteurs rendent d'autant plus complexe le problème du recrutement et de l'entraînement du personnel.

Plusieurs syndicats sont accrédités pour représenter les différentes catégories d'employés du service et en dehors des conventions collectives à négocier et à régler de nombreux griefs. Le problème des entrées latérales des officiers supérieurs non syndiqués et non syndiquables et celui des promotions par ancienneté demeurent fort complexes.

Enfin, le développement rapide des connaissances en sciences humaines et leurs incidences au niveau du traitement des prisonniers impliquent une formation plus poussée, et le recrutement des spécialistes des diverses disciplines, dont les médecins, les criminologues, les psychiatres, les psychologues et les pédagogues, pour ne citer [274] que ceux-là. Les programmes de formation pré-emploi et en cours d'emploi, ainsi que la gamme d'activités offertes

par les collègues qui relèvent du service du personnel, tendent à mieux préparer les services à collaborer avec les spécialistes.

### *Division des finances*

Le service des finances administre le budget du Service canadien des pénitenciers. Son travail est essentiellement comptable. Il doit s'assurer, entre autres, de l'uniformité des méthodes utilisées. Les plans comptables des régions et des institutions doivent être construits, en effet, à partir des mêmes critères et des mêmes techniques que celui du quartier général. De plus, il faut que ce service révise constamment ses méthodes afin d'être en mesure de suivre les progrès de la science administrative. C'est là une des principales responsabilités du service des finances qui, pour l'année financière 1974-1975, avait géré un budget dépassant 120 millions de dollars.

### *Division des services techniques*

Ce service a juridiction sur les biens et immeubles du Service canadien des pénitenciers. De ce fait, il doit tenir à jour l'inventaire et approvisionner régulièrement les différents organismes qui sont sous la juridiction du S.C.P. Il est responsable des achats et de la distribution de la nourriture, des vêtements, du mobilier et des fournitures dont ces organismes ont besoin. C'est enfin ce service qui assure l'entretien quotidien des immeubles et qui prépare les prévisions à court et à long terme en tenant compte de l'accroissement progressif des besoins actuels. Il est également responsable du programme de construction des institutions pénales du S.C.P.

[275]

### *Division des industries*

Dans la plupart des institutions, on dispose d'activités relatives à la production industrielle. Des moniteurs entraînés dirigent des ateliers qui produisent des objets divers destinés à une clientèle sélectionnée.

Toutefois, l'objectif principal de ces ateliers n'est pas celui de la production, mais bien plus de l'entraînement et de la formation des détenus qui y travaillent. Il s'agit notamment de les habituer à coopérer entre eux et avec les contremaîtres, de leur donner le sens du respect de soi et de leur inculquer les connaissances et l'habileté nécessaires pour assumer, à leur sortie, un emploi rémunéré.

En ce qui a trait au marché qui absorbe la production, il comprend essentiellement les organismes gouvernementaux, fédéraux, provinciaux ou municipaux, et les organismes subventionnés, sans buts lucratifs. La vente sur le marché compétitif pouvant constituer une concurrence pour les entreprises privées n'est pas autorisée. Compte tenu de l'instabilité du marché dont on dispose, la production consiste surtout dans l'exécution des commandes, souvent très limitées quant aux quantités, mais relatives à des produits très diversifiés. Il est évident que ce mode d'opération rend forcément très difficile la réalisation des objectifs liés à une production industrielle dans le véritable sens de ce terme.

Récemment, le problème a été étudié et le gouvernement fédéral a accepté de prendre des mesures destinées à fournir à la production des pénitenciers un marché plus stable. À la suite des décisions qui ont été prises à cet égard, les ateliers ont été réorganisés de façon à ce que l'emploi comme le rythme de travail, puissent être mieux adaptés aux besoins auxquels les détenus seront obligés de répondre [276] en travaillant, une fois libérés, dans une entreprise commerciale et compétitive. La planification est organisée en vue de leur fournir le maximum de possibilités de gagner leur vie et celle de leur famille.

C'est également dans cette optique qu'on projette de rémunérer les détenus pour leur travail, selon une échelle de salaires prévue, tout en leur demandant de payer leurs frais de subsistance, de contribuer au

fond de pension et de payer les impôts. L'objectif à atteindre consiste à inculquer aux détenus le sens des responsabilités et à leur apprendre à administrer leur budget comme ils seront tenus de le faire après leur libération.

### *Services agricoles*

Les activités relatives au travail de la terre et à l'élevage ont été organisées dans six endroits proches des institutions pénitentiaires. Les produits sont fournis aux institutions et, traditionnellement, il s'agissait d'assurer aux détenus un travail en plein air et de réaliser, grâce à l'autoproduction, une certaine économie des fonds d'opération. Récemment, ce type d'activités a été remis en question et on considère de plus en plus qu'elles ne constituent pas un des meilleurs moyens de préparer les détenus à leur future réinsertion sociale. Il est question désormais de les supprimer et de les remplacer par une autre forme d'entraînement professionnel.

## ***LES SERVICES D'INFORMATION***

En plus des divisions et des services indiqués, les structures administratives comprennent également d'autres secteurs, mais il ne s'agit pas là d'un relevé exhaustif.

[277]

En terminant, il convient cependant de souligner l'importance d'un autre aspect des fonctions de l'ensemble des structures administratives qui est celui des relations avec le public et les associations bénévoles. Il est fondamental, en effet, autant en ce qui concerne la réhabilitation des prisonniers que leur réadaptation sociale après la libération. Le service d'information assume ce rôle actuellement et il est appelé à se développer puisqu'il est essentiel à la réalisation de plusieurs programmes impliquant la participation communautaire à court et à long terme.

Créé à une époque relativement récente, ce service a une double mission. D'une part, il s'efforce d'améliorer les contacts avec le

personnel et les détenus et, d'autre part, il prépare des publications visant à mieux informer le public des politiques et des activités des services des pénitenciers. Le journal "Discussion" est un des instruments de communication avec le personnel, mais on prépare aussi plusieurs brochures sur des sujets spécifiques, tels par exemple l'évolution des unités résidentielles, ou encore un manuel destiné aux détenus comme aux autres lecteurs intéressés aux problèmes d'incarcération et de traitement.

Compte tenu de l'importance de la décentralisation, des officiers seront nommés auprès des services régionaux afin d'assumer à ce niveau les responsabilités liées à cette force de communication avec les concernés aussi bien qu'avec le public.

En effet, tous les détenus font face aux trois problèmes cruciaux : leurs relations avec la famille, avec le milieu social d'origine et avec les employeurs éventuels. Aussi longtemps qu'ils sont rejetés par la société, leur réinsertion au moment de la libération de l'institution pose des problèmes quasi insolubles. À l'opposé, si la communauté accepte de les recevoir comme citoyens à part égale, ils pourront s'assurer des moyens de subsistance et retrouver une [278] existence normale. Au-delà des contraintes du marché du travail, il s'agit là de l'image du détenu dans le public dont dépend, pour une large part, ses réactions à son égard. La multiplication des contacts et des moyens d'information sont en somme des outils indispensables à toute politique de traitement et de réhabilitation des délinquants et des criminels qui, ayant purgé leur peine, veulent changer définitivement leur mode de vie.

### ***LA DIRECTION DES PROGRAMMES DES DÉTENUS***

Avant de traiter des principales fonctions de cette division, il convient de rappeler certaines données relatives au rôle des services de ce type.

La première fonction du système carcéral étant d'appliquer la sentence imposée par le tribunal, le service des pénitenciers ne peut donc remettre en cause, ni modifier de quelque façon que ce soit cette sentence.

Compte tenu du fait que la réinsertion sociale du délinquant est la meilleure protection contre la récidive, la responsabilité du système carcéral demeure entière. En somme, à travers les contraintes imposées par la sentence du tribunal, les institutions pénitentiaires doivent offrir aux détenus les ressources humaines et physiques dont ils peuvent avoir besoin pour se réhabiliter. Tel est le cadre même de la philosophie du Service canadien des pénitenciers.

D'autre part, deux principes fondamentaux prévalent dans l'élaboration et l'application des programmes : leur individualisation et leur coordination. On admet à priori que : 1) chaque détenu est un cas particulier, ce qui signifie qu'il faut adapter aux individus les programmes communs ; 2) l'élaboration des programmes orientés vers la communauté extérieure à la prison exige l'optique de réinsertion sociale.

[279]

Le premier principe reconnaît et assume les particularités individuelles ; le second perçoit la société comme le lieu privilégié de la réhabilitation du détenu. En effet, les fonctionnaires conviennent que tout pénitencier est un milieu artificiel et que la bonne conduite en prison ne garantit pas la réadaptation sociale réelle. C'est en fonction de cette constatation de base qu'on multiplie les contacts entre le détenu et la société, en facilitant les visites de la famille et les congés de fins de semaine.

Certes, plusieurs programmes expérimentaux ont été élaborés jusqu'à présent, mais il convient de souligner qu'on continue encore à les développer et à faire de nombreux essais dont les résultats sont analysés par des spécialistes dans le but de pouvoir généraliser certaines expériences.

### ***DIVISION DU DÉVELOPPEMENT OCCUPATIONNEL***

La division du développement occupationnel assume la responsabilité d'entraînement professionnel et de formation académique. Dans les pénitenciers qui relèvent du gouvernement fédéral, on dispose de programmes de préparation à l'exercice d'un métier, ainsi que des cours permettant d'obtenir des diplômes

professionnels. La formation est dispensée dans les écoles et les ateliers des institutions et comprend le travail du bois, des métaux, des textiles, l'apprentissage de l'imprimerie, de la mécanique, de la peinture, du métier de charpentier et de maçon. En ce qui a trait à la formation académique, certains cours sont donnés à l'intérieur des institutions, tandis que d'autres peuvent être suivis par correspondance. Grâce aux accords faits entre les services des pénitenciers et les institutions d'enseignement, on est en mesure de répondre aux demandes présentées par les prisonniers de compléter ou d'entreprendre des études dont la gamme varie du niveau élémentaire à celui de l'université. Les diplômes sont reconnus autant par les autorités provinciales et les unités [280] d'enseignement que par les syndicats et les autres organismes concernés. La meilleure preuve de la valeur de cet enseignement dispensé aux détenus réside sans doute dans le fait que le nombre de certificats émis et de diplômes acceptés augmente constamment.

### ***LA RÉMUNÉRATION DES PRISONNIERS***

Jusqu'en 1935, les prisonniers des pénitenciers canadiens n'étaient pas rémunérés de façon systématique. Par la suite cependant, il a été reconnu que le travail représente un important facteur de resocialisation des détenus et que le fait de verser des salaires constitue un moyen d'incitation à l'accroissement de la productivité qui, en soi, justifie les coûts impliqués. Le système de rémunération demeure celui que les prisonniers ont connu s'ils ont travaillé avant d'être incarcérés et qui devra s'appliquer après leur libération. Par conséquent, le fait de les priver d'une rémunération pendant leur séjour au pénitencier crée une situation anormale. Il convient de souligner toutefois qu'en introduisant le principe du travail rémunéré, on ne visait pas l'objectif d'assurer le bon comportement des détenus, ni d'assurer un calme temporaire dans les institutions. La réforme a été inspirée par l'idée que la possibilité d'être payé est un stimulant pour faire des efforts en vue de la réhabilitation.

Le système actuel de rémunération prévoit quatre niveaux de l'échelle des salaires et un détenu peut, en l'espace de trois mois, passer d'un palier à l'autre, suivant la façon dont il s'acquitte de son

travail et participe au programme d'activités organisées pour lui à l'institution. Tous les détenus sans distinction des tâches qu'ils exécutent, ont la même possibilité d'obtenir des diplômes professionnels. Cela signifie que les prisonniers qui étudient ou suivent un entraînement professionnel, sont également rémunérés suivant les progrès qu'ils parviennent à faire. Le droit à un salaire plus [281] élevé n'est pas lié à des facteurs tels que la durée de la détention, mais uniquement à ceux qui ont trait au comportement et à l'évolution du prisonnier. Il n'y a pas non plus de limite ou de quota en ce qui a trait au pourcentage des détenus qui peuvent avoir des salaires supérieurs par rapport aux autres. Le niveau de la rémunération dépend entièrement, en somme, de facteurs tels que le rendement, la formation, l'effort fourni et les responsabilités que le prisonnier veut ou peut assumer.

Il convient de souligner que les prisonniers ne reçoivent pas d'argent, sauf exception de programmes spécifiques, aussi longtemps qu'ils se trouvent en institution. Leur salaire comprend la part destinée aux dépenses qu'il peut faire à la cantine et des économies qu'il doit faire obligatoirement. Les prisonniers reçoivent des cartes sur lesquelles on indique le crédit dont ils disposent, compte tenu de leurs salaires et des sommes déduites pour les achats faits à la cantine. A l'heure actuelle, on s'efforce tout particulièrement de donner aux prisonniers un plus grand sens des responsabilités relatives à l'administration du budget. A l'institution de Warkworth par exemple, on essaie de recréer des conditions plus proches des réalités quotidiennes en donnant aux détenus la partie du salaire qu'ils sont autorisés à dépenser et en leur permettant de faire des achats non pas à la cantine, mais dans un magasin opérant à l'extérieur de l'institution.

En février 1973, on a émis de nouvelles directives selon lesquelles un détenu qui gagne de l'argent tout en travaillant à l'extérieur lors des absences temporaires, ou de la libération de jour sur parole, doit rembourser l'État pour l'ensemble ou une partie des frais de son logement, de sa nourriture ou de ses vêtements, et cela pour toute la période pendant laquelle il a effectué un travail rémunéré. Le règlement prévoit cependant que le montant à rembourser ne doit pas dépasser 25% de son salaire brut, compte tenu des déductions [282] telles que l'assurance-chômage, l'impôt sur le revenu et l'assurance-santé.

Un projet pilote a été organisé en 1972 à l'institution William Head, où les prisonniers gagnent des salaires dont le niveau est conforme au minimum payé sur le marché du travail. Là également, les détenus assument les déductions et taxes prévues pour l'ensemble des travailleurs ayant les mêmes catégories d'emploi et dans la construction, dans les ateliers de William Head, localité située en Colombie britannique, ils ont un salaire conforme au minimum prévu dans cette province. Ils versent obligatoirement 35% de leurs revenus dans un compte d'épargne, disposent d'un montant pour leurs dépenses et le reste est placé dans un fonds spécial qu'ils reçoivent à leur libération ou pour leur réhabilitation. Les détenus qui participent au programme d'emploi de pré-libération sont choisis parmi les volontaires recrutés dans la région. Le programme porte le nom d' "entraînement de travail pré-libération". Le prisonnier qui participe à ce programme bénéficie de : a) la possibilité de développer dans le cadre des conditions actuelles, des habitudes qu'il a acquis et d'acquérir l'expérience demandée par l'employeur ; b) un droit à l'assurance-chômage puisqu'il a versé les cotisations pendant le temps requis par les règlements s'appliquant à l'ensemble de la main-d'oeuvre canadienne, et cela dans tous les cas où le libéré ne parvient pas à trouver du travail ; c) une certaine épargne accumulée que l'ancien prisonnier peut, une fois libéré, utiliser pour vivre et pour assurer la subsistance de sa famille ; d) l'entraînement ou la formation et le sens de la responsabilité acquis devant aider le libéré à faire face à ses obligations quotidiennes.

Dans d'autres institutions où les travaux de construction ou d'entretien sont exécutés par une entreprise privée, certains détenus sélectionnés peuvent y travailler et sont rémunérés alors selon les mêmes taux que l'ensemble de la main-d'oeuvre.

[283]

### ***ENTRAÎNEMENT EN VUE D'UNE DEMANDE D'EMPLOI***

Depuis 1972, en raison des nécessités qu'on a pu constater d'aider les ex-prisonniers à trouver un emploi, on a décidé, par ailleurs, de développer, en collaboration avec le ministère du Travail et le

ministère de l'Immigration, un programme d'entraînement et d'information. L'objectif de ce projet consiste à aider les détenus qui cherchent un emploi à mieux connaître les mécanismes du marché du travail et à mieux évaluer leur propre potentiel en tant qu'ouvrier spécialisé, technicien ou professionnel.

Dans le cadre de ce programme, on explique aux prisonniers comment ils doivent présenter le dossier de la demande de travail, en faisant le résumé de l'expérience et de la formation acquises dans le secteur particulier où ils désirent être embauchés, ainsi que la façon selon laquelle ils doivent agir lors de l'entrevue. Les cours sont dispensés actuellement dans plusieurs institutions et font partie de ceux des centres correctionnels communautaires. D'une façon plus générale, il est question présentement d'élargir les programmes de ce type à toutes les institutions puisqu'il semble bien que cette forme d'information et d'entraînement permet de mieux préparer les détenus à affronter les exigences des employeurs éventuels.

### ***PROGRAMMES CONJOINTS D'ENTRAÎNEMENT***

En plus des programmes d'entraînement en vue de la recherche d'un emploi, organisés par les services administratifs des pénitenciers, certaines institutions ont fait des ententes avec des compagnies commerciales, les autorités provinciales, ou même avec des citoyens impliqués à titre individuel, qui acceptent de compléter ou d'assurer, à titre bénévole, l'entraînement des détenus.

[284]

À l'institution de Collins Bay par exemple, on a organisé ainsi des cours d'électronique grâce à la collaboration de la compagnie Bell Canada qui fournit l'équipement, les experts et la formation des étudiants. Un cours de programmeurs a été organisé au centre fédéral d'entraînement de Laval, dans la province de Québec, par la compagnie Canadair Ltée et la Industrial Acceptance Corporation, avec l'aide de Dominion Textiles et de la compagnie I.B.M., qui en absorbent conjointement les principaux frais.

Les instructeurs des services des pénitenciers donnent, en outre, un cours de base pour programmeurs au centre fédéral d'entraînement où

des cours d'un niveau plus élevé sont assurés par la compagnie Sun Life.

À Warkworth Institution, la compagnie Douglas Aircraft a organisé des réunions lors desquelles elle a recruté des diplômés pour les divers emplois disponibles à la compagnie. À l'institution Leclerc enfin, trois compagnies ont assuré conjointement des cours d'une durée de huit mois pour les programmeurs en fournissant, à titre gratuit, les instructeurs et les ordinateurs.

### ***GESTION D'ENTREPRISE***

Afin d'impliquer les détenus dans une collaboration aussi étroite que possible avec la communauté, des études ont été faites sur les possibilités qui existent pour eux de gérer de petites entreprises. Un projet pilote a été organisé à cet effet à Drumheller Institution, où les prisonniers ont été autorisés à administrer, à gérer et à financer le terrain d'entraînement pour le golf. Les profits ainsi réalisés ont été déposés dans le fonds d'entraide des prisonniers.

[285]

Aussi bien le personnel que le Comité des détenus de Drumheller, se sont efforcés d'assurer le succès de ce projet et les résultats obtenus ont permis d'augmenter substantiellement le fonds. Les autorités municipales ont fait gratuitement l'entrée du terrain sur lequel a été installé le golf et à travers les contacts établis entre les prisonniers et la communauté, on a obtenu les matériaux nécessaires.

Des plans ont été élaborés également en vue de donner une expansion à cet établissement et à long terme, on espère construire un terrain de loisirs pour les citoyens de la ville. Les estimés des revenus qui pourront être réalisés annuellement semblent justifier pleinement l'entreprise.

À la suite de ce programme expérimental, la section 2.15 des règlements du Service des pénitenciers a été amendée en septembre 1972, de façon à permettre aux détenus de s'occuper individuellement, ou collectivement, de la gestion d'une entreprise.

Par ailleurs, d'autres projets ont été entrepris dont celui de Dungarvon où les détenus travaillent à la scierie qui fonctionne sur une base coopérative. Pendant leur période d'entraînement, ils reçoivent une allocation du ministère du Travail, tandis que leur salaire minimum est assuré par les autorités provinciales du Nouveau-Brunswick. On espère qu'à la longue, la scierie pourra s'autofinancer tout en assurant un entraînement suffisant aux détenus pour qu'ils puissent être embauchés, après leur libération, dans le même secteur industriel. Le fait d'y travailler pendant la période de détention doit assurer aux prisonniers un revenu suffisant pour qu'ils soient en mesure d'aider leurs familles.

Après la période d'entraînement, les détenus travaillent ensemble dans des équipes. Les revenus sont partagés à l'intérieur de [286] l'équipe. La production est vendue par les comités d'emploi des détenus qui ont été créés pour la réalisation de ce projet et les sommes obtenues, déduction faite des frais nécessaires pour continuer l'exploitation, ainsi que des impôts, taxes et dépenses que les prisonniers doivent faire pour leur nourriture et leur logement, sont distribuées à titre de bonus aux prisonniers.

À la suite des ententes avec le ministère des Affaires indiennes et du Grand Nord, on a pu également créer le projet d'Elk Island, qui permet d'employer des prisonniers aux travaux liés à la préservation des richesses naturelles et de l'environnement. Le projet comprend l'utilisation des détenus pour l'entretien des pistes des garde-incendies, la coupe et la préparation du bois pour les campeurs et l'entretien des terrains de camping.

### ***LE SYSTÈME DE PENSION D'INVALIDITÉ***

Le service des pénitenciers, en collaboration avec le ministère du Travail, prépare l'organisation d'un système de compensation destiné aux invalides, analogue à celui dont bénéficie la main-d'oeuvre en général. Il s'agit là d'offrir une aide matérielle et l'entraînement spécialisé aux détenus qui souffrent de déficience physique et de leur garantir ainsi des prestations régulières. Les détenus pourront en

bénéficiaire dès qu'ils seront libérés conditionnellement, où définitivement, après l'expiration de la sentence.

## ***SECTION DU DÉVELOPPEMENT OCCUPATIONNEL ET SOCIAL***

Récemment, on a fait un effort spécial pour développer des programmes visant à accélérer la resocialisation des détenus. Contrairement à l'approche traditionnelle selon laquelle les loisirs organisés servaient à occuper le temps libre et à réduire la tension qui peut exister dans un milieu carcéral, il s'agit désormais de [287] l'humaniser et d'y introduire un mode d'existence plus proche des réalités de la collectivité extérieure. Dans cette optique s'inscrivent certaines mesures telles que la suppression des numéros sur les vêtements des détenus ainsi que la distribution des uniformes de travail et autres, de couleurs différentes, plus proches des habitudes vestimentaires qui prévalent dans la société. Ce qui est plus important toutefois, c'est la création, dans toutes les institutions, de comités de détenus, mesure qui a permis de faire évaluer les relations entre les prisonniers et le personnel.

Des responsabilités plus importantes ont été confiées, en outre, aux conseils des citoyens qui assurent des contacts avec la communauté dans le but d'élargir les horizons et d'assurer la resocialisation des détenus confinés à l'intérieur des murs. Ces comités-conseils de citoyens aident également à expliquer les divers programmes et à les rendre suffisamment populaires dans la communauté pour qu'elle accepte d'y participer.

Parallèlement, on encourage les bénévoles à rendre visite aux prisonniers qui ne reçoivent ni leur famille, ni leurs amis et certains organismes, ou groupes de bénévoles, organisent des activités spécifiques, sportives, culturelles et d'information.

En ce qui a trait à la correspondance, les prisonniers ont la permission d'écrire à qui bon leur semble et cela, sans restriction quant au nombre de lettres expédiées ou reçues. Par ailleurs, les lettres adressées aux membres du Sénat, aux parlementaires, au solliciteur général, à l'enquêteur du service des pénitenciers ou au directeur, sont considérées comme correspondance privilégiée, non soumise à la censure. Dans l'ensemble, la correspondance est contrôlée surtout dans

le but d'éviter l'entrée en fraude d'objets ou produits défendus et, dans des cas particuliers, les lettres sont lues. Cette mesure ne s'applique toutefois que quand elle est justifiée par les nécessités de la sécurité.

[288]

Compte tenu de l'importance des liens affectifs dans la réhabilitation d'un détenu, le terme "famille" est élargi aux personnes, amis ou autres, avec lesquels le prisonnier désire entretenir des relations pendant son incarcération. On inclut ce concept informel de la famille dans les directives relatives aux normes d'éligibilité pour des absences temporaires, ce qui facilite les contacts des prisonniers avec l'extérieur.

### ***SECTION DU SERVICE DES AUMONNIERS***

Depuis les derniers cinq ans, on assiste au développement et à l'accroissement des activités du service des aumôniers. À la suite de la construction de nouvelles institutions, le nombre des aumôniers atteint actuellement 65 ; ces prêtres travaillent à plein temps ou à temps partiel en tant que visiteurs ou coordonnateurs pour les institutions. En plus de son rôle traditionnel, le service des aumôniers a été intégré de façon à ce qu'on puisse développer à la fois l'esprit œcuménique et celui d'équipe. Tout particulièrement, lors de la construction de nouveaux centres d'aumôniers ou de leur rénovation, on a préféré y installer ensemble les prêtres catholiques et les pasteurs protestants au lieu de procéder, comme par le passé, à l'organisation d'unités séparées.

L'aumônier n'est plus considéré comme un prêtre de l'institution carcérale, mais aussi comme un homme qui fait partie de la communauté et on a organisé des programmes d'inspiration chrétienne, où il s'agit de l'éducation individuelle et collective. Plusieurs de ces programmes peuvent être considérés comme novateurs et ils répondent non seulement aux objectifs prioritaires des aumôniers, mais aussi s'insèrent dans le cadre d'un programme plus général.

[289]

### ***SECTION DES PROGRAMMES SPÉCIAUX***

La section des programmes spéciaux organise des activités destinées aux groupes spécifiques, soit ceux des femmes ou encore des Indiens et des Métis, des délinquants très jeunes ou des délinquants qui s'adonnent à l'usage des stupéfiants et des toxicomanes. La section assume la responsabilité des centres correctionnels communautaires qui représentent une alternative aux formes traditionnelles d'incarcération. Ces centres reçoivent des détenus libérés sur parole pour une période limitée, de durée indépendante de la peine prévue par leur sentence.

La tendance vise à accroître l'utilisation des centres de ce type. Ils sont plus petits que les prisons, plus proches de la communauté et moins coûteux surtout en ce qui concerne les investissements. Les programmes des activités de ces centres sont conçus de façon à faire assumer aux détenus des responsabilités comparables à celles des citoyens qui vivent dans la communauté et de développer ainsi chez eux une résistance mentale et émotionnelle suffisante pour qu'ils puissent faire face à leurs responsabilités.

Le programme comprend deux phases. Pendant la première phase qui est celle de l'orientation, le détenu demeure au centre, où on organise pour lui des rencontres avec des orienteurs, les services de la main-d'oeuvre et les responsables des services d'embauche de diverses entreprises. La période d'orientation est de deux semaines, mais elle peut être plus courte, selon les cas.

La deuxième phase du programme comprend des activités particulières à l'intérieur comme à l'extérieur du centre. Les résidents du centre carcéral sont autorisés alors de se présenter à une entrevue et d'accepter l'emploi qui peut leur être offert. L'objectif poursuivi à ce stade consiste à faciliter le retour du détenu dans [290] la collectivité grâce à l'aide et aux conseils du personnel du centre.

Compte tenu du fait que le principal facteur des normes de sélection des détenus pour le transfert dans un centre correctionnel communautaire demeure celui de leur capacité de profiter du

programme et de leur besoin de resocialisation, on autorise les visites de la famille et des proches amis et parents. Le rétablissement des relations de ce type fait partie intégrante du programme des centres correctionnels communautaires.

On s'efforce parallèlement de développer chez les détenus le sens de la valeur de l'argent en organisant avec chacun un budget et en lui assurant la possibilité d'acquérir une indépendance financière. L'ensemble des programmes prévus repose sur de multiples tentatives de donner aux résidents des centres correctionnels communautaires une stabilité psychologique suffisante pour qu'ils puissent reconstruire leur existence sur de nouvelles bases.

### ***SECTION DES UNITÉS DE VIE ET DES RELATIONS HUMAINES***

Parallèlement dès 1971, on a commencé à implanter dans toutes les institutions fédérales de détention des unités de vie. La population pénitentiaire est divisée, à cet effet, en groupes ou unités de vie, qui relèvent d'un officier. Les problèmes qui apparaissent à l'intérieur du groupe sont discutés et résolus collectivement et on encourage les détenus à prendre des responsabilités croissantes quant à l'organisation de l'existence du groupe, tout en exposant librement aux membres du personnel les difficultés qu'ils rencontrent.

Un part de l'autorité est déléguée à l'équipe qui assume la responsabilité du groupe, prend des décisions relatives à la routine quotidienne, l'exercice des privilèges et le règlement informel des [291] accrocs mineurs à la discipline. Cette équipe comprend des officiers qui ont reçu un entraînement spécial, des sociologues, des criminologues et des psychologues.

### ***SECTION DES SERVICES MÉDICAUX***

C'est en août 1971 également que le solliciteur général a nommé le Comité des psychiatres consultants qui a préparé le rapport sur le "Programme général du développement des services psychiatriques

dans les institutions correctionnelles fédérales". En 1973, les recommandations du comité ont été approuvées et un centre médical régional a été ouvert en Colombie britannique, tandis qu'on procédait à la rénovation de ceux du Québec et de l'Ontario. Ces réformes ont été suivies par le recrutement du plus grand nombre de psychiatres consultants et par l'organisation de nouvelles formes de collaboration avec l'Association canadienne des médecins et les services médicaux des pénitenciers. Un comité a été créé aussi afin de proposer des programmes de traitement et de surveillance médicale des criminels sexuels dangereux.

D'une façon plus générale, les services médicaux assument un rôle important en ce qui a trait à l'examen et au classement des détenus et collaborent avec les diverses divisions qui ont la responsabilité de la sélection des prisonniers.

[292]

## 2. LES PRISONS ET LES SERVICES DE PROBATION ADMINISTRÉS PAR LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX

[Retour à la table des matières](#)

Les structures carcérales fédérales et provinciales ont une histoire commune. Elles ont été dessinées d'après le modèle britannique du siècle dernier et se sont consolidées en incorporant des expériences dont certaines sont adaptées des modèles américains.

Sur le plan administratif, on distingue au Canada 13 unités le gouvernement fédéral, les dix gouvernements provinciaux et les administrations locales du Yukon et des territoires du Nord-Ouest. Chacune des treize unités a une autonomie juridique visant à permettre de mieux adapter les structures aux besoins du milieu.

En ce qui a trait aux taux de la criminalité, ils ne correspondent pas nécessairement à la taille géographique et démographique des diverses provinces<sup>27</sup>. Comme on le constate sur la base des relevés statistiques disponibles, ils sont plus élevés pour certains types de délits pour la Colombie britannique, l'Alberta et la Saskatchewan, que pour le Québec et l'Ontario, les deux provinces les plus importantes et les plus industrialisées.

[293]

### ***LA POPULATION INSTITUTIONNELLE ET LE TRAITEMENT DES DÉTENUS***

En ce qui concerne la population institutionnelle, en 1971, les prisons de la Colombie britannique ont reçu 15 902 personnes parmi lesquelles les jeunes adultes âgés de 18 à 23 ans constituaient 41% de l'ensemble.

---

<sup>27</sup> Pour les détails, voir le tableau statistique à la fin de cette section.

Par ailleurs, une forte proportion de prisonniers a été recensée comme faisant partie des usagers des drogues et des alcooliques, bien que condamnés pour divers délits où l'incidence de ces caractéristiques n'a été considérée comme évidente que dans un certain pourcentage de cas. Ce phénomène semble attribuable à la situation géographique de la Colombie britannique qui demeure la porte d'entrée des drogues produites en Orient. Il convient d'ajouter que la population carcérale de cette province est particulièrement cosmopolite et comprend des gens de diverses races et nationalités.

Quant à la durée des sentences, 50% des détenus hommes étaient condamnés à moins de six mois, alors que 50% des détenues demeurent moins d'un mois en milieu carcéral.

En Colombie britannique comme dans toutes les autres provinces canadiennes, on constate une baisse du taux des admissions attribuables principalement aux amendements récents du Code criminel canadien. La refonte de la loi de probation qui est entrée en vigueur en août 1969 permet une plus large utilisation de ce mode de traitement, tandis que la réforme de la loi sur les cautionnements, devenue officielle en janvier 1972, accorde aux prévenus qui n'ont pas les moyens de déposer la somme exigée pour assurer leur présence au procès, la possibilité d'être mis en liberté sur parole.

En ce qui concerne la Saskatchewan, le total des admissions dans les institutions carcérales provinciales se situait à 7 536 en [294] 1971-1972 pour une population moyenne quotidienne de 607. À taille démographique équivalente, il s'agit là d'un nombre de prisonniers sensiblement comparable à celui du Manitoba qui en comptait 5 821, et inférieur à celui de certaines autres provinces plus peuplées. Selon la répartition par sexe, les femmes figuraient pour 7,8% du total des admissions, ce qui demeure également un pourcentage comparable à celui du Manitoba. En Alberta, la baisse de la population des institutions carcérales constatée dans la plupart des provinces, a atteint entre 1971 et 1973 une diminution d'un cinquième environ, en passant de 15 625 au niveau des taux d'admission à 12 133. Par ailleurs, plus de 60% des détenus purgeaient des sentences inférieures à trois mois, ce qui peut être considéré comme un des indices des politiques des tribunaux à l'égard des délinquants jugés pour des délits mineurs. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, le nombre des admissions variait de 5 694 à 7 000 et dans les provinces de Terre-Neuve, de l'île

du Prince-Edouard, ou encore des territoires du Nord-Ouest et du Yukon, il ne dépassait pas un maximum de 3 000 avec un minimum de 1 000 personnes reçues.

Au Québec comme en Ontario, le nombre des admissions a été sensiblement plus élevé — compte tenu de l'importance de la population, il va sans dire — et il se situait pour l'année 1972 entre 11 000 et 35 000 respectivement. Il convient de souligner néanmoins que les disparités se justifient là en partie par la législation selon laquelle l'âge de l'excuse atténuante de minorité légale est plus élevé au Québec puisqu'il se situe à 18 ans, tandis qu'en Ontario la limite est fixée à 16 ans.

Parmi les principales caractéristiques du système qui prévaut dans toutes les provinces canadiennes, il convient de citer en premier lieu l'effort de procéder à un classement et à une séparation des détenus condamnés ou des prévenus, c'est-à-dire de ceux qui attendent leur procès et ne peuvent être libérés sur parole ou sur cautionnement.

[295]

La sélection de ce type facilite parallèlement l'organisation des centres spécialisés plus petits que les prisons traditionnelles et mieux adaptés aux besoins réels qu'implique le traitement à l'intérieur des murs. En dernier lieu enfin, on s'efforce d'introduire dans les prisons un personnel spécialisé ainsi que des travailleurs sociaux, assistés de psychologues et de médecins psychiatres, qui ont pour mission d'examiner avec les détenus, les meilleurs moyens de leur réinsertion dans la société autant en ce qui a trait aux relations familiales qu'aux possibilités d'avoir un emploi ou de suivre des cours de formation et de recyclage. Il s'agit là également du dépistage des problèmes spécifiques, dont l'alcoolisme par exemple, ou la toxicomanie, dans le but de référer les concernés dans des établissements et services où il peuvent être traités.

On fait également une séparation entre les jeunes adultes et les adultes et cela, dès leur arrivée en prison. C'est ainsi qu'en Colombie britannique comme on Ontario, on a créé des "centres d'entraînement" par exemple, qui reçoivent plus de 50% des détenus faisant partie de ce groupe. On évite de cette manière l'incarcération commune des délinquants d'âges différents, suivant en cela une des recommandations le plus souvent formulée par les diverses

Commissions royales d'enquêtes qui ont étudié les problèmes des services correctionnels. Certaines provinces ont organisé, par ailleurs, des camps forestiers à sécurité maximale, où sont dirigés les prisonniers qu'il n'est pas indispensable de garder à l'intérieur des institutions. Jusqu'à présent, les résultats obtenus semblent probants.

Quant aux programmes particuliers, ils visent tous à maintenir le lien entre les détenus et la communauté. Dans ce cadre s'inscrivent notamment les divers moyens qui permettent à certains détenus de travailler à l'extérieur tout en demeurant dans le centre carcéral, ou encore la psychothérapie familiale telle que pratiquée en Saskatchewan. Dans les deux principaux centres de détention de cette [296] province, on a érigé un bâtiment à deux étages où les détenus peuvent recevoir durant deux ou trois jours leurs familles et mener une existence normale. Avant, pendant ou après la visite de la famille, des consultations ont lieu avec des professionnels, des psychologues ou des médecins. Elles visent à traiter des problèmes existants et d'envisager les solutions qui s'imposent. Il s'agit là, en somme, d'une expérience destinée à éliminer certains effets d'isolement dont, entre autres, les pratiques et les habitudes d'homosexualité.

D'une façon générale cependant, la tendance qui prévaut actuellement consiste surtout à limiter au maximum le nombre de deux qui purgent une peine à l'intérieur des murs et y restent de façon continue jusqu'à l'expiration du délai imposé par la sentence. Depuis une décennie environ - par opposition à l'époque précédente - autant les recommandations des Commissions royales d'enquêtes que les travaux de recherches effectués dans les diverses provinces, recommandent l'utilisation des mesures alternatives à la peine privative de liberté, ainsi que les diverses formes de systèmes mixtes. En d'autres termes, par le passé on mettait plutôt l'accent sur les programmes occupationnels et thérapeutiques à l'intérieur des prisons, tandis que désormais on accepte de plus en plus l'idée que le régime de détention est défavorable en soi à la réintégration sociale, dans le véritable sens de ce terme. On essaie donc d'ouvrir les prisons en favorisant la multiplication des programmes communautaires socio-culturels, organisés par les associations bénévoles comme par des services administratifs, de promouvoir des réunions de groupes et de faciliter les contacts avec la famille tout en s'efforçant

parallèlement de traiter le plus grand nombre de condamnés en milieu ouvert.

### ***LES SERVICES DE PROBATION***

On évalue à une moyenne de trois mois la période que la majorité des détenus passe en prison, et cela résulte entre autres de [297] l'application des sentences intermittentes et de l'utilisation du système de probation et de libération conditionnelle.

Il en découle que les services de probation ont une fonction très importante dans le cadre du système judiciaire et pénal des provinces. En premier lieu, ce sont ces services qui produisent les rapports "présentenciels" demandés par les juges et l'élaboration de ces rapports est considérée désormais comme une des priorités. En effet depuis 1938, les Commissions royales d'enquêtes présidées par les juges Archambault et Fauteux, les ont déclarées indispensables au prononcé de toute sentence adéquate et, plus récemment encore, la Commission présidée par le juge Roger Ouimet a formulé des recommandations dans le même sens. Il n'en reste pas moins que c'est depuis quelques années seulement que les juges les demandent régulièrement, faute entre autres d'un personnel suffisamment nombreux. Le rôle des agents de probation consiste donc à fournir aux juges les éléments dont ils ont besoin ; mais en deuxième lieu, ils sont responsables des personnes qui reçoivent une sentence les autorisant, sous certaines conditions, à subir une surveillance autre que celle assurée à l'intérieur du cadre carcéral.

Compte tenu du fait que l'objectif de l'agent de probation consiste principalement à favoriser la réinsertion sociale des délinquants, il doit être capable de faire preuve de compréhension, d'intelligence et d'initiative. C'est lui qui collabore avec les services sociaux, les employeurs, l'individu concerné et son milieu familial, ainsi qu'avec les autorités judiciaires et les diverses unités administratives.

Au cours des cinq dernières années, un effort notable a été fait dans la plupart des provinces dans le but d'améliorer et d'unifier la formation des agents de probation, d'augmenter leur nombre et d'organiser le recrutement systématique grâce aux divers concours

[298] adaptés aux besoins de la fonction. Actuellement, les agents de probation ont des diplômes en criminologie, en sciences humaines, en psychologie ou en pédagogie, et la moyenne d'âge dans certaines provinces est inférieure à 30 ans, ce qui comporte des avantages multiples, mais aussi des inconvénients qui découlent du manque d'expérience face aux risques à assumer. Les agents de probation sont souvent surchargés par le nombre de cas qui leur est confié et il est à prévoir qu'on sera obligé de compléter les cadres pendant quelques années encore, tout en continuant la formation grâce aux stages, aux séminaires et aux conférences organisés de concert avec les universités.

Comme l'un des critères du succès de la probation, on utilise le comportement du probationnaire, qui doit lui permettre de se rendre au terme de la période prévue sans un manquement dont la gravité inciterait le tribunal à mettre fin à la mesure. Actuellement, la plupart des provinces affirment que leur taux de réussite quant aux probationnaires qui ont respecté leurs engagements varie de 84% à 89% et plus, ce qui est fort élevé. Par contre, il est difficile d'évaluer le deuxième critère du succès de la probation mesurable en fonction de la non-récidive à long terme. Les délinquants qui ont purgé leurs peines en prison récidivent-ils plus fréquemment que ceux qui ont pu être placés en probation ? Les recherches destinées à fournir une réponse à cette question demeurent particulièrement difficiles. Il est indispensable, en effet, de tenir compte de plusieurs variables, dont principalement les caractéristiques des délinquants concernés dans les deux catégories, ce qui déjà fausse, dans une certaine mesure, les résultats qu'on peut obtenir. Si on prend pour acquis que les probationnaires se recrutent parmi ceux qui, au départ, présentaient des dangers de victimisation moins élevés que pour les personnes condamnées à la détention, on est obligé d'admettre que le succès de la mesure dépend trop des caractéristiques personnelles des concernés pour qu'on puisse l'évaluer en tant que telle. Il n'en reste pas moins qu'au niveau des législations [299] comme à celui de leur application, on s'efforce d'élargir constamment le cadre d'admissibilité à la probation et que dès lors, les modalités de la surveillance proprement dite évoluent aussi et sont toujours mises à l'épreuve.

On admet en fait que le succès de tout le système de la probation dépend de la qualité du personnel préposé à l'appliquer et de son

importance numérique. C'est ainsi que pour le moment, le stade de développement et les procédés de probation varient considérablement d'une province à l'autre. Certaines provinces ont légiféré en cette matière, tandis que d'autres, faute généralement de structures suffisantes, se limitent à appliquer les dispositions prévues par le Code criminel. Il est évident qu'à l'avenir cette situation évoluera sinon dans le sens d'une plus grande uniformisation, mais surtout dans celui de la création de services complémentaires. À cet égard, les recommandations formulées dès 1969 par le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle sont très significatives. Dans son rapport, le juge Roger Ouimet, président du Comité, insiste en premier lieu sur le fait que "l'utilisation de la probation devrait prendre le plus d'expansion possible", tout en précisant que "pour y arriver, on doit tendre à adopter de nouvelles techniques et à se doter de nouvelles installations". Parmi ces dernières, on comprend la diversification et la multiplication des foyers de probation où les concernés peuvent être logés et aidés, l'amélioration des activités des centres de fréquentation obligatoire où ils sont tenus, dans certains cas, de passer leurs samedis, ainsi que l'application des méthodes de traitement à travers l'organisation des réunions de groupes et des activités récréatives.

Dans l'ensemble, il s'agit donc pour les autorités provinciales d'accroître leurs investissements pour compléter l'équipement et leurs dépenses pour augmenter le personnel et diminuer disponible, la charge des agents de probation qui se situe actuellement au niveau de 35 à 60 cas.

[300]

Sur le plan des structures, dans la plupart des provinces les services correctionnels relèvent du ministère de la Justice et sont regroupés sous la direction générale de la probation et de la correction. À cet égard, la province de la Saskatchewan et celle du Manitoba constituent une exception puisque là ils sont placés sous l'autorité du ministère du Bien-Etre social. En Ontario, les services correctionnels relèvent du ministère du Solliciteur général et de celui de la Justice. Ils comprennent trois divisions dont celles de la probation et de postcure, de la correction et de la libération conditionnelle. Chacune de ces divisions est gérée par une direction générale et travaille autant au niveau des adultes que des jeunes délinquants, ce qui n'est pas le

cas pour le Québec où les structures qui ont la charge des mineurs sont distinctes de celles destinées aux adultes.

[301]

Tableau 13  
Population totale des institutions provinciales pour adultes  
(au 31 décembre 1973)

[Retour à la table des matières](#)

Province	Institution	Population au 31 décembre 1973			
		H	F	total	
Terre-Neuve	Saint-Jean	115	3	118	
	Ile du Prince-Edouard	Kings County			32
		Prince County			58
		Queens County			40
	Total pour la province			130	
Nouvelle-Écosse	Annapolis			2	
	Antigonish			2	
	Cap Breton			47	
	Colchester			21	
	Cumberland			5	
	Digby			3	
	Guysborough			0	
	Halifax County Correctional Centre			129	
	Hants			9	
	Inverness			4	
	Kings			17	
	Lunenburg			2	
	Queens			3	
	Richmond			2	
	Shelburne			4	
Victoria			2		
[302]	Total pour la province		257		
Nouveau-Brunswick	Bathurst	6		6	
	Edmonton			0	
	Fredericton	30		30	
	Moncton (West Moreland)	13	1	14	

		Population au 31 décembre 1973		
Province	Institution	H	F	total
	Richibucto	26		26
	Saint-John	69		69
	St. Andrews	1		1
	Woodstock	28		28
	Restigouche County Jail	22		22
	Central Reformatory, Fredericton	36		36
	Total pour la province			232
Québec	Alma			0
	Amos, Abitibi			11
	Arthabaska			0
	Baie-Comeau			13
	Campbell's Bay Centre de prévention			229
	Chicoutimi			20
	Havre-Aubert			0
	Hull			21
	Joliette			7
	Matane			4
	Mont-Laurier			
	Labelle			7
	Montmagny			6
[303]	Montréal	451	34	485
	New Carlisle			10
	Percé			3
	Québec	199	6	205
	Rimouski			15
	Rivière du Loup			10
	Roberval			7
	Rouyn-Noranda			5
	St-Hyacinthe			21
	St-Jean d'Iberville			10
	St-Jérôme			10
	St-Joseph de Beauce			15
	Sept-Iles			4
	Sherbrooke			30
	Sorel			5
	Cowansville			20
	Trois-Rivières			20
	Valleyfield			4

		Population au 31 décembre 1973		
Province	Institution	H	F	total
	Ville-Marie			4
	Waterloo			72
	Thetford Mines			6
	Total pour la province			1 273
<b>Ontario</b>	Barrie	15		15
	Brampton	34		34
	Brantford	29		29
	Brockville	10		10
[304]	Cayuga			0
	Chatham	10		10
	Cobourg	27		27
	Cornwall	10		10
	Fort Francis	9	1	10
	Guelph	14		14
	Haileybury	18		18
	Hamilton	77	7	84
	Kenora	54	11	65
	Kitchener (Waterloo)	35	2	37
	Sarnia (Lampton)	25		25
	Lindsay	9	2	11
	London	56	2	58
	Milton (Halton)	11		11
	Monteith	8		8
	North Bay	30		30
	Orangeville	5		5
	Ottawa-Carleton	107	5	112
	Owan Sound	15		15
	Parry Sound	20		20
	Perth	14	1	15
	Peterborough	14		14
	Prescott and Russel	10		10
	Quinte	46	5	51
	Pembroke	10		10
	Sault-Ste-Marie (Algoma)	26		26
	Simcoe	12	1	13
	Stratford	14		14
	Sudbury	54		54
[305]	Niagara Regional Detention Centre	64	2	66

Province	Institution	Population au 31 décembre 1973			
		H	F	total	
[306]	St-Thomas	13		13	
	Thunder Bay	31		31	
	Toronto	418	44	462	
	Walkerton	7		7	
	Whitby	31		31	
	Windsor	53	4	57	
	Woodstock	6		6	
	Burtch Correctional Centre	147		147	
	Burwash Correctional Centre	254		254	
	Guelph Correctional Centre	701		701	
	Millbrook Correctional Centre	163		163	
	Mimico Correctional Centre	250		250	
	Monteith Correctional Centre	94		94	
	Rideau Correctional Centre	118		118	
	Thunder Bay Correctional Centre	47		47	
	Brampton Training Centre	86		86	
	Burtch Training Centre, Brantford	28		28	
	Rideau Training Centre, Burritt's Rapids	58		58	
	Thunder Bay Training Centre	18		18	
	Monteith Training Centre	44		44	
	McCreight's Camp Thessalon Ontario Correctional Centre, Brampton	49		49	
	Vanier Centre (femme) Brampton		85	85	
	Total pour la province			3 680	
	Manitoba	Dauphin	30		30
		Brandon	60		60
		Portage la Prairie (femme)		21	21
The Pas		49		49	
The Pas (femme)			7	7	
Winnipeg		275		275	
Total pour la province			442		
Saskatchewan	Pine Grove Correctional Centre, Prince Albert (femme)		19	19	
	Provincial Correctional Centre, Prince Albert (homme)	249		249	
	Provincial Correctional Centre, Regina	256		256	
	Total pour la province			524	

Province	Institution	Population au 31 décembre 1973		
		H	F	total
	Total pour la province			524
[307] Alberta	Calgary	359		359
	Fort Saskatchewan	375	31	406
	Lethbridge	107		107
	Peace River	117		117
	Belmont Rehabilitation Centre, North Edmonton	62		62
	The Bowden Institution, Innisfail	74		74
	The Bowden Institution, Nordegg Campsite	34		34
	Total pour la province			1 169
Colombie britannique	Alouette River and Twin Maples	123	31	154
	Chilliwack Forest Camp	121		121
	Haney	341		341
	Kamloops	132		132
	Lower Mainland	660	116	776
	New-Haven	77		77
	Prince George	171		171
	Sayward	40		40
	Victoria	114		114
	Total pour la province			1 926
[308] Yukon	RCMP Guardroom, Dawson			0
	RCMP Guardroom, Mayo			0
	RCMP Guardroom, Whitehorse			0
	Whitehorse Correctional Institution	42	3	45
	Yukon Juvenile Training Home	29	5	34
	Total pour la province			79
Territoires du Nord- Ouest	RCMP Guardroom, Aklavik			0
	RCMP Guardroom, Fort Smith	4		4
	RCMP Inuvik	5		5
	RCMP Yellowknife			0
	Yellowknife Correctional Institution	73	3	76

		Population au 31 décembre 1973		
Province	Institution	H	F	total
	RCMP Guardroom, Frobisher Bay	3	1	4
	Total pour la province			89

[308]

[309]

### 3. LES CENTRES ET LES ÉCOLES DE FORMATION DESTINÉS AUX JEUNES DÉLINQUANTS

#### *Les normes législatives et administratives*

[Retour à la table des matières](#)

Le traitement des mineurs au Canada est régi par deux législations distinctes dont l'une est du ressort du gouvernement fédéral et l'autre de celui des provinces. En effet, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique confère au Parlement fédéral l'autorité exclusive en matière du droit criminel, ce qui signifie que seul le Parlement est habilité à déclarer criminel un genre de conduite donnée. Les législatures provinciales toutefois détiennent l'autorité exclusive en matière d'administration de la justice à l'intérieur de leur territoire respectif et peuvent autoriser des sanctions pénales dans l'application des lois qui relèvent de leur compétence constitutionnelle.

Par conséquent, la délinquance juvénile est définie selon la loi des jeunes délinquants de façon uniforme pour l'ensemble du Canada, exception faite de la province de Terre-Neuve. Toutefois, la loi englobe également tous les comportements définis comme criminels selon la législation provinciale et les règlements municipaux, qui eux sont variables. Parallèlement, les dispositions relatives à la protection de l'enfance et de la jeunesse changent d'une province à l'autre puisqu'elles ont autorité exclusive en cette matière.

[310]

Sur le plan historique, l'évolution de deux types de législations, de délinquance et de protection, date de 1893. C'est à cette époque que le Parlement de la province de l'Ontario avait adopté la loi pour la protection de l'enfance qui prévoyait des mesures spéciales pour ceux qui violaient les lois provinciales. Toutefois, comme cette loi ne couvrait pas les cas de conduites définies comme criminelles par le

Code, le Parlement canadien a voté en 1894 la loi concernant l'arrestation, le procès et l'emprisonnement des jeunes délinquants (Vict. 57-58, c. 58), amendée en 1908 en tant que "loi sur les jeunes délinquants" et révisée en 1929.

Actuellement, le projet des divers amendements à cette loi est à l'étude et une Commission parlementaire doit le présenter incessamment au Parlement. Il n'en reste pas moins que compte tenu du fait que l'application de la loi est confiée aux provinces, les gouvernements provinciaux ont une certaine autonomie quant au traitement judiciaire des mineurs, selon la législation fédérale ou les législations provinciales de protection de l'enfance.

Il est significatif à cet égard que même l'âge limite où s'applique l'excuse atténuante de la minorité varie d'une province à l'autre. C'est ainsi qu'en Colombie britannique, au Manitoba et au Québec, il est de 18 ans, en Saskatchewan, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'île du Prince-Edouard, il est de 16 ans, et en Alberta finalement, il est de 16 ans pour les garçons et de 18 ans pour les filles. En ce qui a trait à Terre-Neuve, où la loi des jeunes délinquants ne s'applique pas, la législation provinciale fixe la limite d'âge pour les filles et pour les garçons à 17 ans.

Au niveau des tribunaux, toutes les provinces ont créé des Cours pour mineurs désignées sous le nom de Cours familiales ou de Cours du Bien-Etre social, qui entendent les causes des enfants, des [311] adultes qui y sont impliqués et dans certaines provinces, dont l'Ontario, les causes matrimoniales de séparation. Les pouvoirs du tribunal pour mineurs sont limités à une condamnation maximale de deux ans d'emprisonnement pour les adultes et quand il s'agit de jeunes délinquants, le tribunal demeure souverain en matière de décision du renvoi de la cause à une autre instance.

Généralement, le renvoi aux Cours régulières est réservé aux délinquants ayant commis un crime passible, selon le Code criminel, de prison à vie si on n'appliquait pas l'excuse atténuante de minorité ou encore aux récidivistes âgés de plus de 14 ans.

Parmi les mesures prévues, le juge des enfants peut ordonner la libération absolue, l'ajournement de la cause pour une période déterminée ou indéterminée, l'imposition d'une amende, le remboursement des dommages causés ou la restitution, la nomination

d'un agent de surveillance chargé d'assister le mineur vivant au foyer familial, ou dans un foyer de substitution, et le placement dans une école de protection pour une période ne dépassant pas deux ans.

Les provinces sont responsables de l'organisation de tous les services de traitement des mineurs qui relèvent administrativement soit du ministère de la Justice, soit du ministère des Affaires sociales. Parmi ces services, on comprend les centres d'accueil et les cliniques où se font les examens et l'évaluation ordonnés par les juges et les écoles de protection.

Par ailleurs, les gouvernements provinciaux subventionnent directement ou indirectement, les organismes publics et privés qui se préoccupent des problèmes de placement des mineurs dans des foyers de substitution, d'adoption et d'une façon plus générale, d'aide à l'enfance.

[312]

Pour tous les problèmes qui concernent le rapport "présentenciel", le placement des mineurs et la surveillance, les tribunaux pour mineurs ont un personnel composé d'agents de probation. Ces travailleurs sociaux attachés aux Cours qui collaborent avec les juges dépendent administrativement d'un service du ministère de la Justice ou du ministère des Affaires sociales.

Une autre catégorie de personnel spécialisé, les éducateurs, assument les responsabilités de traitement des mineurs dans les centres d'accueil et dans les écoles de protection.

### *La population des établissements de protection de la jeunesse*

Le fait que l'âge limite qu'on reconnaît comme celui où s'applique l'excuse atténuante de la minorité varie d'une province à l'autre, rend singulièrement malaisée l'évaluation statistique. Actuellement, on estime à 35 000 le nombre total des condamnés en tant que jeunes délinquants ; ce qui, compte tenu de la population des mêmes groupes d'âge, représente environ 0,7%. Les données dont on dispose indiquent, par ailleurs, qu'au cours de la dernière décennie le nombre

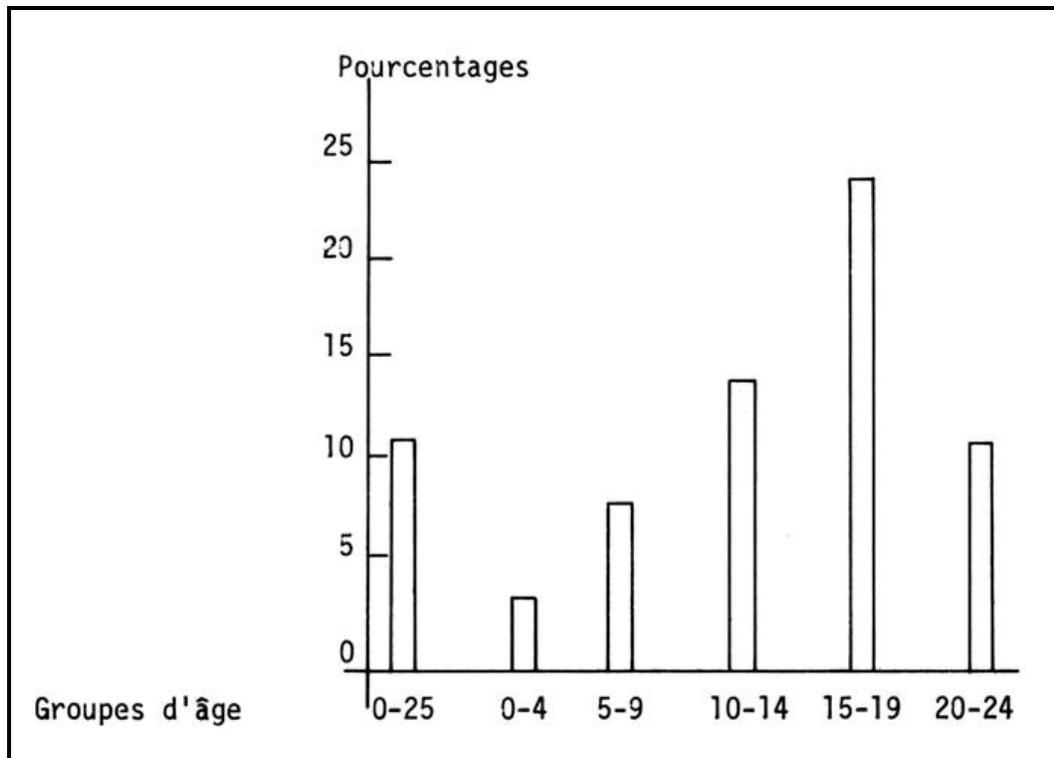
des jeunes délinquants condamnés a pratiquement doublé et qu'en termes de pourcentage, il est passé de 0,5% à 0,7%, mais il est impossible de conclure quant à la principale justification de cette augmentation. Il est loisible de constater cependant que, sur le plan démographique, le groupe d'âge de 15 à 19 ans s'est accru de façon très rapide, comme l'indique le tableau ci-après.

[313]

Tableau 14

Augmentation procentuelle de la population de moins de 25 ans selon le groupe d'âge (Canada 1961-1971)

[Retour à la table des matières](#)



[314]

Étant donné que la plus forte densité des condamnations pour les cas de délinquance juvénile se situe justement au niveau des 15 ans et plus, l'accroissement du pourcentage représenté par le groupe de 15 à 19 ans peut avoir une influence non négligeable. Il convient toutefois de tenir compte des variables qui peuvent être dues soit à l'augmentation de la délinquance réelle, soit à une plus grande efficacité des organismes de contrôle.

Par ailleurs, en ce qui a trait aux mineurs placés dans les écoles de protection et apparentées, leur nombre n'a pas augmenté de façon parallèle, ce qui peut indiquer tout aussi bien que les disponibilités institutionnelles sont insuffisantes que refléter l'attitude des juges des enfants à l'égard de cette mesure.

Il convient de souligner, en outre, que les condamnations à la prison diminuent proportionnellement aux années précédentes et qu'elles se situent pour les années 1971-1972 à des pourcentages du total de la population carcérale des provinces qui vont de 1,9% pour la Saskatchewan à 0,5% pour le Québec, ou encore à 10% pour l'Ontario. Compte tenu du fait qu'on considère comme mineurs en Saskatchewan et en Ontario les jeunes de moins de 16 ans et au Québec ceux de moins de 18 ans, une partie de ces disparités se justifie par les variables de la limite d'âge, mais il n'en reste pas moins que c'est au Québec qu'on fait le moins souvent appel à cette forme de punition.

Le traitement dans les écoles de protection est utilisé surtout à l'égard des jeunes récidivistes. En effet, 67,5% des élèves admis ont déjà comparu à plusieurs reprises devant un juge, 31,9% ont été au préalable sous la surveillance d'un officier de probation et 27% ont séjourné dans un centre d'accueil ou dans un autre établissement du même type. L'âge des élèves des écoles de protection se situe surtout entre 15 et 17 ou 18 ans, selon les provinces, avec [315] une légère différence pour les filles qui sont généralement un peu plus âgées. Le placement est fait pour une période indéterminée, dont le maximum est généralement de deux ans, mais la durée moyenne de séjour est de moins de 9 mois.

Sur le plan occupationnel, la majorité des garçons et la quasi-totalité des filles font partie de la population scolaire et doivent

continuer à recevoir l'enseignement dont le cycle demeure cependant systématiquement inférieur à celui suivi par les jeunes d'âge correspondant, les retards de ce type étant une des caractéristiques de la jeunesse délinquante. Cet état de choses complique l'introduction de certaines tentatives de faciliter l'intégration des jeunes demeurant dans les établissements spécialisés au cadre scolaire proprement dit.

En effet, même ceux qui pourraient, compte tenu de leur caractère, fréquenter une école à l'extérieur, n'ont pas atteint le niveau académique exigé pour leur groupe d'âge et doivent recevoir un enseignement spécialement conçu pour eux, c'est-à-dire des cours de rattrapage ou des cours de recyclage.

À cet égard, la situation des mineurs ayant besoin de protection ne diffère pas toujours sensiblement de celle des condamnés en vertu de la loi des jeunes délinquants et on retrouve dans les écoles de protection ces deux catégories de jeunes jugés par les Cours.

Au Manitoba par exemple, comme en Alberta, où existe un service du directeur de la protection de l'enfance, des enfants peuvent être admis dans une école de protection sans ordre de la Cour, pour un traitement ne dépassant pas toutefois trois mois. Dans d'autres provinces, la décision judiciaire est indispensable, mais elle peut être prise en vertu de la loi provinciale de protection de l'enfance.

[316]

Certaines écoles de protection disposent d'un réseau de foyers de substitution où sont logés les enfants référés par les tribunaux ou encore par les agences des services sociaux, qui suivent des cours à l'école et peuvent y être transférés en cas de besoin en tant que pensionnaires.

Il s'agit en somme d'un système très souple, permettant la sélection des cas en fonction des besoins des concernés et non pas en conformité avec l'acte commis et jugé par un tribunal des mineurs.

En ce qui concerne la postcure, selon les relevés effectués jusqu'à présent, 70,5% des libérés des écoles de protection retournent dans leur foyer familial, 19,6% sont placés dans des foyers de substitution, 4,9% chez un parent ou tuteur, et 4,3% seulement s'installent de façon indépendante.

Des écoles de protection organisent souvent des logements communautaires destinés à leurs anciens élèves et administrés par des éducateurs et des travailleurs sociaux spécialisés. Une assistance est également assurée par des services sociaux divers ainsi que par des organismes publics de placement de la main-d'œuvre par exemple. Il s'agit là cependant des modalités d'aide qui ne sont pas prévues dans le cadre du traitement légal et qui facilitent la réhabilitation et la réinsertion sociale de ceux qui acceptent librement de les utiliser.

### *Le personnel*

Le personnel qui œuvre dans le domaine de la protection de la jeunesse comprend les travailleurs sociaux des agences privées publiques, les agents de probation attachés aux tribunaux pour enfants et les éducateurs qui travaillent dans les écoles de protection et dans les centres d'accueil. La formation exigée est celle acquise [317] dans une école de service social, dans une école de criminologie ou dans un institut pédagogique. Le niveau est celui des études post-collégiales et universitaires.

Les agents de probation sont recrutés généralement par voie de concours organisés à l'échelle provinciale et les normes d'engagement des éducateurs sont élaborées suivant celles des enseignants, mais les écoles de protection ont une certaine autonomie à cet égard. Toutefois, les systèmes varient sensiblement d'une province à l'autre.

L'Ontario par exemple dispose d'établissements pour jeunes adultes, compte tenu du fait que l'âge limite de la catégorie des jeunes délinquants est de 16 ans et les préposés reçoivent également le même entraînement que les gardiens de prison, ce qui n'est pas le cas au Québec.

En ce qui concerne les structures administratives, en dehors des juges des enfants qui relèvent toujours du ministère de la Justice, les services des agents de probation sont rattachés au ministère de la Justice ou au ministère des Affaires sociales. Par ailleurs, dans certaines provinces, les services de probation des mineurs sont distincts de ceux des adultes, tandis que dans d'autres, ils sont unifiés.

### *Les programmes de traitement*

Les écoles de formation sont administrées par les provinces ou par des organismes privés, en vertu d'une charte provinciale et elles jouissent toutes d'une certaine autonomie en ce qui a trait aux nonnes d'acceptation des élèves référés par les Cours. Cela signifie que certains établissements ont des programmes spécifiques qui exigent un niveau de scolarisation plus élevé, tandis que d'autres n'ont établi que des limites relatives à certains groupes en particulier.

[318]

Par ailleurs, en Alberta par exemple, les institutions privées reçoivent les mineurs entendus par un juge en vertu de la loi de protection ou encore les enfants référés par le directeur provincial du bien-être à l'enfance. Dans d'autres provinces par contre, on ne reconnaît que les écoles qui sont des établissements publics et qui traitent tous les jeunes pour lesquels la nécessité de cette forme de placement a été reconnue par les autorités judiciaires et par les services sociaux, ou uniquement par les autorités judiciaires.

[319]

## 4. LA SURVEILLANCE EN MILIEU OUVERT ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

L'ensemble du système canadien de traitement des prisonniers a évolué de façon sensible au cours des 20 dernières années. À l'origine de ces changements, il y a eu d'abord les études et les rapports des diverses commissions d'enquêtes autant fédérales que provinciales. À cet égard, on peut retenir tout aussi bien les recommandations présentées par les Commission Fauteux que McRuer en Ontario, Prévost au Québec, ou McGrath en Alberta.

Par ailleurs, la philosophie de formation de toute l'administration carcérale a subi des changements. C'est ainsi qu'au cours des années 1950-1965 prévaut surtout une approche éducative et de formation à l'intérieur des murs. Plus précisément, on s'est efforcé alors d'offrir aux prisonniers la possibilité de suivre un enseignement afin de disposer d'un certificat professionnel valable sur le marché du travail. On considérait en somme comme un des principaux objectifs de réhabilitation la possibilité pour le futur libéré de gagner sa vie à la sortie et de ne plus être obligé de faire appel aux expédients. Cette attitude globale correspondait aux études et recherches disponibles à l'époque et aussi aux convictions qui prévalaient dans les milieux spécialisés.

[320]

À partir de 1960 se sont manifestées des tendances nouvelles. Les travaux statistiques ainsi que les diverses recherches ont permis de démontrer que la nocivité du milieu carcéral demeure trop importante pour que la formation professionnelle puisse compenser les lacunes de personnalité chez ceux qui sont appelés à passer plusieurs années à l'intérieur des murs.

Parallèlement, des organismes bénévoles dont, en particulier, les associations telles que la Société canadienne de criminologie, la Société de criminologie du Québec, les associations correctionnelles

des provinces maritimes, de l'Ontario et de la Colombie britannique, ont exercé une influence notable autant sur le personnel des institutions que sur un public beaucoup plus large. Ces associations ont organisé des colloques et des séminaires de recherches et ont diffusé des travaux qui ont permis de susciter la réflexion individuelle et collective. Elles ont assuré également des contacts très importants avec des universitaires, soit des criminologues, des sociologues et des médecins. Des mouvements semblables d'information ont été favorisés aussi dans le milieu des juges et des avocats en collaboration avec les départements et les écoles de criminologie de Montréal, d'Ottawa et de Toronto.

La philosophie globale qui a pu être dégagée depuis et dont on trouve des implications concrètes dans certaines réformes législatives consiste dans l'hypothèse fondamentale que le milieu carcéral subsiste parce qu'il faut assurer la protection de la société, mais qu'il est indispensable d'y avoir recours uniquement dans le cas de ceux qui présentent un danger réel pour la collectivité. En d'autres termes, on peut affirmer qu'on a atténué toute la conception du châtement et de l'effet dissuasif de la peine privative de liberté au profit de celle du traitement et de la surveillance en vue des objectifs thérapeutiques, singulièrement dans les cas de délinquance primaire.

[321]

Par opposition à l'époque antérieure, on est plus conscient du fait que la punition ne peut résoudre le problème de réinsertion sociale et qu'un détenu qui a purgé plusieurs années de pénitencier doit être reçu au sein de la collectivité à la libération, donc prêt à se réadapter, sous peine de devenir un récidiviste. Dès lors, le traitement de certains types de délinquants est orienté en fonction de cette réinsertion sociale, un des principaux objectifs du système.

À cet égard, il est important de souligner plusieurs réformes. En premier lieu, les législations relatives à la libération sur cautionnement ou sur parole des personnes inculpées qui attendent leurs procès et qui ne présentent pas pour la société de danger de victimisation suffisant pour que leur détention soit indispensable. Le fait de leur accorder la possibilité de rester en milieu libre moyennant promesse de comparaitre devant le juge au moment du procès permet d'éviter plusieurs conséquences négatives de l'incarcération, dont la perte de

contact avec la famille ou avec le milieu de travail, la stigmatisation et les effets des contacts inévitables avec d'autres prévenus en milieu carcéral. La libération sur parole par rapport à celle sur cautionnement a permis d'élargir cette mesure à un plus grand nombre d'accusés, soit ceux qui ne disposent d'aucune possibilité de garantie financière, mais qui, de l'avis d'un juge, peuvent être libérés.

Par ailleurs, autant au niveau des provinces que des services du gouvernement fédéral, on a organisé des systèmes de classement et de sélection des cas. En isolant les prévenus des détenus et en procédant aux enquêtes sociales individualisées, on parvient ainsi à assurer à certains les traitements dont il ont besoin.

[322]

En outre, comme le précise dans son rapport le Comité Ouimet <sup>28</sup>.

Les meilleures méthodes d'identification du délinquant dangereux sont de nature à faire accepter plus facilement le traitement dans la collectivité des délinquants non dangereux et par là, à réduire le recours à l'emprisonnement comme mesure de redressement ...

Le Comité a exprimé à cet égard :

l'avis que la législation sur les délinquants dangereux devrait non seulement définir aussi précisément que possible les critères de dangerosité, mais aussi prévoir une procédure clinique appropriée pour reconnaître si un délinquant est dangereux. Il faudrait que la définition soit assez large pour englober, par exemple, la personne atteinte de troubles émotionnels qui la poussent à mettre le feu à des maisons d'habitation, l'auteur d'un enlèvement, la personne susceptible de se livrer sur des enfants à des voies de fait d'ordre sexuel qui, sans causer de lésion physique sérieuse, peuvent causer un tort grave au plan psychologique. Cette définition doit en même temps être suffisamment restrictive pour exclure les personnes susceptibles de commettre des délits qui ne font pas

---

<sup>28</sup> "Justice pénale et correction ; un lien à forger". Rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle. Imprimeur de la Reine, Information Canada. 1969 (p.257 et suivantes).

courir de danger grave à autrui, ainsi que le délinquant occasionnel qui ne constitue pas un danger permanent.

En pratique, la mesure de probation est surtout utilisée dans les cas où s'appliquent des peines inférieures à deux ans de prison, sans exclusion toutefois des condamnés qui devraient normalement subir des périodes de détention plus longues.

L'accès au régime de libération conditionnelle, qui permet aux détenus d'être libérés sous surveillance avant la fin de la période d'incarcération imposée par la sentence, est également un moyen [323] important de faciliter la réinsertion sociale <sup>29</sup>, tout en faisant pénétrer dans les pénitenciers un personnel spécialisé qui participe à l'examen et à l'évolution des cas. En somme, les travailleurs sociaux qui font partie du personnel de la Commission des libérations conditionnelles sont en mesure de prendre en charge le détenu à l'intérieur des murs, de le préparer à sa libération, de le suivre ensuite et de l'aider à mieux retrouver une place dans la société.

Depuis plusieurs années, les sociétés bénévoles d'aide aux prisonniers existent dans toutes les provinces. Elles ont quatre principales fonctions, soit celles de l'information du public, de l'action dans le milieu en vue d'une participation communautaire, de l'aide aux détenus et aux libérés et de l'assistance spécifique. Compte tenu des difficultés rencontrées, les organismes bénévoles présentent aux autorités concernées, des propositions de réformes dont le bien-fondé est justifié par l'expérience et l'étude des cas. Tout en étant subventionnés par les gouvernements provinciaux et fédéraux, ils jouissent d'une certaine autonomie et disposent d'un personnel dont les normes de formation correspondent à celles des travailleurs sociaux spécialisés.

Ils peuvent ainsi promouvoir des expériences intéressantes en faisant participer les détenus libérés à l'organisation de petites unités d'hébergement autonomes et autogérées, et d'une manière générale en assumant certains risques qu'on pourrait envisager dans le cadre des services administratifs proprement dits. Au cours des dernières années, on a assisté au développement des mouvements

---

<sup>29</sup> Pour plus de détails, voir le chap. qui traite de la libération conditionnelle.

communautaires, de quartier ou locaux. Moins structurés, plus enracinés dans le milieu, ces groupes s'impliquent plus que les sociétés bénévoles [324] traditionnelles, autant au niveau de leur intervention auprès des ex-détenus que de celui de la défense de leurs droits. Ce sont ces mouvements communautaires qui constituent, sans doute, à l'époque actuelle le plus puissant ferment de réforme du système de traitement des criminels, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du cadre institutionnel.

[325]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**Chapitre VI**

---

**LA COMMISSION  
DES LIBÉRATIONS  
CONDITIONNELLES**

[Retour à la table des matières](#)

La libération conditionnelle est une mesure destinée à permettre au détenu qui remplit les conditions requises de quitter une institution carcérale avant l'expiration de sa sentence. Il peut purger alors le reste de sa peine en milieu libre en étant tenu cependant de se conformer aux règles préétablies, sous surveillance, faute de quoi il peut être réincarcéré. Actuellement, on considère qu'il ne s'agit pas là d'une mesure de clémence, mais plutôt d'un moyen visant à une meilleure réadaptation sociale ; à l'origine cependant tel ne fut pas le cas.

En effet au Canada, depuis très longtemps la possibilité de libérer un prisonnier avant l'expiration de la sentence existait, en vertu de la prérogative royale de clément. Dès 1898 cependant, le Parlement a voté la loi sur les libérations conditionnelles et c'est à cette époque que le Premier ministre, Sir Wilfrid Laurier, a reconnu la nécessité de faciliter ainsi la réadaptation des condamnés et leur réinsertion sociale.

La loi stipulait que le gouverneur général peut accorder, sur l'avis d'une personne désignée par le gouvernement, la libération [326] d'un

prisonnier et cela sans aucune limite en ce qui a trait aux normes d'éligibilité.

Par la suite, soit en 1916 pour la province de l'Ontario, et en 1948 pour celle de la Colombie britannique, des lois fédérales ont été promulguées afin de permettre la libération sur parole grâce au système des sentences indéterminées. Selon cette législation, les bureaux des libérations conditionnelles de ces provinces pouvaient accorder à ceux qui ont purgé la partie déterminée de la sentence, la liberté conditionnelle durant un temps indéterminé et variable suivant diverses considérations.

En ce qui a trait à l'application du régime des libérations pendant toute la période allant de 1898 à 1930 et même jusqu'à nos jours, ce furent les services de l'Armée du salut qui l'ont facilité, sinon rendu possible. En effet, ce fut cet organisme bénévole qui s'est chargé de visiter les institutions carcérales, de faire des enquêtes sur les possibilités de trouver un emploi aux libérés et de leur assurer l'aide et la surveillance en milieu libre. Rien d'étonnant, par conséquent, que le brigadier Archibald de l'Armée du salut a été nommé en 1905 le premier agent des libérations conditionnelles du Dominion.

[327]

## 1. LE RÔLE DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

[Retour à la table des matières](#)

C'est à partir de 1905 que l'administration de la loi sur les libérations conditionnelles devient beaucoup plus structurée. Elle est confiée au ministère fédéral de la Justice, au sein duquel on organise le service spécifique chargé de l'appliquer. Le service des pardons commence alors à créer des bureaux régionaux qui devront se multiplier par la suite.

Parallèlement se développent aussi des sociétés bénévoles, qui se préoccupent du sort des libérés, dont celle de John Howard, d'Elizabeth Fry et la Société d'orientation et de réhabilitation sociale au Québec.

Pour se rendre compte de l'évolution du système des libérations conditionnelles proprement dit, il suffit de mentionner que le nombre des libérés placés sous surveillance des agences postpénales est passé de 87 en 1949 à 768 en 1955, et à 1 773 en 1959.

Par ailleurs, on a été obligé de faire face aux besoins nouveaux et de réviser les politiques existantes, ce qui a amené, en 1953, la nomination d'un comité chargé de "faire enquête sur les [328] principes et les méthodes suivis au service des pardons du ministère de la Justice".

Présidé par le juge Gérald Fauteux, le comité a présenté un rapport proposant la création de la Commission nationale des libérations conditionnelles. Cette recommandation est à l'origine de la loi adoptée en 1958 et mise en vigueur à partir du 15 février de l'année suivante, qui a institué le système actuellement en vigueur, tel que modifié cependant en 1970-1971 , 1972 c. 13, 1973-1974 c. 48 et 1976 c. 93.

### *La compétence de la Commission nationale des libérations conditionnelles*

La Commission nationale des libérations conditionnelles a compétence, selon la loi sur la libération conditionnelle des détenus (1970, S.R.C., ch. P-2 (c. 31, 1<sup>o</sup> supp. », de libérer tout détenu adulte d'une institution fédérale ou provinciale, exception faite des mineurs condamnés en vertu de la loi sur les jeunes délinquants et des adultes condamnés en vertu d'une loi qui ne figure pas dans le Code criminel et qui est de juridiction provinciale. La Commission est exclusivement compétente, selon le texte même de la loi, pour accorder, refuser ou révoquer la libération conditionnelle.

Les deux exceptions prévues à ce principe général concernent les législations de la province de l'Ontario et de la Colombie britannique, qui ont des Commissions provinciales de libérations conditionnelles ayant le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle quant à la portion indéfinie d'une sentence indéterminée. C'est ainsi qu'en vertu de l'art. 150 de la loi sur les prisons et les maisons de correction, les tribunaux de la Colombie britannique peuvent condamner toute personne de moins de 22 ans trouvée coupable d'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement de trois mois ou plus, à une peine d'emprisonnement de trois mois au moins, suivie d'une peine [329] de durée indéterminée d'au plus deux ans moins un jour et, dans tous ces cas là, la Commission provinciale des libérations conditionnelles a juridiction sur la partie indéterminée de la sentence. Dans un certain nombre d'autres provinces, des dispositions statutaires existent autorisant la création des Commissions provinciales de libérations conditionnelles, dont les pouvoirs sont limités cependant aux personnes condamnées en vertu des législations provinciales.

Par ailleurs, la loi précise à l'art. 9 que le gouverneur en conseil peut édicter des règlements prescrivant la partie des sentences d'emprisonnement que les détenus doivent purger avant qu'on puisse accorder la libération conditionnelle, les époques où la Commission doit examiner les cas, ainsi que la catégorie des cas de détenus purgeant une sentence d'emprisonnement de moins de deux ans que la Commission doit examiner sur demande. Le gouverneur en conseil

peut également définir la procédure que doit suivre la Commission en ce qui concerne la révocation de certaines restrictions relatives, par exemple, à l'interdiction faite à un libéré conditionnel de conduire un véhicule à moteur ou à une quelconque autre défense prévue et ordonnée en vertu du Code criminel.

### *Les réformes législatives relatives aux normes d'éligibilité*

En 1973, certains amendements ont été adoptés au Code criminel (C-2, 21-22 Élisabeth II, 1973), modifiant les normes d'éligibilité. C'est ainsi qu'il est stipulé à l'art. 218 (par. 5 et suivants) que nonobstant toute disposition de la loi sur la libération conditionnelle des détenus et à moins que le Parlement du Canada n'ordonne le contraire, nulle personne qui a reçu une sentence d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre ne doit être libérée avant une période minimale de dix années purgées au pénitencier.

[330]

Dans tous les cas où il s'agit d'emprisonnement à perpétuité ou d'une sentence de mort commuée, la Commission doit prendre sa décision après avoir obtenu l'unanimité des deux-tiers de ses membres. D'autres restrictions relatives aux normes d'éligibilité des condamnés de cette catégorie peuvent être incorporées également par le juge qui a présidé leur procès ou encore par le jury s'il décide d'en faire la recommandation. C'est ainsi que le juge peut décider que la limite de la période obligatoire de détention doit être supérieure à dix ans et cela jusqu'à un maximum de 20 ans en se basant tout autant sur l'évaluation du caractère du condamné que sur les recommandations du jury formulées à cet égard.

Ce qu'il convient de souligner toutefois, c'est que les réformes législatives restrictives concernent une catégorie particulière des détenus qui ne constituent qu'un pourcentage relativement très faible du total de la population pénitentiaire. En ce qui a trait à tous les autres prisonniers, ceux condamnés à une sentence de deux ans ou plus dans un pénitencier fédéral doivent purger au moins neuf mois de peine avant que l'on puisse leur accorder la libération conditionnelle,

tandis que ceux dont la sentence est de trois ans et plus doivent purger un tiers de celle-ci ou sept années, c'est-à-dire la plus courte de ces deux périodes.

Les détenus condamnés à moins de deux ans dans une prison provinciale ou dans une prison de comté, peuvent être libérés conditionnellement après avoir purgé le tiers de leur sentence<sup>30</sup>. Toutefois, [331] dans les cas spéciaux, la Commission est autorisée à faire exception à ces règlements si elle considère que cela ne constitue pas de risques indus pour la société et que la mesure facilitera la réhabilitation du concerné.

Parallèlement, au niveau de la révocation, de la déchéance ou de la suspension de la libération conditionnelle, la Commission est souveraine, ainsi qu'en ce qui a trait aux conditions imposées aux libérés. Ajoutons également que les décisions de la Commission sont sans appel, ce qui accentue encore l'importance de ses pouvoirs.

Le droit des détenus à demander leur libération peut être exercé après des périodes relativement courtes d'incarcération. En effet, les cas de ceux qui purgent une sentence de deux ans et plus sont automatiquement étudiés dans les six mois à compter de leur admission et une date est fixée alors pour la prise de décision. S'il s'agit d'un refus, le dossier est étudié à nouveau, au plus tard dans les deux ans.

En ce qui a trait aux condamnés à moins de deux ans, la Commission prend sa décision dans les quatre mois qui suivent la demande ou l'examen du cas.

Les limites relatives aux périodes prévues pour l'étude des dossiers, ainsi que la possibilité dont jouissent tous les détenus de communiquer directement par lettres avec les commissaires rendent le système particulièrement souple et permettent de l'adapter aux besoins et au potentiel de chaque concerné considéré individuellement.

---

<sup>30</sup> La loi sur la libération conditionnelle étant fédérale, elle ne s'applique qu'aux détenus condamnés à une peine de détention en conformité à une loi du Parlement du Canada. De plus, l'art. 2 de la loi exclut son application à un enfant au sens de la loi sur les jeunes délinquants.

[332]

### *Les diverses formes de mise en libération conditionnelle et de sa suppression*

Contrairement à la libération conditionnelle ou inconditionnelle du Code criminel, qui est une mesure judiciaire, la libération conditionnelle est une décision extrajudiciaire relative non pas à la sentence proprement dite, mais à la façon suivant laquelle une partie de la peine d'incarcération imposée peut être purgée en milieu libre.

En effet, la libération judiciaire permet à la Cour de sursoir à la sentence ou de prescrire à l'accusé de se conformer à certaines règles de conduite et à se rapporter à son agent de probation pendant une période de temps délimitée.

La libération sous le Code criminel s'applique dans tous les cas d'infractions autres que celles pour lesquelles la loi prescrit une peine minimale ou qui sont punissables :

... d'un emprisonnement de quatorze ans, de l'emprisonnement à perpétuité ou de la peine de mort, la Cour devant laquelle l'accusé comparait peut, si elle considère qu'une telle mesure est dans l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de condamner l'accusé, prescrire par ordonnance qu'il soit libéré inconditionnellement ou aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation <sup>31</sup>.

Selon l'art. 663 du Code criminel concernant la probation, "lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction, la Cour peut, vu l'âge et la réputation de l'accusé, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise", prononcer l'ordonnance de probation [333]

- a) Dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimum est prescrite par la loi, sursoir au prononcé de la sentence et ordonner qu'il soit libéré selon les conditions prescrites dans une ordonnance de probation ;

---

<sup>31</sup> Cf. art. 662 C. Cr. et ss.

- b) En plus d'infliger une amende à l'accusé ou de le condamner à l'emprisonnement pour défaut de paiement d'une amende ou pour tout autre motif, pour une période ne dépassant pas deux ans, ordonner que l'accusé se conforme aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation ; ou
- c) Lorsqu'elle inflige à l'accusé une sentence d'emprisonnement qui ne dépasse pas quatre-vingt-dix jours, ordonner que la sentence soit purgée de façon discontinue aux moments qui sont spécifiés dans l'ordonnance et ordonner que l'accusé se conforme, pendant tout le temps où il ne sera pas en prison en application de cette ordonnance, aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.

La probation fournit l'un des moyens des plus efficaces de mise en œuvre de traitements autres que ceux imposés en détention. Elle a été tout d'abord utilisée au niveau des mineurs jugés en vertu de la loi des jeunes délinquants et elle est appliquée de façon de plus en plus systématique pour fins de resocialisation des criminels.

En ce qui a trait aux conditions de la probation, à l'art. 663 du Code criminel, sous le paragraphe 2, on précise que :

Les conditions suivantes sont censées être prescrites dans une ordonnance de probation, à savoir : que l'accusé ne trouble pas l'ordre public et ait une bonne conduite, et qu'il compareaisse devant la Cour lorsqu'il en est requis par la Cour et, en outre, la Cour peut prescrire comme conditions, dans une ordonnance de probation, que l'accusé devra exécuter l'une ou plusieurs des choses ci-après comme le spécifie l'ordonnance :

- a) se présenter à un agent de probation ou autre personne désignée par la Cour, et être sous sa surveillance ;
- b) subvenir aux besoins de son conjoint et de toutes autres personnes qu'il est tenu de faire vivre ;
- c) s'abstenir soit absolument, soit selon les conditions [334] que la Cour peut spécifier, de consommer de l'alcool ;
- d) s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme ;
- e) faire restitution ou réparation, à toute personne lésée, ou blessée du fait de l'infraction, de la perte ou du dommage véritables soufferts de ce fait par cette personne ;
- f) rester dans le ressort de la Cour et notifier à la Cour ou à l'agent de probation ou autre personne désignée en vertu de l'alinéa a) tout changement d'adresse ou d'emploi, ou d'occupation ;
- g) faire des efforts raisonnables en vue de trouver et de conserver un emploi approprié ; et

- h) observer telles autres conditions raisonnables que la Cour considère souhaitables pour assurer la bonne conduite de l'accusé et l'empêcher de commettre de nouveau la même infraction ou de commettre d'autres infractions.

L'ordonnance de probation doit toujours préciser sa durée et il s'agit là d'une mesure spécifique qu'il ne faut pas confondre avec la période de probation qui peut être prévue à la suite d'une sentence d'emprisonnement.

Sur le plan administratif, l'application du régime de probation relève des autorités provinciales, des ministères provinciaux de la Justice et des services correctionnels, ou encore des ministères des Affaires sociales quand il s'agit surtout des mineurs.

À l'opposé, la libération conditionnelle des détenus est une mesure permettant de raccourcir la durée de la détention prévue par la sentence. La compétence de la Commission comprend deux formes de libération, soit la libération conditionnelle de jour avec ou sans escorte, et la libération conditionnelle simple. En pratique, la libération conditionnelle de jour fait partie d'un programme de libération progressive qui permet d'étudier les comportements du détenu, sa façon de rétablir le contact avec le milieu et d'évaluer ainsi ses chances de réussite lors de la future libération conditionnelle. Utilisé surtout dans les cas de longues sentences, ce mode de procédé [335] consiste à permettre au prisonnier de s'absenter pendant quelques heures, une journée, une nuit ou encore d'assumer un emploi à l'extérieur et de retourner régulièrement en institution le soir et les fins de semaine.

Contrairement aux absences temporaires qui sont accordées par les autorités institutionnelles en vue de but humanitaire ou de traitement, il s'agit là d'une libération progressive qui fait partie d'un programme prévu après analyse et examen du cas.

Par ailleurs, la Commission peut mettre en pratique certaines politiques particulières. C'est ainsi qu'en 1964 elle a élaboré, afin de faciliter la libération d'un plus grand nombre de détenus, une façon de procéder spéciale. Les prisonniers qui n'ont pas été choisis au moment de leur éligibilité pouvaient être libérés avant la date normale d'expiration de leur sentence, à condition d'accepter d'être sous

surveillance pendant la période allant jusqu'à la date limite de cette expiration, y compris le temps de remise statutaire et de remise pour bonne conduite. Cette politique permet, par exemple, à un condamné à deux ans qui serait normalement libéré après 16 mois et demi, de l'être après 14 mois sous une surveillance d'au moins huit mois.

Il s'agit là, en somme, d'une forme de mise en probation qui ne requiert pas de décision judiciaire, mais uniquement celle de la Commission. On ne doit pas l'assimiler toutefois à une forme permanente de révision de sentence parce qu'il ne s'agit pas de remettre en cause la peine imposée par le juge, mais de reconsidérer l'effet de la détention sur certains types d'individus et de la dangerosité qu'ils peuvent présenter pour la société en tant que personnes libérées et placées sous surveillance. C'est en fonction de ces deux types de considération que la Commission impose également certaines conditions et qu'elle décide des sanctions à prendre quand elles ne sont pas respectées.

[336]

En ce qui a trait aux conditions, le libéré s'engage à les suivre en signant une formule spécialement prévue à cet effet. Elle se lit dans ces termes :

Je comprends parfaitement que je suis encore à purger une sentence, mais que je suis libéré conditionnellement et sous surveillance afin de me permettre de poursuivre dans la société mes activités de citoyen. C'est pourquoi, en considération de la libération conditionnelle qui m'est accordée, je m'engage solennellement ...

Le texte procède d'une philosophie propre à la loi telle que définie par les sociétés marquées par une longue tradition culturelle britannique. On essaie de faire confiance à l'individu jusqu'à preuve du contraire.

À cet égard, il est intéressant de citer la fin de la formule :

J'ai lu, ou on m'a lu, les conditions, les règles et les restrictions auxquelles est assujettie ma libération conditionnelle. Je les comprends parfaitement et je les accepte. Je m'y conformerai strictement. Je comprends également que si je ne les respecte pas, je puis être réincarcéré.

Il ne s'agit plus là du principe que "nul n'est censé ignorer la loi", mais d'une forme d'engagement personnel qui peut être plus ou moins

difficile à respecter. D'une manière générale, tous les libérés doivent se rapporter au moins une fois par mois, ou selon les besoins du cas, à leur surveillant, le consulter en ce qui a trait à tout ce qui concerne leur emploi, leurs obligations sociales et familiales et les achats importants qu'ils projettent de faire, comme celui, par exemple, d'une voiture ou d'une maison. Ces restrictions se justifient par le fait que de telles dépenses impliquent la nécessité de faire appel ~ un prêt et que l'endettement peut être une des causes de la commission d'un nouveau délit.

[337]

Par ailleurs, les libérés sont obligés de résider en permanence dans une certaine zone géographique et de prévenir l'officier de probation de la Commission qui leur a été assigné quand ils veulent s'absenter, mesure indispensable, compte tenu de l'étendue du territoire national.

Finalement, selon les individus, la Commission impose des règles de conduite spécifiques liées à leurs problèmes antérieurs. C'est ainsi que les alcooliques et les toxicomanes par exemple, acceptent de suivre un régime d'abstinence, ainsi que toutes les directives que l'agent de surveillance peut leur imposer à cet effet, telles que la défense de fréquenter certains lieux ou certains milieux, de respecter un horaire fixe ou encore de ne pas s'absenter du domicile la nuit.

En cas d'arrestation effectuée par la police, le libéré conditionnel a, en outre, le devoir de communiquer immédiatement avec son agent de libération conditionnelle. Il s'agit là d'un autre aspect important du régime de libération. Dans le cas de certains libérés, il peut arriver qu'ils retournent dans leur milieu et qu'ils soient considérés par la communauté comme des indésirables qu'on signalera à la police à l'occasion de n'importe quel délit perpétré dans le voisinage. Dans toutes les situations de ce genre, l'intervention de l'officier est très importante en tant qu'appui et une forme de défense. Il convient d'ailleurs de souligner à ce propos que les détenus en liberté conditionnelle sont placés sous l'autorité d'un représentant de district du Service national des libérations conditionnelles et sous le contrôle direct d'un agent de surveillance qui, en fait, est un travailleur social ayant une formation spécialisée et qui se recrute très souvent parmi les diplômés d'une école ou d'un département de criminologie.

[338]

La philosophie sous-jacente au système des libérations conditionnelles en tant que tel repose sur le postulat qu'il s'agit d'une étape transitoire entre la réclusion rigoureuse dans une institution et la liberté absolue dans la société, mais les sanctions de révocation qui sont connues du libéré, représentent en principe un élément de dissuasion pour l'individu et de protection pour ses concitoyens.

En effet, la libération conditionnelle peut être suspendue ou révoquée, et son détenteur peut être déchu de son droit d'en bénéficier.

C'est ainsi que la loi sur la libération conditionnelle (art. 16) prévoit qu'un membre de la Commission ou une personne que cette dernière a désignée peut par mandat, écrit et signé, suspendre la libération conditionnelle et autoriser l'arrestation du concerné, dans tous les cas où cela est considéré comme nécessaire et souhaitable en vue d'empêcher la violation d'une modalité des conditions prévues ou encore pour protéger la société et le détenu contre ses propres agissements.

Tous les représentants de district sont autorisés à émettre des mandats de suspension et d'arrestation à la suite desquels le libéré doit être amené aussitôt devant un magistrat, lequel le renvoie sous garde jusqu'à ce que la suspension de sa libération soit annulée ou que sa libération soit révoquée ou frappée de déchéance. Le responsable qui a signé le mandat est tenu d'examiner le cas et dans les quatorze jours qui suivent annuler la suspension, ou renvoyer l'affaire devant la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Le détenu en liberté conditionnelle demeure en prison jusqu'à ce que la Commission termine son enquête et décide soit d'annuler la [339] suspension, soit de révoquer la libération conditionnelle. Si toutefois elle émet un ordre de continuation du régime de liberté surveillée, le détenu devra signer un engagement concernant sa nouvelle libération.

Il s'agit là en somme d'une procédure qui fait appel à l'intervention judiciaire, mais qui est en quelque sorte indépendante et réglée dans le cadre des rapports entre le concerné, le représentant de la Commission et la Commission.

Par contre, dans les cas de révocation de la liberté conditionnelle, la justification de la mesure et la procédure de son exécution demeurent sensiblement similaire, mais c'est le juge qui signe le mandat d'incarcération préparé par la Gendarmerie royale du Canada, force policière fédérale qui dispose des dossiers lui permettant de connaître exactement la durée de la partie de la sentence qui n'a pas été purgée par le détenu. Le mandat ordonne non pas la mise sous garde, mais le retour du détenu à l'institution d'où il a été libéré.

Par opposition à la suspension, la révocation est une décision non pas d'un agent régional, mais de la Commission en tant que telle et implique l'incarcération.

La première de ces deux mesures peut être utilisée comme un moyen préventif ; la deuxième par contre met fin au privilège d'être traité en milieu libre. La gradation a été établie de façon à pouvoir traiter au mérite la non-exécution des diverses obligations acceptées par le libéré conditionnel.

Les raisons pour lesquelles la libération conditionnelle peut être suspendue ou révoquée sont, entre autres, les suivantes : [340] changement de lieu de séjour sans avis préalable et sans permission ; manque de collaboration avec le surveillant ; mauvaise conduite ; abus de boissons alcooliques ou usage des drogues ; refus de travailler ou abandon d'un emploi sans justifications plausibles ; négligence, indifférence ou cruauté à l'égard des personnes à charge.

D'une manière générale, il s'agit en pratique de situations où le libéré devient incontrôlable et où l'agent de surveillance est obligé de mettre fin à sa responsabilité au risque de protéger indûment un individu qui peut être, ou qui est déjà devenu asocial sinon dangereux pour ses concitoyens.

La déchéance de la libération conditionnelle s'applique, par contre, quand il y a passage à l'acte. Selon la loi (art. 17), un libéré conditionnel perd automatiquement ce privilège quand il est déclaré coupable d'un délit entraînant une peine de deux ans ou plus, commis alors qu'il est en liberté conditionnelle ou avant l'expiration de sa sentence. Lorsqu'il est interjeté en appel d'une condamnation qui a entraîné la déchéance de la libération conditionnelle, cette dernière est suspendue jusqu'à la décision définitive du tribunal. On peut considérer, en somme, la suspension et la révocation de la libération

conditionnelle comme des sanctions préventives, tandis que la déchéance est une décision punitive.

Il est important de souligner, par ailleurs, que la Commission s'efforce lors de l'étude des dossiers de prendre des "risques" raisonnables, c'est-à-dire de donner toujours priorités aux détenus dont les caractéristiques de personnalité et les comportements semblent indiquer que les possibilités de récidive sont relativement limitées.

Les relevés statistiques indiquent que cette façon de procéder permet d'obtenir des résultats positifs. En effet, en 1971 sur un total de 4 505 prisonniers libérés conditionnellement, dont 4 397 [341] hommes et 108 femmes, 69,6% ont effectué le terme prévu, 18,7% des cas ont été frappés de déchéance, 9,0% de révocation, 1,8% de révocation et de déchéance et 0,9% n'ont pas pu profiter de leur libération pour diverses raisons dont la maladie, le décès ou autres.

À l'intérieur de l'ensemble du groupe des libérés conditionnels, le nombre de ceux qui ont passé avec succès leur période de libération a été plus élevé pour les prisonniers des institutions provinciales, soit 56,6%, que pour les prisonniers des pénitenciers fédéraux dont le pourcentage se situait comparativement à 43,4%.

En ce qui a trait aux pourcentages des contrevenants aux conditions de la libération conditionnelle, selon la durée de la condamnation à purger, ils ont été plus élevés pour ceux qui ont reçu des peines de 20 ans et plus.

Ce phénomène peut se justifier, en partie, par le fait que dans leurs cas, la durée de surveillance est également plus longue, mais indique dans une certaine mesure le faible effet dissuasif de la peine d'incarcération.

Sur le plan législatif, le pourcentage d'échecs observés dans le cas des libérés condamnés à de longues peines de détention a été un des arguments invoqués pour l'introduction, en 1973, des réformes relatives aux normes d'éligibilité.

Parallèlement, la plupart des révocations et des déchéances se sont produites dans les six mois qui ont suivi la mise en libération conditionnelle, sauf pour les personnes dont la libération conditionnelle a déjà été révoquée et frappée de déchéance au préalable. Pour cette catégorie, la durée la plus fréquente était de 9

mois. Ajoutons également que sur 843 libérations conditionnelles frappées de déchéance, 420 ou 49,8% résultaient de la perpétration d'un acte [342] criminel semblable à celui qui avait entraîné la première incarcération et 32,9% des libérations conditionnelles à la fois révoquées et frappées de déchéance l'ont été pour la même raison.

Ces quelques données statistiques démontrent que le système de surveillance en milieu libre ne saurait être considéré comme un moyen permettant de prévenir le risque de récidive, mais indiquent aussi la nécessité des analyses et des recherches. Pour conclure, il est indispensable en effet de connaître toutes les causes directes et indirectes de commission d'un nouveau délit et de voir dans quelle mesure il serait possible de les éliminer grâce à des moyens tels, par exemple, qu'une meilleure aide et une meilleure surveillance des concernés, l'amélioration de leur situation par rapport au marché du travail, ou encore leur transfert dans des régions où on peut présumer qu'ils ne seront pas en contact avec le milieu criminogène qu'ils ont fréquenté avant leur première condamnation.

### *Les résultats obtenus et les nouveaux change d'action*

À l'opposé, pour évaluer les résultats positifs obtenus grâce au régime des libérations conditionnelles, il faut préciser ce qu'on entend sous ce terme. Selon l'analyse faite dans le rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle présidé par l'honorable juge Roger Ouimet (p. 360) :

... il y a eu réussite lorsque le libéré termine sa période de libération conditionnelle sans révocation, ni déchéance... Il s'agit là d'un succès assez impressionnant puisqu'en permettant au détenu de passer la période de libération conditionnelle dans la collectivité au lieu de passer dans l'établissement, on n'a fait courir aucun risque au public, tout en augmentant les chances de réussite ultérieures du libéré conditionnel et en réduisant les frais pour le contribuable...

[343]

On peut également considérer qu'il y a réussite lorsque l'expérience globale du détenu en matière de correction, y compris la libération conditionnelle, lui a permis d'éviter d'autres condamnations

après la fin de sa période de liberté conditionnelle. Une étude faite au pénitencier Saint-Vincent-de-Paul a fourni, à cet égard, des renseignements intéressants. L'étude comprend l'enquête faite sur 1 677 détenus libérés des pénitenciers entre les mois de mai 1959 et mai 1961, et qui ont été suivis pendant une période de plus de cinq ans.

Pour ceux qui ont été libérés à l'expiration de leur sentence, le pourcentage de non-récidivistes s'élevait à 35%, tandis que pour ceux qui ont quitté le pénitencier avant la fin du temps prévu par la sentence en tant que libérés conditionnels, le taux de non-récidive était de 55%. Certes on ne peut considérer ces données comme concluantes, compte tenu du fait que la Commission des libérations conditionnelles étudie les dossiers au mérite et n'accorde la libération qu'à ceux qui semblent le plus aptes à en profiter ; il n'en reste pas moins qu'il s'agit là quand même d'une indication intéressante.

En ce qui a trait à l'évolution du rôle assumé par la Commission depuis 1959, date de sa première année de fonctionnement, jusqu'en 1972, les statistiques permettent en quelque sorte de retracer ses diverses étapes.

En 1959, la Commission a accordé 2 038 libérations, tandis qu'en 1967 ce total s'élevait à 3 088. Durant les neuf années qui séparent ces deux dates, 20 254 prisonniers ont pu profiter d'une libération conditionnelle, proportion relativement importante, compte tenu du fait qu'au cours de cette période le total des personnes détenues dans les pénitenciers fédéraux a varié entre six et sept mille environ et le total des détenus dans les prisons provinciales était de onze à treize mille.

[344]

Par ailleurs, au cours de l'année 1967, en plus des libérations conditionnelles accordées par la Commission, le bureau des libérations conditionnelles de la province de l'Ontario a reçu 2 105 demandes et en a accepté 1 296, tandis que celui de la Colombie britannique a reçu 417 demandes sur lesquelles 411 ont obtenu des réponses favorables.

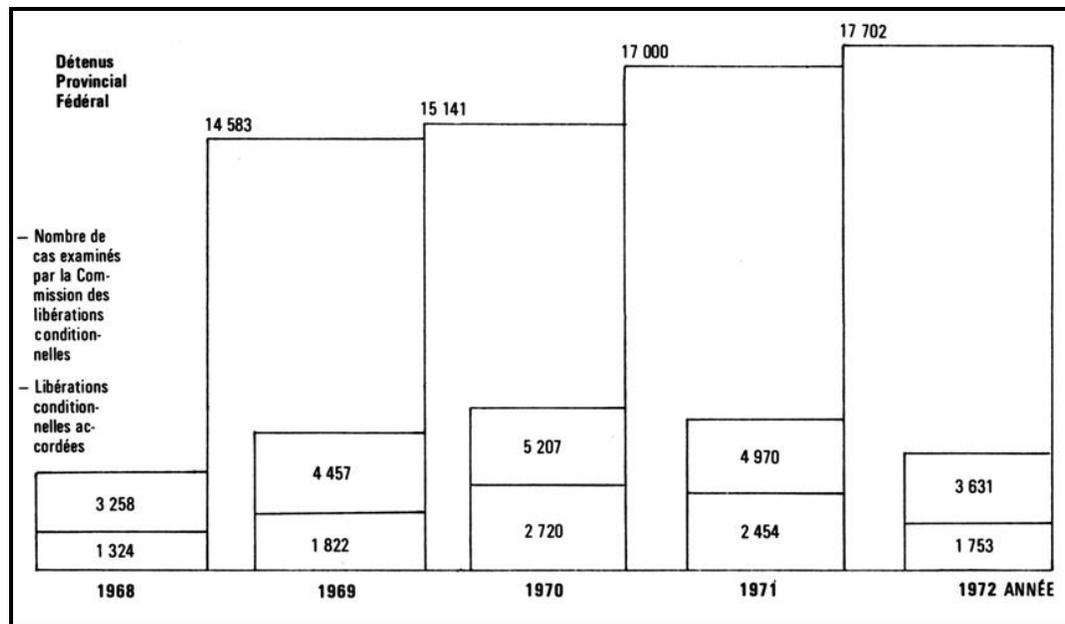
Entre 1966 et 1972, le total des libérations conditionnelles accordées au Canada a subi, cependant, des augmentations et des

baisses, comme l'indique le tableau ci-dessous extrait de l'ouvrage publié en 1973 par les bureaux du ministre du Solliciteur général du Canada.

Courbe des libérations conditionnelles

Tableau 15  
Graphique des libérations conditionnelles

[Retour à la table des matières](#)



Source : Service national des libérations conditionnelles Préparé par le ministère du Solliciteur général, Division recherches et statistiques.

[345]

Les relevés statistiques indiquent que compte tenu du total des détenus pendant la période de 1968 à 1972 qui varie pour les pénitenciers entre 6 894 en 1968 et 8 210 en 1972, et pour les prisons provinciales entre 12 528 et 11 717 pour les mêmes années, les libérations conditionnelles ont atteint leur plus haut niveau en 1970 et ont baissé par la suite. Par contre, le nombre de dossiers examinés par la Commission augmente constamment depuis 1969, ce qui semble

indiquer qu'elle continue à effectuer un travail très important d'enquête et de sélection, mais ne peut assumer certains risques.

Le phénomène peut s'expliquer par des facteurs divers dont celui, entre autres, du changement des politiques judiciaires orientées davantage vers des sentences de probation que d'incarcération. Ces politiques se reflètent également dans la baisse du total de la population des prisons provinciales et peuvent justifier indirectement, en partie du moins, la hausse de la population des pénitenciers. Il est possible de présumer que dans les cas de récidive des probationnaires, les juges imposent des peines plus lourdes, dépassant deux ans, et que dès lors ils viennent grossir la population pénitentiaire sans passer par les prisons provinciales.

Sur le plan économique, l'action de la Commission représente une économie substantielle des fonds publics, compte tenu du coût sans cesse croissant de la détention. Selon les évaluations effectuées en juin 1971, sur les 2 663 personnes en liberté conditionnelle, 1 998 avaient un emploi et 140 continuaient leurs études. Le groupe de libérés qui gagnaient en moyenne un salaire mensuel brut de \$412 environ faisait vivre 2 279 personnes.

Au-delà de sa mission première d'accorder la libération conditionnelle, d'assumer la surveillance des concernés et de prendre au besoin les mesures qui s'imposent, la Commission a eu également une influence sur certaines réformes législatives, dont nous ne retenons ici que les plus importantes.

[346]

C'est ainsi que jusqu'en 1972 figurait dans le Code criminel la peine de fouet (art. 668) devant être exécutée généralement avant la fin de la détention. Les agents de la Commission ont influencé tout d'abord de façon informelle les autorités carcérales quant à l'exécution de cette peine, puis la Commission a été autorisée par la loi qui la régît à révoquer ou à suspendre toute condamnation de cette catégorie.

Il s'agissait en fait, en droit, d'une forme de révision de condamnation judiciaire avec le pouvoir prépondérant de décision accordée à un corps extra-judiciaire, statuant comme une autorité d'appel.

Au cours de la période allant de 1967 à 1971, la Commission a accepté ainsi 12 appels relatifs à la peine de fouet, 8 en 1968 et 2 en 1970. En 1969 en outre, elle a prononcé la révocation de 4 condamnations. La peine de fouet a été prévue en fait très rarement, relativement à l'ensemble des sentences judiciaires et s'appliquait uniquement aux criminels sexuels graves. Par ailleurs, elle était très impopulaire auprès de l'opinion publique en tant que vestige d'une autre époque, d'un effet thérapeutique nul sinon franchement préjudiciable à la réhabilitation du concerné. Il n'en reste pas moins que l'action et les représentations formulées par la Commission ont influencé incontestablement le législateur qui, en 1972, a abrogé l'art. 668. Parallèlement, les visites des commissaires dans les pénitenciers et dans certaines prisons ont eu pour effet des améliorations d'ordre général de la condition des détenus dont il est difficile toutefois d'analyser la portée exacte et l'étendue mesurable.

En ce qui concerne les prisonniers libérés, la Commission est intervenue à plusieurs reprises auprès du gouvernement afin d'améliorer leurs conditions de réintégration sociale, autant sur le plan économique que sur celui de leur statut civique.

[347]

C'est ainsi que se, on les termes de la loi sur le casier judiciaire (1970, S.C., ch. 40), la Commission doit s'occuper des demandes de pardon en vertu de la prérogative royale de clémence et sur demande du solliciteur général. Dans la plupart des cas, il s'agit de pardons ordinaires, de pardons absolus, de la rémission d'amendes, de déchéances ou de peines. À la suite des diverses études faites par la Commission comme des observations effectuées par des agences sociales d'aide aux détenus libérés, il a été démontré que les problèmes d'emploi jouent un rôle très important dans l'ensemble du processus de réinsertion sociale. Or les réactions des employeurs, tout en étant très variables selon les cas, n'en demeurent pas moins hostiles à l'égard de ceux qui ont purgé de longues peines de détention. Certes, le fait que les papiers d'identité, dans le sens formel de ce terme, n'existent pas au Canada et ne sont pas exigibles, permet aux ex-détenus de ne pas être obligés de produire des documents portant des indications relatives à leur passé. Toutefois, ils sont à la merci d'une dénonciation ou d'une maladresse de la part de ceux qui les connaissent, ou encore sont forcés de donner certains renseignements

en répondant aux questionnaires qu'il faut remplir lors d'une demande d'emploi dans une grande entreprise industrielle ou commerciale.

Conscients des difficultés que cela occasionne, la Commission a fait plusieurs représentations à ce sujet et on peut considérer qu'elles ont influencé le législateur dans l'élaboration de la loi sur le casier judiciaire, sanctionnée le 11 juin 1970, dont l'application est confiée d'ailleurs à la Commission en conformité avec le rôle qu'elle assume déjà en ce qui a trait aux demandes de pardon. En vertu de la loi sur le casier judiciaire, une personne déclarée coupable d'une infraction ou d'un règlement qui en découle, peut présenter une demande de pardon à l'égard de cette infraction qui doit être adressée au solliciteur général du Canada et transmise à la Commission. Cette dernière est chargée de faire enquête et de [348] présenter ses recommandations. Toutefois, si la Commission se propose de refuser la demande, elle doit en aviser immédiatement le requérant et l'informer qu'il a le droit de présenter devant elle toutes les observations qu'il estime pertinentes, oralement ou par écrit. Il s'ensuit alors un examen ultérieur du dossier et une révision éventuelle ou une confirmation de la recommandation présentée par la Commission au solliciteur général du Canada qui la transmet au gouverneur en conseil pour la décision définitive et sans appel.

Dans tous les cas où le pardon est accordé, le texte de la loi sur le casier judiciaire stipule à l'art. 5 que :

L'octroi d'un pardon est la preuve du fait que la Commission, après avoir effectué une enquête suffisante, est convaincue que le requérant a eu une bonne conduite et que la condamnation à l'égard de laquelle le pardon est accordé ne devrait plus nuire à sa réputation.

Parallèlement,

... à moins que le pardon ne soit révoqué par la suite, il annule la condamnation pour laquelle il est accordé et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, élimine toute déchéance que cette condamnation entraîne pour la personne ainsi déclarée coupable, en vertu de toute loi du Parlement du Canada, ou d'un règlement établi sous son régime.

À la suite de l'octroi du pardon,

Le ministre peut, par écrit, ordonner à une personne ayant la garde ou le contrôle du dossier judiciaire d'une condamnation à l'égard de laquelle un pardon a été accordé, de confier ce dossier à la garde du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

[349]

Dès lors, le dossier du concerné :

... ne doit pas être classé avec les autres dossiers, ou relevés relatifs à des affaires criminelles, mais à part. Aucun de ces dossiers, ou relevés ne doit être divulgué à qui que ce soit et l'existence du dossier ou relevé, ou le fait de la condamnation ne doivent être révélés à qui que ce soit sans approbation préalable du solliciteur général qui, avant de donner cette approbation, doit être convaincu que cette divulgation est souhaitable dans l'intérêt de l'administration de la justice ou pour tout objet relatif à la sûreté ou à la sécurité du Canada, ou d'un État allié ou associé au Canada (art. 6).

Par ailleurs, la loi stipule à son art. 8 qu'aucune formule de demande d'emploi dans un ministère ou département, une corporation de la Couronne, entreprise ou affaire qui relève de l'autorité législative du Parlement du Canada, ou encore d'engagement dans l'armée canadienne, ne doit comporter de "question qui, par sa teneur, oblige le requérant à révéler une condamnation à l'égard de laquelle a été accordé un pardon qui n'a pas été révoqué", à la suite d'un délit commis ultérieurement.

En somme, il semble bien qu'en dehors de sa fonction principale, la Commission des libérations conditionnelles a pu influencer le législateur en analysant et en mettant en évidence les problèmes que doivent affronter les délinquants qui, tout en ayant purgé leur peine, demeurent quand même tributaires de leurs actes passés.

En effet, contrairement aux autorités purement judiciaires, la Commission dispose de fonds et d'un personnel capable de mesurer les effets négatifs ou positifs de certaines lois et elle a les pouvoirs suffisants pour présenter des recommandations à ce propos. Par conséquent, bien qu'on formule des critiques en ce qui concerne certaines de ses décisions, particulièrement quand un libéré commet un délit grave que les journaux à sensations s'empressent aussitôt de relater [350] avec force détail, il n'en reste pas moins que le rôle qu'elle joue dans le système de la justice criminelle demeure très important.

[351]

## 2. LES MODES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

### *Les modes de nomination des commissaires*

[Retour à la table des matières](#)

Selon la loi (1970, S.R.C. ch. P-2, art. 3, 4 et 5), la Commission nationale des libérations conditionnelles est composée de trois à neuf membres nommés par le gouverneur en conseil. Toutefois, la loi a été amendée en 1974 et actuellement, en vertu du nouvel article 4.1, le gouverneur en conseil a nommé dix autres membres spéciaux dont le mandat ne doit pas dépasser cinq ans.

Les membres de la Commission occupent leur charge pendant une période qui ne doit pas dépasser dix ans, mais dont la durée peut être plus courte pour des raisons d'âge, de santé ou autres. La loi précise "durant bonne conduite", ce qui signifie que le gouverneur en conseil est libre de juger sur la base des dossiers ou des recommandations spécifiques.

Ce qui est significatif, c'est que lors de sa création le 15 février 1959, la Commission ne comprenait que cinq membres et que depuis, ce nombre a été sensiblement augmenté en raison de l'accroissement des cas.

[352]

C'est également le gouverneur en conseil qui désigne l'un des membres de la Commission pour la présidence et un autre pour la vice-présidence. La loi ne limite pas son choix et n'impose pas de conditions spécifiques. C'est là sans doute une des principales originalités de l'organisme. En effet, on retrouve parmi les commissaires tout aussi bien des anciens fonctionnaires que des professeurs d'école ou de département de criminologie, ou encore des membres du personnel de la Commission qui ont travaillé avec les

détenus libérés et qui ont gravi tous les échelons de la carrière. Il s'agit donc de spécialistes en sciences sociales qui disposent généralement d'une expérience acquise au préalable.

Au point de vue de la décision à l'intérieur de la Commission, la majorité des membres constitue le quorum, et l'absence ou le manque d'un membre ne porte pas atteinte au droit d'agir des autres. Chaque membre dispose d'une voix à l'occasion de toute décision relevant de la Commission et si le nombre de voix exprimées est également réparti, le président a la voix prépondérante. Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission établit les règles concernant la conduite de ses délibérations ainsi que de l'accomplissement de ses devoirs et fonctions. La Commission a son siège à Ottawa, mais ses réunions peuvent se tenir dans tout endroit qu'elle a décidé de délimiter selon ses besoins. Les membres de la Commission reçoivent des honoraires fixés par le gouverneur en conseil et le remboursement des frais de voyage et de subsistance qu'impliquent les déplacements en dehors du lieu de domicile. En effet, compte tenu de l'étendue du territoire canadien, les commissaires sont appelés à siéger dans des villes très éloignées les unes des autres, ainsi que dans des localités qui peuvent être isolées et difficiles d'accès, tels les territoires du Grand-Nord, par exemple.

Le président de la Commission peut toutefois créer des sections composées de deux membres ou plus, ordonner que la section [353] remplisse en temps et lieu qu'il a spécifié les devoirs et fonctions de la Commission. Selon la loi (art. 5, par. 2),

Toute action ou chose faite par une section de la Commission en conformité d'une instruction donnée par le président, est censée être une action ou chose faite par la Commission.

Toutefois, (par. 3),

Une section de la Commission peut, avec le consentement du président, et doit, sur l'instruction du président, renvoyer devant la Commission tout entière toute matière dont elle est saisie, et sur ce la Commission tout entière doit statuer sur cette matière.

Le système des sections a été élaboré, en somme, afin d'accroître l'efficacité de la Commission, mais il est limité par le président en ce qui concerne les prises de décision, ce qui se justifie d'autant mieux

qu'il est le fonctionnaire exécutif en chef de la Commission chargé de surveiller les travaux et de diriger son personnel.

Par le passé, le président faisait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Justice du Canada, mais actuellement cette obligation revient au solliciteur général, ministre responsable des services des pénitenciers et de la Gendarmerie royale du Canada, force policière fédérale.

En juin 1972 <sup>32</sup>, un groupe d'étude a été nommé sous la présidence de l'honorable juge James K. Hugssen, afin d'étudier l'organisation et les méthodes appliquées pour la mise en liberté conditionnelle. Dans son rapport remis le 30 novembre de la même année, le [354] comité soulève le problème de recours en appel d'une décision de la Commission. Certes, une certaine forme de révision interne est prévue par l'art. 9 des règles de la Commission selon lequel si les deux membres d'une section ne peuvent s'entendre sur la décision à prendre, l'affaire peut être renvoyée à une section de trois membres, ou encore en dernier ressort, à la Commission siégeant en séance plénière. Il n'en reste pas moins qu'on ne prévoit pas de recours des décisions de la Commission, ni de contrôle de ces décisions.

En ce qui a trait à l'appel, le comité suggère une révision interne, soit le droit pour les commissions régionales d'intervenir auprès de la Commission nationale pour réouvrir le dossier, tandis qu'en ce qui concerne le contrôle des décisions, on recommande l'octroi d'un pouvoir général de surveillance aux Cours supérieures des provinces. Jusqu'à présent, la Commission canadienne des libérations conditionnelles demeure un organisme administratif souverain, libre de toute ingérence du pouvoir judiciaire.

Par ailleurs, le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle, présidé par l'honorable juge Roger Ouimet, qui a déposé son rapport en 1969, préconise au contraire l'accroissement de l'autonomie du pouvoir décisionnel de la Commission, faisant suite en cela aux recommandations formulées déjà au préalable par deux autres Commissions. Il est difficile de préciser actuellement les tendances des réformes à venir ; ce qu'il convient de souligner

---

<sup>32</sup> "Rapport du groupe d'étude sur la mise en liberté des détenus." Information Canada. Ottawa, 1973.

cependant, c'est que les modes de nomination des commissaires demeurent en soi une garantie d'objectivité de la Commission et que l'effort constant qu'elle manifeste pour collaborer avec les services communautaires est une des caractéristiques intéressantes de cet organisme.

[355]

### *Les auditions de la Commission*

La collaboration s'établit au moment de l'enquête préalable à l'octroi de la libération conditionnelle, mais surtout au niveau de l'aide et de l'assistance postpénale. Le public n'est pas admis en ce qui a trait aux auditions de la Commission, mais les commissaires peuvent demander des témoignages des divers services communautaires.

Selon la loi (C. p. 1971-662), les sections de la Commission tiennent des auditions dans les institutions. À cette occasion, elles peuvent (art. 7) permettre à un détenu de cette institution dont le cas doit être examiné de comparaître personnellement en vue d'exposer son cas et d'accorder à tout détenu dont la libération conditionnelle a été refusée, suspendue ou révoquée par une décision antérieure, la possibilité de se présenter à nouveau. La Commission doit, en outre, informer par la suite le détenu de sa décision, soit verbalement, soit par écrit, et motiver l'acceptation ou le rejet de sa demande. L'obligation d'expliquer au concerné l'attitude des commissaires constitue une garantie additionnelle de ses droits.

En effet, une étude approfondie s'avère indispensable, ne serait-ce que pour préciser les motivations des opinions émises en dernier ressort.

### *Le personnel*

Pour l'étude des demandes, la Commission dispose d'un personnel spécialisé, distinct de celui qui a la charge de la surveillance des détenus libérés. Il comprend le chef de la préparation des cas, des enquêteurs et des analystes qui travaillent dans le cadre de deux

sections dont celles des catégories spéciales de cas et des cas ordinaires.

[356]

Les enquêteurs réunissent les données concernant le dossier judiciaire, pénitentiaire et social du détenu, tandis que les analystes préparent sur cette base les rapports écrits destinés aux commissaires.

Au-delà des structures centrales situées à Ottawa, la Commission dispose de bureaux de district dont quatre en Colombie britannique, deux en Alberta, trois en Saskatchewan, deux au Manitoba, onze en Ontario, dix au Québec, deux au Nouveau-Brunswick, trois en Nouvelle-Écosse et un à Terre-Neuve. Les officiers régionaux ont la responsabilité de visiter régulièrement les institutions carcérales et de rencontrer les détenus en vue de soumission des rapports concernant chaque cas. Ce sont eux également qui assument la surveillance des libérés, se préoccupent de leurs conditions de vie, communiquent avec les services spécialisés et les employeurs particuliers pour les aider à trouver du travail et recommandent, quand il y a lieu, la suspension de la libération conditionnelle ou sa révocation.

Les officiers régionaux sont à l'emploi de la Commission et font partie de la Fonction publique, mais un certain nombre de ces travailleurs sociaux spécialisés sont recrutés parmi ceux qui relèvent des agences privées, communautaires, ou encore des services de probation provinciaux. Les tendances actuelles visent à une plus grande régionalisation des services et on ouvre de nouveaux bureaux dans les villes importantes et moyennes afin de faciliter ainsi les contacts directs entre les officiers enquêteurs ou de surveillance, et la communauté concernée. Parallèlement, la collaboration entre les Services provinciaux de probation et celui des libérations conditionnelles s'accroît en vue d'une plus grande efficacité et d'une meilleure répartition des ressources en termes surtout du personnel spécialisé et implanté dans le milieu d'origine du libéré.

[357]

Le Service national des libérations conditionnelles fonctionne, en somme, par l'entremise des bureaux régionaux répartis dans le pays. Chacun de ces bureaux est placé sous la responsabilité du représentant de district qui a la charge de recueillir et de compiler sur place les

renseignements qu'il transmet ensuite à l'administration centrale à Ottawa, où ils sont complétés au besoin et soumis à la Commission. Le représentant de district assume aussi la responsabilité de la surveillance des cas et, dans son rapport, le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle recommande qu'on lui accorde une plus grande autonomie afin d'accélérer ainsi les procédures, surtout dans les cas de suspension de la libération conditionnelle utilisée comme mesure préventive de violation prévisible d'une condition essentielle imposée par la Commission. En effet, c'est le personnel qui relève du représentant de district qui demeure le principal agent d'aide aux libérés, mais aussi de protection de la société contre un danger éventuel de victimisation.

### *Les services des libérations conditionnelles et leur relation avec les pénitenciers*

Les officiers régionaux assument leurs responsabilités autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pénitenciers et des prisons. Tout d'abord, avant qu'un délinquant ne soit jugé admissible à la libération conditionnelle par la Commission, les officiers régionaux organisent en collaboration avec les directeurs des institutions, des séances d'information qui ont lieu généralement après les entrevues individuelles, mais précèdent la comparution du concerné devant les commissaires.

La procédure utilisée pour l'organisation de ces séances varie d'une institution à l'autre. C'est ainsi qu'au pénitencier de Springhill, une semaine avant l'audition de la Commission, on réunit un groupe de 15 détenus environ afin de leur donner des renseignements [358] complémentaires relatifs à leurs droits et aux règlements régissant le processus des libérations conditionnelles. L'officier de la Commission est chargé de répondre à toutes les questions et de réfuter, S'il y a lieu, des allégations inexactes, ou fausses, répandues dans le milieu carcéral par des détenus dont la libération a été refusée ou révoquée.

Au Centre correctionnel de Guelph, qui est une institution provinciale, il existe par contre deux types de séances d'information dont une hebdomadaire et s'adresse à tous les condamnés qui arrivent

en prison, tandis que l'autre a lieu à intervalles réguliers pendant une période de huit semaines. Ce deuxième genre de réunions auxquelles assistent des groupes de huit à dix détenus, un agent des libérations conditionnelles et un travailleur social de l'institution visent à préparer l'intégration du futur libéré à son existence en société. Il s'agit là de discuter tout autant des possibilités de trouver un emploi ou de suivre un enseignement, que de réorganiser sur une meilleure base les relations familiales et d'assumer les responsabilités qui en découlent.

Des recherches entreprises sur un groupe de détenus libérés ayant suivi ce programme et ceux qui n'ont pas pu le faire, semblent démontrer que l'expérience est concluante et il est plus que probable qu'elle soit élargie aux autres institutions provinciales et fédérales.

Parallèlement, un programme de sélection des détenus a été élaboré par les agents des libérations conditionnelles et par le Service canadien des pénitenciers. Il vise à appliquer des normes élaborées par ce service à tous les détenus condamnés à plus de deux ans d'incarcération, et cela avant leur admission en institution. Le fait de classer les prisonniers et de les placer dès le départ dans les institutions à sécurité moyenne ou maximale s'est avéré être un [359] bon moyen de sélection des cas, facilitant le traitement individuel. Actuellement, les représentants du Service des libérations conditionnelles font partie du comité de recherches formé sur une base régionale par le Service canadien des pénitenciers et participent à la mise en marche du plan de traitement à l'intérieur des murs.

[360]

### 3. LES MODALITÉS DE COLLABORATION DE LA COMMISSION AVEC LES SERVICES PROVINCIAUX DE PROBATION ET LES AGENCES PRIVÉES

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau de la surveillance des prisonniers libérés, les services des libérations conditionnelles collaborent avec les services publics et privés existant à l'échelle provinciale. En effet, un des principaux facteurs dont dépend la réussite de la mesure de libération avant l'expiration du délai prévu par la sentence, demeure celui de la relation qui s'établit entre le libéré et son surveillant. Ce dernier doit assumer le rôle de conseiller, mais aussi d'autorité chargée de faire respecter l'engagement contracté par le délinquant lors de l'octroi de sa libération conditionnelle, ce qui signifie qu'il doit favoriser des rencontres et des entrevues fréquentes. Or, le nombre de surveillants qualifiés est limité au Canada comme dans la plupart des pays du monde, et ils prennent en charge trop de cas pour satisfaire aux besoins réels de chacun. Il s'agit, par conséquent, d'utiliser au maximum les ressources disponibles en termes de personnel et de bénévoles.

Les deux provinces ayant un régime de libérations conditionnelles, soit l'Ontario et la Colombie britannique, ont des chargés de surveillance des libérés conditionnels. Ils relèvent en Ontario du service de réadaptation du ministère des Services correctionnels, et [361] en Colombie britannique, de celui de la probation. Dans d'autres provinces, la surveillance des libérés conditionnels dépendant de la Commission nationale des libérations conditionnelles est assumée par les services de probation du ministère provincial de la Justice, ou encore par des organismes privés, subventionnés en partie ou en totalité par les ministères provinciaux du Bien-Être social ou de la Justice, et par le bureau régional du Service national des libérations conditionnelles. À titre exceptionnel et singulièrement dans les régions éloignées, on fait appel aux particuliers qui ne sont pas

rémunérés pour la fonction de surveillance, mais qui reçoivent le remboursement des frais.

Les données compilées pour les années 1959 à 1967 reflètent les politiques qui ont été suivies à cet égard pendant cette période.

Le tableau qui suit, extrait du rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle, indique bien que l'évolution des services provinciaux a permis d'assurer un accroissement substantiel des services de surveillance fournis à la Commission nationale des libérations conditionnelles. Aux termes des accords contractuels conclus en 1972, la Commission assurait la surveillance de 54% des cas et les agences provinciales de 45%. C'est là, en somme, un autre des multiples aspects de la décentralisation des services et de la prise en charge des responsabilités de plus en plus importantes par les autorités provinciales.

En dehors de la collaboration au niveau de la surveillance se situent également les divers programmes visant à assurer la participation communautaire au processus de réinsertion sociale des libérés conditionnels. On estime, en effet, que le succès de leur réhabilitation dépend, dans une large mesure, du degré de leur acceptation au sein de la communauté dans laquelle ils sont appelés à travailler et à vivre. Cette coopération informelle prend des formes [362] diverses. C'est ainsi, par exemple, qu'en Colombie britannique, à Prince-George, la communauté a participé activement à la construction d'une maison d'accueil qui est également un centre d'activités sociales destiné aux détenus libérés, tandis qu'au Québec des travailleurs sociaux et des hommes d'affaires ont organisé le Comité d'orientation et de préparation à l'emploi (COPE). Le Comité avait pour mission d'encourager les libérés à suivre un cours de quatre semaines en leur fournissant la bourse nécessaire et de les aider ensuite à trouver un emploi et à établir de bonnes relations avec leurs employeurs. L'expérience a été évaluée comme suffisamment satisfaisante

Tableau 16

Surveillance des libérés conditionnels qui relèvent de la Commission nationale, selon les organismes impliqués

[Retour à la table des matières](#)

Année	Organisme privé		Service public provincial		Bureaux régionaux		Autres	
	N	%	N	%	N	%	N	%
1959	991	56	341	19	441	25	-	-
1960	1 217	55	434	19	400	18	174	8
1961	1 091	54	526	26	248	12	148	8
1962	955	55	421	24	270	16	78	5
1963	812	48	451	27	529	19	95	6
1964	741	44	453	27	380	22	120	7
1965	1 062	52	555	27	361	17	80	4
1966	1 089	44	751	31	553	23	56	2
1967	1 111	39	872	31	822	29	41	1

[363]

et il est question d'organiser des programmes similaires dans d'autres provinces.

La Commission des libérations conditionnelles collabore également de façon continue avec les agences privées, telles que l'Armée du salut ou encore, au Québec, la Société d'orientation et de réhabilitation sociale (S.O.R.S.). Les officiers de ces agences rencontrent les détenus en prison, les aident à trouver un emploi après leur libération et assument la surveillance de certains cas.

En dernier ressort, il convient également de mentionner la participation bénévole de divers organismes et de particuliers qui visitent les institutions, assurent une aide aux libérés conditionnels ou encore de certaines grandes compagnies qui, sur le marché du travail, organisent des programmes de formation à l'intérieur des murs, destinés à faciliter la réintégration des prisonniers après leur libération.

[364]

[365]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**Chapitre VII**

---

**LA RÉINSERTION  
SOCIALE**

[Retour à la table des matières](#)

Le terme de réinsertion sociale en tant que tel est relativement nouveau. Par le passé, l'application beaucoup plus fréquente qu'aujourd'hui de la peine capitale, ou encore l'existence de mesures telles que la détention dans une colonie pénitentiaire, le bannissement et l'extradition, constituaient en soi un processus d'élimination. Par ailleurs, certains pays avaient des législations destinées à maintenir les condamnés dans des régions désertiques au-delà de l'expiration de la période prévue par la sentence où au lieu de réintégrer la société, ils assumaient la tâche des colonisateurs en créant ainsi des collectivités distinctes, longtemps isolées.

Au Canada, les condamnations à l'exil, à l'interdiction de séjour et à la déportation ne furent appliquées qu'à titre tout à fait exceptionnel et elles ont été abandonnées, en pratique, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Il n'en reste pas moins, que bien qu'il devenait évident, dès cette époque, que la réinsertion sociale demeure une nécessité, les autorités publiques ne se préoccupaient pas du sort des ex-détenus. Les personnes qui ont purgé leur peine devaient se réadapter, sous peine de subir une autre condamnation en cas de récidive. On considérait implicitement, sinon explicitement, que le séjour au [366] pénitencier ou en prison doit constituer en soi un moyen de forcer le condamné à

réfléchir et à s'amender. Le régime des institutions carcérales devait être suffisamment sévère, en somme, pour décourager la récidive. Il semble bien cependant que la preuve a été faite très rapidement que la peur d'être appréhendé à nouveau n'est pas un facteur décisif susceptible d'empêcher le libéré de poursuivre une carrière criminelle.

C'est ainsi qu'on a admis progressivement la nécessité absolue d'apporter une aide aux ex-détenus et parallèlement d'informer la collectivité de façon à ce qu'elle accepte de faciliter leur réintégration. À l'origine, il s'agissait de charité à l'égard de "toutes sortes de vagabonds, mendiants et invalides" auxquels on ordonnait, par des arrêtés en conseil (Québec 1683) d'aller vivre sur les terres qui leur étaient données gratuitement à cet effet. On ne mentionnait pas dans le texte de la loi qu'il s'agissait des ex-détenus, mais c'était une tentative de leur procurer un moyen de subsistance tout en les éloignant de Montréal. Depuis, l'évolution lente des politiques qui existent à cet égard a amené les autorités à admettre qu'il convient non seulement d'organiser le mode d'existence des libérés, c'est-à-dire de leur fournir un travail ou la possibilité d'apprendre un métier, mais aussi de veiller à la restructuration de leur personnalité et de leurs attitudes à l'égard de la société. Désormais, on reconnaît que le fait qu'un ex-détenu gagne sa vie ne signifie pas automatiquement qu'il ne sera pas poussé à récidiver en raison de facteurs tels que les difficultés d'adaptation dues aux déséquilibres socio-affectifs, à l'influence de son milieu familial, ou encore aux troubles psychiques particuliers. En fonction de cette approche, on dispose actuellement de certains services chroniquement insuffisants et perpétuellement débordés d'ailleurs, destinés à sensibiliser l'opinion publique et à mettre en œuvre les mécanismes d'assistance aux personnes ayant purgé des peines privatives de liberté, ainsi qu'aux jeunes délinquants qui quittent les écoles de protection.

[367]

### *Les organismes bénévoles et les services administratifs*

L'ensemble des politiques est appliqué, pour des raisons historiques, par l'entremise des organismes bénévoles dont le réseau

est complété par les services gouvernementaux proprement dits. En effet, ces organismes ont commencé dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et même avant, à venir en aide aux ex-détenus, soit à l'échelle du Canada, soit dans le cadre des diverses provinces. À l'origine, l'initiative revenait aux individus, puis aux groupements.

C'est ainsi qu'à Montréal, un ancien officier de la marine marchande avait ouvert une maison où les ex-détenus pouvaient être nourris et logés gratuitement. Il considérait comme règle fondamentale qu'on ne devait rien leur demander en ce qui a trait à leur passé et les recevoir en attendant qu'ils parviennent à trouver un travail et à gagner leur vie.

La première association formelle d'aide aux prisonniers est apparue cependant en 1874, et en 1890 l'Armée du salut ouvrait une maison pour les anciens détenus tout en maintenant la tradition de n'exiger de ses locataires ni identification, ni confession. Sous l'impulsion du pasteur J. Dinnage Hobden fut créé la Société John Howard qui a organisé depuis, dans toutes les provinces, des unités autonomes, mais affiliées, et la Société Elisabeth Fry qui prend en charge les femmes délinquantes.

Parmi les autres organismes qui desservent une province en particulier, il convient de citer la Société d'orientation et de réhabilitation sociale, le Service de réadaptation sociale de Québec et la Société saguenéenne de réhabilitation sociale de Chicoutimi, au Québec, le Service catholique du bien-être de Winnipeg, au Manitoba, et la *Borstal Association* de la Colombie britannique qui s'occupe spécifiquement des détenus de la prison de New-Haven.

[368]

La Société John Howard coordonne à l'échelle du Canada le travail des organismes qui portent son nom, tandis que l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec assume un rôle similaire auprès des organismes de cette province. Une coordination existe, en outre, en ce qui a trait à la collaboration occasionnelle ou partielle, des divers groupements qui veulent financer ou se charger de certaines activités socio-culturelles destinées aux détenus et aux ex-détenus tout en ayant au départ des objectifs autres que celui-là.

On évalue à plus de vingt-cinq les organismes bénévoles dont la principale fonction consiste à travailler dans le domaine des services correctionnels et de réintégration sociale ; mais, ce total ne comprend pas les associations qui interviennent d'une façon ou d'une autre dans ce domaine, ni celles qui ouvrent des foyers destinés aux anciens détenus, qui organisent pour eux des cours particuliers, ou encore leur viennent en aide en finançant certaines activités spécifiques.

En ce qui a trait à l'intervention des autorités publiques qui est de plus en plus importante, elle s'exerce de deux façons : soit par le financement des associations et sociétés bénévoles, soit par la création de services spécifiques. En somme, au lieu de prendre en charge l'ensemble du secteur dit "privé", les gouvernements provinciaux et fédéral ont préféré les subventionner tout en unifiant les normes de recrutement et de rémunération du personnel spécialisé et en organisant certains services à l'intérieur des structures administratives à caractère général.

C'est ainsi, par exemple, que les travailleurs sociaux qui s'occupent des détenus et des ex-détenus peuvent relever d'un service gouvernemental ou d'une agence sociale, ou encore d'une société bénévole, mais leur compétence et leur rémunération tendent à être similaires. Parallèlement, pour faciliter le travail de tous les organismes concernés, on dispose d'unités spécifiques dans des secteurs tels que [369] celui des bureaux gouvernementaux de placement de la main-d'oeuvre, ou encore dans le domaine du traitement clinique et hospitalier.

À l'origine, les associations bénévoles se préoccupaient surtout d'améliorer le sort des prisonniers et de les héberger après leur libération, mais désormais elles assument des fonctions précises dans le cadre des programmes formels d'action gouvernementale. Elles sont donc financées par l'État en totalité ou en partie, sur la base du nombre de cas qui leur sont confiés. Le désavantage de ce système réside dans les difficultés de coordination et de recensement, tandis que parmi les principaux avantages, il convient de souligner celui ayant trait à l'aide apportée aux détenus libérés qui ont fini de purger leur peine et qui sont assistés en dehors de tout contexte légal. Si cette forme d'aide devant être prise complètement en charge par les services administratifs, elle pourrait être considérée comme une forme déguisée de surveillance, tandis que le système qui prévaut favorise,

en principe, des contacts informels susceptibles d'assurer aux travailleurs sociaux qui les assument une plus grande confiance des personnes concernées.

### *Les mesures destinées à faciliter la réinsertion sociale*

En effet, les mesures destinées à faciliter la réinsertion sociale comprennent deux types de politique dont le premier fait partie du processus de traitement légal et l'autre est administratif et social.

Le personnel des institutions carcérales collabore à cet effet avec celui des organismes bénévoles dont les travailleurs sociaux visitent les prisonniers et se mettent en contact avec leurs proches. Le processus de réintégration sociale doit commencer, en théorie tout du moins, dès le moment où la personne est incarcérée.

[370]

Parallèlement, un classement des détenus selon leur degré de dangerosité pour la société permet de leur accorder la possibilité de profiter des divers modes de libérations temporaires et de quitter le milieu carcéral avant l'expiration de la période prévue par la sentence. En effet, grâce au système de libération conditionnelle, tel que décrit dans le chapitre qui lui est consacré, les détenus peuvent recouvrer leur liberté plus rapidement. Il incombe aux travailleurs sociaux qui s'occupent des détenus, ainsi qu'aux officiers des institutions carcérales, d'examiner chaque cas et de lui assurer une collaboration efficace afin que le concerné puisse se préparer à envisager son existence telle qu'elle pourrait être organisée à sa sortie.

Au niveau de l'aide proprement dite aux détenus qui ont purgé leur peine et qui recouvrent leur liberté s'inscrivent les diverses mesures d'assistance.

En premier lieu, les jeunes qui quittent les écoles de protection, comme les adultes qui sont libérés des prisons et des pénitenciers, éprouvent des difficultés à se loger et à se procurer l'argent indispensable pour l'organisation matérielle immédiate de leur nouvelle existence. Certains peuvent compter sur l'aide de leur

famille, tandis que pour d'autres - qui représente la majorité - cela est impossible ou encore non souhaitable.

Pour les mineurs, quelques écoles de protection disposent de foyers où ils peuvent être logés et nourris, mais leur nombre est toujours insuffisant. Pour les adultes, les autorités carcérales ont organisé des foyers de transition que complète le réseau des maisons de divers types. Ces maisons, dont le nombre varie d'une province à l'autre et dont le recensement est particulièrement difficile en raison du caractère temporaire de certaines, reçoivent des ex-détenus, mais aussi des personnes qui déclarent ne pas avoir de domicile et [371] être incapables financièrement de payer le loyer d'une chambre ou d'un logement. L'ancien prisonnier n'est pas obligé, en somme, de se définir comme tel pour avoir droit d'y être reçu et peut y habiter à condition de se conformer aux règlements prévus dans chaque unité.

C'est ainsi que dans certains foyers on exige que le pensionnaire étudie, cherche du travail ou se soumette à un examen médical, tandis que dans d'autres on n'impose pas d'obligations de ce type. Il convient de souligner cependant que toutes les mesures sont appliquées bien plus sous forme d'incitation que de contrainte.

Compte tenu du fait que les exigences relatives à l'identification personnelle sont excessivement limitées au Canada, les gens qui se présentent dans certains foyers de l'Armée du salut, par exemple, ne sont nullement obligés de faire état de leur passé.

On distingue donc deux catégories d'aide aux anciens détenus. D'une part, celle demandée par la personne avant sa libération et organisée de concert avec le travailleur social qui s'est occupé de son cas et d'autre part, l'aide qu'il peut solliciter en tant qu'individu ne disposant pas de moyens de subsistance, sans se prévaloir pour autant de ses droits acquis à l'assistance en tant qu'ancien prisonnier. Cette façon de concevoir les services évite une certaine forme de stigmatisation sans diminuer pour autant l'efficacité de l'action des structures disponibles. Ce qui est préjudiciable, par contre, à la réalisation des politiques actuelles, c'est le fait que la charge des travailleurs sociaux est trop lourde en ce qui concerne le nombre de cas et que les disponibilités en terme de places dans les foyers sont insuffisantes, compte tenu des besoins et des demandes.

En ce qui a trait à l'organisation des diverses maisons, parmi les initiatives les plus récentes s'inscrivent les efforts faits en vue d'une autogestion. On confie, par exemple, à un ex-détenu la [372] gestion d'une maison dont les locataires s'efforcent de collaborer pour gagner en commun leur subsistance. Assistés et conseillés par les travailleurs sociaux, les prisonniers libérés organisent avec eux des coopératives de vente, d'artisanat, ou encore des exploitations rurales.

Il n'en reste pas moins que l'un des principaux problèmes des ex-détenus demeure celui de trouver un emploi. Les travailleurs sociaux préposés à l'assistance et à la surveillance des libérés communiquent à cet effet avec les responsables des diverses entreprises, directement ou par l'entremise des bureaux de placement des ministères fédéral et provincial du Travail. Ils s'engagent à leur fournir des candidats viables et obtiennent en échange la promesse que leur passé ne sera divulgué ni aux autres employés, ni aux personnes qui pourraient éventuellement être intéressées à le connaître.

On a fait également des tentatives d'assurer une forme de compensation pour le cas où un ex-détenu se rendrait responsable volontairement de pertes occasionnées dans le lieu de son travail. Il s'agit là essentiellement d'une assurance spéciale contractée par l'organisme au nom de l'ex-détenu, destinée à offrir à son employeur une garantie de remboursement des dommages éventuels qu'il pourrait causer. Toutefois, jusqu'à présent le problème n'est guère résolu bien qu'on ait mis en œuvre plusieurs modes particuliers d'action.

C'est ainsi que certaines entreprises ont accepté d'envoyer des instructeurs dans les pénitenciers, de sélectionner les détenus susceptibles de profiter d'une formation spécialisée et de créer des groupes qui reçoivent dès lors un entraînement professionnel. À leur libération, les détenus qui ont pu suivre des cours de ce type, de façon satisfaisante, sont embauchés par la compagnie selon les mêmes normes que les autres employés. Il s'agit là d'initiatives intéressantes, mais il n'en reste pas moins que pour la majorité des libérés le problème d'embauche reste crucial.

[373]

Certains font appel aux services disponibles, d'autres essaient par tous les moyens d'éviter de mentionner qu'ils ont été condamnés par le

passé et qu'ils ont purgé une peine d'emprisonnement. Compte tenu du fait que les formules de demandes d'emploi de la plupart des grandes compagnies comportent des questions précises à cet égard, ils se rendent coupables de fausses déclarations et sont, par la suite, à la merci d'un hasard ou d'une maladresse, ou d'une vengeance d'anciens codétenus. Dans les cas où en tant qu'employés, ils se sont avérés capables de remplir convenablement leur tâche, les organismes bénévoles s'efforcent de persuader l'employeur de les maintenir au travail malgré le fait d'avoir essayé de cacher le passé de crainte de ne pas être éligibles.

Au-delà des problèmes de logement et d'emploi qu'affronte la majorité des anciens détenus se situent également ceux relatifs aux difficultés personnelles, passagères ou durables. À cet égard, l'intervention des services repose sur l'examen des problèmes personnels du libéré et sur ceux liés à ses relations familiales.

Dans la première catégorie s'inscrivent les difficultés découlant, par exemple, de l'alcoolisme ou de la toxicomanie ; dans la deuxième, le refus de la famille de recevoir et d'accepter un ex-détenu.

Dans les grandes villes, on dispose de cliniques et de centres d'accueil spécialisés, et la Société des alcooliques anonymes a élaboré plusieurs programmes et moyens de traitement qui permettent d'obtenir des résultats dans les cas où les autres formes de traitement se sont avérées inefficaces. En faisant appel à l'action du groupe et en formant des travailleurs bénévoles ou rémunérés qui sont eux-mêmes des anciens alcooliques, la Société s'efforce d'aider ceux qui le demandent personnellement comme ceux qui lui sont référés par les divers services sociaux.

[374]

Au Québec, l'Office de prévention et de traitement des toxicomanies s'occupe des alcooliques et des usagers de stupéfiants tout en ayant le rôle d'un organisme de recherche, et certains services similaires sont disponibles dans d'autres provinces dont notamment la Colombie britannique.

En ce qui concerne les relations familiales, dans certaines prisons de la Saskatchewan on a organisé des visites conjugales pour les détenus, tandis que dans d'autres prisons et pénitenciers on donne à

certains prisonniers des congés temporaires ayant pour but le maintien des liens avec leurs proches. Les travailleurs sociaux sont chargés, en outre, de communiquer avec les familles afin de faciliter le retour des prisonniers libérés.

### *Les tendances actuelles et les perspectives d'avenir*

Toutes ces politiques et modalités d'action ont deux principaux objectifs : préparer le détenu à la libération future et lui assurer la meilleure réception possible de la part de la collectivité dans laquelle il est appelé à vivre.

En d'autres termes, l'aide sociale et matérielle aux ex-détenus a cessé d'être considérée comme une charité pour devenir une nécessité au même titre que l'assistance santé ou encore le versement de prestations sociales aux économiquement faibles.

Il n'en reste pas moins que la réaction de l'opinion publique demeure très influençable par les événements d'actualité. Il suffit que les journaux rapportent un crime crapuleux pour que se réveille le sentiment de rejet lié à celui de la crainte de victimisation. Afin de s'assurer la collaboration de la collectivité, on favorise actuellement des expériences communautaires qui visent, entre autres, à démystifier les attitudes traditionnelles à l'égard des anciens délinquants.

[375]

C'est ainsi que dans plusieurs quartiers et régions, des groupes de citoyens prennent en charge l'organisation des loisirs dans une institution carcérale, ainsi que celle de certaines formes d'aide aux ex-détenus. Ces initiatives sont relativement nombreuses, autant à Montréal qu'à Toronto, comme dans les autres grandes villes et dans celles de taille moyenne. Le cadre dans lequel s'exerce l'action communautaire demeure très souple et elle peut s'adresser aussi bien aux mineurs placés sous surveillance qu'aux adultes libérés de prison ou du pénitencier. Dans l'ensemble, il s'agit de mouvements qui permettent de susciter un sentiment de compréhension, sinon de sympathie à l'égard des personnes, femmes et hommes, qu'on a toujours, à priori, encore tendance à rejeter comme des éléments indésirables ou dangereux pour la collectivité. Les résultats varient, il va sans dire, selon les diverses périodes et subissent les contrecoups des événements d'actualité parfaitement imprévisibles et incontrôlables. Ce qui est certain c'est que les initiatives communautaires, mal recensées encore en ce qui a trait à leur

importance réelle, demeurent un des moyens relativement nouveau de prise en charge des ex-détenus qui s'inscrit dans une philosophie beaucoup plus large de participation et d'animation sociale auprès des milieux marginaux et désavantagés.

[376]

[377]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**CONCLUSION**

[Retour à la table des matières](#)

L'ensemble de l'ouvrage sur le système de la justice criminelle au Canada demeure uniquement descriptif. En effet, nous nous sommes efforcés d'éviter sciemment toute prise de position afin d'informer le lecteur pour qu'il puisse ensuite seulement se faire une opinion. Cette approche nous a imposé des contraintes souvent difficiles à respecter.

C'est ainsi que nous nous sommes aperçus, entre autres, que la tentative de demeurer objectif se solde parfois par une présentation qui, en soi, peut sembler élogieuse. En effet, il n'est guère nécessaire d'utiliser des adjectifs pour donner l'impression rassurante que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il suffit, à cet égard, d'indiquer l'importance qu'accordent certains textes à la protection des droits des citoyens pour inspirer à un lecteur non averti une confiance excessive qu'aucun système, quel qu'il soit, ne saurait justifier pleinement. Il ne s'agit là que d'un exemple, mais on pourrait en trouver bien d'autres.

Il n'en reste pas moins que nous avons essayé de réaliser deux objectifs.

[378]

D'une part, il s'agissait de résumer et de présenter dans un seul volume les connaissances que l'on peut acquérir en étudiant plusieurs ouvrages et rapports officiels.

D'autre part, il nous a semblé important de constituer ainsi une source de renseignements qui peuvent, à long terme, autoriser et

faciliter des études comparatives avec d'autres systèmes de justice criminelle non pas dans l'optique du droit comparé, mais dans celle de l'évolution de la criminologie.

Les criminologues ne sont pas forcément des juristes, mais nous croyons néanmoins que pour exercer leur action, ils doivent connaître les rouages des systèmes de la justice criminelle. La dimension criminologique comparative présente ainsi l'avantage d'autoriser des recommandations appuyées par des références à ce qui se fait et à ce qui est encore en voie d'élaboration ailleurs.

Le système de la justice criminelle étant par définition une sorte d'édifice dont les composantes sont transformées très lentement, compte tenu de l'évolution de l'ensemble d'une société donnée, il s'agit là d'un élément d'accélération du processus. L'intervention des sociologues ne s'avère fructueuse, en somme, qu'à la suite de pressions constantes réparties sur plusieurs années et d'une pénétration progressive qui ne provoque guère généralement de changements immédiats.

Au départ, à la base cela implique, croyons-nous, la constitution de sources d'information à partir desquelles il devient possible de vérifier les implications empiriques des principes théoriques qu'on ne peut, à priori, remettre en cause en tant que tels.

[379]

### *La justice : définition et tâches*

Pour illustrer ce qui précède, voici quelques exemples plus précis.

Sur le plan des définitions, selon le rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle publié en 1969 <sup>33</sup>.

Le but fondamental de la justice criminelle est de protéger tous les membres de la société, y compris le délinquant lui-même, des conséquences d'une conduite hautement nuisible et dangereuse.

---

<sup>33</sup> "Justice pénale et correction : un lien à forger". Rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle. Imprimeur de la Reine. Ottawa, 1969.

Cette définition correspond parfaitement à une philosophie globale, mais au niveau de son application peut mener aux abus.

En ce qui a trait à la législation concernant les mineurs notamment, ce qu'on définit dans la loi actuelle comme conduite nuisible va, selon nous, jusqu'au paternalisme le plus extrême et le plus injustifié. Toute la législation concernant la délinquance juvénile, comme la protection de l'enfance et de la jeunesse en danger, doit à notre avis être repensée et adaptée aux besoins actuels des jeunes.

À cet égard, les lecteurs qui s'y intéressent liront avec profit autant les projets de nouvelle législation fédérale que celle qui relève de l'autorité provinciale et qui a été élaborée par le ministère des Affaires sociales du Québec. Pour notre part, nous avons choisi de ne pas commenter ces projets dans notre étude, pour la bonne raison qu'il nous a semblé inutile de décrire dans un livre des propositions qui n'ont pas encore force de loi. Ce que nous constatons, c'est que dans le domaine de la justice des mineurs, le principe selon lequel "le but fondamental de la justice criminelle" consiste [380] à protéger aussi le délinquant lui-même contre les conséquences de sa conduite, justifie des injustices à l'égard des enfants et entraînent des drames humains dont les conséquences sont souvent irréversibles. La description sommaire que nous donnons du traitement prévu pour les enfants et les jeunes peut être utile comme base de comparaison avec le système suédois par exemple, ou comme celle des analyses ultérieures et beaucoup plus approfondies, mais ne saurait être considérée, en aucun cas, satisfaisante en soi et encore moins perçue comme une prise de position.

En ce qui concerne la justice des adultes, la citation indiquée plus haut ne tient pas compte forcément de divers sens qu'on peut donner à une définition telle que " la conduite hautement nuisible et dangereuse".

Il y a dix années à peine, certains délits d'ordre sexuel étaient considérés comme des conduites nuisibles dont, entre autres, l'homosexualité entre adultes consentants. Désormais, ce n'est plus le cas, mais il n'en reste pas moins que, selon plusieurs praticiens, la décriminalisation de ce type de relations a eu pour conséquence l'impossibilité pour la police d'appliquer la loi relative à l'exploitation sexuelle des mineurs par des adultes qui achètent "leurs services".

Là encore, nous nous abstenons de commenter les réformes législatives en ce qui a trait à leur application. Nous indiquons uniquement leur existence et leur justification théorique en espérant que les lecteurs intéressés à approfondir le sujet sous ses aspects critiques vont étudier les rapports et les ouvrages qui s'y rapportent et faire une enquête plus approfondie avec l'aide des praticiens.

En effet, la mesure des disparités entre la lettre de la loi et son application demeure très souvent, selon nous, le seul moyen [381] d'évaluation des avantages et des lacunes d'un système de justice donné.

### *Les composantes de l'appareil de la justice*

Parallèlement, l'application de la loi ne dépend pas exclusivement de la philosophie qui prévaut dans les textes législatifs, mais aussi, sinon surtout, des structures qui composent l'appareil de la justice et singulièrement des hommes qui assument les responsabilités à l'intérieur de son cadre.

C'est ainsi que dans notre étude, nous avons essayé de décrire les structures dont celles des Cours de justice, par exemple, mais nous n'avons pas traité pour autant des aspects tels que les retards judiciaires, la surcharge chronique de certaines instances ou encore la nécessité d'une meilleure sélection des juges.

Il est évident que les lecteurs devront se documenter à ce propos autant en consultant les recommandations des Commissions royales d'enquêtes que les rapports des ministères concernés, ou encore les publications diverses.

Au-delà des descriptions factuelles et des propositions de réformes se situent les analyses critiques. À cet égard, dans le chapitre qui porte sur la police nous avons traité des structures des forces policières au Canada mais non pas de leurs lacunes. Nous n'avons pas mentionné, entre autres, les problèmes qui découlent du morcellement des forces policières municipales, ni discuté de l'augmentation des coûts que la centralisation et le regroupement ont pu provoquer jusqu'à présent là où cela a été réalisé. Nous avons décrit les fonctions de la police, mais

non pas les controverses relatives à l'arbitraire auquel peuvent donner lieu ses pouvoirs discrétionnaires.

[382]

Nous n'avons pas étudié non plus l'arbitraire de l'action policière qui a pu avoir lieu à la suite de la proclamation, en 1970, de la loi des mesures de guerre, ni traité à l'opposé de la crise de l'autorité à l'intérieur des forces policières dont certains responsables déplorent les conséquences.

En dernier lieu, soulignons que bien que la perception des lecteurs puisse être différente, nous nous sommes abstenus de tout jugement sur des phénomènes tels que la corruption de la police, la portée des mesures disciplinaires et les difficultés d'application de certaines normes préventives face aux exigences liées à la définition des tâches.

En ce qui a trait au système carcéral enfin, nous l'avons décrit sans l'analyser ni en ce qui concerne la sous-culture carcérale ni quant à ses effets négatifs.

Il n'en reste pas moins que ce n'est un secret pour personne que plusieurs prisons et pénitenciers sont vétustes et devraient être fermés depuis longtemps, que la formation des gardes laisse à désirer, que les droits des détenus ne sont ni définis ni respectés de façon qu'on puisse juger conforme à un certain degré de civilisation qui est la nôtre et que malgré tout cela, les institutions carcérales pour adultes reçoivent des mineurs en tant que prévenus, ce qui est contraire à la lettre de la loi.

Doit-on condamner les prisons et les pénitenciers comme étant inutiles puisque inefficaces ? C'est là une des questions qu'on doit se poser, mais tel ne fut pas notre propos dans cet ouvrage.

[383]

### *Les perspectives d'avenir*

Nous avons également évité sciemment de traiter des perspectives d'avenir et cela pour trois raisons. En premier lieu, sur le plan des réformes législatives certaines sont amorcées, mais leur mise en pratique laisse à désirer, tandis que d'autres projets attendent depuis des années la décision des parlementaires. On peut traiter à ce niveau autant de l'ensemble de la justice des mineurs que de la peine capitale

et jusqu'aux diverses législations provinciales qui devraient être amendées, selon nous, depuis longtemps.

En deuxième lieu, les changements administratifs sont lents et souvent inopérants à cause de la lourdeur de l'appareil de la justice, statique par définition, comme en raison des contraintes budgétaires. Des recommandations et des propositions fondamentales demeurent sans réponse et il est difficile de les commenter puisqu'on n'est pas en mesure de prévoir dans quels délais on acceptera de les mettre à l'étude et à plus forte raison de les appliquer.

En troisième lieu finalement, bien que l'on aime généralement discuter de la prévention, le système actuel de recensement de la criminalité la rend particulièrement aléatoire. Les statistiques criminelles susceptibles de permettre aux criminologues de les étudier à partir d'une approche socio-démographique régionale ou autorisant un recul historique, sont en fait incomplètes ou inexistantes. On ne sait toujours pas pourquoi les Cours de justice ne peuvent profiter de moyens techniques d'évaluation et pourquoi le langage juridique demeure aussi étanche que par le passé. Cela signifie que fréquemment on procède au recensement des causes au lieu de compter les personnes impliquées, entendues, jugées et condamnées ou libérées, et qu'il est impossible de préciser et de circonscrire les normes étant à la base de certaines décisions judiciaires.

[384]

Doit-on conclure à partir de là que notre système de justice est foncièrement mauvais et mal appliqué ? Nous ne croyons pas qu'une prise de position aussi globaliste s'impose, mais plutôt qu'on doit faire preuve d'un certain relativisme. Comparé à bien d'autres et singulièrement à ceux des régimes de dictature de gauche ou de droite, notre système est infiniment plus respectueux des droits de la personne. Il n'en reste pas moins qu'il demeure urgent, selon nous, de développer les traitements qu'on peut qualifier de sociaux par opposition à ceux qui ont été et sont encore l'apanage d'une justice traditionnelle.

À cet égard, l'action communautaire, soit celle des individus et des groupes non rémunérés, constitue selon toute probabilité le principal ferment des réformes. L'implication des citoyens à tous les niveaux de la structure du traitement de la criminalité permet, en effet, de

démystifier le respect absolu face à la lettre de la loi et aussi d'éviter le rejet total de l'individu trouvé coupable. Le fait que des gens de bonne volonté pénètrent dans les divers secteurs du système, s'informent, interviennent et protestent, demeure en d'autres termes une sorte de garantie que l'application de la justice dans son ensemble n'est pas protégée par une complicité du silence.

Pour justifier cette approche, qu'il nous soit permis de rappeler en terminant que dans les pays où l'action communautaire des citoyens est importante, on relève le plus bas taux de détenus par rapport au total de la population active, comme c'est le cas pour la Hollande, ou encore qu'en Suède les diverses mesures sociales semblent avoir une influence notable sur la durée relativement courte d'incarcération réelle.

[385]

Certes, il ne s'agit pas là de modèles qui peuvent être transplantés tels quels chez nous, mais d'incitateurs d'une évolution dont les résultats semblent suffisamment positifs pour mériter qu'on les étudie, même si certaines réformes s'avèrent parfois difficiles à accepter pour la collectivité.

En effet, l'ensemble de la société n'est pas exempt, par définition, des tentations de répression aveugle. La criminalité urbaine notamment inquiète les individus et les groupes qui ne font pas partie forcément des milieux privilégiés et qui sont d'autant plus soucieux de défendre le peu de biens qui leur appartiennent qu'ils ne sont pas capables d'assumer les mêmes régimes d'assurance privée.

La collectivité, comme chaque citoyen, exige de leurs gouvernements la protection de leur sécurité personnelle. Il est difficile de réconcilier ces exigences avec celles dictées par la conscience d'une responsabilité sociale à l'égard des femmes, des hommes, et singulièrement des jeunes qui sont devenus des criminels parce qu'on n'a pas su leur apprendre à vivre dans une société qui se veut civilisée et respectueuse des droits d'autrui.

[386]

[387]

**Le traitement de la criminalité  
au Canada**

**BIBLIOGRAPHIE**

**DOCUMENTS OFFICIELS**

[Retour à la table des matières](#)

ANNUAIRES DU CANADA, *Annuaire statistique des ressources de la démographie, des institutions et de la situation économique et sociale du Canada*, Ottawa, Information Canada, 1962-1975. \*

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA, *Statuts refondus. Lois adoptées pendant les sessions tenues des 13<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> années du règne de sa Majesté la Reine Elisabeth II*, Ottawa, Information Canada, 1964-1974.

CODE CRIMINEL, *Code criminel S.R.C. 1970, chap. C-34 modifié en conformité des lois du Parlement du Canada S.R.C. 1970, cc. 11 et 44 (1<sup>er</sup> supp.) S.R.C. 1970, c. 2 (2<sup>e</sup> supp.) 1972 c. 13 et lois connexes par Lise Poitevin*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1973.

COMMISSAIRE DES PÉNITENCIERS, *Rapports annuels*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1898-1968.

---

\* Nous avons maintenu les titres dans la langue dans laquelle les documents ont été consultés. Les rapports publiés dans les deux langues officielles sont indiqués comme bilingues. La plupart des documents officiels sont publiés dans les deux langues.

(Les rapports annuels de 1968 à 1974 sont inclus dans les rapports annuels du ministère du Solliciteur général du Canada).

[388]

## COMMISSIONS D'ENQUÊTE

COMITÉ CANADIEN DE LA RÉFORME PÉNALE ET CORRECTIONNELLE, rapport, *Un lien à forger*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969.

COMITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR LA DÉLINQUANCE JUVENILE, rapport, *Délinquance juvénile au Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.

COMITÉ INSTITUÉ POUR FAIRE ENQUÊTE SUR LES PRINCIPES ET LES MÉTHODES SUIVIS AU SERVICE DES PARDONS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1956.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'USAGE DES DROGUES À DES FINS NON MÉDICALES, *Rapport provisoire*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'USAGE DES DROGUES À DES FINS NON MÉDICALES, rapport, *le Traitement*, Ottawa, Information Canada, 1972.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'USAGE DES DROGUES À DES FINS NON MÉDICALES, rapport, *le Cannabis*, Ottawa, Information Canada, 1972.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE SOULEVÈMENT SURVENU AU PÉNITENCIER DE KINGSTON EN AVRIL 1971, *Rapport*, Ottawa, Information Canada, 1973.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE SYSTÈME PÉNAL DU CANADA, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1938.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA DÉFENSE D'ALIÉNATION MENTALE, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1956.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE DROIT PÉNAL EN MATIÈRE DE PSYCHOPATHIE SEXUELLE CRIMINELLE, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1959.

[389]

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA SITUATION DE LA FEMME AU CANADA, *Rapport*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Premier rapport annuel*, Ottawa, Information Canada, 1971-1972.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Droit pénal : l'obscénité. Document préliminaire*, Ottawa, Information Canada, 1972, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Programme de recherche I*, Ottawa, Information Canada, 1972, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *la Preuve*, Ottawa, Information Canada, 1972.

1. l'Habilité et la contrainte, à témoigner.
2. la Forme de l'interrogatoire.
3. la Crédibilité. Document préliminaire.
4. la Moralité. Document préliminaire. (bilingue).

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *la Preuve*, Ottawa, Information Canada, 1973.

5. la Contrainte de l'accusé et l'admissibilité de ses déclarations. Document préliminaire. (bilingue).
6. Connaissance judiciaire.
7. Opinions et témoignages d'experts.
8. Fardeaux de la preuve et présomptions. (bilingue).

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Deuxième rapport annuel*, Ottawa, Information Canada, 1972-1973.

[390]

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Procédure pénale, proposition concernant l'adjudication des frais et dépenses en droit pénal*. Ottawa, Information Canada, 1973, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *l'Aptitude a subir le procès. Droit pénal, principes généraux*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1973, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *le Tribunal de la famille*. Document de travail no 1, Ottawa, Information Canada, 1974, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Droit pénal. La notion de blâme ; la responsabilité stricte*, Document de travail no 2, Ottawa, Information Canada, 1974, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *les Principes de la détermination de la peine et du prononcé de la sentence*, Document de travail n<sup>o</sup> 3, Ottawa, Information Canada, 1974, bilingue.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT, *Procédure pénale. La communication de la preuve*, Document de travail n<sup>o</sup> 4, Ottawa, Information Canada, 1974, bilingue.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Rapports annuels*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1959-1967. (Les rapports annuels de 1968 à 1974 sont inclus dans les rapports annuels du ministre du Solliciteur général du Canada).

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Statistiques*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965-1967.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *le Régime des libérations conditionnelles au Canada*, Ottawa, Information Canada, 1966.

[391]

CONSEIL DU TRÉSOR, *Guide de planification, programmation, budgétisation*, Ottawa, Information Canada, 1969, bilingue.

COUR SUPRÊME, *Règles de la Cour suprême du Canada 1945, telles qu'amendées, codification administrative, en vigueur le 2 juillet 1970*, Ottawa, Information Canada, 1970.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Institution Leclerc*, Ottawa, ministère de la Justice, 1965.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *la Peine capitale*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *modification de la constitution du Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Charte canadienne des droits de l'homme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. CABINET DU MINISTRE, *Divers communiqués de presse sur l'actualité criminelle*, 1970-1973.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *la Cour fédérale du Canada*, manuel de pratique, Ottawa, ministère de la Justice, 1972.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *L'ordinateur et la vie privée*, Ottawa, Information Canada, 1972.

ORGANIZATION DIVISION OF THE CIVIL SERVICE COMMISSION, *The Analysis of Organization in the Government of Canada*, Ottawa, 1964.

SANTE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, *Étude sur les centres résidentiels et les centres hospitaliers de traitement pour les enfants atteints de [392] troubles affectifs, Canada 1968, et répertoire des centres de traitement qui ont fait l'objet de l'étude*, Ottawa, Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, 1970.

SANTE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, *le Centre de soins communautaires au Canada*, Ottawa, Information Canada, 1972.

SANTE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, *Guide des parents sur l'abus des drogues*, Ottawa, Information Canada, 1972.

SANTE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, *Caractéristiques économiques des centres de soins communautaires*, par A.P. Ruderman, Ottawa, Information Canada, 1973.

SÉNAT DU CANADA, COMITE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES, *Délibérations (sur diverses lois)*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970-1973.

SÉNAT DU CANADA, COMITE PERMANENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES, *Délibérations portant sur l'étude du système de libération conditionnelle du Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970-1973.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Statistiques*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Rapport annuel*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Statistiques*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969.

[393]

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Aperçu du régime canadien de libération conditionnelle à l'intention des juges, des magistrats et des forces de police*, Ottawa, Commission nationale des libérations conditionnelles, 1969.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Revenu brut des détenus a liberté conditionnelle*, enquête, mai, *Earnings of paroled inmates for the month of May*, Survey, Ottawa, Commission nationale des libérations conditionnelles, 1970.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Mémoire présenté au Sénat*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1971.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Loi sur la libération conditionnelle des détenus*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1973.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, *la Loi et l'ordre dans la démocratie canadienne*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1952.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, *Guide des surveillants*, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1974.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *Rapports annuels*, Ottawa, Information Canada, 1968-1973.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, COMMUNIQUÉS DE PRESSE, *Allocutions données lors de divers congrès et réunions traitant sur les thèmes d'importance actuelle*, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1970-1974.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *les Services correctionnels du Canada*, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1971.

[394]

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *le Coût de l'administration de la justice et de la criminalité*, Analyse des travaux du 2e symposium international de criminologie comparée (rapport du C.I.C.C.), Ottawa, Information Canada, 1971.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *Texte de l'honorable Jean-Pierre Goyer lors de la présentation en deuxième lecture du projet de loi sur les jeunes délinquants*, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1971.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *la Peine de mort, données nouvelles 1965-1972*, Ottawa, Information Canada, 1972.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL, *Rapport du groupe d'études sur les centres résidentiels communautaires*, Ottawa, Information Canada, 1972, bilingue.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *Une étude de l'effet intimidant de la peine de mort a partir de la situation canadienne*, par E.A. Fattah, Ottawa, Information Canada, 1972.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *le Rôle du policier*, in "le Rôle des forces policières dans notre société en évolution", compte rendu de la conférence "A", lac Couchiching, Ontario, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1972.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *le Rôle du policier dans la société moderne*, in "la Sélection et la formation du policier, compte rendu de la conférence "B", Banff, Alberta, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1972.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *le Rôle du policier dans la société moderne*, compte rendu de la conférence "C", Montebello, Québec, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1972.

[395]

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *Rapport du groupe d'études sur la mise en liberté des détenus*, Ottawa, Information Canada, 1973.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ DES PÉNITENCIERS AU QUÉBEC, *Cinq évasions de l'institution de Cowansville entre le 14 avril 1973 et le 1<sup>er</sup> mai 1973 impliquant neuf détenus*, deuxième rapport, Ottawa, Information Canada, 1973.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ DES PÉNITENCIERS AU QUÉBEC, *Rapport préliminaire de la Commission sur l'évasion de cinq détenus, le 13 mai 1973, du centre de développement correctionnel*, Ottawa, Information Canada, 1973.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *Plan d'ensemble de développement des services psychiatriques dans les services correctionnels fédéraux au Canada*, Ottawa, Information Canada, 1973, bilingue.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *le Criminel et la société canadienne*, Ottawa, Information Canada, 1973.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *Déclarations des ministres, ordre du jour, communiqué et documents connexes*, la Conférence fédérale-provinciale sur le processus

correctionnel du 12 au 14 décembre 1973 à Ottawa, Ottawa, ministère du Solliciteur général du Canada, 1973, bilingue.

SERVICE CANADIEN DES PÉNITENCIERS, *Manuel de sécurité*, Ottawa, Service canadien des pénitenciers.

[396]

## STATISTIQUE CANADA

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Analyse d'une série chronologique et projections relatives aux taux de criminalité (1949-1971)*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Manuel de déclaration uniforme de la criminalité*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962 et 1966.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Statistique de la criminalité* Ottawa, Information Canada, 1940-1975.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Jeunes délinquants*, Ottawa, Information Canada, 1943-1975.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Statistiques des établissements de correction*, Ottawa, Information Canada, 1957-1975.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Statistique de la criminalité-police*, Ottawa, Information Canada, 1960-1975.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *les Statistiques de l'application des règlements de la circulation*, Ottawa, Information Canada, 1960-1972.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Statistiques de l'administration policière*, Ottawa, Information Canada, 1960-1975.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *les Statistiques de l'homicide*, Ottawa, Information Canada, 1961-1972.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Écoles (à partir de 1966, établissements) de protection de la jeunesse*, Ottawa, Information Canada, 1963-1975.

[397]

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *la Statistique de l'hygiène mentale*, Vol. I. Admissions et radiations des institutions, Ottawa, Information Canada, 1969.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Recensement du Canada*, Ottawa, Information Canada, 1971.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, Canadian Statistical Review, *Statistics Canada : New Name for a Long-Established Service*, 1971.

STATISTIQUE CANADA, *Bulletins de service, la statistique policière, judiciaire et correctionnelle*, Ottawa, Statistique Canada, 1975.

STATISTIQUE CANADA, *Bulletins de service, la statistique policière, judiciaire et correctionnelle*, Vol. 1, no 7, Vol. 2, no 1-2, Ottawa, Statistique Canada, 1974.

## **LIVRES, RAPPORTS ET ARTICLES**

AKMAN, Dogan D., NORMANDEAU, Andrd, *A Manual for Constructing a Crime and Delinquency index in Canada*, Montreal, Centre for the Study of Criminal Statistics, 1966.

ARCAND, Suzanne, TARDIF, Guy, *Difficultés de la recherche en milieu policier*, texte présenté lors du VII e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité, Université de Montréal, 1971.

ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET POMPIERS DE LA VILLE DE QUÉBEC (ed.), CIALE, Justin, *Ampleur de la criminalité et rôle de la police*, FRECHETTE, Marcel, *la Signification sociale de la fonction policière*, MAILLOUX, Noël, *le Rôle de la prison dans la réhabilitation du criminel*, GENDREAU, Gilles, TESSIER, Bernard, *la Police et les jeunes délinquants*, 1964.

[398]

BAUDOIN, Jean-Louis, FORTIN, Jacques, SZABO, Denis, *Terrorisme et justice*, Montréal, Éditions du Jour, 1970.

BEAUDOIN, Gérald A., *le Système judiciaire canadien*, Ottawa, Université d'Ottawa, 1968.

BIRON, Louise, *Famille et délinquance*, Université de Montréal, Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile, 1974.

BISSONNET, Francine, SCHOLTES, Annie-Claude, *Étude de criminologie écologique. La criminalité dans les zones métropolitaines au Canada, bilan d'une décennie (1962-1971)*, Université de Montréal, École de criminologie, 1973.

BISSONNET, Francine, GEOFFRION, Gérald, *Étude exploratrice des statistiques criminelles canadiennes : essais de criminologie écologique*, Université de Montréal, École de criminologie, 1972.

BLISHEN, Bernard R., et al, *Canadian Society : Sociological Perspectives*, Toronto, MacMillan, 1968.

BOLTON, Michael B., *Civil Rights in Canada*, Toronto, Self-Counsel Press, 1972.

BOURNE, Peter, EISENBERG, Joseph, *The Law and the Police*, Don Mills, Paper Jacks, 1972.

BOWLES, Richard P., et al, *Protest, Violence and Social Change*, Scarborough, Prentice-Hall, 1972.

BOYDELL, Craig L., GRINDSTAFF, Carl F., *Deviant Behaviour and Societal Reaction*, Toronto, Holt, Rinehart and Wilson, 1972.

[399]

BOYER, Raymond, *les Crimes et les châtiments au Canada français du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, le Cercle du livre de France, 1966.

CANADIAN CORRECTIONS ASSOCIATION, *Reports and Pamphlets on Corrections in Canada*, Ottawa, Canadian Corrections Association, 1975.

CANADIAN CORRECTIONS ASSOCIATION, *Proceedings of the Canadian Congress of Corrections*, Montreal, Canadian Corrections Association, 1957.

CANADIAN CORRECTIONS ASSOCIATION, *The Family Court in Canada*, Ottawa, Canadian Corrections Association, 1960.

CANADIAN CORRECTIONS ASSOCIATION, "Criteria for Location and Function of Jails", *Canadian Journal of Corrections*, Vol. 6, n<sup>o</sup> 4, 1964.

CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPARÉE, *t'Organisation judiciaire et les magistrats*, Journées franco-québécoises dans le domaine de l'administration de la justice et de la criminologie. Montréal, Centre international de criminologie comparée, 1972.

CIALE, Justin, *Prison Design and Rehabilitation Programs*, An address delivered at Kingston on February 16th, at the Annual meeting of the John Howard Society in Kingston, 1965.

CIALE, Justin, *Recherche pénitentiaire. Rapport annuel*, Université de Montréal, École de criminologie, 1969.

CORMIER, Bruno M., WILLIAMS, Paul J., " la Privation excessive de la liberté", *Canadian Psychiatric Association Journal*, Vol. 2, n<sup>o</sup> 6, 1966.

CORMIER, Bruno M., *Psychiatric Services in Penal Institutions*, Montreal, McGill University Clinic in Forensic Psychiatry, 1972.

[400]

CORMIER, Paule, *les Mesures alternatives à l'emprisonnement*, Université de Montréal, thèse de maîtrise, 1967.

CORRY, James Alexander, *The Power of the Law*, Toronto, CBC Learning Systems, 1971.

DE MONTIGNY, Jean, ROBERT, Pierre, *Analyse comparative des législations et des Perspectives de réforme. La formation et les modes de nomination des juges*, Université de Montréal, Centre international de criminologie comparée, 1973.

DUMONT, Fernand, MONTMINY, Jean-Paul, HAMELIN, Jean, [\*Idéologies au Canada français 1850-1900\*](#), Québec, les Presses de l'Université Laval, 1971.

EDMISON, J. Alex, "Public Affairs. The Eternal Problem of Crime and Criminals", *Queen's Quaterly*,

EDMISON, J. Alex, *First Steps in Canada After-Care*, An address to the Canadian Congress of Corrections, Halifax, 1967.

FATTAH, Ezzat, NORMANDEAU, André, "Chronique canadienne : les points de vue de la Commission Prévost et du Comité Ouimet", *Revue de droit pénal et de criminologie*, mai 1971.

FATTAH, Ezzat, *Une étude de l'effet intimidant de la peine de mort a partir de la situation canadienne*, Ottawa, Information Canada, 1972.

FATTAH, Ezzat, *Etude de criminologie écologique. Première partie : La Criminalité dans les zones métropolitaines au Canada, bilan d'une décennie, 1962-1971*, Université de Montréal, École de criminologie, 1973.

[401]

GAUDREAU, Arlène, et al, *la Libération conditionnelle au Canada*, Université de Montréal, École de criminologie, 1972.

GROSMAN, Brian A., *The Prosecutor, An inquiry into the exercise of discretion*, Toronto, University of Toronto Press, 1969.

GUINDON, Jeannine, *le Processus de rééducation du jeune délinquant par L'actualisation des forces du moi*, Montréal, Centre de recherches en relations humaines, 1969.

HARVISON, C.W., *The Horsemen*, Toronto, The Canadian Publishers, 1967.

HENHEFFER, B.W.."Correctional Needs and Planning by Jurisdiction and Region accross Canada", *Canadian Journal of Criminology and Corrections*, October 1970.

JAFFARY, Stuart King, *Sentencing of Adults in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1963.

KELLY, Nora, KELLY, Williams, *The Royal Canadian Mounted Police. A Century of History 1873-1973*, Edmonton, Hurtig Publishers, 1973.

LAGARDE, Irénée, *Droit pénal canadien*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1974.

LAJOIE, Andrée, *les Structures administratives régionales*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968.

LEDERMAN, William R. , *The Courts and the Canadian Constitution*, Toronto, McClelland and Stewart, 1964.

LEVIN, Morris, SYLVESTER, C., *Rights of Youth*, Don Mills, Paper Jacks, 1972.

[402]

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, *les Droits de l'homme dans la société actuelle*, Montréal, la Ligue des Droits de l'homme, 1972.

LINDEN, Allen M., *The Report of the Osgoode Hall Study on Compensation for Victims of Crime*, Toronto, Osgoode Hall Law School, 1968.

McDOUGALL, Allan K., *Policy Issues and Research Problems in the Development of Metropolitan Police Services*, A paper presented to the sixth conference of directors of criminological research, Montreal, 1971.

McGrath, William T., (ed.), *Crime and its Treatment in Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1971.

MANN, William E., *Social Deviance in Canada*, Toronto, Copp Clark, 1971.

MEUNIER, Claude, *Analyse de l'opinion publique*, Étude des mémoires des Commissions royales d'enquête, Université de Montréal, Centre international de criminologie comparée (C.I.C.C.), 1973, bilingue.

NORMANDEAU, André, (ed.), "le Crime", numéro spécial de la revue *Critère*, n° 4, juin 1971.

OUTERBRIDGE, William R., "Authority - Its Use or Misuse in Probation", *The Canadian Journal of Corrections*, Vol. 2, n° 3, July 1960.

PARIZEAU, Alice, "le Système canadien de probation", *Revue de droit pénal et de criminologie*, Bruxelles, mars-avril 1970.

PARIZEAU, Alice, *les Aspects théoriques et empiriques de la déjudiciarisation*, rapport inédit, C.I.C.C., 1976.

PARIZEAU, Alice, *le Placement familial de l'enfance (étude comparative : Québec, France)*, rapport inédit, C.I.C.C., 1976.

[403]

PARIZEAU, Alice, et al, *le Coût du crime*, premier séminaire régional du C.I.C.C. en Europe centrale, Varsovie, textes réunis, 1972.

PARIZEAU, Alice, MOLINS-YSAL, Marion, SZABO, Denis, *la Théorie de la défense sociale et ses implications empiriques*, Université de Montréal, C.I.C.C., 1972.

PARIZEAU, Alice, GAGNÉ, Denis, SZABO, Denis, *l'Adolescent et la société*, Bruxelles, Ed. Charles Dessart, 1972.

PARIZEAU, Alice (direction de la recherche), CAMPEAU, André, *Étude sur les modalités et les conséquences de l'emprisonnement a défaut de paiement d'amende*, Université de Montréal, C.I.C.C., 1975.

PARIZEAU, Alice, ROBERT, Pierre, CAMPEAU, André, *Justice et criminalité au Québec*, rapport inédit, Université de Montréal, C.I.C.C., 1975.

PARIZEAU, Alice, DELISLE, Marc-André, [\*Ces jeunes qui nous font peur\*](#), Montréal, Ed. Ferron, 1974.

LA REVUE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, "Information concernant le système pénitentiaire canadien", numéro spécial, juillet 1965.

RIZKALLA, Samir, *les Vols d'automobiles : aspects coût-bénéfice, Première partie : Incidence criminelle, action policière et modèle d'évaluation*, Annexe statistique, Université de Montréal, C.I.C.C., 1973.

ROBIN, Martin, (ed.), *Canadian Provincial Politics. The Party Systems of the ten Provinces*, Scarborough, Prentice-Hall, 1972.

[404]

ST-LAWRENCE HOUSE, *Director's Report. Statistics - 1970*, Montreal, St-Lawrence house, 1971.

SALHANY, Roger E., *Canadian criminal Procedure*, Toronto, Canada Law Book Co., 1969.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *Rapports annuels*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1956-1973.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *l'Enfant infracteur et la loi*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1963.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, "Critère pour le site et fonctions des maisons d'arrêt", *Revue canadienne de criminologie*, Vol. 6, n<sup>o</sup> 4, 1964.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *Cinq rapports préliminaires concernant la délinquance et les moyens de prévention et traitement*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1964-1965.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *Recommandations pour l'établissement d'un bon système d'assistance judiciaire au Canada*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1966.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *le Rapport du comité chargé d'étudier les implications pour le bien-être de l'enfance et les répercussions connexes du rapport du ministère de la justice sur la délinquance juvénile*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1967.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *la Compensation aux victimes du crime et la restitution par les délinquants*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1968.

[405]

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *Mesures de rémunération et de libération dans les prisons au Canada*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1969.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *le Rôle des universités dans la formation du personnel pour les services de correction*, Ottawa, Société Canadienne de criminologie, 1969.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *Critères relatifs aux programmes de traitement et de formation des détenus*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1969.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE, *la Libération conditionnelle au Canada. Exposé officiel de politique*, Ottawa, Société canadienne de criminologie, 1973.

SPETZ, Steven N., *Canadian Criminal Law*, Vancouver, Pitman, 1972.

STREET, T. George, *le Système canadien de libération conditionnelle*, Mémoire présenté au sous-comité du comité permanent du Sénat sur les affaires juridiques et constitutionnelles, Ottawa, Commission nationale des libération conditionnelles, 1971.

SZABO, Denis, *Crimes et villes. Étude statistique comparée de la criminalité urbaine et rurale en France et en Belgique*, Paris, Ed. Cujas, 1960.

SZABO, Denis, *Délinquance juvénile : étiologie et prophylaxie*, Amsterdam, North Holland Publishing Co. (Collection de l'Unesco), 1963.

SZABO, Denis, (ed.), "Notre justice deviendra-t-elle croyable ?", numéro spécial de la revue *Relations*, n° 359, avril 1971.

[406]

SZABO, Denis, "Applied Criminology and Government Policy : Future Perspectives and Conditions of Collaboration", *Issues in Criminology*, Vol. 6, n° 1, 1971.

SZABO, Denis, "Criminologie, justice et société - Essai sur le rôle de la science dans la politique sociale : un exemple canadien", *Revue internationale de criminologie et de police technique*, Vol. XXV, n° 2, 1972.

SZABO, Denis, LEBLANC, Marc, *Vie urbaine et criminalité*, in "l'Urbanisation de la société canadienne française", *Recherches sociographiques*, Vol. IX, n° 1-2, janvier-août 1968.

SZABO, Denis, NORMANDEAU, André, *Déviance et criminalité*, Paris, Ed. Colin, 1970.

SZABO, Denis, RIBORDY, François-Xavier, *Assassination and Political violence in Canada*, in "Assassination and Political Violence", President's Commission on the Causes and Prevention of Violence, Washington, D.C., Government Printing Office, 1970.

**ALBERTA**

**DOCUMENTS OFFICIELS**

ADULT PROBATION AND FAMILY COURT SERVICES, *Annual Report*, Edmonton, Queen's Printer, 1973.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Regulations of the Criminal Code*, Edmonton, Queen's Printer, 1973.

[407]

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Rehabilitation Centre*, Edmonton, Department of the Attorney General, 1974.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Rules of the Supreme Court of Alberta*, Edmonton, Queen's Printer, 1944 consolidated 1962.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Judicature Act : Consolidated Rules of the Supreme Court of Alberta Amended*, Edmonton, Queen's Printer, 1966-1967.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *The District Courts Act : Judicature Act*, Edmonton, Queen's Printer, 1967.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, CORRECTIONS BRANCH, *Annual Report*, Edmonton, Department of the Attorney General, 1972.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Circular on the Criminal Code*, Edmonton, Queen's Printer, 1972-1973.

DEPARTMENT OF HEALTH, *Regulations of the Summary Conviction Act*, Edmonton, Queen's Printer, 1962-1965-1967.

DEPARTMENT OF HEALTH, DIVISION OF ALCOHOLISM RESEARCH SERVICES, *A Study of Edmonton's Court Referral Program, February 23., 1967, to February 23, 1968*, Edmonton, Queen's Printer, 1967.

DEPARTMENT OF HEALTH, *Regulations under the Mental Health Act.*, Edmonton, Queen's Printer, 1968.

DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT, *Annual Report 1971-1972*, Edmonton, Department of Health and Social Development, 1973.

GOVERNMENT OF ALBERTA, *Report of the Alberta Royal Commission on Juvenile Delinquency*, Edmonton, Queen's Printer, 1967.

[408]

GOVERNMENT OF ALBERTA, *Supplementary Report on Juvenile Delinquency in Alberta*, Edmonton, Queen's Printer, 1967.

POLICE ACT OF THE PROVINCE OF ALBERTA, *Appendixes 1956, 1958, 1959, 1960, 1963, and 1964*, Edmonton, Queen's Printer, 1953.

SUPREME COURT, *Statistics*, Edmonton, Queen's Printer, 1964-1974.

## **RAPPORTS**

CANADIAN CORRECTION ASSOCIATION, *Report of the Alberta Penology Study*, Edmonton, Canadian Correction Association, 1968.

INSTITUTE OF LAW RESEARCH AND REFORM, *Five Year Report 1968-1973*, Edmonton, Institute of Law Research and Reform, 1973.

## **COLOMBIE BRITANNIQUE**

### **DOCUMENTS OFFICIELS**

BRITISH COLUMBIA CORRECTIONS, *Facility Description*, Victoria, Queen's Printer, 1973.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Annual Reports of the Director of Corrections*. Victoria, Queen's Printer, 1960-1972.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Task Force on Correctional Services and Facilities Summary*, Victoria, Queen's Printer, 1973.

DEPARTMENT OF REHABILITATION AND SOCIAL IMPROVEMENT, *Annual Report*, Victoria, Queen's Printer, 1972.

[409]

DEPARTMENT OF SOCIAL WELFARE, *Annual Reports*, Victoria, Queen's Printer, 1960-1970.

THE NARCOTIC ADDICTION FOUNDATION OF BRITISH COLUMBIA, *Annual Reports*, Vancouver, Queen's Printer, 1964-1971.

THE NARCOTIC ADDICTION FOUNDATION OF BRITISH COLUMBIA, *Survey of Drug Use in Selected British Columbia Schools*, Vancouver, The Narcotic Addiction Foundation of British Columbia, 1970.

THE NARCOTIC ADDICTION FOUNDATION OF BRITISH COLUMBIA, *An Exploration of the Natural History of Heroin Addiction*, Vancouver, The Narcotic Addiction Foundation of British Columbia, 1970.

THE VANCOUVER POLICE DEPARTMENT, *Annual Reports*, Vancouver, Police Department, 1965-1970.

## **RAPPORTS, LIVRES**

BORSTAL ASSOCIATION, *Sponsor's Manual*, Vancouver, Borstal Association, 1960.

BORSTAL ASSOCIATION, *Annual Reports*, Vancouver, Borstal Association, 1960-1969.

ELIZABETH FRY SOCIETY, *Annual Report*, Vancouver, Elizabeth Fry Society, 1968.

[410]

## **MANITOBA**

### **DOCUMENTS OFFICIELS**

DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT,  
THE MANITOBA YOUTH CENTRE, *Project Program. Final Report*, Winnipeg, Queen's Printer, 1970.

DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT,  
*Annual Report*, Winnipeg, Department of Health and Social Development, 1972.

DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES,  
*Family Court, Juvenile Detention and Probation Services, Juvenile and Adult Correctional Institutions. Annual Report*, Winnipeg, Department of Health and Social Services, 1968.

POLICE COMMISSION, *First Annual Report*, Winnipeg, Police Commission, 1972.

## **LES MARITIMES**

### **DOCUMENTS OFFICIELS**

THE COVERDALE REPORT, *A Consultation Committee Appraisal of Correctional Services for Women in New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island*, A Study Prepared for the Board of Governors Interprovincial Home for Women, Coverdale, Moncton, New Brunswick, Moncton, Board of Governors, 1972.

## **ILE DU PRINCE-EDWARD**

DEPARTMENT OF JUSTICE, *Report of the Prince Edward Island Corrections Committee*, Prince Edward Island, Department of Justice, 1971.

[411]

## **NOUVEAU-BRUNSWICK**

CORRECTIONAL PROGRAM DIRECTOR, *Annual Report for the Province of New Brunswick*, Fredericton, Department of the Attorney General, 1964-1968.

DEPARTMENT OF JUSTICE, CORRECTIONS STUDY COMMITTEE, *Report*, Fredericton, Department of Justice, 1969.

MONCTON BOYS' CLUB, *Re-Act Project. Research Action*, A Demonstration Project Operated by the Moncton Boys' Club, Moncton, Department of the Solicitor General, September 1968 to September 1971.

## **NOUVELLE-ÉCOSSE**

DEPARTMENT OF PUBLIC WELFARE, *Annual Reports*, Halifax, Queen's Printer, 1961-1972.

DEPARTMENT OF PUBLIC WELFARE, *Welfare Services in Nova Scotia*, Halifax, Queen's Printer, 1970.

THE LEGISLATURE, *Public Accounts*, Halifax, Queen's Printer, 1972.

PUBLIC ACCOUNTS OF NOVA SCOTIA, *Supplement to the Public Accounts for the Fiscal Year ended March 31st*, Halifax, Queen's Printer, 1973.

## ONTARIO

### DOCUMENTS OFFICIELS

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Application of the Principle of Self-Determination in Probation*, Seminar notes reproduced as a public information reference, Toronto, Department of the Attorney General, 1974.

[412]

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, ONTARIO PROVINCIAL SERVICE, *Comparative Statistical Reports*, Xeroxed, Toronto, Department of the Attorney General, 1962-1966.

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, PROBATION SERVICES BRANCH, *The Probation Officer's Study and Treatment of Delinquent Youth*, Toronto, Department of the Attorney General, 1967.

DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES, *The Ontario Plan in Corrections. Adult Male Institutions*, Toronto, Department of Correctional Services, 1974.

DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES, *The Vanier Centre for Women*, Toronto, Department of Correctional Services, 1975.

DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES, *The Ontario Plan in Corrections. Education*, Toronto, Department of Correctional Services, 1975.

DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES, *The Ontario Plan in Corrections. Alex G. Brown Memorial Clinic*, Toronto, Department of Correctional Services, 1975.

DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES, *Correctional Services*, brochure, Toronto, Department of Correctional Services, 1975.

DEPARTMENT OF JUSTICE, *Ontario Provincial Probation Service*, Toronto, Department of Justice, 1969.

DEPARTMENT OF JUSTICE, ADMINISTRATION OF JUSTICE DIVISION, *Annual Report of the Work of the Provincial Courts (Family Division) in the Province of Ontario, for the County of York, for the Year ending 31st December 1969*, Toronto, Department of Justice, 1970.

[413]

DEPARTMENT OF JUSTICE, PROBATION SERVICES BRANCH, *Probation Officer Occupational Monograph*, Toronto, Department of Justice, 1971.

DEPARTMENT OF REFORM INSTITUTIONS, *Annual Report. Part I: Reformatories, Industrial Farms, Common Jails*, Toronto, Department of Reform Institutions, 1960.

DEPARTMENT OF REFORM INSTITUTIONS, *Annual Report. Part II: Training Schools*, Toronto, Department of Reform Institutions, 1964.

DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL, *Task Force on Policing in Ontario*, Toronto, Department of the Solicitor General, 1974.

JOINT COMMITTEE ON LEGAL AID, *Annual Report, Toronto*, Department of the Attorney General, 1965.

MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL, LAW REFORM COMMISSION, *Sixth Annual Report*, Toronto, Law Reform Commission, 1972.

MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL, *Report on Administration of Ontario Courts. Part I, II, III*, Toronto, Law Reform Commission, 1973.

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES, *Continuing Care in the Community*, Toronto, Ministry of Correctional Services.

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES, *Annual Reports, Toronto*, Ministry of Correctional Services, 1967-1973.

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES, *Regional Detention Centre, Hamilton*, Toronto, Ministry of Correctional Services, 1973.

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES, *Newsletter*. vol. 1, Toronto, Ministry of Correctional Services, 1973.

[414]

MINISTRY OF REFORM INSTITUTIONS, *Annual Reports of the Commissioner*, Toronto, Queen's Printer, 1965-1966-1968.

ONTARIO PROVINCIAL POLICE, COMMISSION OF INQUIRY, *Inquiry Re Alleged improper Relationships between Personnel of the Ontario Provincial Police Force and Persons of Known Criminal Activity*, Ottawa, Queen's Printer, 1970.

ONTARIO PROVINCIAL PROBATION SERVICE, *Handbook for Provincial Probation officers*, by W.R. Outerbridge, Toronto, Department of the Attorney General, 1965.

REVISED STATUTES OF ONTARIO, *Criminal Code and the Juvenile Delinquents Act*, Toronto, Queen's Printer, 1960.

TORONTO METROPOLITAN POLICE, *Annual Reports*, Toronto, Police Commission Office, 1970-1972.

## **RAPPORTS ET ARTICLES**

THE ALCOHOLISM AND DRUG ADDICTION RESEARCH FOUNDATION, *19th Annual Report*, Toronto, Addiction Research Foundation, 1969.

THE ALCOHOLISM AND DRUG ADDICTION RESEARCH FOUNDATION, *Appendices to the 19th Annual Report*, Toronto, Addiction Research Foundation, 1970.

CLARK INSTITUTE OF PSYCHIATRY, *Annual Reports*, Toronto, Ministry of Health, 1967-1970.

ELIZABETH FRY SOCIETY, *Annual Report*, Toronto, Elizabeth Fry Society, 1973.

[415]

FORENSIC CLINIC TORONTO, *Annual Reports, Psychiatry Hospital*, Toronto, Ministry of Health, 1962-1965.

JOHN HOWARD SOCIETY OF ONTARIO, *Annual Report*, Toronto, John Howard Society, 1960-1971.

McFARLANE, G.G., "Theory and Development of Pre-Sentence Reports in Ontario", *The Canadian Journal of Corrections*, Vol. 7, no 2, April 1965.

## QUÉBEC

### DOCUMENTS OFFICIELS

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, *Statuts refondue de la province de Québec, promulgués et publiée sous le règne de la Reine Elisabeth II*, Québec, Editeur officiel, 1970-1973.

BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Statistiques*, Québec, Editeur officiel, 1962-1972.

BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Renseignements statistiques, municipalités du Québec*, Québec, Bureau de la statistique, 1970.

BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Annuaire du Québec*, Québec, Editeur officiel, 1963-1973.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC, *la Société face au crime (Prévost)*, Québec, Editeur officiel, 1970.

Vol. I, Principes fondamentaux d'une nouvelle action sociale, 1968.

Vol. II, t. I, la Sécurité publique, 1968.

Vol. III, t. I, le Crime au Québec : les tendances de la criminalité québécoise, 1969.

[416]

Vol. III, t. II, le Crime au Québec les sommets de la criminalité québécoise, 1969.

Vol. III, t. III, le Crime au Québec le crime organisé, 1969.

Vol. IV, t. I, Délinquance juvénile, la Cour de bien-être social, 1970.

- Vol. IV, t. II, la Délinquance juvénile, Étude comparative sur les tribunaux pour mineurs : Grande-Bretagne, France, Suède, 1970.
- Vol. IV, t. III, la Délinquance juvénile. Étude comparative sur les tribunaux pour mineurs, Québec, 1970, par Alice Parizeau.
- Vol. V, Omnibus - les droits fondamentaux, 1970.
- Annexe I, les Évasions, avril-mai 1968, 1968.
- Annexe II, Enquête d'opinion publique sur la police au Québec, 1968.
- Annexe III, la Police, enquête d'opinions auprès de cinq services de police du Québec, 1969.
- Annexe IV, la Justice criminelle. Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec, 1969.
- Annexe V, la Justice criminelle. Sondage auprès des criminalistes de Montréal sur la justice criminelle au Québec, 1969.
- Annexe VI, la Justice criminelle. Les Québécois s'interrogent sur la criminalité et les mesures correctionnelles, 1969.
- Annexe VII, la Justice criminelle. Le rôle de l'enseignement et de la recherche criminologique dans l'administration de la justice, 1969.
- Annexe VIII, la Police, satisfaction au travail des policiers municipaux du Québec, 1969.

COMMISSION DE POLICE DU QUÉBEC, *Rapports annuels*, Québec, Éditeur officiel, 1969-1975.

CONSEIL CANADIEN DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE ET INSTITUT VANIER DE LA FAMILLE, *incidence des facteurs juridiques et sociopolitiques sur L'évolution de la jeunesse contemporaine*, Conférence du Québec, Québec, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse, 1970.

[417]

LOI DE LA POLICE, *Codification administrative*, Québec, Éditeur officiel, 1971-1972.

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL, *Rapports annuels*, Québec, Éditeur officiel, 1964-1975.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Rapports annuels*, Québec, Éditeur officiel, 1967-1975.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, OFFICE DE RÉVISION DU CODE CIVIL, *Rapport sur les droits civils*, Québec, Éditeur officiel, 1968.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, SÛRETÉ DU QUÉBEC, *Rapports annuels*, Québec, ministère de la Justice, 1968-1975.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, SERVICE DES PRISONS, *Rapports annuels*, Québec, ministère de la Justice, 1968-1975.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROBATION ET DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION, *Rapports annuels*, Québec, ministère de la Justice, 1969-1975.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Règlement n° 1 relatif aux établissements de détention*, Québec, ministère de la Justice, 1970.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *la Police et la sécurité des citoyens*, par Jérôme Choquette, Québec, Éditeur officiel, 1972.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *la Justice au-delà du 50<sup>e</sup> parallèle*, par Jérôme Choquette, Québec, Éditeur officiel, 1972.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *les Tribunaux administratifs au Québec. Rapport du groupe de travail sur les tribunaux administratifs*, Québec, ministère de la Justice, 1973.

[418]

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Lois récentes du Québec. Troisième session de la vingt-neuvième législature de l'assemblée nationale du Québec, première partie du 7 mars 1972 au 9 juillet 1972*, Montréal, Éditions de l'Iris, 1973.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, *Rapports annuels*, Québec, Éditeur officiel, 1970-1975.

PROTECTEUR DU CITOYEN, *Rapports annuels*, Québec, Éditeur officiel, 1969-1975.

SERVICE DE LA POLICE, VILLE DE QUÉBEC, *Statistiques*, Québec, Éditeur officiel, 1969-1975.

STATISTIQUES DES AFFAIRES SOCIALES, *Statistiques*, Québec, Éditeur officiel, 1973-1975.

## LIVRES, RAPPORTS ET ARTICLES

ARCAND, Suzanne, TARDIF, Guy, *Statistiques de la criminalité - Québec*, t. I, Université de Montréal, Centre international de criminologie comparée, 1973.

ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE, *Cahier de travail, la structure, le financement, la programmation de la division du Québec de l'ACSM*, Mont Gabriel, ministère des Affaires sociales, 1972.

ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE, *Étude du bill 8, Loi sur la santé mentale*, Québec, ministère des Affaires sociales, 1972.

ASSOCIATION DES AUMONNIERS DU QUÉBEC QUI OEUVRENT DANS LE CHAMP DE LA CRIMINOLOGIE, *Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête [419] sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale*, Montréal, Association des aumôniers du Québec, 1967.

ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET POMPIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, *Police-jeunesse*, Montréal, Éditions Grapho, 1970.

BROSSARD, Jacques, PATRY, André, et al, *les Pouvoirs extérieurs du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1967.

CADRES PROFESSIONNELS INCORPORÉS, *Les Avocats du Québec, étude socioéconomique*, Montréal, Cadres professionnels incorporés, 1968.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL, *Rapport du conseil de sécurité publique*, Montréal, Communauté urbaine de Montréal, 1970.

COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL DE MONTRÉAL, *Statistiques*, Montréal, Cour du bien-être social, 1964-1968.

CUSSON, Maurice, *le Centre Berthelet, Boscoville, l'école Mont Saint-Antoine*, Université de Montréal, École de criminologie, 1971.

CUSSON, Maurice, *Boscoville : un centre de rééducation*, Montréal, Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile, 1974.

ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE, *Rapporte annuels*, Montréal, École Mont Saint-Antoine, 1965-1970.

FASCIAUX, Roger, *Recherche sur les budgets-temps des patrouilles de police de la ville de Montréal présentée a l'occasion du II<sup>e</sup> symposium international de criminologie comparée*, Montréal, Centre international de criminologie comparée, 1970.

[420]

GAUTHIER, Maurice, *ta Création d'un service provincial de probation au Québec et l'avenir des agences privées de réhabilitation*, Montréal, Société d'orientation et de réhabilitation sociale, 1968.

GAUTHIER, Maurice, *la Réhabilitation de criminel adulte au Québec situation présente et projets d'avenir*, Conférence présentée au quatrième congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Kyoto, Japon, 17-26 août 1970.

GENDRAU, Gilles, *Boscoville : une expérience en marche ou un processus de rééducation au service des jeunes délinquants*, Conférence présentée au Centre de formation et de recherches de l'éducation surveillée, Vaucresson, France, décembre 1966.

INSTITUT PHILIPPE PINEL DE MONTRÉAL, *Rapports annuels*, Montréal, Institut Philippe Pinel de Montréal, 1971-1972.

JOHN HOWARD SOCIETY OF QUEBEC, *Annual Report*, Montreal, John Howard Society, 1960-1970.

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, *la Charte et la Commission québécoise des droits de l'homme*, Projet soumis à la collectivité et à l'état québécois, Montréal, Ligue des droits de l'homme, 1973.

LEBLANC, Marc, *Délinquance juvénile à Montréal*, Recherche sur la culture et la conduite délinquante, Université de Montréal, Département de criminologie, 1960-1966.

LEBLANC, Marc, *Inadaptation et classes sociales à Montréal*, Recherche sur la culture et la conduite délinquante, Université de Montréal, Département de criminologie, 1969.

[421]

LEBLANC, Marc, et al, *Projet de dépistage et de traitement de la délinquance en milieu libre*, Recherche sur la prévention et le contrôle des troubles de comportement en milieu scolaire, Université de Montréal, Département de criminologie, 1972.

MAISON ST-LAURENT, *Rapports annuels*, Montréal, Maison St-Laurent, 1968-1969.

NGUYEN-THI-HAU, *La Réaction sociale à la déviance, Premier rapport, la réaction sociale à la déviance à Montréal*, Montréal, Centre international de criminologie comparée, 1972.

OFFICE DE LA PRÉVENTION ET DU TRAITEMENT DE L'ALCOOLISME ET DES AUTRES TOXICOMANIES, SERVICE DE LA RECHERCHE, *la Consommation de drogues chez les étudiants du secondaire et du collégial de l'île de Montréal*, Une enquête auprès de 4 500 étudiants, 1969.

PARIZEAU, Alice, "les nouvelles politiques relatives aux jeunes délinquants", *Revue : le médecin du Québec*, Vol. II, n° 7, juillet 1976.

PARIZEAU, Alice, "[les Droits de la jeunesse et le projet de loi C-192](#)", *Revue Criminologie*, Vol. VIII, n° 1-2, 1975.

PARIZEAU, Alice, "[les Droits des mineurs et l'emprisonnement des jeunes au Québec](#)", *Revue Criminologie*, Vol. IX, n° 1-2, 1976.

POLICE DE MONTRÉAL, *Statistiques*, Montréal, Police de Montréal, 1960-1961-1972.

RIOUX, Marcel, MARTIN, Yves, [Société canadienne française](#), Toronto, McClelland and Stewart, 1964.

[422]

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Actes du 4e colloque de recherche sur La délinquance et la criminalité*, Montréal, Société de criminologie du Québec, 1964.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Premier congrès de criminologie du Québec*, Montréal, Société de criminologie du Québec, 1966.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Actes du 5e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité*, Montréal, Centre de psychologie et de pédagogie, 1967.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Deuxième congrès de criminologie du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1968.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Recherche sur La motivation des policiers a l'étude*, Montréal, Société de criminologie du Québec, 1970.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Quatorzième congrès annuel*. Université de Montréal, Société de criminologie du Québec et École de criminologie, 1973.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC, *Quinzième congrès annuel*, Université de Montréal, Société de criminologie du Québec et École de criminologie, 1974.

SOCIÉTÉ D'ORIENTATION ET DE RÉABILITATION SOCIALE, *Rapport annuel*, 1961-1970.

SZABO, Denis, *Contribution à l'étude de La délinquance sexuelle. Les délits sexuels des adolescents à Montréal*, Montréal, Université de Montréal en collaboration avec la Fondation Richelieu, 1960.

[423]

SZABO, Denis, *la Probation au Québec*, in "Actes du II<sup>e</sup> congrès de criminologie", Montréal, Éditions Beauchemin, 1969.

SZABO, Denis, *le Banditisme a Montréal*, in "Actes du II<sup>e</sup> congrès de criminologie", Montréal, Éditions Beauchemin, 1969

TARDIF, Guy, *Police et société*, Montréal, Lévy-Beaulieu éd., 1975.

TRAHAN, Marcel, *Exposé sur La sentence*, Conférence donnée aux Journées franco-québécoises de défense sociale, Montréal, 1973.

## THÈSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

### - Mémoires de maîtrise (M.A. ou M. Ss.)

BERTRAND, Francine, *Milieu ouvrier canadien français et délinquance juvénile*, Université de Montréal, Thèse de maîtrise, 1970.

DUBREUIL, Monique, *la Protection judiciaire de l'enfance en danger*, Université de Montréal, Thèse de maîtrise, 1972.

GENDRON, Raynald, *Atlas de la criminalité - Québec*, t. 2, Université de Montréal, Thèse de maîtrise, 1971.

LAPIERRE, Jacques, *Étude de l'admission dans un centre de rééducation pour jeunes délinquants*, Université de Montréal, Thèse de maîtrise, 1971.

LIPPE, Michel, *Le Système québécois de protection de l'enfance*, Université de Montréal, Thèse de maîtrise, 1972.

[424]

### - Thèses de doctorat (Ph.D.)

CUSSON, Maurice, *la Resocialisation du jeune délinquant*, Université de Montréal, École de criminologie, 1972.

TARDIF, Guy, *Police et politique municipale au Québec*, Université de Montréal, École de criminologie, 1974.

## **SASKATCHEWAN**

### **DOCUMENTS OFFICIELS**

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL, *Various Acts of Parliament*, Regina, Queen's Printer, 1965-1973.

DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES, *Annual Report 1971-1972*, Regina, Department of Social Services, 1972.

DEPARTMENT OF WELFARE, CORRECTIONS BRANCH, *Adult Probation Services*, Regina, Department of Welfare.

DEPARTMENT OF WELFARE, *Corrections Study Committee Report.*, Regina, Department of Welfare, 1971.

GOVERNMENT INFORMATION SERVICES, *The Land ... its Resources and People of Saskatchewan*, Regina, Queen's Printer, 1975.

LAW REFORM COMMISSION, *Act to Establish a Law Reform Commission*, Chapter 21, Regina, Queen's Printer, 1971.

MAJESTY COURTS, *Rules of Court and Revisions*, Regina, Queen's Printer, 1962-1972.

[425]

THE PEACE ATHABASCA DELTA, A CANADIAN RESOURCE, *Summary Report*, Regina, Queen's Printer, 1972.

POLICE DEPARTMENT OF REGINA, *Annual Report*, Regina, Police Department, 1969.

POLICE DEPARTMENT OF SASKATOON, *Annual Report*, Saskatoon, Police Department, 1969.

ROYAL COMMISSION ON GOVERNMENT ADMINISTRATION, *Report*, Regina, Queen's Printer, 1965.

## **TERRE-NEUVE ET LE LABRADOR**

### **DOCUMENTS OFFICIELS**

DEPARTMENT OF FINANCE, *The Economy : Newfoundland and Labrador. Outlook*, St-John's, Ministry of Finance, 1973.

DEPARTMENT OF JUSTICE, *Report of the Royal Commission to Enquire into the magistracy of Newfoundland and Labrador*, St-John's, Department of Justice, 1973.

DEPARTMENT OF PUBLIC WELFARE, *Annual Reports*, St-John's, Queen's Printer, 1960-1970.

DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES AND REHABILITATION, *Annual Reports*, St-John's, Department of Social Services and Rehabilitation, 1971-1973.

THE NEWFOUNDLAND CORRECTIONS STUDY COMMITTEE, *Report*, St-John's, Ministry of Justice, 1973.

[426]

TREASURY BOARD, *supplement to the Historical Statistics of Newfoundland and Labrador*, St-John's, Treasury Board, 1972.

## **YUKON ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST**

### **DOCUMENTS OFFICIELS**

COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, *Rapport annuel du commissaire*, territoires du Nord-Ouest, Département de l'information, 1970.

COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, *Rapport annuel du commissaire*, territoires du Nord-Ouest, Département de l'information, 1971.

COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, *Century Two. Deuxième centenaire*, territoires du Nord-Ouest, Département de l'information, 1971.

COUNCIL OF THE NORTHWEST TERRITORIES, *Ordinances*, Ottawa, Queen's Printer, 1969.

COUNCIL OF THE NORTHWEST TERRITORIES, *Ordinances of the Northwest Territories 1970 - Third session*, Ottawa, Information Canada, 1971.

DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT, *Annual Report. Corrections Services*, Northwest Territories, Department of Social Development.

ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, RÉGION DE HAY RIVER, *Rapport.*, Yellowknife, 1968.

[427]

MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT, *Annual Report of the Commissioner of the Northwest Territories*, Ottawa, Ministry of Indian Affairs and Northern Development, 1970.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, *l'Économie du Yukon, perspectives de croissance et de durée*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, *Services correctionnels dans les territoires du Nord-Ouest, rapport du comité d'étude*, par Réal Jubinville. Photocopie. Territoires du Nord-Ouest, ministère des Affaires sociales, 1971, bilingue.

## LIVRES ET RAPPORTS

ARCTIC INSTITUTE OF NORTH AMERICA, *Eskimo Administration : II. Canada*, by Diamond Jeness, reprinted 1973, Montréal, Arctic Institute of North America, 1964.

ARCTIC INSTITUTE OF NORTH AMERICA, *Eskimo Administration : V. Analysis and Reflections*, by Diamond Jeness, Montreal, Arctic Institute of North America.

[428]